



Une nouvelle stratégie de la dette

Les émeutes, en Argentine aujourd'hui, au Venezuela il y a peu, en rappellent régulièrement l'enjeu humain et politique : les crises nées de l'accumulation de dettes considérables dans les pays en développement exigent une réponse rapide, un choc psychologique et financier redonnant un minimum de chances aux gouvernements qui cherchent à sortir du « mal-développement ».

Ce constat, les organismes multilatéraux, du Fonds monétaire international à la Banque mondiale, l'ont dressé depuis longtemps. Les dirigeants des pays industriels aussi, avec plus ou moins d'empressement. Un consensus a fini par se dégager sur une nouvelle stratégie à partir des idées du secrétaire américain au Trésor, M. Nicholas Brady ou de M. Mitterrand : la simple gestion de la crise ayant échoué, il n'existe qu'une issue, effacer purement et simplement une part de la dette des pays qui, en contrepartie, acceptent d'assainir leur économie.

Pour les plus démunis, la responsabilité repose sur les pays industriels, leurs principaux créanciers. La réponse n'a pas tardé. Partielle dans le cadre des accords de rééchelonnement du Club de Paris, totale pour trente-cinq pays endettés auprès de la France, l'annulation pure et simple des créances gagne du terrain.

Le problème est plus complexe pour les pays à revenu intermédiaire. Il implique en effet une action commune de la part des organismes multilatéraux, des gouvernements et des banques créancières. C'est bien là que le bât blesse. Le monde bancaire hésite à s'engager dans un nouveau processus et exige de solides garanties pour l'avenir. Ses tergiversations irritent et inquiètent les autres acteurs de la crise.

Le FMI et la Banque mondiale estiment avoir fait leur part du chemin en élaborant d'autres systèmes de financement pour favoriser la réduction des dettes entre débiteurs et créanciers privés. Les gouvernements des pays industriels participent activement au nouvel effort de concertation. Au sein du Club de Paris, ils ont rééchelonné 93 milliards de dollars de dettes depuis 1983. Depuis le début de 1989, 11 milliards de dollars d'échéances ont été traitées, et les deux derniers accords, sur les Philippines et le Mexique, ont constitué un signal clair aux banques : ces pays, considérés comme de bons élèves de l'assainissement économique ont bénéficié d'une consolidation de dette sur plusieurs années. Des opérations montées en quelques jours. Les banques privées mettront-elles plusieurs mois à en faire autant ? Si elles tardent trop à accepter ces règles du jeu, pourtant inspirées du marché, pour effacer une part de leurs créances, l'effet positif de la nouvelle stratégie de la dette va aller s'estompant. Le test mexicain s'annonce en ce sens crucial. De son succès rapide ou de son échec dépendra pour une bonne part la stabilité économique mondiale. A force d'entendre les pays industriels s'inquiéter de leurs propres déséquilibres, on a parfois tendance à oublier : les pays du tiers-monde, endettés ou non, sont partie prenante à l'avenir financier et commercial de la planète.

(Lire nos informations page 39.)

M 0147 - 0502 0 - 4,50 F



3790147004500 05020

Dans un discours à Mayence

M. George Bush part en guerre contre la division de l'Europe

M. George Bush a quitté la République fédérale mercredi 31 mai en fin de journée après une visite de vingt-quatre heures au cours de laquelle a été célébrée la bonne entente retrouvée entre les Etats-Unis et la RFA.

Le président américain, dans un discours prononcé à Mayence, est parti en guerre contre la division de l'Europe.

Dans le discours qu'il a prononcé mercredi 31 mai à Mayence, le président américain George Bush a lancé un appel pour qu'il soit mis fin à la division centrale de l'Europe et que soit démantelé le mur de Berlin. Il a promis de faire ce qui serait en son pouvoir pour favoriser l'ouverture des sociétés d'Europe centrale et orientale, dont il a souligné qu'elle était déjà entamée dans certains pays de l'Est, et pour promouvoir dans cette partie de l'Europe l'idée de démocratie.

Ce discours de Mayence ne pouvait que satisfaire les Allemands de l'Ouest d'autant que le président américain a trouvé une phrase particulièrement rassérénante pour la RFA, et qui montrait qu'il avait tiré la leçon de la polémique qui s'était développée

ces derniers mois entre les deux pays : les Etats-Unis et la RFA, a-t-il dit, sont aujourd'hui « partenaires dans le leadership ».

A Paris, où il était intervenu à la réunion de la CSCE sur les droits de l'homme, le ministre soviétique des affaires étrangères a cependant tempéré quelque peu, mercredi, ses premières réactions positives aux propositions américaines sur le désarmement. Il s'est en effet déclaré « déçu » par le chapitre du document de l'OTAN concernant les armes nucléaires à courte portée. Il a d'autre part déclaré que « les forces britanniques et françaises en RFA représentent 100 000 hommes et cela crée un déséquilibre ».

(Lire nos informations page 4.)

Une opération critiquée Rue de Rivoli

Dassault négocie avec l'Irak un contrat de 22 milliards de francs

Le président américain George Bush a quitté la République fédérale mercredi 31 mai en fin de journée après une visite de vingt-quatre heures au cours de laquelle a été célébrée la bonne entente retrouvée entre les Etats-Unis et la RFA. Le président américain, dans un discours prononcé à Mayence, est parti en guerre contre la division de l'Europe.

La société Dassault négocie avec l'Irak un énorme contrat de 22 milliards de francs pour la fourniture d'une cinquantaine d'avions Mirage-2000 et de leurs équipements. Cette commande, vitale pour l'entreprise qui souffre d'une chute dramatique des commandes à l'exportation depuis trois ans, provoque une vive polémique au sein de l'administration. Elle équivaudrait en effet « à un transfert gratuit de ces appareils à des pays étrangers : à la limite, mieux vaudrait les garder pour l'armée française », estime une note confidentielle. Un point particulièrement sensible à l'heure où le ministère de la défense est appelé à limiter ses ambitions.

Le ministère des finances, redoutant d'être une fois de plus mis devant le fait accompli par le « complexe militaro-industriel »,

refuse de garantir les prêts nécessaires tant que le contentieux financier de la France avec l'Irak n'est pas réglé. Bagdad a accumulé vis-à-vis de Paris une dette de plus de 6 milliards de dollars, dont 4 (soit plus de 25 milliards de francs) assurés auprès de la COFACE (1). Or le pays refuse, depuis la fin des combats dans le golfe Persique, l'été dernier, de payer les échéances prévues. Pour les années 1988-1989, c'est environ 8 milliards de francs qui devaient être versés. L'Irak propose de ne rembourser qu'un peu plus de 1 milliard de francs à la France sur ces arriérés.

VERONIQUE MAURUS.

(Lire la suite page 39.)

(1) Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur.

Les élections européennes du 18 juin

Recomposition ou verrouillage politique

Le nombre des listes qui seront en présence pour les élections européennes du 18 juin et leur composition définitive seront officiellement connus à partir du vendredi 2 juin, date limite de leur dépôt. La campagne ne mobilise pas, jusqu'à présent, des foules considérables. Selon les sondages, les trois grands partis (PS, RPR, UDF) ne réunissent actuellement que 50 % des suffrages exprimés. Ils subissent la concurrence, à droite, de la liste Veil et, à gauche, des écologistes, deux forces « rénovatrices » avec lesquelles ils devront compter après le 18 juin.

par Jean-Marie Colombani

Trois cents personnes dans le Nord pour entendre le tandem Giscard-Juppé, moins de trois mille à Nantes pour soutenir le couple Fabius-Rocard : même si tous les chefs de file des six grandes listes font leur métier, la France profonde ne se montre guère passionnée par ce scrutin

européen. Pourtant, si elles sont sans passion, les élections européennes ne sont pas, d'un point de vue de politique intérieure, sans intérêt : elles risquent fort de façonner le visage et de déterminer le sort de l'opposition.

L'intérêt pour l'Europe, au vu des enquêtes d'opinion, n'est pas négligeable. Il est même plus

élevé qu'en 1984 : la perspective du grand marché unique rend plus présente la Communauté dans les préoccupations des Français. Mais, pour mobiliser des électeurs, il faut un enjeu clair qui, manifestement, fait défaut. Le levier principal que constituait l'attitude (soutien ou critique) à l'égard du gouvernement,

méthode Rocard oblige, est absent.

Les deux précédents scrutins, au contraire, avaient été fortement politisés. En 1979, Jacques Chirac en avait fait une machine de guerre contre le président Giscard d'Estaing devenu, pour la circonstance, l'incarnation du « parti de l'étranger ».

(Lire la suite page 13.)



Des séronégatifs porteurs du sida

Une inquiétante étude américaine.

PAGE 48

Démision à Washington

M. Wright abandonne son poste de speaker de la Chambre des représentants.

PAGE 3

Arméniens libérés

Les dirigeants nationalistes emprisonnés à Moscou ont regagné Erevan.

PAGE 48

Nouveau premier ministre japonais

M. Uno succédera à M. Takeshita.

PAGE 10

Débat sur l'immigration

Le gouvernement envisage le recours à l'article 49-3 pour faire face à l'offensive de l'opposition.

PAGE 13

Le sommaire complet se trouve page 48

Saisie des archives de Paul Touvier

L'itinéraire d'un milicien

Les abondantes archives conservées par Paul Touvier, saisies par la gendarmerie lors de l'arrestation de l'ancien milicien, viennent d'être placées sous scellés par le juge d'instruction. Ces documents permettront de compléter le portrait et l'itinéraire d'un milicien qui se présente aujourd'hui comme dévot mais ne l'était guère durant les années sombres de l'Occupation où il vivait avec des prostituées, et pillait les biens confisqués aux juifs.

(Lire page 17 l'article de LAURENT GREILSAMER.)

« Lady Macbeth » à Nancy

Le fascinant opéra de Chostakovitch

L'Opéra Bastille songeait à en faire la création en France pour son spectacle d'ouverture. Mais le Grand Théâtre de Nancy l'a devancé en montant le chef-d'œuvre de Chostakovitch avec un éclat exceptionnel.

Lady Macbeth du district de Mzensk, d'après une nouvelle de Leskov, avait remporté un succès triomphal après sa création, le 22 janvier 1934 : quatre-vingt-trois représentations au Maly de Leningrad, quatre-vingt-dix-sept à Moscou, et aussi à New-York, Cleveland, etc. C'était la gloire pour Dimitri Chostakovitch, ce compositeur de vingt-huit ans, aimé du régime et de l'avant-garde soviétiques.

Mais en janvier 1936, Joseph Staline voulut voir ce spectacle fameux, et il fut horrifié. Dès le 28 du même mois, la Pravda traitait l'opéra de « galimatias musical, maré de sons chaotiques et discordants... Le compo-

siteur emprunte au jazz sa musique d'énervé, de maniaque, d'épileptique, afin de doter ses personnages de passion... Elle nasille, gémit, halète et suffoque afin de rendre les scènes d'amour le plus fidèlement possible... Ainsi avertis de cette « dégéné-

rescence gauchiste et formaliste », tous les théâtres cessèrent immédiatement les représentations et Chostakovitch, atterré, songea à se suicider.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 32.)

Le Monde

LIVRES

- L'énigme des hommes de 1789
- Nouvelles : Annie Saumont, Christiane Baroche, André Miguel, Georges-Olivier Châteaureynaud.
- Jean Dautourd ou l'amour-passion du français.
- La chronique de Nicole Zani.
- Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : la correspondance Proust-Gallimard.

PAGES 21 à 29

Concours « Voyages en littérature »
Questions page 11

Le Monde

DOSSIERS & DOCUMENTS

JUIN 1989

CHANSONS EN FRANCE

- Un nouvel âge d'or
- Des chanteurs mérités
- Les voies du succès
- Un contexte nouveau

LE DERNIER ETAT DE LA FRANCE

(Spécial révision du bac)

- Une croissance soutenue
- Poursuite de la rigueur
- Déséquilibres majeurs : chômage, commerce extérieur
- Une économie mixte

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

AUDIOVISUEL

La télévision malade des quotas

L'INSIGNIFIANCE de ce qui est excessif oblige à dire que, si la France n'est pas le palais des merveilles audiovisuelles, elle ne doit avoir aucun complexe de la révolution cathodique des cinq dernières années, avec la fin du monopole de la télévision publique, la création de Canal Plus, la croissance de la 5 et de la 6, l'enfantement de la SEPT, la privatisation de TF1.

Dans l'Europe du big-bang audiovisuel, la France a su ne pas poser son sac au bord de la route : c'est été le principal danger. Mais la révolution des images étant, elle aussi, un bloc, elle porte en elle le meilleur comme le pire. Et, pour mettre un terme à des excès incontestables, la tentation est grande de nous livrer à un des sports nationaux favoris : la réglementation. « Quand j'entends le mot changement, je sors mon règlement. »

Peut-être pouvons-nous modestement ouvrir des pistes sur l'évolution du paysage audiovisuel, grâce à l'expérience acquise par TF1 depuis deux ans, qui l'a menée à la première place en France et à une des toutes premières en Europe. Deux faits majeurs : la concentration mondiale des groupes de communication et l'unification du marché européen de la télévision vont dominer la décennie qui commence. Les rappels confirment à la banalité ; les oublier nous mènerait à la catastrophe.

La fusion « Time Warner », les OPA sur les « majors » américaines, la montée en puissance du groupe Murdoch, le dynamisme conquérant de Bertelsmann, la réussite éclatante du groupe Berlusconi, suffisent à prouver que le temps est passé du « Small is beautiful », dans la communication comme partout ailleurs. A l'heure du village planétaire, les mastodontes s'installent sur la place du marché.

Certes, la sauvegarde du pluralisme et les dangers d'abus de position dominante demeurent une préoccupation naturelle des partisans d'un fonctionnement harmonieux du marché. Mais il ne faut pas se tromper de bataille, le danger principal pour l'Europe, et singulièrement pour la France, n'est pas que quelques grands groupes concentrent dans leurs mains trop de puissance, mais au contraire que, face aux géants américains, japonais, australiens, voire allemands, italiens et, demain, brésiliens ou mexicains, la France, imprégnée d'un gallicanisme d'un autre âge, confonde la paille des risques de la concentration hexagonale avec la poutre des conglomérats hors nos murs.

La chance pour notre pays est d'avoir dès aujourd'hui l'esquisse de trois pôles audiovisuels — deux privés et un public — qui peuvent, si on leur en donne les moyens, se déployer sur le champ européen. Le travail considérable et les

par ETIENNE MOUGEOTTE (*)

succès obtenus ces deux dernières années par Canal Plus et TF1 les désignent naturellement comme deux piliers du secteur privé, aux côtés de la 5 et de M6.

Fort de son succès en France, Canal Plus essaie de tisser un réseau d'alliances en Allemagne, en Angleterre, en Espagne, pour s'assurer dans les années qui viennent le leadership de la télévision payante en Europe.

La situation de TF1 est plus singulière. Les auteurs de la loi de privatisation, pour des raisons obscures tenant probablement à une sorte de culpabilité culturelle inavouée, ont multiplié les contraintes de toutes natures et contre nature pour limiter la portée de leur « péché ». En dépit de ce maquis de règlements, d'obligations et de quotas, TF1 s'est affirmée comme la première chaîne française susceptible de rivaliser avec les plus grandes chaînes européennes.

Diffusion et production

Mais il est clair que pour pérenniser ce succès TF1 doit tout à la fois investir massivement dans la production (en 1989, 600 millions de francs dans la fiction, 120 millions de francs dans le cinéma), trouver des alliances européennes (Beta Taurus en Allemagne, Berlusconi en Italie) et, enfin, échapper à une maladie spécifiquement française, le « syndrome du quota ». Il faut savoir qu'une confusion s'est établie, y compris parmi les esprits les plus déliés, entre la diffusion et la production. Si l'on veut, et c'est légitime, défendre la production audiovisuelle française, le moyen, et le seul, efficace consiste à obliger les diffuseurs à consacrer un pourcentage non négligeable de leur chiffre d'affaires à la production de fiction et de documentaires. C'est le cas de TF1, qui consacre 15 % de son chiffre d'affaires à la production. Que chacun suive cet exemple et l'avenir de la production française sera assuré.

En revanche, les quotas de diffusion n'ont aucun effet positif sur la production, car il s'agit en fait de quotas de rediffusions. Mieux, par un effet pervers propre à toute surrégulation, les quotas de rediffusion d'œuvres françaises ou européennes (50 % français, 70 % européen pour TF1), amènent la chaîne à acheter des œuvres souvent anciennes, parfois médiocres, déjà maintes fois diffusées et génératrices de royalties qui ne se réinvestissent pas dans la production.

Enfin, s'il est nécessaire, et personne ne le conteste, de défendre l'identité culturelle et linguistique

(*) Directeur général de l'audiovisuel à TF1.

des chaînes françaises, qu'on établisse alors une règle simple obligeant tout diffuseur à consacrer 70 ou 75 % de son temps d'antenne à des programmes d'origine française ou européenne. Mais qu'on parle alors de programmes tous genres confondus, tant il est vrai qu'une émission sur le sport, un jeu avec des mots participent chacun à sa manière à la défense de notre identité linguistique.

Reste le service public dont l'une des idées-forces est de regrouper les deux grandes chaînes A2 et FR3 sous une autorité unique. Pourquoi pas, dès lors que l'Etat ne s'arrogerait pas à cette occasion un privilège exclusif ? Car, si on comprend bien l'intérêt d'A2 et de FR3, ayant le même et unique actionnaire, d'aboutir à une coordination de leur production, de leurs achats et de leur programmation, on voit mal, en regard à l'égalité des conditions de la concurrence, ce qui permettrait d'interdire aux chaînes privées, dès lors que leurs actionnaires seraient d'accord, d'aboutir aux mêmes formes de coopération. Un premier pas indispensable à l'égalité des conditions de concurrence consisterait à rapporter la règle absurde qui limite à 25 % la part maximale d'un actionnaire dans un réseau de diffusion.

Il n'est plus possible d'ailleurs d'asseoir la réglementation sur une base nationale à l'heure du marché unique. La directive européenne des télévisions dites transfrontières, qui sera très vite la règle commune des chaînes européennes concurrentes des nôtres, est le résultat d'un compromis politique honorable. Car ou bien on veut faire l'Europe tout seul, et alors il est possible de camper sur des positions intransigeantes, ou bien on veut faire l'Europe avec les autres, nos onze partenaires, et il n'y a pas d'autres voies que les concessions mutuelles.

Protection du cinéma

Autant il est faux de dire que la France a vécu à Bruxelles une « Canossa audiovisuelle », autant il serait absurde de vouloir rattrapper à Paris ce qui a été lâché à Bruxelles. En clair, les chaînes européennes concurrentes des nôtres appliquent une directive peu contraignante en matière de quotas de diffusion, qui leur permettra une grande souplesse de programmation.

Dans l'univers compliqué de l'audiovisuel ouvert à tous les vents de la concurrence, il n'est pas interdit d'avoir quelques idées simples.

Le plus grand danger qui guette la France et l'Europe n'est pas la concentration, mais la dispersion. L'Europe ne pourra se battre à armes égales avec les conglomérats de communication en voie de formation qu'à la condition d'opérer ses propres regroupements.

La France a la chance d'avoir l'esquisse d'un triple pôle audiovisuel : TF1, Canal Plus et le service public. Qu'on laisse vivre les privés, qu'on organise la conférence du troisième public.

La sauvegarde de la production française et européenne ne passe pas par des « quotas de rediffusions », mais par des obligations d'investissement dans la production.

Un secteur cependant a besoin d'une surprotection : le cinéma. Celui-ci étant en danger de mort, il est légitime de maintenir intégralement les contraintes imposées à toutes les chaînes de télévision en la matière.

Qu'on veuille bien s'en tenir à la mise en pratique de ces quelques règles simples et alors notre télévision aura la chance de continuer à jouer dans la cour des grands en Europe. A l'inverse, qu'on impose un protectionnisme frileux, qu'on invente des quotas, et des superquotas, et nous aurons toutes chances d'être éliminés dès le premier tour de la coupe d'Europe de la communication.

L'illusion est de croire se protéger en renforçant la réglementation hexagonale. A l'ère du satellite et du câble, il n'y a pas de barrière douanière électronique.

UN PAMPHLET DE RAPHAËL DRAÏ

Les catholiques et les juifs

La réconciliation entre les juifs et les catholiques ne pourra jamais être que le résultat d'une longue marche, zigzagante, faite d'avancées, de surplacés et même de reculs. Elle est cependant chose trop sérieuse pour être traitée avec esprit de polémique. Certes, une clarification est nécessaire depuis l'arrivée de Jean-Paul II à la tête de l'Eglise. Mais gagnait-elle à être traitée avec les foudres du pamphlet ?

Pour Raphaël Draï, le Vatican serait devenu le centre d'une stratégie « révisionniste ». Le pape polonais (et sans doute parce qu'il est polonais) et son bras séculier à Paris le cardinal Lustiger (lui-même d'origine polonaise, et juif qui plus est) seraient les nouveaux porteurs de l'obsession « révisionniste » qui, depuis près de deux mille ans, assait l'Eglise catholique envers le peuple juif.

L'auteur en parle comme d'une « tentative de génocide », ou à tout le moins d'« ethnocide », puisqu'il s'agit d'enlever au peuple de la Thora l'essentiel de son identité. Il admet que l'attitude actuelle de l'Eglise est « apparemment moins scandaleuse » que son silence pendant l'extermination, mais que son « révisionnisme » d'aujourd'hui « fausse la conscience historique et éthique » du génocide nazi.

Il ne manque pas d'arguments pour dénoncer l'« équivoque ». Il englobe tout ce qui, dans les actes du pontificat de Jean-Paul II, trait dans le sens d'une « annexion chrétienne » des lieux et des principes de la culture juive : la canonisation, en 1981, du Père Kolbe, martyr d'Ausch-

witz ; la béatification, en 1987, d'Edith Stein, juive convertie et devenue carmélite, morte elle aussi dans ce camp que le pape a un jour qualifié de « Golgotha des temps modernes » ; l'installation, en 1984, d'autres carmelites, polonaises cette fois, aux portes du même lieu d'extermination ; la promotion, en 1981, d'un juif converti au siège cardinalice de Paris ; la réception, en 1987, de Kurt Waldheim au Vatican ; la non-reconnaissance d'Israël et la défense des droits des Palestiniens. Autant d'écarts dans ce que Raphaël Draï appelle une « guerre d'usure ».

Mais, au lieu de faire le part du feu, c'est-à-dire celle du fait historique précis et prouvé et celle de l'interprétation à sens unique, il place sur le même plan une série d'événements, dont chacun devrait être pesé et soupesé mais qui, selon l'auteur, n'a de valeur que rapporté à une prétendue stratégie d'ensemble. Comme si la nomination à l'archevêché de Paris du cardinal Lustiger était due seulement à sa qualité de juif converti, et non d'abord à ses compétences théologiques et pastorales.

Raphaël Draï évoque que pour mémoire la vraie « révision » opérée par l'Eglise, à l'époque de Jean XXIII et du concile Vatican II : son abandon de la définition de « peuple élu », de l'enseignement du mépris, et l'amorce d'un véritable dialogue juéo-chrétien, souvent discret et ténace.

Il ne dit pas un mot de la visite de Jean-Paul II en 1986 à la grande synagogue de Rome et ce que déclara alors le pape :

« Vous êtes nos frères aimés, et un sens nos frères aimés. Il passe sous silence les visites papales aux camps de Majdanek en 1987 et de Mathausen en 1988, après celle d'Auschwitz en 1979. Il ne cite pas l'homélie de béatification d'Edith Stein, à Cologne, qualifiée de « fille d'Israël de notre siècle », ni la condamnation, toujours en Allemagne fédérale, de l'« idéologie nazie » et « née d'esprits déments », qui a abouti « au plan d'extermination des juifs ». Enfin, il ne mentionne même pas la longue négociation, suivie d'un accord en 1987, qui a mis face à face des autorités juives et catholiques de premier plan (dont les cardinaux français Lustiger et Decourtray) pour convaincre les religieuses polonaises de dépeindre leur camp situé à la fin du camp d'Auschwitz (1).

L'auteur est fondé à s'alarmer de certaines lenteurs : c'est précisément vrai pour le démantèlement de ce carmel contesté et des omissions, dans le discours catholique officiel, sur la responsabilité des chrétiens dans la montée de l'antisémitisme. Mais si de tels sujets ne peuvent pas être traités sans passion, on peut souhaiter qu'ils le soient après un examen plus rigoureux des faits.

HENRI TINCQ.

★ LETTRE AU CARDINAL LUSTIGER SUR L'AUTRE RÉVISIONNISME. Raphaël Draï. Editions Albin, 190 p., 92 F.

(1) On appréciera par comparaison l'analyse, beaucoup plus saine, de l'affaire du camp d'Auschwitz et de cette tentative de « christianisation de la Shoah », sous la plume de Bernard Suchy dans le numéro de mai 1989 d'Esprit, 212, rue Saint-Martin, 75003 Paris.

Au courrier du Monde

TRAFIC

Les profits de Beyrouth

Tous les jours on verse des larmes à propos des victimes des bombardements de Beyrouth.

Mais un journal aussi bien informé que le Monde ne pourrait-il pas nous montrer du doigt, en les désignant par leurs noms, ceux qui fabriquent les canons et les obus qui font tant de victimes innocentes, et ceux qui gagnent de l'argent par le

trafic de ces armements mortels ? Car ces morts et ces blessés, qui coûtent si cher, rapportent aussi beaucoup d'argent à quelqu'un, n'est-ce pas ?

RENÉ CRUSE (Genève)

RÉCONCILIATION

Histoire et théâtre

Jacques Chirac célébrant le Bicentenaire appelle, bien entendu,

à l'unité de tous les Français, à la réconciliation de tous les contraires. Que Cathelineau embrasse Robespierre, que Thiers épouse Louis Michel (discours du 26 mai 1989)...

Au même moment, la famille de Gaulle, scandalisée, tente d'interdire la rencontre fantasmagorique du Général et du Maréchal.

La mise en spectacle de l'histoire du vingtième siècle attendra donc le bicentenaire de l'appel du 18 juin ?

J.-D. BENDERITTE (Paris)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-27

Téléfax MONDOPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-61

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Weuts

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet

Correspondant en chef :

Claude Salas

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montcaumon, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléx MONDPUB 206 136 F

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapez LEMONDE

ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72.

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	728 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 380 F	1 389 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements

Tél : 05-04-03-21 (numéro vert).

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à fournir leur dernière adresse deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE :

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde AFFAIRES

L'ENTREPRISE « AMERIPPONE » DE LA CONCURRENCE A LA COOPERATION

Si l'on se fie aux déclarations officielles, Américains et Japonais sont en pleine guerre commerciale. Mais en coulisse, les industriels des deux pays, conscients que l'union fait la force, commencent à mettre en commun leurs technologies.

Egalement au sommaire :

► Sport : surenchères commerciales à Roland-Garros.

► Banque : Francfort retrouve ses Rothschild.

► Entreprises publiques : les salariés élisent leurs représentants aux conseils d'administration.

Le Monde

Cheque vendredi, les affaires, c'est l'affaire de tout le Monde.

مكتبة امينة الأصل

ARGENTINE : pillages et affrontements

Le président Alfonsín et son successeur tentent de trouver ensemble une solution à la crise

BUENOS-AIRES
de notre correspondante

A 50 kilomètres au nord-ouest de Buenos-Aires, on a l'impression d'avoir changé de pays. Dans le quartier pauvre El Salvador de la ville de José C. Paz, c'est la guerre. Chaque rue est bloquée par des fils de fer électrifiés et des pous enflammés; les habitants, armés de machettes, de haches mais aussi de revolvers et de carabines, le front teint d'un bandeau blanc en signe de reconnaissance, font le pied de grue depuis treize heures déjà, décidés à donner leur vie pour défendre leurs maisons.

« La police nous a prévenus que les gens du quartier d'en face

dévoient un. Mercredi encore, et malgré l'état de siège, il y a eu des pillages et des morts en Argentine. Le ministre de l'Intérieur, Juan Carlos Pugliese, a démenti le chiffre — le plus souvent avancé — de quinze morts comme bilan des trois jours de troubles.

Le gouvernement a annoncé qu'il « contrôlait la situation ». Ce qui n'a pas découragé la rumeur selon laquelle la réunion de mercredi matin entre le président en exercice, Raul Alfonsín, et son successeur élu, Carlos Menem, était au départ destinée à annoncer la démission du chef de l'Etat. D'autant que, mardi, M. Menem avait désigné son frère Eduardo, actuel vice-président du Sénat, comme candidat idéal pour la longue transition d'ici au 10 décem-



allaient nous attaquer, racontait, mercredi 31 mai, Oscar Pereira, le propriétaire d'un magasin d'alimentation générale, dévalisé la veille. Ils nous ont conseillé de nous organiser en groupes d'autodéfense et nous ont même donné l'autorisation de tirer, si nécessaire. Mais on ne sait pas quoi penser, ajoute-t-il. De l'autre côté, les fils leur ont dit la même chose, alors ils se préparent aussi.

Tous les commerçants ont été systématiquement dévalisés dans le quartier. La plupart n'ont pas résisté, par peur ou par compassion, car, selon eux, même s'il y avait quelques profiteurs, la plupart des « assaillants » étaient des gens affamés, des femmes, des enfants.

« C'est nous qui avons faim maintenant, explique le boucher, même ceux qui ont des économies ne peuvent pas acheter parce que les commerçants qui ont des stocks refusent de les vendre. Ils savent que les prix augmentent tous les jours, ils préfèrent attendre le plus tard possible. » La situation est plus que confuse. Certains membres des groupes d'autodéfense sont d'anciens pillards. Certains ont eu leur maison saccagée, ils ne savent pas par qui. Et la police est pratiquement absente.

« Nous, on voudrait que les fils ou l'armée nous aident », s'indigne un voisin. « On est tout près de Campo de Mayo (la plus importante base militaire de la province de Buenos-Aires, où a eu lieu la rébellion de Pâques 1987), mais ils se gardent bien de sortir, cette fois. »

Tout près de là, dans les faubourgs de San-Miguel (800 000 habitants), une queue de près de 500 mètres de long attire l'attention. C'est une distribution gratuite de vivres (lait, huile, pâtes, farine, sel, confiture) organisée par le gouvernement dans le cadre du PAN (Programme d'alimentation nationale).

« Certains font la queue plusieurs fois de suite, mais on ferme les yeux », explique Masini, responsable de la distribution. « Ces gens-là n'ont vraiment rien d'autre à manger. »

La faim

En début de soirée, les gens rentrent de leur travail. Sur la route numéro 23, on les voit descendre du bus et marcher à toute vitesse sur le bas-côté. Que fuient-ils ? En arrivant au croisement de la rue Ferreira, on comprend leur inquiétude. Là, même les bus refusent de passer. Deux chauffeurs ont été tués mardi et mercredi par des pillards qui voulaient s'emparer des véhicules pour aller dévaliser le centre commercial. Celui-ci est dévasté. Seule la pharmacie a été épargnée. Le pharmacien ouvre la guillotine de son rideau de fer et risque un œil apeuré. Il est armé comme tout le monde. « Les pires, c'étaient les femmes, raconte-t-il, elles étaient déchaînées, c'était non seulement la faim, mais aussi la colère. » Des frères franciscains en soutane brune confirment. « Le dernier discours d'Alfonsín les a mis en rage, expliquent-ils, ils ont compris qu'il n'y avait pas de solution à leurs problèmes. » Tout le monde parle d'agitateurs politiques, mais personne ne peut vraiment en

ÉTATS-UNIS : mis en cause par le comité d'éthique

M. Jim Wright, président démocrate de la Chambre a démissionné

WASHINGTON
de notre correspondant

Jamais depuis qu'existe le Congrès des États-Unis, son speaker, c'est-à-dire son président, n'avait connu pareille infamie : être accusé d'avoir violé les règles éthiques de la Chambre des représentants, et, en conséquence, être contraint à la démission.

La fonction de speaker de la Chambre étant, à en croire M. Wright lui-même, « la plus haute dignité à laquelle puisse aspirer un législateur du monde libre », il s'agit donc d'un événement considérable, et accueilli comme tel aux États-Unis. Il en va, au-delà du sort de M. Wright, de la santé des institutions américaines et de leur chef de vote, le Congrès.

Après avoir maintenu aussi longtemps que possible le mystère sur ses intentions — alors même que l'histoire était devenue indéniable — M. Jim Wright, soixante-six ans, dont trente-quatre ans au Congrès, a fini, mercredi 31 mai, par passer à l'acte. Au terme d'un long plaidoyer à l'ancienne, le speaker a expliqué qu'il était blanc comme neige, mais qu'il démissionnait néanmoins. Cette démission, il la considère comme un sacrifice expiatoire consenti pour le bien d'un Congrès coupable d'avoir laissé la « malveillance » s'insinuer dans ses rangs et empoisonner l'atmosphère.

M. Wright, à vrai dire, n'avait pas le choix. Il venait d'apprendre que le comité d'éthique chargé d'enquêter sur son cas et qui devait se réunir jeudi 1^{er} juin, lui avait donné certains chefs d'accusation pesant contre lui, s'apprêtait au contraire à élargir le champ de ses investigations (et notamment à se pencher sur certains investissements particulièrement juteux que lui avaient fait réaliser des « amis »).

M. Wright a passionnément protesté de la pureté de ses intentions, réfuté habilement sinon de manière très convaincante, les principaux reproches qui lui sont faits, après quoi il s'est écrié, dans un dramatique crescendo : « Nous tous, les deux partis politiques, mettons un terme à ce combatisme insensé. »

La formule fait mouche, un tonnerre d'applaudissements interrompant le speaker, ses amis démocrates se lèvent pour mieux manifester leur approbation et — scène étrange — bon nombre de républicains suivent le mouvement. Tous les élus, ou presque, y compris certains anthropophages bien connus, se retrouvent pour ovationner un homme que la plupart n'aimaient guère et que tous souhaitent à présent voir partir au plus vite.

un homme connu pour son attitude éhément partiale et qui à présent appelle à la réconciliation générale... Beaucoup d'hypocrisie, un zeste de remords à l'égard du speaker, et l'occasion de célébrer, en chœur et en famille, la splendeur et — malgré tout — les vertus des institutions américaines : comment ne pas applaudir ?

Règne des procureurs

D'ailleurs, M. Wright a touché un point éminemment sensible. La classe politique américaine est en train de dévorer ses propres enfants : M. Gary Hart, éliminé des primaires démocrates pour cause d'adultère ; M. Edwin Mose, ministre de la justice de M. Reagan, accusé de faiblesse coupable à l'égard de certains amis douteux ; M. John Tower, chassé du Pentagone par une réputation d'alcoolisme et de courreur de jupon, et puis, outre M. Wright, M. Tony Coelho, numéro trois du Parti démocrate à la Chambre, qui a préféré démissionner immédiatement dès que la presse a commencé à le mettre sur le gril (pour des affaires financières), et maintenant William Gray, numéro quatre de la hiérarchie démocrate à la Chambre, qui serait, en même temps que certains de ses collaborateurs, l'objet d'une enquête du FBI — une fuite opportune a mis l'affaire sur la place publique à la veille de la démission de M. Wright, mettant en fureur les démocrates, convaincus d'être victimes d'une offensive en règle.

Un élu parle d'« enquête expéditive », un autre de « torture chinoise », un commentateur politique dénonce « le règne des procureurs », et le prédécesseur de M. Wright au poste de speaker, le fougoureux et célèbre Tip O'Neill, estime que, si la presse continue sur sa lancée, « seuls des fils de famille imbéciles » pourront siéger au Congrès.

Même dans le cas où les accusations sont solidement fondées — comme pour M. Wright, — les « crimes » dénoncés ne pèseraient pas bien lourd dans nombre de démocraties occidentales. M. Wright est essentiellement accusé d'avoir arroulé ses revenus de 55 000 dollars par des ventes « en gros » d'un petit livre complaisamment acheté par des groupes de pression, et pour le reste d'avoir accepté des « cadeaux » ou des avantages qui tombent d'eux-mêmes dans l'escarcelle des politiciens influents. Il en faudrait beaucoup plus pour donner, ailleurs, matière à scandale.

Certains Américains regrettent cet acharnement moralisateur

signifié par une presse avide de révélations. Mais pour d'autres — sans doute plus nombreux — ces errements mineurs sont le symptôme d'un mal beaucoup plus profond, d'un enracinement du système — et tout particulièrement de l'institution législative : « Ce Congrès a besoin d'un bon bain », écrivait récemment le Washington Post.

De fait, le procès est facile à instruire — et tout particulièrement celui de la Chambre des représentants, dont les membres sont désormais assurés de leur réélection dans une proportion atteignant 99 %, mais qui passent plus de la moitié de leur temps à recueillir des fonds pour leur campagne, tout en déposant des sommes faramineuses, aux frais du contribuable, pour distribuer par les moyens les plus modernes leur propagande. La pratique du *fund raising*, la collecte des fonds, est devenue l'élément majeur de la vie politique. C'est parce qu'il était particulièrement efficace dans cet exercice, le pratiquant à la limite du chantage, que M. Tony Coelho, qui vient de démissionner, avait atteint un rang si élevé au sein de son parti.

Calmer le jeu

De tout cela, qui masche moult commentaires d'abusés et des livres au titre impitoyable (*Le meilleur Congrès que l'argent puisse acheter*), Jim Wright était devenu, à tort ou à raison, le symbole. Et il avait, aux yeux de certains, « aggravé son cas » en cédant à la grande tentation des élus : élargir constamment leurs prérogatives aux dépens de l'exécutif. Tout particulièrement à propos de l'Amérique

centrale, le speaker s'était posé en égal du président, négociant directement avec les dirigeants sandinistes, et minant la politique de M. Reagan.

En partant, il demande que cessent les « vendettas », que ses amis ne cherchent pas à le « venger », comme certains, dans le camp opposé, avaient voulu venger John Tower. Mais il n'est absolument pas sûr que cette demande soit écoutée. M. Newt Gingrich, l'un des chefs de file républicains, qui s'était, il y a un an, lancé tout seul à l'assaut du speaker, alors réputé intouchable, doit s'attendre à passer à son tour de bien mauvais moments. Mais lui-même n'a pas dit son dernier mot et menace de sortir de nouveaux noms de démocrates indignes.

Pourtant, il n'est pas tout à fait exclu que, de part et d'autre, on cherche à calmer un peu le jeu : bien des congressistes ont peur d'un engrenage qui pourrait être fatal à nombre d'entre eux. Et puis, certains espèrent que Tom Foley, le successeur presque certain de M. Wright, sera homme à remettre de l'harmonie dans la « Maison ».

Avec cet homme paisible aux commodes, les démocrates peuvent espérer revenir enfin aux choses sérieuses, c'est-à-dire à la contestation de la politique de M. Bush, auquel, tétanisé par l'affaire Wright, ils avaient laissé depuis plusieurs mois une paix royale.

En attendant, et pour rendre la pluie encore plus amère, c'est précisément au moment où M. Bush vient de remporter, en Europe, le premier grand succès de son mandat, que le speaker, à Washington, a dû jeter l'éponge.

JAN KRAUZE

Washington expulse deux diplomates nicaraguayens

Le département d'État américain a signifié, mercredi 31 mai, au représentant de Managua à Washington l'expulsion de deux de ses collaborateurs, MM. Roberto Vargas et William Vigil. Cette mesure intervient en rétorsion à l'expulsion, annoncée le 25 mai, de deux diplomates américains en poste au Nicaragua. Ceux-ci étaient accusés d'avoir assisté à une manifestation d'enseignants en grève. Cette mesure relance la « guerre des ambassades » entre les deux pays, qui étaient pourtant convenus, le 4 mai, de renforcer leurs représentations diplomatiques respectives. Le porte-parole du département d'État a pourtant assuré que les États-Unis

démontre déterminés à faire prévaloir une solution négociée aux problèmes de l'Amérique centrale en général et à celui de leurs relations avec le Nicaragua en particulier.

Cependant, le gouvernement sandiniste a annoncé le 31 juin une dévaluation de 5 %, la treizième depuis le début de 1988. Une augmentation de 14 % des traitements des quelque cent quatre-vingt mille fonctionnaires a également été décidée. Leur rémunération mensuelle est d'environ 150 F. Les trente-six mille enseignants du pays, en grève pour obtenir 25 % d'augmentation, n'ont pas eu satisfaction. — (AFP, AP, UPI.)

JOHN IRVING



JOHN IRVING

UNE PRIÈRE POUR OWEN

roman

Seuil

135 F

Par l'auteur du
Monde
selon Garp

Editions du Seuil

Amériques

SALVADOR : l'extrême droite à la tête de l'Etat

M. Alfredo Cristiani succède à M. Napoléon Duarte

M. Alfredo Cristiani, élu le 19 mars sous la bannière de l'ARENA, le parti de l'extrême droite, assume à partir de jeudi 1^{er} juin les fonctions de président de la République salvadorienne. Le climat est très tendu dans la capitale : 10 000 soldats patrouillent dans San-Salvador. Le mot d'ordre de « grève forcée » des transports décrété par le FMLN a été très suivi mercredi. Seuls trois chefs d'Etat centraméricains devaient assister à la passation des pouvoirs. Le président nicaraguayen M. Daniel Ortega, n'est pas venu — une absence qui laisse mal augurer de l'avenir du « plan de paix » pour la région. La présence de M. Dan Quayle, vice-président des Etats-Unis,

rappelle que Washington entend subordonner son aide, décisive, au gouvernement salvadorien à un minimum de respect des droits de l'homme. La question est désormais : quel sera le poids auprès de M. Cristiani de l'ancien commandant Roberto d'Ambulson, magnat fondateur des Escadrons de la mort lancés contre les sympathisants de l'extrême gauche ?

Quant au président sortant, M. José Napoléon Duarte, affecté d'un cancer en phase terminale, il laisse l'image d'un homme courageux. Mais son échec est celui même de la démocratisation du Salvador.

Un lutteur abattu

SAN-SALVADOR
de notre correspondant
en Amérique centrale

« Je crois que Dieu m'a abandonné ! » C'est par ces mots que José Napoléon Duarte a accueilli début 1988 la nouvelle qu'il était atteint d'un cancer incurable.

Il est vrai que « Napoléon » — pour ses proches, — avait toutes les raisons d'être abattu après une dure série d'épreuves privées et publiques qu'il a dû subir depuis son élection à la présidence en 1984 : l'enlèvement de sa fille par la guérilla en 1986, un tremblement de terre en octobre 1986, trois sécheresses consécutives, la défaite de sa formation politique (le Parti démocrate-chrétien) aux élections législatives de mars 1988, et, enfin, le cancer de l'estomac et du foie, diagnostiqué tardivement.

La crise de désespoir allait être de courte durée chez cet homme taillé dans le roc, qui n'a jamais reculé devant les difficultés. Il refusa de s'avouer vaincu à soixante-deux ans.

La carrière politique de ce personnage hors du commun est aussi tourmentée que l'histoire du Salvador. Napoléon Duarte s'était donné une mission qu'il n'a finalement pas réussi à mener à bien : établir la démocratie dans son pays après cinquante ans de dictature militaire et de domination économique totale par une minuscule oligarchie enrichie par l'exportation du café. Rejetant les accusations de cette minorité qui voyait la subversion communiste derrière toute contestation de l'ordre établi, il estimait que « la violence avait des raisons sociales, car le peuple meurt de faim ».

Ce fils d'une paysanne et d'un tailleur, comme il se plaisait à le rappeler, savait de quoi il parlait. Mais il eut de la chance puisqu'il obtint une bourse pour aller étudier aux Etats-Unis, à l'université Notre-Dame, en Indiana. Lorsqu'il revint au Salvador, il est ingénieur en travaux publics, une profession qu'il va pratiquer pendant de nombreuses années avant de se lancer dans l'aventure politique.

Fortement influencé par les théories sociales du philosophe chrétien Jacques Maritain, il veut les mettre en pratique en participant à la fondation du Parti démocrate-chrétien dont il est le premier secrétaire général. En 1984, il est élu maire de la capitale, puis réélu à deux reprises.

La terreur s'installe

En 1972, il gagne l'élection présidentielle. Son collègue n'est autre que M. Guillermo Ungo qui deviendra, dans les années 80, son principal adversaire en prenant la tête du Front démocratique révolutionnaire, le bras politique de la guérilla. La première victoire présidentielle de Napoléon Duarte est de très courte durée. Il est aussitôt emprisonné par les militaires qui se méfient de ce chrétien aux idées « communistes ». Après l'avoir torturé, ils le mènent dans un avion à destination du Venezuela. Sa traversée du désert va durer huit ans.

La coup d'Etat organisé le 15 octobre 1979 par des officiers démocrates lui permet de rentrer dans son pays. La nouvelle génération de militaires veut moderniser le système politique et mettre un terme à la vieille alliance entre l'armée et l'oligarchie.

Commence alors une période sanglante pour le Salvador (50 000 morts en cinq ans). Car l'oligarchie

se défend pied à pied contre les réformes introduites par la junte au pouvoir, en particulier la réforme agraire, la nationalisation des banques et du commerce extérieur. La terreur s'installe : tous les jours, on découvre des cadavres torturés et mutilés. Aucun secteur n'est à l'abri puisque des religieuses américaines sont elles aussi victimes des « Escadrons de la mort », qui sont, en fait, constitués de militaires ou de policiers en civil. Même l'archevêque de San-Salvador, Mgr Oscar Romero, qui s'est engagé en faveur des pauvres, est assassiné en pleine messe, le 24 mars 1980.

Napoléon Duarte qui ne participait pas à la première junte est appelé à se joindre au gouvernement dès mars 1980. La tuerie continue pourtant et beaucoup de gens l'accusent de « couvrir » les « escadrons de la mort ». A la fin de l'année, après l'éloignement du colonel Majano, militaire de tendance progressiste, Duarte est désigné comme président de la République par la junte. Il s'éloigne toujours un peu plus de la gauche qui va jusqu'à l'accuser d'être « traître au peuple salvadorien ».

Malgré les attaques violentes dont Duarte est la cible, son éminence grise, M. Abraham Rodríguez, le persuade de ne pas abandonner la parole : « Le président, raconte M. Rodríguez, était totalement dégoûté par l'attitude de certains militaires, en particulier le général García (1). Il l'a même traité de criminel quand il a appris qu'il avait fait massacrer des centaines de personnes. »

Beaucoup d'ennemis

Se tenant portera ses fruits puisqu'il est enfin élu président de la République en 1984. « C'est le président qui décide désormais, dit-il. Ce n'est plus l'entreprise privée. » Mais la droite n'a pas dit son dernier mot. La guérilla qui a lancé ses activités début 1981 est plus puissante que jamais et contrôle une partie du territoire.

En 1986, la guérilla enlève la fille de Napoléon Duarte. Pour obtenir sa libération, il faut relâcher de nombreux prisonniers politiques, y compris des cadres du front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) : « Nous avons cédé sur tout ce que demandait la guérilla, reconnaît aujourd'hui M. Rodríguez, et cela a créé des frictions avec l'armée. »

Malgré sa douloureuse expérience personnelle avec la guérilla, Napoléon Duarte accepte de reprendre la négociation entamée avec le FMLN en novembre 1984 pour chercher un accord politique. Après plusieurs tentatives infructueuses, les deux parties suspendent le dialogue en octobre 1987. Les dirigeants de la guérilla exigent de participer à un gouvernement de transition, ce qui est inacceptable pour l'armée, qui tient le président sous haute surveillance.

Pourtant, en dépit de son engagement sincère en faveur de la démocratie, il s'est fait beaucoup d'ennemis. Mais « l'histoire lui rendra justice », affirme M. Rodríguez. « C'était un homme honnête. »

L'évêque auxiliaire de San-Salvador, Mgr Rosa Chavez, pense lui aussi que « les Salvadoriens vont pouvoir évaluer maintenant toutes les grandes choses qu'il a réalisées ».

BERTRAND DE LA GRANGE.

(1) Le général José Guillermo García a été ministre de la défense au début des années 80.

CHILI : la réforme de la Constitution

Le gouvernement et l'opposition sont parvenus à un accord

SANTIAGO
de notre correspondant

Il aura fallu deux mois de négociations difficiles pour que le gouvernement et l'opposition parviennent à un accord pour réformer la Constitution. Quelques heures après M. Patricio Aylwin, président de la Démocratie chrétienne et porte-parole des dix-sept partis de la Concertación pour la démocratie, c'est le général Pinochet en personne

qui a annoncé, mercredi 31 mai, à ses compatriotes que « le consensus permettant le perfectionnement de nos institutions » avait été obtenu.

Le projet définitif n'est pas encore connu, le chef de l'Etat n'ayant donné qu'un avant-goût : abrogation de l'article « antimarxiste », augmentation du nombre de sénateurs élus (mais maintien de la désignation d'une partie d'entre eux par les autorités), réduction à quatre ans (au lieu de huit) du prochain mandat présidentiel, tels sont les principaux amendements qui seront soumis à référendum à une date encore indéterminée. La Constitution pourra, en outre, être modifiée à la majorité des deux tiers par le Congrès, sans que soit requise l'approbation de deux législatures successives prévue par le premier projet gouvernemental, qui avait été rejeté par l'opposition.

Le « consensus » n'est cependant pas total aujourd'hui. Les « ultras » du régime ne cachent pas leur hostilité à la réforme d'une Constitution que le général Pinochet, il n'y a pas si longtemps, voulait « immuable ».

De leur côté, les communistes et les socialistes, dirigés par M. Claudio

miro Almeyda et rassemblés au sein de la coalition de la Gauche unie, estiment que les réformes envisagées sont insuffisantes.

Accepteront-ils, malgré leurs réticences, d'appeler à voter « oui » pour préserver la possibilité d'un accord de toutes les forces d'opposition en vue des élections générales de décembre ? Cherchant à enfoncer un coin entre ses adversaires, le pouvoir a ouvert un procès vieux de trois ans contre cinq personnalités de gauche. M. Luis Guastavino, ancien député communiste, a été arrêté et inculpé mercredi de sédition par le parquet militaire.

Ce sont surtout les modérés des deux camps qui affichent leur satisfaction. Ainsi, M. Sergio Onofre Jarpa, ancien premier ministre du général Pinochet et dirigeant de la principale formation de droite, Rénovation nationale, a présenté l'accord comme « une victoire pour le Chili ». Véritable médiateur entre le gouvernement et la Concertación, il se profile comme le plus sûr prédestiné de ceux qui ont soutenu le régime dans le passé, et opèrent aujourd'hui un habile recentrage.

GILLES BAUDIN.

Diplomatie

En visite en RFA

« La guerre froide ne peut se terminer qu'avec la fin de la division de l'Europe » a déclaré M. George Bush

BONN
de notre correspondant

Dans son discours du mercredi 31 mai, au Rheingoldhalle de Mayence, le président américain devant, à en croire certains médias, définir de vastes perspectives pour l'avenir des relations Est-Ouest, formule de nouvelles suggestions pour Berlin, tout cela dans la foulée des propositions de désarmement exposées lors du sommet de POTAN à Bruxelles.

Les deux mille assistants triés sur le volet — lycéens, militaires ouest-allemands et américains, notables locaux — ont applaudi poliment les propos de M. Bush sur des thèmes généraux : défense et illustration des vertus de la démocratie occidentale, appel à la libération des peuples opprimés de l'Est et à la destruction

du mur de Berlin. « La guerre froide a commencé avec la division de l'Europe. Elle ne peut se terminer qu'avec la fin de cette division », a-t-il déclaré avant d'annoncer qu'il allait se rendre cet été en Pologne et en Hongrie pour délivrer le message suivant : « Il ne peut y avoir de paix européenne commune si tous ses habitants ne peuvent se déplacer librement d'une pièce à l'autre (...) le chemin de la liberté conduit dans une plus grande maison, une maison où l'Est et l'Ouest se rencontreront, une maison démocratique, la confédération des nations libres ». Après avoir appelé l'URSS à laisser ce continent devenir une « communauté de nations libres » et demandé « plus de glasnost pour Berlin-Est », le président américain a repris les propositions du président Reagan consistant à faire de « Berlin dans son ensemble un centre du

commerce entre l'Est et l'Ouest, un lieu de coopération et non de confrontation ».

Avant de s'envoler pour Londres, le couple présidentiel est droit à une croisière sur le Rhin romantique, entre la petite ville vigneronne d'Oberwesel et Coblenze, avec passage devant la Lorelei, alors qu'une chorale automnale la célèbre mélodie composée sur le poème de Heine. « Very nice », commente le président. « De la bière ! », demande, au même moment, M. Hans Dietrich Genscher à qui les dernières péripéties des rapports germano-américains avaient visiblement donné soif.

Le chancelier Kohl, qui devait exposer, jeudi 1^{er} juin, les résultats du sommet de Bruxelles et de la visite du président Bush, à l'occasion d'une déclaration gouvernementale devant le Bundestag, est visiblement satisfait du résultat acquis cette semaine : le compromis sur les armes nucléaires à courte portée a désamorcé un conflit interne à la coalition, et les manifestations d'amitié qui lui ont été prodiguées par George Bush ont mis fin, pour un temps, à l'expression ouverte des méfiances réciproques. Il est encore trop tôt pour évaluer l'impact de ces événements sur l'opinion publique, qui fera connaître son sentiment dans trois semaines, lors des élections européennes et de futures consultations municipales, mais on peut déjà constater que le chancelier a évité le pire : traduire jusqu'aux élections législatives un conflit plus ou moins larvé avec ses partenaires au sein de l'Alliance.

LUC ROSENZWEIG.

Les bons offices des Pays-Bas

LA HAYE
de notre correspondant

Le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Hans Van Den Broek, a quitté le sommet atlantique pour Paris, où il devait séjourner jusqu'au jeudi soir 1^{er} juin, sans lâcher un mot sur les compliments reçus de ses homologues de l'Otan pour son rôle dans l'élaboration du compromis qui a couronné la réunion de Bruxelles. L'entente néerlandaise semble pourtant y avoir largement contribué, dans la nuit de lundi à mardi, lorsqu'il s'agissait de résumer les dernières divergences entre Britanniques et Allemands.

En cours des quatre mois précédents, les bons offices de M. Van Den Broek ont contribué à un développement du dialogue entre Washington et Bonn, d'abord sur la question de la modernisation des missiles Lance, ensuite sur le problème de la réduction des armes nucléaires à courte portée, enfin sur l'appréciation du déroulement des négociations de Vienne. Cette façon de

décomposer un dossier est caractéristique de la démarche des dirigeants néerlandais.

Les Pays-Bas, courtisans d'un compromis interne à l'Otan ? Pour qui se reporte quatre années en arrière, cette situation est fort nouvelle. Les cerimonies étaient alors sur la pellette, et les écus d'âme pacifistes de toute la nation batave avec eux. Mais c'est le climat international qui a changé, plus que les Pays-Bas.

Les dirigeants néerlandais ont, d'autre part, trouvé en M. Bush un interlocuteur sans préjugés, séduit par leur sens quasi naturel du compromis. Après avoir reçu à la Maison Blanche, le 9 mai, M. Van Den Broek et Lubbers pendant trois fois plus de temps que prévu, le président américain a accepté leur invitation aux Pays-Bas pour les 16 et 17 juillet prochains. Aucun de ses prédécesseurs n'avait encore fait un tel voyage qui est un geste évident de considération.

C. C.

La réunion de Paris sur les droits de l'homme

La Roumanie et la Bulgarie sont exhortées à respecter les engagements d'Helsinki

Les informations qui ont été diffusées mercredi 31 mai sur les mauvais traitements infligés récemment à l'opposant roumain Doina Cornea (le Monde du 1^{er} juin) ont contribué à aggraver la situation de la Roumanie, prise à partie par de nombreux intervenants lors de la Conférence à Paris de la réunion de suivi de la coopération en Europe (CSECE) consacrée aux droits de l'homme.

L'intervention, lors de cette réunion, du chef de la délégation roumaine mercredi après-midi n'a fait que reprendre celle qu'avait prononcée il y a quelques mois à Vienne le ministre roumain des affaires étrangères, à savoir que la Roumanie assure les « conditions objectives » d'un développement des droits de l'homme et que le devoir des Etats est de se garder de toute ingérence dans les affaires intérieures d'un autre Etat. Le chef de la délégation américaine, M. Abram, dans une conférence de presse donnée mercredi à Paris, voulait voir néanmoins dans le fait que la Roumanie continue d'être présente à ces réunions de la CSECE le signe que tout espoir n'est pas perdu et que ce pays finira peut-être un jour par se rapprocher de ses pairs.

« La partie émergée de l'iceberg »

A Vienne, la Fédération internationale des comités de surveillance des accords d'Helsinki a publié à l'occasion de la réunion de Paris un rapport recensant les diverses violations des principes d'Helsinki par les autorités de Bucarest. « Quelque chose exprime des opinions un tant soit

peu divergentes de la politique gouvernementale et surtout de la politique du président Ceausescu prend le risque de se voir harcelé, appréhendé et emprisonné », déclare la Fédération. Bien que se disant incapable de chiffrer le nombre des prisonniers politiques, elle cite les noms de trente-cinq détenus d'opinion roumains et note qu'en outre de nombreuses personnes sont assignées à résidence ou soumises à une surveillance policière permanente.

Elle affirme avoir eu connaissance de cas de torture et de passage à tabac de prisonniers. Enfin, elle rappelle le projet de destruction de milliers de villages roumains et de regroupement de leur population, dont elle note avec satisfaction qu'il n'a pas encore été appliqué ainsi, radicalement, que prévu. Ce plan ne constitue, ajoute la Fédération, que « la partie émergée de l'iceberg », et elle rappelle la répression des minorités (Hongrois, Allemands, Serbes, Gitans), les atteintes à la liberté de culte et à la libre circulation des personnes. La délégation hongroise a l'intention d'interpeller son homologue roumain sur ce problème des droits des minorités, au cours de la réunion qui doit se poursuivre pendant trois semaines à Paris.

Un autre pays a fait l'objet d'une attaque en règle, lors de la séance d'ouverture de cette réunion à la Sorbonne : la Bulgarie, prise à partie par le ministre turc des affaires étrangères pour l'intégration forcée et la répression qui a fait des morts récemment de la communauté turque de Bulgarie. L'examen de cette « tragédie », a déclaré M. Yilmaz, constituera « un test des espoirs que

l'on peut fonder sur l'avenir de la dimension humaine dans le processus de la CSECE ».

Si l'annonce de la libération des membres du Comité du Haut-Karabakh ne peut que renforcer les encouragements prodigués à l'URSS pour les améliorations déjà réalisées en matière de droits de l'homme, plusieurs casiers soviétiques, qui font partie de certaines délégations occidentales, sont là pour rappeler que tout n'est pas encore parfait.

Plusieurs intellectuels ou opposants des pays de l'Est invités à Paris n'ont pas obtenu l'autorisation de sortie. Le délégué américain s'en est déclaré « troublé ». Il a rappelé, dans sa conférence de presse, que la participation des Etats-Unis à une réunion sur les droits de l'homme du même type, prévue à Moscou pour 1991, avait été assortie de conditions, notamment concernant le libre accès.

Le TRIMESTRE du monde

1989-91
Entretiens :
André Fontaine
Le grand tournant des relations internationales

Dossier :
La diplomatie de la Révolution française

Le Numéro : 70 F
Abonnement annuel (4 n°) : 210 F
30 Cours Albert 1^{er} 75008 Paris
Tél. : 42.53.27.65

هنا منه الأصل

MAIRIES DE FRANCE

MAIRIE-EXPO89

N° 15

MAIRIES DE FRANCE est réalisé sous la responsabilité de MAIRIE-EXPO 89 sur quatre pages achetées au Quotidien Le Monde

JEUDI 2 JUIN 1989

Du 24 au 27 Octobre au C.N.I.T. de PARIS-LA DEFENSE

LE PREMIER GRAND MARCHÉ DU DEVELOPPEMENT LOCAL

Financement, Equipement urbain, Communication

MAIRIE-EXPO

Fort de sa notoriété et de son audience auprès des 36.757 communes de France, la 6^e édition de MAIRIE-EXPO s'annonce d'ores et déjà comme un des grands événements de l'année. Devenu une véritable institution, ce grand marché annuel des Collectivités Locales jouit auprès des entreprises françaises, fournisseurs et partenaires des Communes, d'une grande crédibilité. Les grands institutionnels, mais aussi les PME et les PMI, travaillent désormais avec les Maires et les Elus. C'est pour eux des parts de marchés, mais aussi une véritable vitrine, voire une référence.



Alain Trampoglieri, Président de Mairie-Expo.

Des visiteurs motivés

Les fournisseurs des Collectivités Locales ont, ces dernières années, été très sollicités pour participer à diverses manifestations, allant du meeting politique à la simple foire commerciale, voire même à des kermesses départementales.

Echaudés par ces manifestations, ils exposeront en priorité à MAIRIE-EXPO, pour le plus grand bien de leurs entreprises.

La plupart des entreprises sont depuis 6 ans des exposants fidèles à ce Rendez-vous devenu un véritable "Club".

Ce qui intéresse les firmes exposantes, c'est la motivation des visiteurs, tous élus ou fonctionnaires ayant des responsabilités dans les Communes, les Départements ou les Régions.

La plupart d'entre eux viennent à MAIRIE-EXPO pour y recueillir des informations sur les stands, comparer les matériels, avoir des rapports personnels avec les chefs d'entreprise.

Pour les Elus, c'est l'occasion d'aller à la rencontre, en un même lieu, en quelques heures, de partenaires, mais aussi d'approfondir leurs connaissances, d'échanger leurs expériences et de découvrir des produits nouveaux.

Le marché des Collectivités Locales représente 48% du budget de l'Etat et plus de 10% du P.I.B.

Chaque année les Collectivités Locales injectent dans notre économie nationale plus de 400 milliards de francs. Cela vaut bien un Salon Professionnel et annuel.

Il y a quelques années que son créateur, Alain TRAMPOGLIERI, l'a compris. L'audience rencontrée par MAIRIE-EXPO lui a donné raison dès 1984.

Encourager le développement local

La mobilisation autour du développement urbain et rural est en marche. Il doit être encouragé par tous les acteurs. Etat, Elus et partenaires privés : aménageurs, urbanistes, architectes, promoteurs, industriels, financiers, PME et PMI. Tous sont conscients de leur mission et de l'enjeu.

MAIRIE-EXPO - 7 bis, Place du Palais Bourbon - 75007 PARIS - Tél. 16 (1) 47.53.93.16.

INES DE LA FRESSANGE

"MARIANNE" DES ANNEES 90

Les Maires de France l'ont élue



Photo Pierre Rubin - 1989

Depuis plusieurs années, Alain TRAMPOGLIERI, Commissaire Général de MAIRIE-EXPO, avait songé à déposer la candidature d'Inès de La FRESSANGE pour le titre envié de Marianne. Il en avait fait part au mannequin vedette qui avait accueilli avec enthousiasme une telle pensée.

Après Brigitte BARDOT, Mireille MATHIEU, Catherine DENEUVE et Anne SINCLAIR, c'est désormais chose faite, Inès de La FRESSANGE incarnera la Marianne des années 90.

Il n'y a pas eu besoin de faire campagne pour ce mannequin français qui a remporté la majorité des suffrages. Sa renommée n'est plus à faire. Ce mannequin vedette représente à la fois la famille, le dynamisme, le rayonnement et le luxe français à travers le monde.

Inès de La FRESSANGE est le modèle préféré des plus grands photographes. Son press-book est désormais d'une épaisseur impressionnante. On ne compte plus les couvertures des grands magazines et les interviews qu'elle a accordées à la presse internationale.

Ce mardi 30 Mai, Inès de La FRESSANGE était fêtée dans les Salons de RELATIONS PUBLIQUES DE FRANCE par les Maires.

Née à Saint-Tropez, Inès de La FRESSANGE aura certainement l'occasion de rencontrer une autre troyézienne Marianne célèbre, Brigitte BARDOT.



Marianne fêtée par Dominique Sandis, Maire de Toulouse, Charles Millon, Maire de Belley, Michel Noir, Maire de Lyon, François d'Arbert, Député de la Mayenne, Thérèse Aillaud, Maire de Tarascon.

مكتبة الامم المتحدة

MAIRIES DE FRANCE
MAIRIE EXPO89

AVANT PREMIERE

“LE LOGICIEL RMI” pour gérer le R.M.I.

Les Départements et les Communes vont pouvoir se doter d'un outil performant pour gérer le Revenu Minimum d'Insertion instauré par la loi du 1^{er} Décembre 1983 et dont l'objectif est de

donner, à ceux qui sont dans le dénuement, des ressources pour pallier à la précarité de leur situation par le versement d'une allocation d'insertion.

Sur matériel BULL

Le système informatique, réalisé par Impact Informatique, permet de gérer le processus du R.M.I. dans son ensemble, dès l'établissement de la demande et jusqu'au suivi de l'insertion.

Il consiste en l'élaboration d'une base de données contenant, d'une part l'ensemble des dossiers des demandeurs de R.M.I., et d'autre part l'ensemble des actions nationales et locales d'insertion.

Cette base de données est stockée sur un ordinateur central BULL DPS 7000. Elle peut être consultée et mise à jour par l'ensemble des intervenants sur le R.M.I., tels que le C.C.A.S., les C.L.I. et les travailleurs sociaux.

Cette conception de logiciel permet de coordonner l'ensemble des actions des partenaires locaux de R.M.I.

Le suivi des bénéficiaires du R.M.I.

Dès la première demande, on saisit tous les éléments constituant le dossier. A l'occasion d'une demande de renouvellement ou d'une prorogation, une actualisation de dossier est prévue. Les informations avant actualisation sont stockées par le système et sont restituées à la demande de l'utilisateur.

Ceci a pour but le suivi de l'évolution de la situation familiale, administrative et financière du bénéficiaire.

Le suivi de l'insertion

Dès l'établissement du contrat d'insertion, on saisit les différents éléments constituant le contrat, et les mesures d'insertion arrêtées avec le bénéficiaire. Au terme de chaque action, un bilan d'évaluation de cette action est saisi.

La gestion des organismes relais

Les organismes offrant des actions d'insertion sont répertoriés avec leur capacité d'accueil. Ceci permet de proposer rapidement des actions aux bénéficiaires du R.M.I.

Une analyse de la politique d'insertion

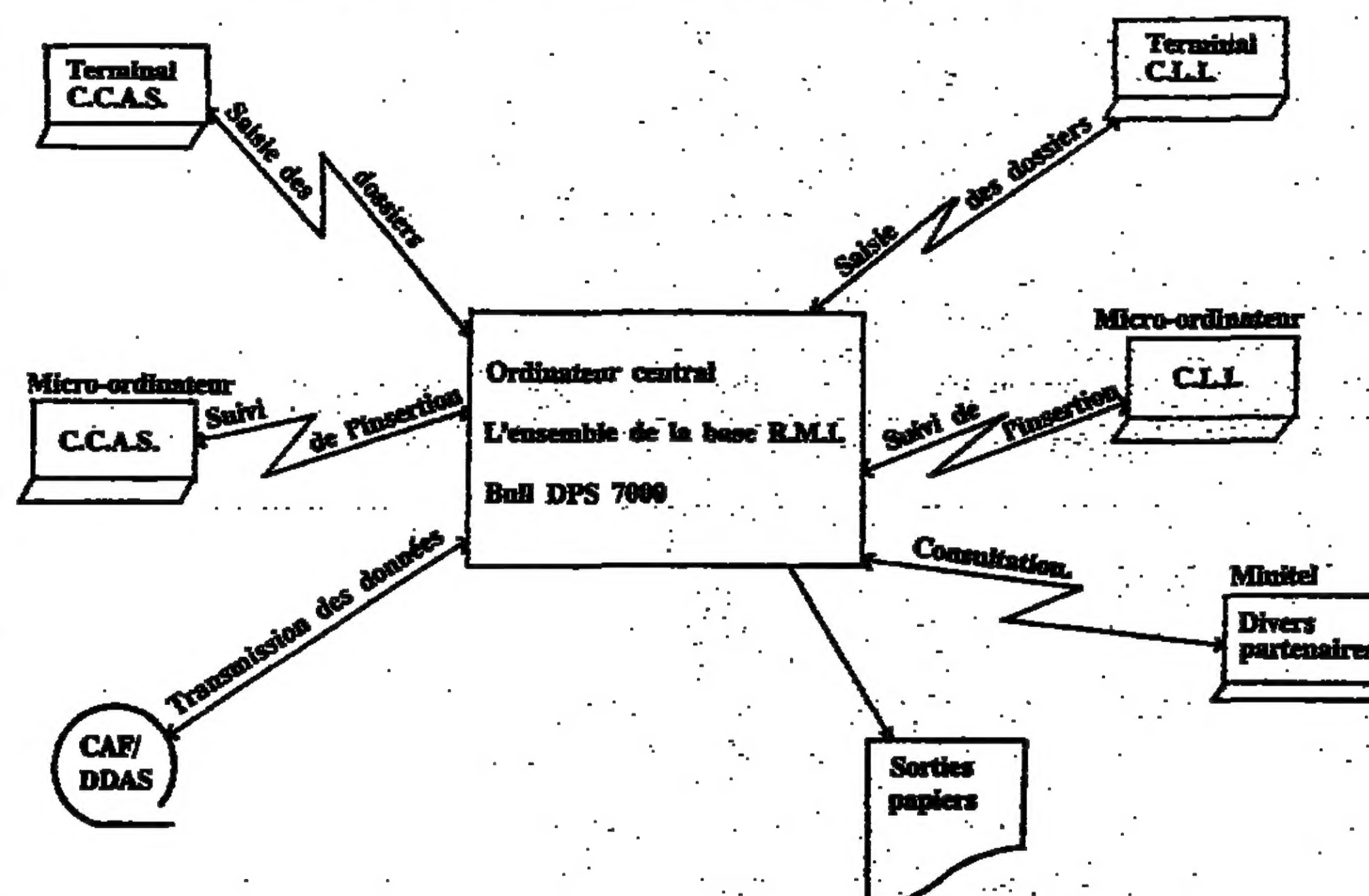
Diverses statistiques sont prévues pour mieux analyser les différentes actions proposées. Elles peuvent être consultées sur terminal ou éditées.

Des actions liaisons avec les partenaires

Des liaisons avec les partenaires du R.M.I. (C.A.F.- D.D.A.S.S.) sont prévues, soit par transmission de banque magnétique, soit par liaison directe sur l'ordinateur central. Ceci est rendu possible grâce à l'utilisation de logiciel standard de transfert de fichiers sur BULL DPS 7000.

IMPACT INFORMATIQUE, Société de 90 personnes implantée près de Lyon, possède également d'autres applications fonctionnant sur le matériel BULL. Les principales applications sont la gestion de l'aide sociale (Mairies, C.C.A.S.), la gestion du courrier pour les collectivités territoriales.

SCHEMA SYNOPTIQUE
DU LOGICIEL R.M.I. SUR BULL DPS 7000



Impact Informatique : Chemin des Aulnes - B.P. 71 - 69543 CHAMPAGNEAU MONT D'OR.
Tél. (16) 78.43.27.60.
BULL, Direction Collectivités locales - 68, Route de Versailles - 78430 LOUVECIENNES.
Tél. 16 (1) 39.02.59.79.
Présents à MAIRIE-EXPO 89.

HÔTEL DE VILLE

MARIANNE
au cœur des villages

La Marianne de Marseillan...

est la plus ancienne de France...



Dans l'Inventaire du Midi où les statues de la République se dressèrent têt et en nombre au grand soleil de la démocratie, l'Hérault occupe une place importante.

C'est en terroir biterrois, à Marseillan, que l'on trouve la doyenne de ces dames de fonte ou de pierre, leurs sœurs de bronze ayant fondé après 1940 dans les fours de la récupération des métaux non ferreux.

Discrette, mais femme forte, elle se dresse depuis 111 ans sur l'une des petites places de la bourgade. Drapée à l'antique, elle tient de sa main droite les tablettes de la Déclaration des Droits de l'Homme aux mots gommés par les orages de la météo parfois aussi terribles pour les statues que ceux de l'Histoire.

Payée par souscription publique

Elle fait partie du décor la Marianne de Marseillan. Les pétanqueurs ne lèvent plus la tête vers elle, et les gosses, cartables au dos, s'en vont à l'école apprendre la Révolution sans savoir peut-être qu'ils ont là, sous les platanes, la plus vieille République des places de France. Une lettre du C.N.R.S. en Mairie l'atteste.

Dès 1878 en effet, alors que la République ne courait point les rues et les esprits, les habitants de Marseillan alimentèrent la caisse d'une souscription publique. Ils voulaient au grand soleil ce symbole républicain que les préfets traquaient encore dans les années 1872. Leurs bonnets phrygiens faisaient voir rouge aux représentants de l'Etat qui fermaient les auberges ayant osé exposer pareilles statuette près de la bouteille d'absinthe.

Bref, Marseillan décida d'avoir sa République, et les citoyens mirent la main au gousset. On l'inaugura le 4 Juillet 1878, deux ans après sa commande. Le sculpteur, M. Taillefer, d'un même ciseau exécuta aussi un buste qui trône toujours dans la salle des mariages.

La doyenne des Républiques

A Marseillan, la République est restée reine. Et le Maire, Louis Boudou, vient de demander l'autorisation de faire restaurer la grande dame de la place. Car elle est classée, noblesse de l'âge oblige.

En son honneur, le 14 Juillet, le feu d'artifice sera plus brillant qu'à l'ordinaire, et le Comité des Fêtes fera défiler devant elle des chars fleuris inspirés par le Bicentenaire mis au programme de toutes les festivités de bourgades cet été.

Et si vous passez par Marseillan, déguster le vin du cru et saluer la doyenne des Républiques, faites halte aussi à Méze, célèbre pour ses coquillages et un lagunage qui fait courir les experts mondiaux. Au carrefour de la cité, une autre Marianne ancienne se dresse. Cadette de quelques années de celle de Marseillan, cette dame de fonte éclairant le petit monde ostréicole a été fondue dans le Nord.

A l'époque où la liberté de Bartholdi voguait vers New-York, la dame de pierre de Marseillan, elle, est restée fidèle au pays, sous les platanes et les lampions du bal du 14 Juillet.

هكذا صنع الأصل

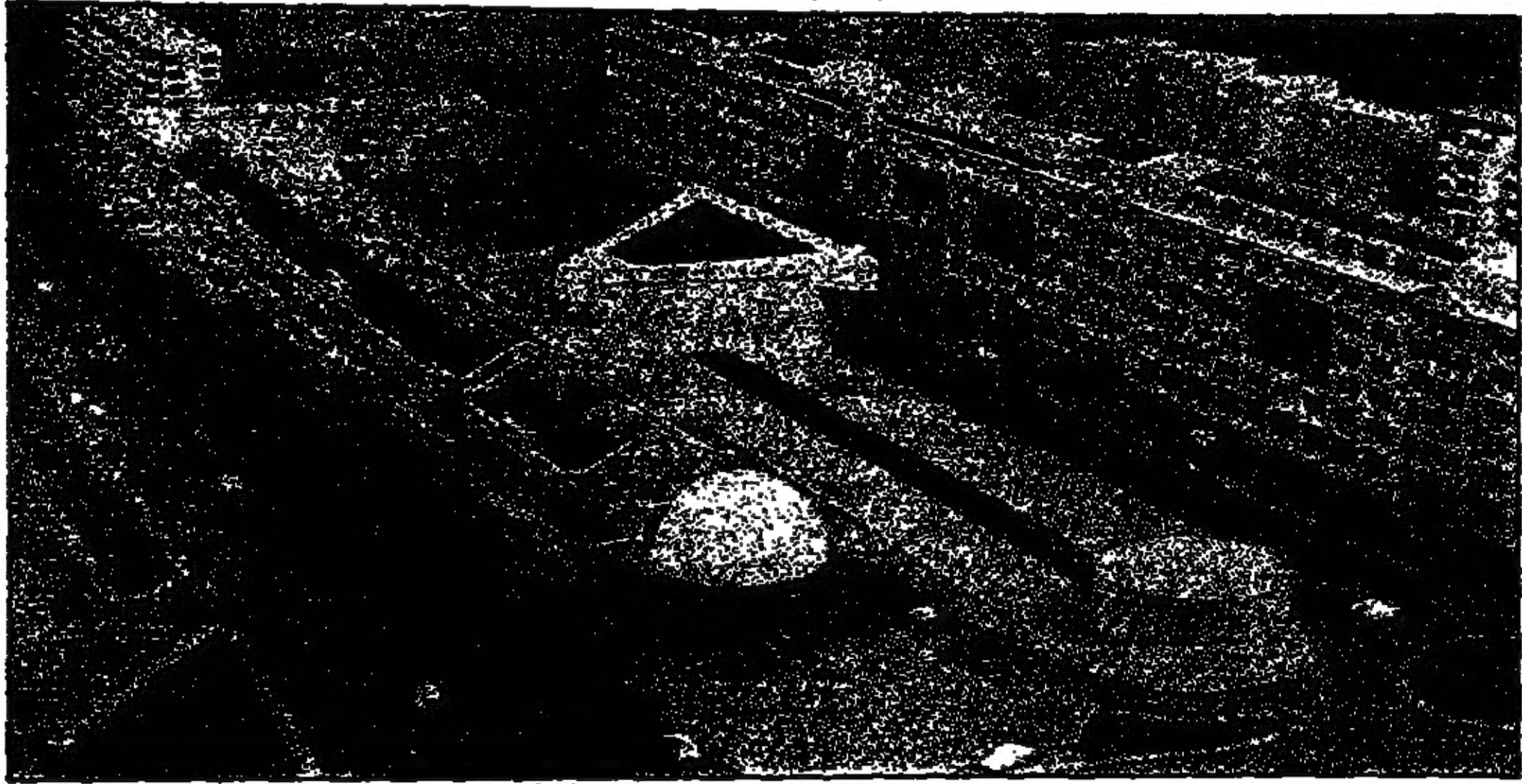
MAIRIES DE FRANCE

MAIRIE EXPO89

Avec le groupe SARI/SEERI

Saint-Etienne travaille à son avenir

"Aujourd'hui, Saint-Etienne tourne une page de son histoire. En préservant ses racines industrielles, sans renier sa personnalité, la ville travaille à son avenir." François DUBANCHET, Maire de Saint-Etienne, parle de ses projets avec passion quand il évoque "l'Espace Fauriel, un vaste programme ambitieux qui, par ses structures et ses équipements, va transformer Saint-Etienne en métropole d'affaires privilégiée. Un pôle urbain fonctionnel performant au service des entreprises... et des hommes de la région."



L'Atria de Saint-Etienne.

La renaissance économique de Saint-Etienne

La renaissance économique de Saint-Etienne devient une réalité : la ville fonde son nouvel essor sur l'implantation d'activités très diversifiées : industries aéronautique, électrique, agro-alimentaire, électronique et informatique. Les activités traditionnelles ont largement effectué leur reconversion : c'est le cas de la mécanique, de l'armement et du textile. Au cœur de ce redoux : le pôle productif régional qui regroupe près de 70 entreprises, bureaux d'études et de CAO, centres de recherches et d'ingénierie, ainsi que des établissements d'enseignement supérieur.

L'Espace Fauriel et l'Atria

Dans ce nouveau contexte économique, Saint-Etienne avait besoin d'un quartier d'affaires qui regroupe l'activité tertiaire. Sur le site de la "Manufacture des Armes et Cycles", haut lieu de l'histoire économique, sociale et humaine de la ville, "l'Espace Fauriel", né de la collaboration étroite entre la Municipalité et le Groupe SARI/SEERI, est conçu comme une adresse prestigieuse pour les entreprises.

Au cœur de l'Espace Fauriel : l'ATRIA. Un concept de centre d'affaires développé par la SARI et le Groupe ACCOR, dont le CNIT à Paris-La Défense est le cœur.

Directement lié à l'ATRIA : un centre de congrès-expositions composé de plusieurs salles modulables, dont une de 700 places, et doté de nombreux services mis à la disposition des congressistes (secrétariat, bureaux, équipements audio-visuels, traduction simultanée, télécommunications...). Le centre est équipé pour accueillir de très nombreux visiteurs lors de manifestations d'envergure nationale et internationale.



François Dubanchet aux côtés de son partenaire, Christian Pellerin, PDG de SARI/SEERI.

Outre les bureaux regroupés au sein du Centre ATRIA, l'Espace Fauriel comprend trois immeubles de six niveaux, dont les 20.000 m² de bureaux sont proposés en location ou en vente, pour accueillir les entreprises quelle que soit leur taille. Chaque hall d'immeuble a pignon sur rue : l'entreprise bénéficie donc d'une entrée indépendante qu'elle peut personnaliser, affirmer son identité et renforcer son image.

Technoforum : un espace voué aux transferts de technologies

L'ATRIA de Saint-Etienne abritera aussi Technoforum, un remarquable outil de travail pour les entreprises. Qu'est-ce que Technoforum ? Un espace voué aux transferts de technologies. Show-room permanent pour le savoir-faire local, lieu d'accès à l'information scientifique, juridique et commerciale, services d'assistance à la création d'entreprise... Technoforum soutient les entreprises dans leur volonté d'innovation et de développement. A l'horizon 1993, vingt Technoforum seront développés en Europe, en liaison avec le réseau américain Euromérica.

Ecofor, une "Boutique Formation"

De plus, au sein de l'ATRIA se tiendra Ecofor, une "Boutique Formation". Ecofor est un réseau unique au monde qui centralise toutes les informations concernant la formation continue. La Boutique de l'Espace Fauriel s'adresse aux professionnels des ressources humaines mais aussi aux particuliers, elle est animée par des consultants expérimentés et sert d'interface entre la demande des entreprises et l'offre des organismes de formation.

Au cœur de l'actualité locale, l'Espace Fauriel abritera également la tête de réseau câblée et le centre de distribution du système vidéo communication de Saint-Etienne.

A EPINAL (40.000 Habitants)

La qualité et les performances des plus grands

Début 88, sur le point de signer pour sa ville les plans d'une cuisine "traditionnelle" en liaison froide, Philippe SEGUIN, alors Ministre et Député-Maire d'Epinal, inaugure celle d'Antony à l'invitation de son Maire Patrick Devedjian.

"IL ME FAUT LA MEME"

Antony : cuisine centrale locale d'un potentiel de 8.000 repas par jour utilisant les technologies les plus avancées : liaison froide, cuisson vapeur, cuisson sous vide, salle blanche...

Epinal, à l'époque, disposait d'une cuisine ancienne en liaison chaude pour préparer un peu plus de 1.000 repas par jour et la rénovation prévue devait se faire sur les techniques traditionnelles de restauration collective.

Hexagone, filiale de Accor, consultée pour la conception et la réalisation de cette unité municipale de production de repas, reprend ses cartons et, pour répondre au souhait du Maire d'Epinal séduit par ce qu'il venait d'inaugurer, cherche avec des fabricants français dynamiques la solution adaptée à cette exigence d'un Maire habitué aux expériences pilotes.

Il faut dire que Générale de Restauration autre filiale de Accor, leader en France de la restauration municipale déléguée, a la confiance de la municipalité d'Epinal qui lui a confié la gestion de ce service public depuis 1985.

Des technologies performantes

Rénover des installations devenues obsolètes, investir dans des équipements neufs, former le personnel municipal à une nouvelle organisation, Hexagone et Générale de Restauration savent faire. Utiliser les technologies les plus performantes pour apporter aux collectivités locales les réponses les mieux adaptées à leur souci de qualité, de sécurité et de régularité du service public, le tandem a prouvé sa compétence avec des réalisations de prestige à Nîmes, Antony, Lyon. Mais, il s'agissait d'unités de très grande capacité : 6.000, 10.000 et 20.000 repas par jour pour ces communes : 2.300.000 repas par an pour le Centre Hospitalier Régional de Montpellier dont le projet était alors à l'étude.

Cuisson sous vide, salle blanche, ces équipements de haute performance qualitative et économique, semblaient réservés aux unités géantes (les professionnels annonçaient couramment : au moins 5.000 repas par jour !).

La volonté d'un Maire, le dynamisme et la disponibilité de ses services, l'efficacité et la capacité d'innovation des partenaires privés qu'il a choisis vont permettre la réalisation de la plus petite cuisine municipale de haute technologie.

Philippe SEGUIN en a posé la première pierre le 18 Mai dernier. Elle sera prête pour la rentrée de septembre et préparera les repas des 1.800 scolaires et universitaires, des 400 personnes âgées et autres convives du service public de restauration.

Et ces convives seront assurés des meilleures garanties de qualité et de sécurité par l'utilisation de techniques performantes qui demandent fraîcheur des matières premières, rigueur d'organisation et respect des règles d'hygiène les plus strictes. Le choix d'une unité de production locale assurera de plus l'adaptation des menus aux habitudes locales et aux exigences des différents clients de la restauration municipale, le maintien des emplois municipaux sur place et l'appel aux entreprises locales que ce soit pour la construction ou pour l'approvisionnement de cette cuisine.



Philippe Seguin, Député-Maire d'Epinal, pose la première pierre.

Hexagone s'est engagé pour 15 ans et investit plus de 10 Millions de francs à Epinal. Générale de Restauration a signé pour 5 ans l'engagement de gérer pour 22,58 Frs par repas (prix Octobre 88). La production et la livraison des repas, leur service dans les différentes salles à manger restant assurés par le personnel de la ville.

derniers seront particulièrement gâtés puisqu'un tout nouveau jeu, mené par Astérix, leur permettra de s'initier à l'équilibre nutritionnel et aux bonnes habitudes alimentaires. Un système de restauration performant, à l'égal des plus grandes villes, et encore une promesse pour Epinal qui était déjà la plus petite ville "câblée" de France.

Il est fort dommage que le Guinness n'enregistre ce genre de record. Heureusement, les Mariannes d'Or sont là pour mettre en lumière les réalisations les plus remarquables des mairies de France.

N.R : Philippe Seguin et Epinal ayant déjà été récompensés par une Marianne d'Or, une nouvelle candidature est-elle possible ?

Des hôtes d'enfants

Générale de Restauration y mettra aussi en place un important programme de formation aussi bien pour le personnel devant travailler dans les nouvelles installations, que pour les "hôtes d'enfants" qui accueilleront et aideront les plus jeunes des convives. Ces



65, Rue de Bercy
75012 PARIS
Tél. 16 (1) 40.19.51.51



43, Rue du Général Ebnou
92130 ISSY LES MOULINEAUX
Tél. 16 (1) 47.36.75.75

مكة امه الاصل

MAIRIES DE FRANCE

MAIRIE-EXPO89

Une Ville, un Port, un Enjeu

BORDEAUX-LE VERDON

Une communauté portuaire ouverte sur le monde

"La notion de partenariat est, à Bordeaux, bien réelle: elle est vécue au quotidien" déclarait M. Jacques MELICK, Ministre Délégué Chargé de la Mer, en inaugurant le 12 Mai dernier le nouveau quai céréalier de Bassens, une des pièces maîtresses de cette zone portuaire de 3 kilomètres de long où se succèdent des installations spécialisées adaptées à tous les trafics, notamment les vrac agro-alimentaires.

Devant un auditoire réunissant spécialistes du transport et responsables politiques, le Ministre poursuivait: "On retrouve cette notion dans les faits. C'est un partenariat très étroit avec l'ensemble des collectivités locales (Conseil Régional, Conseil Général et Communauté Urbaine de Bordeaux) qui contribuent à la modernisation du port. C'est un partenariat avec la Fédération Maritime et avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux, en particulier dans la recherche de nouveaux trafics. C'est aussi un partenariat avec les utilisateurs du port comme la Société d'Intérêt Collectif Agricole (SICA) qui, outre ses propres investissements en matière d'outillage, a apporté son concours financier aux travaux de construction du quai."

Le port et les Collectivités Territoriales

Depuis toujours, les élus locaux sont conscients de l'impact économique régional d'une telle activité qui emploie directement ou indirectement quelque 20.000 personnes.

Aujourd'hui, ils le manifestent en siégeant au sein du Conseil d'Administration du Port Autonome de Bordeaux, mais aussi en aidant la modernisation du port et en soutenant son action commerciale.

Le contrat de plan conclu entre l'Etat et la Région est une parfaite illustration de cette volonté commune puisqu'il prévoit que la Région et le Département contribueront, à

Le port et l'industrie

S'étendant sur une centaine de kilomètres, l'estuaire de la Gironde est un site industriel portuaire de niveau international en raison des possibilités qu'il offre à l'activité économique. Bordé de vastes zones industrielles (celle de Bassens procure quelque 1.700 emplois), il représente pour la Gironde, pour l'Aquitaine et la France, un atout très important, en particulier depuis l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché Commun. Cette vocation européenne n'en restera pas au stade du vœu pieux car elle est déjà activement prise en compte par tous les acteurs économiques. Ainsi, à titre d'exemple, profitant de la si-

Aidée pour la recherche du fret par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux, cette action de la communauté portuaire bordelaise porte aujourd'hui ses fruits: l'armement SEA-LAND a mis en place le 13 mai dernier un nouveau service conteneurisé intra-européen permettant aux chargeurs du Sud-Ouest de toucher une vingtaine de ports. Ce service vient ainsi s'ajouter aux lignes existant déjà vers l'Afrique de l'Ouest, l'Océan Indien, les Antilles, la Guyane, l'Australie et la Californie.

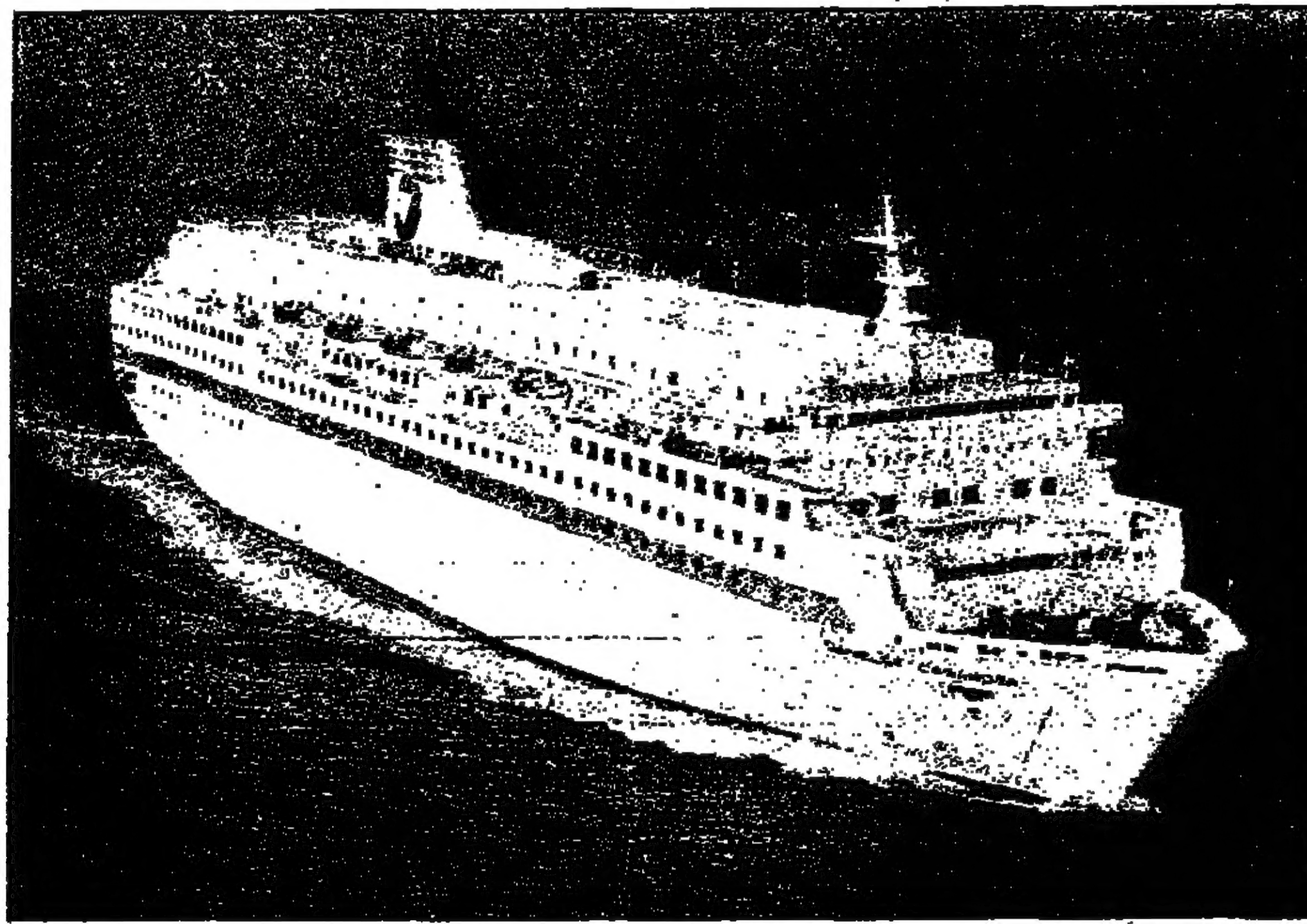
Avec son terminal de 600 mètres de long, ouvert 24 heures sur 24 et doté de trois portiques, Le Verdon est le complément naturel de Bassens pour les trafics conteneurisés

AJACCIO accueille le "Danielle CASANOVA"

Le paquebot transbordeur "Danielle Casanova" a été inauguré le 17 Mai dernier par M. Jacques Melick, Ministre Délégué à la Mer.

De nombreuses personnalités participaient au voyage inaugural. Et la plupart des Maires corses ont effectué la croisière autour de l'île.

Lors de la réception à la Mairie d'Ajaccio, Charles Ornano, Sénateur-Maire de la Ville, a fait part à Alain Trampoglieri, Commissaire Général de MAIRIE-EXPO, de son intention de présenter cette année un dossier au Concours des "MARIANNE D'OR".



Le paquebot transbordeur "Danielle Casanova".



Inauguration du nouveau quai céréalier du port de Bordeaux-Bassens par M. Jacques Melick, Ministre Délégué chargé de la Mer. Bernard Hanquiez, Président du Port Autonome, Paul Valls, Directeur du P.A.B. et Philippe Marelle, Président du Conseil Général de la Gironde, le 12 Mai dernier.

hauteur respectivement de 40 MF et 49 MF, au financement des investissements du Port Autonome.

Mais l'intérêt des responsables politiques régionaux se traduit également en termes de réalisation d'infrastructures terrestres d'accès au port. Simultanément aux travaux d'aménagement autoroutiers (axe Bordeaux-Lyon) sont prévues différentes améliorations tant du réseau routier et ferroviaire interrégional que de la desserte des installations portuaires. Toutes concourent au renforcement de la compétitivité du port.

Port Autonome, Bordeaux bénéficie enfin du soutien efficace de l'Etat qui, outre sa participation statutaire aux dépenses d'exploitation et d'entretien, a retenu dans ses programmes la poursuite de la modernisation des infrastructures. A ce titre, l'aménagement du chenal d'accès à Bassens pour accueillir des navires de 10 mètres de tirant d'eau sera prioritaire.

tuation géographique privilégiée du port de Bordeaux, NORSK-HYDRO AZOTE réalise en ce moment à Ambès une implantation majeure qui sera mise en service dès 1990.

Le port et le commerce

En liaison étroite avec la Fédération Maritime qui représente l'ensemble des utilisateurs, le port de Bordeaux a développé une politique commerciale volontariste pour conquérir de nouveaux marchés. Politique tarifaire: blocage des taxes portuaires, baisse des coûts de manutention allant jusqu'à 16%. Politique d'investissement: 490 MF ont été budgétés par le Port Autonome de Bordeaux entre 1988 et 1992 pour améliorer la fiabilité et l'efficacité des installations de l'estuaire, les usagers participant à leur définition (comme ils le font depuis la mise en service du terminal conteneurs du Verdon en 1976) et les accompagnant par des investissements privés, notamment au niveau du stockage des marchandises.

de lignes régulières alors que Pauillac, Ambès et surtout Blaye (trafics céréaliers notamment) accroissent la diversité des services offerts par le Port Autonome de Bordeaux au transport maritime international.

"Nous avons l'intention, déclare M. Bernard HANQUIEZ, Président du Conseil d'Administration du Port Autonome de Bordeaux, de décliner une véritable ambition pour notre port qui soit à la mesure de la tradition de la région et à la mesure de l'évolution de son économie. C'est pourquoi les efforts que nous menons doivent obligatoirement s'inscrire dans un partenariat avec les utilisateurs, les organismes qui contribuent au développement économique de la région, les responsables des collectivités territoriales et les différents services de l'Etat.

J'ai le sentiment que le port doit être l'élément central d'un grand projet mobilisateur pour la ville de Bordeaux, la Gironde et l'Aquitaine toute entière..."



Sur la passerelle du "Danielle Casanova" Jacques Melick, Robert Vigouroux, Maire de Marseille et Charles-Emile Loo, Député Européen et Administrateur du port de Marseille.



Charles Ornano, Sénateur-Maire, aux côtés d'Alain Trampoglieri sur les quais d'Ajaccio.

MAIRIES DE FRANCE

Rédaction, Réalisation: Christian HOYOS

Photocomposition: Flash-Compo

RELATIONS PUBLIQUES DE FRANCE

7 Bis, Place du Palais Bourbon - 75007 PARIS Tél. 16 (1) 47.53.93.16

Prochaine parution: 7 Septembre 1989

ملكا من الأصل

Europe

URSS : la fin des tabous au Congrès des députés du peuple

Un orateur a prononcé un violent réquisitoire contre le KGB

MOSCOU
de notre correspondant

Il y avait mercredi 31 mai en fin de séance trois cent soixante-neuf inscrits. A quinze heures minutes par orateur, cela devrait faire... plusieurs semaines encore de débats, car des centaines d'autres députés souhaiteraient intervenir quand le président du conseil des ministres sortant, M. Rykov, demandera la confiance, et qu'il faut, surtout à cette première session du nouveau Parlement soviétique, compter avec l'attente.

Compter par exemple qu'un député soviétique peut désormais s'emparer de la tribune pour expliquer que le Congrès en a entendu assez sur l'affaire géorgienne pour savoir que le commandant de la région militaire de Transcaucasie, le général Rodionov, est un « assassin ». Et comme ce député ne veut pas siéger dans la même enceinte qu'un « assassin » il a remis — lancé plutôt — son mandat à la présidence et ne le reprendra, a-t-il dit, qu'après la démission du député Rodionov.

étaient empoisonnés par les obusiers d'une crèche à plein tube en plein centre-ville, que la télévision montrait et qu'il serait temps de lui trouver un autre directeur, que le silence du chef de l'Etat et des membres du bureau politique sur l'affaire géorgienne était « éloquent » et qu'il était donc indispensable d'introduire dans la Constitution une clause d'impeachment pour « dissimulation de la vérité au peuple ».

« L'institution la plus secrète »

Juste une mise en accusation de M. Gorbatchev et de tout le bureau politique — plus de quoi faire frissonner l'Union soviétique. Mais la suite... « Le KGB, explique M. Vlassov, défend le pays contre l'ennemi extérieur, mais il a aussi d'autres fonctions [qui consistent] une véritable menace pour les droits du peuple et la démocratie. [Il] n'a de comptes à rendre qu'à l'appareil, se trouve en dehors du contrôle populaire. Il est l'institution la plus secrète du pays. Sa place dans le système politique est devenue inchangée [depuis l'avènement de la perestroïka]. Il exerce un contrôle global sur la société et se trouve placé au-dessus de l'Etat ».

Bref, il faut redéfinir son rôle, rendre public son budget, ses activités, l'ampleur de ses effectifs, et pour commencer déplacer son siège du cœur de la capitale, car, entre le Kremlin et le comité central, ce bâtiment à la « somptueuse histoire », insiste la mémoire des dizaines de milliers d'innocents pour lesquels il a été l'antichambre de la mort.

Là, on n'entend plus une mouche voler. Le soir, dans les diners, les restaurants et les queues, on ne parle que de Vlassov, du KGB qui... du KGB que... de ce KGB d'un coup démythifié, d'un coup contesté, vilipendé comme n'importe quel ministre des finances, organisation du parti, comité du Plan ou général-commandant de région. Car tout, rigoureusement tout, y passe et

d'une intervention à l'autre c'est tout le système « stalino-brevyevien », le régime, en un mot le communisme qui est disséqué, exposé, des origines à nos jours.

On peut entendre le premier secrétaire de Novossibirsk faire l'éloge de Staline, le premier ministre réformateur de Nicolas II. Voir applaudir un métropolite de l'Eglise orthodoxe qui ne prend pas de risques en bénissant la perestroïka. Assister à une offensive en règle des trois Républiques baltes qui, l'une après l'autre, envoient leurs dirigeants à la tribune pour exposer leur projet d'autonomie économique des Républiques.

C'est réellement la souveraineté des Républiques qui est placée, au nom des peuples baltes, par les dirigeants des partis communistes baltes. Non seulement personne ne s'insurge mais c'est le premier secrétaire de Lituanie qui préside la séance de mercredi après-midi, aux côtés de M. Gorbatchev, officiel, archi-officiel, tout sauf pestiféré.

La seconde sensation de la journée viendra de M. Massaliev, le premier secrétaire de Kirghizie, qui prononce une intervention conservatrice. Ça, c'est un événement, car, en nombre dans ce congrès, les conservateurs semblent de moins en moins attirés par le micro, sauf pour de brefs cris de rage ouates de réformisme verbal. M. Massaliev, lui, c'est autre chose : un homme tranquille, serein, qui explique sur le même ton que d'autres la nécessité de fabriquer des médicaments et nourrir les nouveaux-nés, qu'il ne faut pas que la presse soit libre de tout contrôle, qu'on ne peut pas dire n'importe quoi, qu'il est vraiment honteux de parler d'un retour à la révolution démocratique de) de février (1917), qu'il y a des gens qui travaillent dans l'appareil et qu'en l'attaquant, c'est le parti qu'on attaque puisque « le parti ne peut, comme l'a dit Lénine, exister sans appareil ».

M. Massaliev est homme de conviction, mais l'académicien Pavel Bunich aura droit à beaucoup

plus d'applaudissements que lui (et ceux, notamment, de M. Gorbatchev) en réclamant que l'on passe d'urgence, immédiatement, à une réforme économique en profondeur, donnant réellement les coudées franches à l'initiative privée. Même dans les tranches conservatrices, cela plaît, et M. Bunich fait rire tout le Congrès en disant qu'on peut déplorer que les meilleurs ouvriers quittent le secteur collectif pour le secteur coopératif, mais que « si la flèche y en va avec un autre, c'est qu'il y a un problème avec le flanc ».

Les idées de M. Eltsine

En fin de matinée, M. Eltsine était monté à la tribune pour exposer au pays ses principales idées sur la dangereuse lenteur de la perestroïka, la nécessité d'indépendance de la presse, le danger que continue de représenter l'appareil et l'obligation de défendre la justice sociale en supprimant les privilèges et en aidant les plus démunis. C'était un bon discours-programme de candidat au rôle de chef de l'opposition, mais si M. Eltsine a pu à cette dernière, en demandant que la loi définitive, c'est-à-dire limite, la place du parti dans le système politique, il n'a, en revanche, pas paru sérieux en proposant que M. Gorbatchev soit soumis tous les ans à référendum populaire.

Le danger de « dictature » qu'il a évoqué à l'appui de cette proposition ne semble en effet pas si menaçant que cela. Mercredi soir, la commission parlementaire créée pour enquêter sur l'affaire géorgienne n'avait toujours pas de président. M. Jakovlev, le plus radical des membres du bureau politique, s'est récusé, et personne ne veut pour l'instant de cette place.

Quelques semaines encore, donc ? Les Soviétiques, en tout cas, en redemandent.

BERNARD GUETTA.

POLOGNE : le scrutin du 4 juin

La complexité du système électoral fait craindre de nombreux bulletins nuls

VARSOVIE
de notre envoyé spécial

La Pologne risque de battre un record mondial dimanche 4 juin, celui des votes nuls. C'est la crainte, très partagée, de Jacek Fedorowicz, célèbre artiste et dessinateur polonais, qui a donc entrepris d'expliquer le plus didactiquement possible à ses concitoyens, au cours de l'émission télévisée hebdomadaire de Solidarité, une opération qu'on jugerait naturelle ailleurs : comment voter. En Pologne, cette opération implique avant tout, comme l'explique Fedorowicz, de s'armer d'une paire de stylos et d'une paire de lunettes de vue.

Car le mode de scrutin de ces élections qui doivent permettre de désigner en deux tours (les 4 et 18 juin), 460 députés et 100 sénateurs, est d'une telle complexité qu'un taux d'erreurs monumentales est très vite apparu au cours de la campagne comme une forte probabilité. Des gens qui n'ont pas voté depuis des années, persuadés du principe que les journaux faisaient d'avance leur participation était jusqu'ici superflue, vont se retrouver dans l'isolement avec un nombre incalculable de manipulations à effectuer sur cinq, six, parfois sept bulletins de vote.

Ce qui complique toute l'affaire, c'est la coexistence dans une même circonscription de quatre catégories différentes de mandats à pourvoir :

- les mandats des sénateurs dont les candidats sont regroupés sur un seul bulletin de couleur rose ;
- les mandats de la « liste nationale » des députés à la Diète réservés à trente-cinq personnalités

du pouvoir, qui sont regroupés sur un bulletin blanc de grand format ;

- les mandats de députés réservés aux candidats de la « coalition du pouvoir » pour lesquels les candidatures sont multiples mais doivent nécessairement être présentées par les partis et mouvements rassemblés jusqu'ici autour du Parti communiste. Les candidats à chacun de ces mandats sont regroupés sur un bulletin blanc de petit format. Il y a donc autant de bulletins de vote que de mandats et le nombre de mandats dépend du nombre d'habitants de la circonscription ;
- enfin, les mandats de députés réservés aux candidatures « indépendantes » ou « sans parti », catégorie dans laquelle entrent les candidats de Solidarité, mais aussi toute personne ayant réuni les signatures de trois mille électeurs. Ces mandats représentent 35 % de la totalité des sièges de députés et là aussi il y a un bulletin de vote de couleur blanche par mandat comportant la liste des divers candidats.

Sept bulletins différents

Autrement dit, un électeur de la circonscription de Mokotow, à Varsovie, aura, par exemple, sept bulletins différents à mettre dans l'urne : un pour les sénateurs, un pour la liste nationale de la Diète, quatre pour les sièges de députés réservés à la coalition du pouvoir et un pour le siège de député réservé à un indépendant.

Se contenter de mettre les bulletins dans l'urne serait trop simple. Au préalable, l'électeur aura dû rayer sur chaque bulletin les candidats dont il ne veut pas, ne laissant que les noms de ceux qu'il souhaite voir élus. Pour ajouter un peu de piquant, seuls les noms des candidats et non pas leur dénomination politique figurent sur les bulletins. Si l'électeur fait une fausse manœuvre et s'aperçoit à l'isolement qu'il s'est trompé, il en est quitte pour un bulletin nul, car on ne lui donnera pas de bulletin de secours. Et pas question de s'exercer à une répétition chez soi avant de partir : ici, on ne reçoit pas les bulletins à domicile à l'avance comme cela se fait en France.

Devant un tel casse-tête, Solidarité s'est lancé dans une inlassable

campagne d'explication, craignant notamment beaucoup plus les votes nuls que l'abstention. C'est le travail, par exemple, d'une de ces dames respectables, assise devant une table couverte de tracts fournissant les instructions les plus claires possibles au siège du comité électoral pour Varsovie. Elle y décrit avec une vertueuse patience la marche à suivre à un monsieur qui répond invariablement « Je suis », alors que, de toute évidence, il sait peut-être mais n'a rien compris.

On imagine sans peine les effets pervers que ne manquera pas de produire dimanche un tel mode de scrutin : une belle pagaille, des queues aux isolés et un dépouillement interminable.

Pas de visa pour « Le Nouvel Observateur »

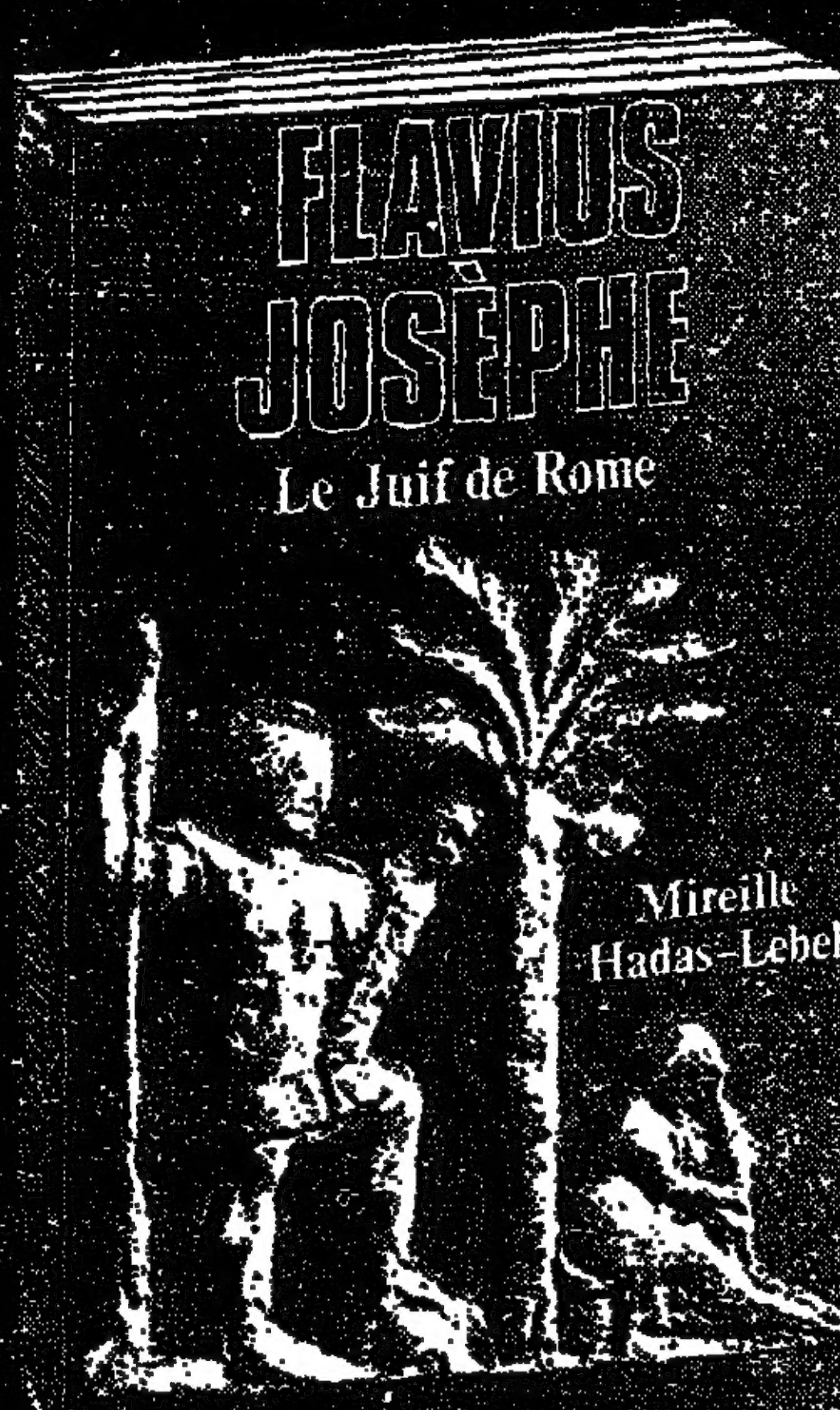
Le Nouvel Observateur annonce dans son édition de cette semaine que son éditorialiste K.S. Karol n'a pas obtenu en temps utile le visa qu'il avait demandé — le 28 avril — pour se rendre en Pologne afin d'y « couvrir » les élections.

Déjà le journaliste, pourtant muni des papiers nécessaires, s'était vu refuser en 1980 à son arrivée à Varsovie. Toutes assurances avaient donc été dévancées et obtenues cette fois-ci auprès de l'ambassade de Pologne à Paris, explique le directeur du Nouvel Observateur, Jean Daniel, qui poursuit : « Les représentants officiels de la République populaire de Pologne n'ont pas réussi à faire lever le veto de la police politique de Varsovie contre notre collaborateur. La plus grave dans cette affaire, ce n'est pas l'inquiétante confusion des pouvoirs qu'elle révèle en Pologne. C'est qu'il s'agit d'une violation des accords que ce pays a signés à Helsinki et d'un outrage à la presse française, deux semaines avant le voyage officiel de François Mitterrand à Varsovie. »

Solidarité a décidé d'installer des points d'information à côté des bureaux de vote qui seront ouverts de 6 heures à 22 heures. Mais le plus sûr, affirme Jacek Fedorowicz, c'est encore de se préparer des antiscèches à la maison avec uniquement les noms des candidats que l'on veut élire — c'est-à-dire ceux de Solidarité — et de rayer tous les autres sur tous les bulletins. Grâce à cela, dit-il, « on s'éloigne un peu de la République populaire et on se rapproche de la Pologne ». Est-il besoin de dire que la télévision a diffusé immédiatement après l'émission les condamnations les plus vives des conseils de « ces artistes de cabaret ».

SYLVIE KAUFFMANN

LE JUIF qui choisit César



Fayard

300 p.
110 F

Cette magnifique biographie se lit comme un roman. Son érudition sans faille rend justice à un ultime témoin qui eut, au moins, le courage de vivre.

Dominique Bourel, L'Express

FAYARD

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINTEL

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36.15 LEMONDE

HERVÉ CLAUDE ROMANCIER.

Hervé Claude

Le désespoir des singes

Roman



Tout son art est là : raconter, mine de rien, ce jeu de très lent boomerang à quoi se résument les amitiés, une existence... Un beau, un bien beau livre de hantises.

Erik Orsenna
Le Nouvel Observateur

Un roman dru et mélancolique qui confirme son talent d'écrivain.

Jean-Noël Pancrazi
Le Monde

Roman, 85 F.

Flammarion

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-09

مكتبة الأصيل

Proche-Orient

ISRAËL

Nouvelle tentative d'infiltration palestinienne

Bombardement israélien de bases palestiniennes dans le sud du Liban, tentative d'infiltration en Israël, heurts dans les territoires occupés : la journée du mercredi 31 mai s'est achevée sur un nouveau bilan sanglant, qui s'élève à six morts et de nombreux blessés.

Troisième commando à tenter de s'infiltrer, en quatre jours, dans la « zone de sécurité » contrôlée par Israël dans le sud du Liban, trois hommes armés ont été interceptés, dans la nuit de mardi à mercredi, par l'armée israélienne, qui les a tués. Cette tentative fait suite à deux autres actions du même type depuis dimanche, menées par des groupes palestiniens et libanais.

Mercredi soir, l'aviation israélienne a mené des raids contre des bases appartenant à des organisations palestiniennes ainsi qu'à Hezbollah pro-iranien dans la plaine orientale de la Bekaa, faisant, selon des sources hospitalières au Liban, cinq blessés.

Parallèlement, trois Palestiniens sont morts et dix-huit autres ont été blessés mercredi lors de heurts entre l'armée israélienne et des manifestants dans les territoires occupés, notamment dans la banlieue de Gaza, où les affrontements ont été les plus violents. Selon un bilan fourni par le ministre de la défense, M. Itzhak Rabin, quatre cent soixante-deux Palestiniens ont été tués et dix mille blessés depuis le déclenchement du soulèvement palestinien en décembre 1987. D'autres bilans établis par des agences de presse font état de cinq cents morts pendant cette période.

De son côté, Amnesty International a dénoncé jeudi le système de la détention administrative pratiqué en Israël et dans les territoires occupés, chiffrant à cinq mille le nombre de Palestiniens victimes de cette pratique depuis le début du soulèvement. Selon Amnesty, mille cent Palestiniens, au moins, sont actuellement en détention administrative sans que les droits de la défense soient garantis. Depuis mars 1988, le recours au système de la détention administrative n'est étendu, assure encore Amnesty.

La CEE a, d'autre part, exprimé mercredi son « inquiétude » devant le refus des autorités israéliennes de rouvrir les écoles en Cisjordanie. Les Douze demandent à Israël de « reconsidérer de façon urgente sa politique ». La fermeture des écoles, y compris celles de l'agence spécialisée des Nations unies, l'UNRWA, « empêche », estime la Commission, « l'établissement de la confiance » qu'elle juge « essentielle pour que le processus de paix se développe ». — (AFP, AP, Reuters.)

Un « groupe informel » assurera le suivi des entretiens Mitterrand-Arafat

Quiproquo? Erreur d'interprétation ou discrète pression palestinienne sur les Français? Les suites à donner à la visite en France de M. Yasser Arafat, dans les premiers jours de mai, semblent faire l'objet d'une légère différence d'appréciation dont Paris se serait bien passé. Dans une interview publiée, le mardi 30 mai, par le bulletin *Middle East Mirror*, M. Hani El Hassan, conseiller du chef de l'OLP et membre du comité central de l'organisation palestinienne, indique qu'il a été chargé par les instances dirigeantes de celle-ci des relations avec la France. Il donne à ces relations un aspect formel s'apparentant à des rapports d'Etat à Etat en évoquant la création d'un comité mixte franco-palestinien dont M. François Mitterrand et M. Arafat seraient convenus lors de leurs entretiens.

A Paris, on se montre nettement en retrait et l'on affirme que si MM. Mitterrand et Arafat sont convenus de créer un « petit groupe informel ayant pour tâche d'assurer le suivi des entretiens » entre le chef de l'Etat et le président de l'OLP sur les perspectives de paix au Proche-Orient, il n'est pas question de « comité mixte » ou d'une quelconque structure formelle et encore moins d'une « coordination », comme le suggère M. Hani El Hassan lorsqu'il déclare : « Les instructions que m'a données le président Arafat ne sont pas d'ouvrir des consultations mais de mettre en place une coordination et d'élaborer des plans positifs pour traiter de la crise au Proche-Orient. » On précise, au Quai d'Orsay, que, côté français, ce « groupe informel » sera composé de diplomates.

Y. H.

Asie

CHINE : treize jours de « loi martiale »

Provocations et batailles de symboles

PÉKIN de notre correspondant

Dans l'opéra de Pékin, le genre artistique qui représente le plus complètement l'univers mental chinois, il suffit de montrer un général sur la scène pour symboliser une armée. Une cravache symbolise un cheval. Toute la gamme des sentiments s'exprime par une gestuelle immuable allant de la main caressant la barbe aux positions des jambes et des pieds.

A la gare de Pékin, comme, selon la presse, dans une dizaine d'autres bâtiments stratégiques de la capitale, l'armée a déployé quelques soldats qui remplissent la même fonction : symboliser. Au treizième jour de la « loi martiale », on assiste à une guerre des symboles qui donne à la crise chinoise l'allure d'une pièce d'opéra.

La dignité nationale est, à en croire la campagne de presse lancée par le régime, bafouée depuis deux jours par la réplique d'une statue de la Liberté faite de telle sorte que, selon les auteurs de cette provocation, les autorités devront la soulever à l'aide d'une grue ou la démolir sur place pour la faire disparaître du milieu géométrique de l'empire. L'armée, dont on dit qu'elle se renforce aux portes de la ville, s'abstient prudemment de venir à la rescousse de l'honneur du pays.

Contre-manifestations officielles

Conséquence : les petits pionniers ont été privés de la cérémonie organisée place Tiananmen pour célébrer la fête des enfants. Nombre d'artisans déplorent avec tristesse ce fait. Qu'à cela ne tienne, ont répondu les étudiants qui occupent la place : la cérémonie aura bel et bien lieu, mais elle sera assurée par les occupants des lieux. Des groupes d'enfants tout à fait organisés, encadrés par leurs responsables, ont déjà été vus fraternisant avec les « insurgés » fatigués de la plus grande place du monde. Ceux-ci ont promis qu'ils nettoieraient la place de ses ordures en l'honneur des tout-petits.

La grande vieille dame de la littérature pour enfants, Bing Xin, s'est vu livrer à un acte de défi en faisant publier, dans le *Quotidien des ouvriers*, une calligraphie dédiée aux enfants de Chine, appelant leurs mères à les mener, « en balayant sur le chemin les boues souillées et les eaux croupissantes », sur la voie « illuminée de la démocratie et du système légal des années 90 ». Agée de quatre-vingt-sept ans, elle avait signé des pétitions d'intellectuels, d'écrivains et d'artistes réclamant une démocratisation du régime.

Dans la campagne entourant Pékin, où campe l'armée mais où la loi martiale n'est pas en vigueur, des cortèges de manifestants se rassemblent pour soutenir le premier ministre, M. Li Peng, et le chef de l'Etat,

M. Yang Shangkun. Une vingtaine de milliers de personnes ont défilé ainsi dans trois districts ruraux aux cris de « A bas la chienne ! A bas le libéralisme bourgeois ! », ainsi que, plus prosaïquement, de « *Mémons à bien la bataille de la récolte, du labourage et des semailles pour cette saison !* ». La télévision les a montrés mercredi, et la presse de jeudi en rend compte favorablement, ces rassemblements ayant reçu l'approbation de la Sécurité publique.

Ce que la télévision n'a pas montré, c'est que les manifestants d'un des rassemblements d'hier, à Daxing, ont brûlé une effigie de l'astrophysicien Fang Lishi, son nom a été censuré, et celle d'un « conspirateur » anonyme — M. Zhao Ziyang, le secrétaire général du parti, — dont le nom a quand même été passé sous silence. Le cortège avait été rassemblé à l'aide d'autobus et de camions affrétés par les autorités.

Comme les Cent Fleurs...

La reprise en main qui a suivi le mouvement démocratique de Pékin de ces mois d'avril-mai rappelle bien des souvenirs dans l'histoire chinoise. En premier lieu, les Cent Fleurs : ouvertes en avril 1957, elles s'étaient fermées brutalement en juin par une campagne de répression antistatisme qui conduisit vers les camps de rééducation — parfois pour plus de vingt ans — ou au suicide de nombreux intellectuels, étudiants, enseignants, journalistes, qui avaient fait confiance au PCC quand il les avait invités à s'exprimer librement.

Mao Zedong porte la responsabilité de cette première mise à mort des espoirs de réforme. Mais il le perge avec M. Deng Xiaoping, qui était alors secrétaire général du parti et qui lança, par un violent réquisitoire, la chasse aux sorcières : « Dans le grand débat des Cent Fleurs, nous avons allumé un brasier pour consumer à la fois nos ennemis et nos propres faiblesses », déclara-t-il à l'époque.

C'est pourquoi, quand les nouvelles Cent Fleurs furent lancées à partir de 1985, le régime s'entoura de précaution certaine pour convaincre que, cette fois, la situation était différente. Il faut dire que le secrétaire général du PCC et le premier ministre de l'époque, Hu Yaobang et Zhao Ziyang, mais aussi des victimes de la purge et des responsables de la propagande dans les années 50 y apportèrent leur caution, et que M. Deng affirmait que le contrôle notamment à l'égard des manifestations se faisait de façon plus souple que celle de M. Deng. M. Deng s'est rallié à ceux qui dénonçaient hier son laxisme idéologique.

La municipalité de Pékin, dont la presse étrangère doit obtenir l'autorisation pour toute activité journalistique en ville, confirme fort obligeamment qu'au moins un autre rassemblement de cet ordre était prévu jeudi après-midi à la campagne. Peut-on s'y rendre, prendre des photos? « Mais bien sûr! Allez-y! ». Pendant ce temps, naturellement, les équipes de télévision étrangères ne se sentent pas en cette ville, où leurs déplacements, en principe illégaux, sont surveillés d'un peu plus près depuis deux jours.

Si l'on compare M. Zhao à la campagne, son nom a, en revanche, mystérieusement réapparu, pour la première fois depuis qu'il est tenu pour être tombé en disgrâce, dans le quotidien *Clarité*. Il y est question d'une petite fille qui avait pris part à la cérémonie officielle de la fête des enfants en 1984 à Pékin et avait dédié une calligraphie « au camarade Zhao Ziyang, alors premier ministre ».

M. Li Peng, le premier ministre, reste, par contre, d'une étonnante discrétion : pas de nouvelle de lui depuis une semaine, hormis dans les cortèges de la campagne... Discrétion paradoxale quand on constate par ailleurs un timide redémarrage des activités gouvernementales. Le président de l'Assemblée nationale populaire, M. Wan Li, est rentré à Pékin mercredi. Il n'avait pas l'air aussi souffrant qu'on le laissait entendre officiellement lorsqu'il a descendu, devant les caméras de télévision, la passerelle d'avion au pied de laquelle l'attendaient notamment le vice-premier ministre Wu Xuejian, chargé de la politique étrangère.

Le ministre des affaires étrangères, M. Qian Qichen, s'est envolé mercredi pour Quito, La Havane et Washington. Ce partisan presque déclaré du secrétaire général du parti n'aurait vraisemblablement pas agi de même s'il avait eu la crainte d'être déposé en cours de route. Le ministre de l'éducation, M. Li Tieying, a reçu, mercredi également, son homologue néo-zélandais. La conversation, a fait savoir l'entourage du visiteur, n'a pas été l'occasion pour le responsable chinois de tonner contre le « libéralisme bourgeois ».

L'armée veut rester unie

Les grandes figures actives de l'armée sont maintenant regroupées. Le chef d'état-major, le général Chi Haotian, et ses adjoints ont apporté mercredi aux troupes installées au périmètre de la cité assiégée, de la sollicitude et du réconfort, de M. Deng Xiaoping et Yang Shangkun. Ils étaient accompagnés du commandant de la place de Pékin, le général Zhou Yibing, qu'on avait dit limogé. Symbole, encore : la « grande queue » chinoise montre ainsi qu'elle est unie et veut conjurer les risques d'affrontements en son sein.

Mais nulle part la valeur symbolique de ces activités — devenues totalement indéchiffrables au Pékin — moyen comme aux sinologues étrangers — n'est plus perceptible que devant la porte sud de la résidence Zhongnanhai, dite porte de la Chine nouvelle. Quelques dizaines de manifestants, dont les enseignants d'une université prestigieuse, y ont pénétré, en permanence, toutes leurs lèvres. Derrière la porte assiégée, il y a un mur servant de paravent, portant les mots « servir le peuple » de la calligraphie de Mao Zedong. Il ne cache aucun bâtiment officiel, mais, un lac. Aucun haut fonctionnaire ne passe jamais par ici : l'entrée des responsables et invités se fait par les portes du nord et de l'ouest. Ces portes-là n'ont pas vu un seul manifestant en quarante-huit jours de cette si curieuse révolution dans la révolution. Jamais depuis Mao la « Chine nouvelle » ne s'était autant comportée comme l'ancienne.

FRANCIS DERON.

JAPON : chef de la diplomatie

M. Uno succédera à M. Takeshita au poste de premier ministre



M. Sosuke Uno, ministre des affaires étrangères, a accepté, mercredi 31 mai, la proposition qui lui avait été faite par le Parti libéral démocrate au pouvoir de succéder à M. Takeshita au poste de premier ministre. M. Uno, qui se trouvait à Paris pour la réunion de l'OCDE, est rentré à Tokyo, où l'annonce officielle de sa désignation devrait être faite vendredi.

TOKYO de notre correspondant

M. Sosuke Uno présente au moins deux originalités : il n'a été impliqué

dans le scandale Recruit et rien ne le désignait pour devenir chef du gouvernement. Son expérience diplomatique — un atout, affirme-t-on aujourd'hui, car il représentera notamment le Japon au sommet de Paris, en juillet prochain — n'aurait guère été, en temps normal, un facteur suffisant. M. Uno est un premier ministre de circonstance qui pourrait bien ne bénéficier, dans l'esprit de ceux qui l'ont nommé, que d'un mandat temporaire.

Nommé ministre des affaires étrangères par M. Takeshita en 1987, M. Uno, qui a conservé ses fonctions à la suite du remaniement ministériel de décembre dernier, a été l'un des chefs de la diplomatie japonaise qui a le plus affirmé le monde. Il contrôla notamment à faire figurer à l'ordre du jour des pourparlers nippo-soviétiques la question des îles Kouriles du Sud,

occupées par l'URSS depuis 1945 et revendiquées par les Japonais.

Comme M. Takeshita, il est fils d'un fabricant de saké. Premier en Sibérie au lendemain de la défaite japonaise, il raconte cette expérience dans un livre à succès, dont fut tiré un film. M. Uno, par ailleurs, l'auteur de deux recueils de poèmes et d'essais historiques sur sa ville natale de Morioka (préfecture de Shiga, non loin de Kyoto).

Depuis 1960 et membre du clan Nakasone, M. Uno n'a jamais été sans adversaires et sans rivaux. Il préfère, semble-t-il, jouer de l'harmonie que « lever » des fonds politiques. On raconte que, un jour, M. Nakasone ayant demandé aux membres de son clan de rassembler des « dons » en vue d'une campagne électorale, M. Uno revint avec 600 000 yens (28 francs) : une somme dérisoire, au point que le

secrétaire de M. Nakasone crut qu'il s'était trompé en énumérant le chiffre.

Tout à tour directeur de l'Agence de défense dans le dernier cabinet Takeshita (durant vingt-neuf jours), directeur de l'Agence pour la réforme administrative puis de l'Agence des sciences et technologies, il fut ministre de l'Industrie et du Commerce international (MITI). A ce poste, M. Uno eut notamment la responsabilité du délicat contentieux commercial avec les Etats-Unis.

Agé de soixante-six ans, honnête, M. Uno sera le premier chef de gouvernement qui ne soit pas chef de l'un des clans du Parti libéral démocrate : il pourrait bien, cependant, s'être investi que des insignes du pouvoir, tel le Kagemusha du film d'Akira Kurosawa.

PHILIPPE PONS.

bombe, toujours dans la capitale sri-lankaise. — (AFP.)

● CAMBODGE : L'aide américaine à la résistance. — La Maison Blanche va demander l'accord du Congrès en faveur d'une aide appropriée pour renforcer la position politique et la sécurité de la résistance anti-communiste au Cambodge, a déclaré, mercredi 31 mai, un porte-parole du département d'Etat. De son côté, M. Stephen Solarz, président de la commission des affaires étrangères de la chambre des représentants, s'est déclaré favorable à la fourniture d'armes à la résistance non communiste khmère. — (AP, Reuters.)

● SRI-LANKA : Assassinat de deux personnalités. — Bennet Perera, un superintendant de police, et son chauffeur ont été tués par des tireurs à Colombo, jeudi 1^{er} juin. Au même moment, Leslie Ranegala, l'un des dirigeants du Parti national au pouvoir, et son garde du corps ont été tués par l'explosion d'une

Afrique

NIGÉRIA

Des émeutes ont fait plusieurs morts à Lagos

Lagos. — Des émeutes ont fait « plusieurs morts », le mercredi 31 mai, à Lagos, où la police a ouvert le feu dans différents secteurs de l'agglomération, a-t-on appris de source officielle.

L'ordre de tirer a été donné alors que des manifestations d'étudiants, commencées le matin, avaient tourné à l'émeute dans les quartiers nord de la mégapole nigérienne — plus de sept millions d'habitants, selon certaines estimations — et jusqu'au centre-ville.

Des actes de pillage ont été commis dans des marchés ou des boutiques du quartier commercial, par des émeutiers parmi lesquels figuraient de nombreux marginaux, selon des témoignages.

Les premiers affrontements ont eu lieu dans les faubourgs du nord de la ville, à proximité de l'université de Lagos fermée la veille pour deux semaines par les autorités avec tous les autres établissements d'enseignement supérieur. Plus tard, des centaines d'actes de pillages ont encore été enregistrés dans différents secteurs, en particulier dans le quartier d'Ibeja, à la proximité de l'aéroport international, dont les accès ont été un moment interdits par les forces de police, sommées par des détachements de l'armée, mais sans toutefois que le trafic aérien ait été interrompu.

De nombreux véhicules appartenant à des administrations gouvernementales ont été brûlés, de même que plusieurs immeubles. Le calme est revenu en fin d'après-midi, après les premiers tirs de la police et alors que circulaient des rumeurs, non confirmées, de couvre-feu.

Les manifestations, lancées à Lagos le 23 mai sur un mot d'ordre national du syndicat des étudiants, avaient gagné Benin-City (dans le sud du pays) où six personnes ont été tuées, vendredi, puis Ibadan (sud-ouest) où des rassemblements de foule ont eu lieu durant toute la journée de mardi. De nouvelles manifestations se sont également produites mercredi à Enugu, dans l'Etat d'Anambra.

A l'origine, il s'agissait pour les étudiants de protester contre la politique de rigueur économique suivie par le président Babangida. Celui-ci doit commencer, mercredi 7 juin, une visite officielle en France. — (AFP.)

Après les expulsions de Mauritanie Le Sénégal demande l'aide de l'ONU pour la réinstallation des réfugiés

L'ambassadeur du Sénégal auprès des Nations unies, M. Abdou Diouf, a demandé, le mercredi 31 mai, l'aide de l'Organisation pour la réinstallation des réfugiés sénégalais expulsés de Mauritanie à la suite des affrontements raciaux du mois dernier. Selon Diouf, soixante-dix mille Sénégalais et dix mille « Mauritaniens blancs » ont été contraints de quitter la Mauritanie.

Le 8 mai, l'ambassadeur de Mauritanie auprès de l'ONU, M. Mohamed Ould Mohamed Mahmoud, avait officiellement saisi les Nations unies et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) pour connaître le sort de ses ressortissants restés au Sénégal. Fin mai, M. Perez de Cuellar a dépêché des experts de l'ONU dans les deux pays pour évaluer les besoins de part et d'autre après les rapatriements simultanés et forcés.

Les autorités de Nouakchott estiment aujourd'hui le nombre des réfugiés à environ dix mille. Les réfugiés ayant déjà regagné la Mauritanie, dans un mouvement qui se poursuit, selon elles, au rythme d'une centaine de traversées quotidiennes du fleuve Sénégal, qui sépare les deux pays.

Ces retours auront des conséquences économiques, croqueront les experts, qui évaluent à quelque 100 millions de dollars par an « le manque à gagner » qu'entraînera la cessation des rapatriements effectués par les commerçants mauritaniens de Sénégal vers leur pays : estant que les exportations de minerais de fer de Zouerate. — (AFP.)

● Un appel à la réconciliation. — Plusieurs personnalités et associations françaises et étrangères, opposées par les problèmes africains, ont lancé un appel invitant les « Etats africains et mauritaniens à tout mettre en œuvre pour la réconciliation des peuples dont ils ont la charge ». Cet appel est notamment signé par les professeurs Gantier et Schwartzberg. Le mouvement contre le racisme et pour l'unité entre les peuples (MRUP), la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), SOS-Racisme, l'Union française des travailleurs sénégalais en France et l'Union des travailleurs mauritaniens en France.

مكتبة الأمل

Afrique

SOMALIE

La guérilla dans le Nord semble marquer le pas

Essoufflement d'une guérilla qui a peut-être présagé de ses forces ou préparation d'un « coup » spectaculaire dont les rebelles du Mouvement national somalien (MNS) ont le secret ? Le contraste apparaît, en tout cas, flagrant entre la situation actuelle dans le nord de la Somalie, telle qu'elle est décrite de sources concordantes, et les événements de mai 1988.

Il y a un an, les maquisards du MNS, principal mouvement d'opposition armée au régime du président Siyad Barre, avaient surpris tout le monde en lançant une violente offensive contre les troupes gouvernementales. Cette attaque leur avait permis de prendre la « capitale du Nord », Hargeisa, puis de l'occuper un temps, en dépit des sanglantes représailles de Mogadiscio. A l'époque, le MNS - né en 1981, et qui s'est notamment rendu célèbre en France en enlevant, en janvier 1987, une équipe de Médecins sans frontières - venait de perdre son « sanctuaire » éthiopien à la faveur de la conclusion d'un accord entre Addis-Abeba et Mogadiscio.

Aujourd'hui, dans une région ravagée par la guerre civile, où les grandes villes ne sont plus que ruines et déserts, selon tous les témoignages, les combats semblent avoir diminué d'intensité au cours des derniers mois. La guerre a fait place à une guérilla, succession de coups de main sans commune mesure avec les heurts « frontaux » du printemps et de l'été derniers, indigne-t-on de sources concordantes. Et ce, même si, à en croire des indices non confirmés, les combattants du MNS seraient récemment parvenus à occuper la localité d'Erigavo, au nord-est d'Hargeisa. En outre, le gouverneur de cette ville aurait été capturé par les rebelles et conduit dans un camp de réfugiés d'Éthiopie, où le MNS le relâcherait en échange.

En fait, les derniers affrontements de quelque envergure ayant opposé l'armée aux maquisards semblent s'être déroulés autour de points d'eau dont les forces gouver-

nementales tentaient de s'emparer. Selon un cadre du MNS qui a requis l'anonymat, les forces du président Siyad Barre ont lancé, notamment en février et en mars, à partir des bases qu'elles occupent près ou dans les grandes villes, des attaques contre ces points, sans toutefois parvenir à les prendre, les rebelles ayant réussi à stopper leur avance.

Ces informations tendraient à confirmer que le MNS, dont les troupes purement essentiellement de l'éthnie Issak, se trouve actuellement sur la défensive. Ayant dû abandonner les villes dont il avait, dans un premier temps, délogé les gouvernements, le MNS s'emploierait surtout à harceler les voies de communication du nord du pays afin de tenter d'empêcher tout déplacement de l'armée.

Difficultés d'approvisionnement

Il semblerait toutefois que le MNS, qui avait saisi l'année dernière un important matériel de l'armée somalienne, rencontre maintenant des difficultés à se ravitailler en armes et en munitions. Surtout concentrés sur la côte, les anciens alliés d'Addis-Abeba ne bénéficieraient plus, en fait, d'aide extérieure, que de celle de la communauté Issak installée à l'étranger, et surtout dans les pays arabes. Son implantation sur le golfe d'Aden permet au mouvement rebelle de récupérer cette assistance, les Éthiopiens paraissent soucieux, quant à eux, de respecter scrupuleusement - jusqu'à présent - l'accord qu'ils ont signé en avril 1988 avec Mogadiscio.

Mais on assure de source proche du MNS que le régime du président Mengistu cachera de moins en moins son impatience devant l'absence de tout règlement frontalier avec la Somalie, en dépit de cet accord. On espère, de même source, l'espoir de voir ainsi la position de l'Éthiopie évoluer quelque peu en faveur de son ex-protégé.

Les cinq mille à six mille combattants « permanents » du MNS, selon des chiffres fournis

par un membre du mouvement, trouveraient face à eux non plus seulement une troupe régulière aux unités souvent démoralisées, mais aussi des milices armées par le pouvoir central. Celui-ci aurait réussi à engager à ses côtés des membres d'une ethnie rivale de celle des Issaks, les Gadaboursis, accentuant encore l'aspect tribal du conflit. Les forces gouvernementales comprendraient également, selon des sources proches du MNS, des réfugiés de l'Ogaden enrôlés par Mogadiscio et auxquels les autorités somaliennes auraient, en certains endroits, laissé le champ libre. A Hargeisa, par exemple, affirme-t-on dans les milieux rebelles, ces « réfugiés militaires » auraient pillé ce qui restait de la principale ville du Nord, déjà durement éprouvée par les combats et les bombardements aériens.

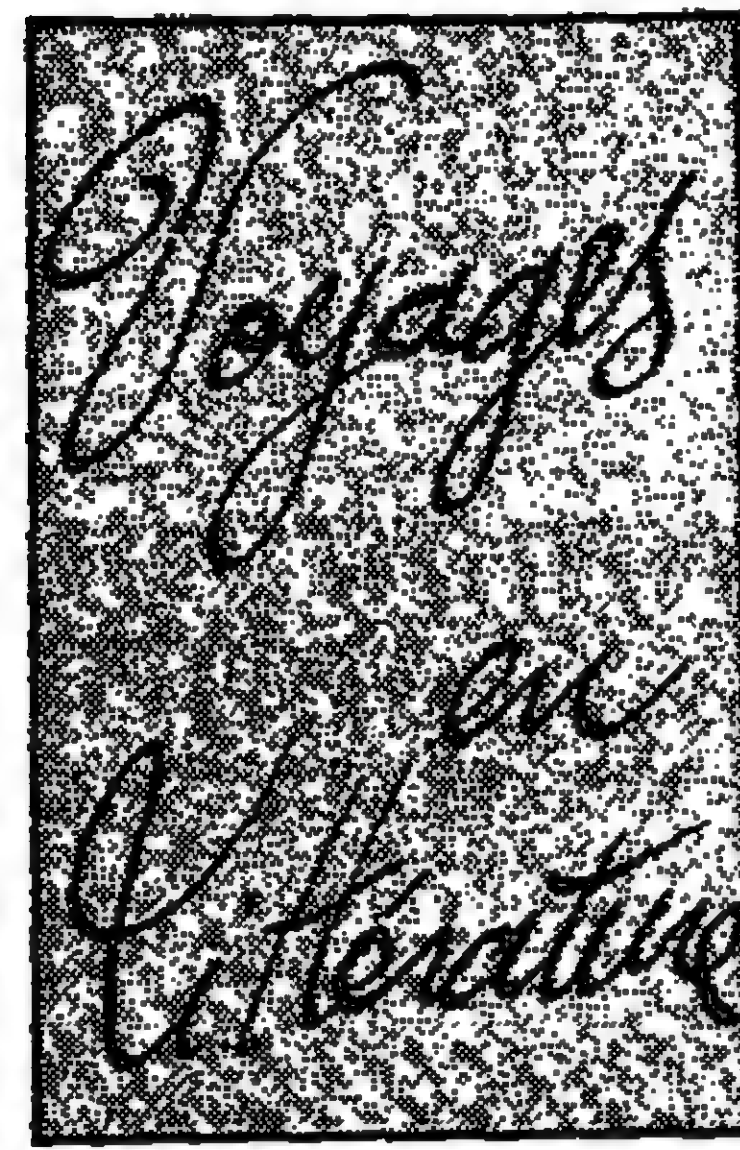
Si les rebelles disposent d'un soutien indéfectible au sein de la population Issak et peuvent compter, selon les circonstances, sur une « réserve » appréciable parmi les nomades, leur ambition paraît aujourd'hui limitée. On estime, toujours de source proche du MNS, que ce dernier est, à l'heure actuelle, dans l'impossibilité de « prendre tout le nord » de la Somalie, où le but des maquisards se borne à « empêcher le régime d'exercer le pouvoir », en attendant qu'il s'écroule. Quant à une sécession, cette même source en doute l'opportunité.

Le MNS, uniquement implanté dans le Nord (l'ancienne Somalie britannique), suit ainsi avec intérêt les mouvements de mécontentement qui se font jour dans l'armée somalienne ainsi que les difficultés que rencontrent les autorités de Mogadiscio dans d'autres régions, comme dans le sud du pays. Là, une partie de la garnison de la ville côtière de Kismayo se serait mutinée et aurait déserté pour se réfugier à la frontière kenyaïse. Selon des informations non confirmées, le gouvernement du général Siyad Barre aurait vainement tenté, jusqu'à présent, de négocier la reddition des mutins.

YVES HELLER.

GRAND CONCOURS

Du 22 mai au 10 juin 1989



HACHETTE Classiques

Le Monde

EUROPE 1

Vive la province !

Question 19 :

Comment peut-on être parisien ?

La capitale a souvent été la cible des écrivains. Rendez la citation ci-dessous à son auteur.

« C'est peut-être la ville du monde où les fortunes sont les plus inégales, et où règnent à la fois la plus somptueuse opulence et la plus déplorable misère. »

- ☐ Balzac
- ☐ Boileau
- ☐ Restif de la Bretonne
- ☐ Rousseau
- ☐ Voltaire

Question 20 :

Adresses provinciales

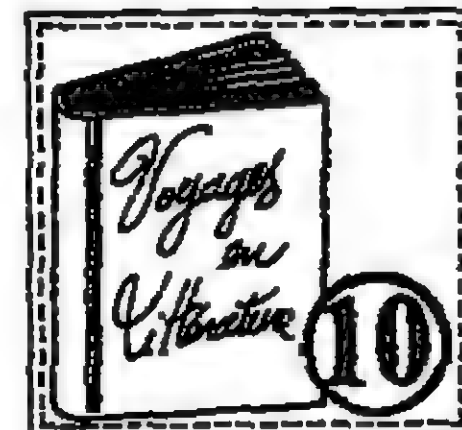
Certains auteurs ont immortalisé leur lieu de résidence.

Quels sont les deux écrivains qui habitèrent :

- a - Saint-Etienne-le-Molard, Boën-sur-Lignon.
- b - Château de Coppet.

Bulletin-réponse dans le Monde, le samedi 10 juin 1989 (daté dimanche 11 - lundi 12 juin)

Chaque jour une vignette de participation. Collectionnez-les précieusement. Vous devrez les coller sur le bulletin-réponse. Pour vous aider à répondre, chaque jour des indices sur Europe 1 ou sur Minitel 3615 code LEMONDE, EDUC ou EUROPE 1.



Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles... à la **LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES** 6, rue de Savoie, 75006 PARIS - Tél. : 43-26-90-72

Avec Le Monde sur Minitel

POLYTECHNIQUE

GRANDES ÉCOLES
36.15 LEMONDE

(Publicité)

C'EST FORMIDABLE CE QUE NOUS AVONS FAIT

Nous avons toujours été en première ligne dans le combat pour l'Europe: Jean MONNET, Robert SCHUMAN il y a quarante ans, Simone VEIL et Pierre MEHAIGNERIE aujourd'hui, n'ont cessé de mener le même combat, de proposer et soutenir les avancées, de réclamer qu'on aille plus loin.

Nous avons osé croire à l'Europe quand les autres n'y songeaient même pas.

Nous avons osé la construire quand les autres en rêvaient. Nous la ferons quand les autres en discuteront encore.

C'EST FORMIDABLE CE QUI RESTE A FAIRE

1993! Le marché unique Européen: pour éviter la concurrence sauvage et la dictature des technocrates, nous devons accélérer la construction politique de l'Europe.

Il est temps de donner une voix et un visage démocratiques à l'Europe: un parlement avec plus de pouvoirs, des députés élus dans les régions et non par les partis, la mission d'un traité d'union politique avant l'an 2000.

Il est temps de faire vivre la conscience Européenne au quotidien: nous devons réinventer et développer des échanges, des solidarités entre personnes, entre communautés.



NOUS LE FERONS AVEC LA FRANCE QUI BOUGE

En dehors de l'agitation politique, des femmes et des hommes de création et d'initiatives sont en train de modifier les choses, dans les communes, dans les quartiers, dans les entreprises. Cette France en mouvement refuse les dogmatismes. Elle réclame plus de tolérance et d'humanisme. Elle veut moins de sensationnel et plus de réflexion, moins de technocratie et plus de démocratie. Elle veut juger aux actes et non plus au discours.

Nos élus, eux, siègeront tous effectivement à Strasbourg. Ils ne démissionneront pas au lendemain du 18 juin. Ils consacreront tout le temps nécessaire à la défense de la France et à la progression de l'Europe.

Avec cette France en mouvement, nous ferons l'Europe, nous redonnerons un sens à la vie politique.

NOTRE COMBAT EST FORMIDABLE, MAIS IL EST DIFFICILE

Nous savons que nous allons devoir nous battre contre des rigidités, contre des intolérances, contre des dogmatismes. L'audace, l'enthousiasme et nos capacités d'anticiper sont notre seule richesse. Mais les moyens financiers, eux, nous manquent. Vous partagez notre vision de l'Europe. Vous êtes de ceux qui veulent faire bouger la France. Nous avons besoin de votre soutien politique. Nous avons besoin de votre soutien financier.

L'EUROPE, C'EST NOTRE COMBAT.

LE CENTRE POUR L'EUROPE

ADRESSEZ VOS SOUTIENS A: CAMPAGNE SIMONE VEIL 133 BIS, RUE DE L'UNIVERSITE 75007 PARIS.

مركز أوروبا

—(Publicité)

[illegible][illegible][illegible][illegible]

L'APPEL DES 1

[illegible][illegible]

G GAASCH M.-F., avocate - GADRAT J.-M.,
cadre agricole - GAILLARD R., commerçant -
GAILLARD-PERRIN C., vétérinaire - GALAVIEL-
LE J.-P., maître de conférences - CALVIN C., res-
ponsable agricole - GANDOULY P., responsable
associatif - GANNE A., journaliste - GARCIA N.,
coéditrice - GAREL P., peintre - sculpteur - GAR-

[illegible]

**100 POUR L'EURE
REC LAURENT FABIE**

[illegible]

IFF S., membre du Planning familial - INGVET C.,
médecin - INNOCENT G., maître de confé-
rences - IOOS B., agricultrice - IOND M., mutua-
re - IUNG E., responsable associatif - IUNG J.,
responsable associatif

JAFFES P. avocat, ancien bâtonnier - **JAKEZ HELLAS P.** écrivain - **JAMBERT P.** agriculteur - **AMET D.** journaliste - **JANSE-MAREC J.**, chef service hospitalier - **JARNAC C.**, industriel - **UDON H.** agriculteur - **JAULIT D.** médecin - **VOY C.** véténaire - **JEANGEORGES N.**, responsable associatif - **JEANSON A.**, syndicaliste - **INNAWI N.** écrivain - **JOLIOT P.** physicien - **M. D.** directeur d'établissement spécialisé - **SSSELET P. J.**, ancien bâtonnier de l'Ordre des avocats de Nice - **JOISSIER D.** ingénieur, chef établissement agricole public - **JOUANEAU S.**, avocat - **JOULAIN P.**, directeur de recherche - **JOURDAIN B.** technicien de chambre d'agriculture - **JOURET P.** universitaire - **JULIEN C.**, locuteur-réducteur TV, responsable syndical

KADOURY J.-C., cadre de production TV
KANDEL L., sociologue - KANTE M., musi-
cien - KATAN J., compositeur - KATZ M., artiste peintre
KAWAUCHI S., S., S., compositeur, réalisateur TV
KEBACHIAN J., directeur de production
KELLER J.-M., poète-écrivain - KENDALL J.,
directeur de société informatique - KERHARREC J.,
scénariste - KESLER J.-G., universitaire - KEIMAN G.,
acteur - KILIAN L., directrice de galerie d'art -
KIMANOWICZ P., responsable associatif - KLA-
POTSKI J., directeur de production
KODRACHA/Council International des associations
de design graphique - KNOWLES R.-M., maître de
dessin graphique - KODRATSKY L., directrice d'études
KOFERMAN J., directeur de production
KOFMAN J., directeur de production
KOIFAS J., directeur de compagnie
de théâtre - KOIFAS J., directeur de com-
pagnie africaine - KOUGENBER B., médecin - KOU-
LESKY P., directeur de recherche CNRS -
KREMER J., directeur de production
KREMER aux comités - KREIS H., professeur de
musique - KRONAWITZER G., maître de Munich
KRYN D., réalisatrice, productrice

[illegible]

honoraire de la Banque de France - LE GOFF J.,
historien - LE TROQUER M., avocat - LE VAN L.,
avocat - LEVASSOR J., directeur de l'Institut
coopérative agricole - LECERTUA J.-P., maître de
conférences - LECLAIRE M., cadre de banque
- LECHEVALIER J., directeur de l'Institut
coopérative agricole - LECLERCQ J., directeur
- LEFÈVRE O., opérateur - LEFÈVRE Y., directeur
- LEMAITRE V., président de Solidarité antislavie, producteur TV
- LEGRAND M., responsable associative
- LEGRAND J., directeur de l'Institut coopérative
d'école maternelle - LEIRIS M., cervin
- LELONG, médecin - LEMAIRE J.-P., avocat
- LEMARQUAND J., directeur de l'Institut
coopérative agricole - LEMASSON J., maître de
conférences - LENOIR P., président de
Solidarité antislavie - LENOIR J., directeur
- LENOIR J.-P., producteur - LEPLAT B., agriculteur
- LERICHIE P., responsable associatif
- LEROUX J., technicien INRA - LEROY T., directeur
- LEROY J., directeur de l'Institut coopérative
d'école maternelle - LEVY-VALENSI J., doyen USF
de lettres université de Picardie - LEVY A., professeur
- LEVY-LEBOUR J.-M., physicien - LIEMAN G.,
avocat - LIENHOL B., comédien - LIGIER G.,

E DU PROGRES

S

chef d'entreprise - LIPSZYC S., auteur, metteur en scène - LOCKALM J., journaliste et producteur TV - LOCKHEY Y., attaché de presse - LOCKWOOD D., violoniste - LOEWEN-GUTH P., responsable associatif - LOISSAULT L., agriculteur - LOISCUILLON F., secrétaire général de mairie retraité - LOREBAUD J.-M., responsable associatif - LOSCOT-MANDART C., médecin - LOUBARI C., producteur cinéma et télévision - LOUIS F., responsable associatif - LUCHAÏTE F., professeur de droit - LYON-CAEN F., avocat

[illegible]

N NAEUM M., ancien chef de clinique - NAVARRE J.-V., ferrivain - NAVARRO J., enseignant - NAVEAU P., agriculteur - NEUBRISSE P., producteur et réalisateur - NICOLAS A., directeur d'Études - NIENHUIS H., directeur technique - NISSON R., président à l'EPD - NIVARD J.-J., économiste - NIVAT M., informaticien - NOBECOURT G., cadre de société - NOGUES J.-C., agriculteur - NOUVELLE C., journaliste - NOWI B., maître de conférences - NUJNINCE M., agriculteur - NYSEN H., ferrivain, éditeur.

O OLIVENSTEIN C., médecin toxicologue - OLIVE G., ingénieur-conseil - OLIVIER G., président de sociétés commerciales - ORECHIONI G., ingénieur-architecte - ORFÈVE J., directeur des finances - OBSERNA, ferrivain - ORY P., historien - OTTAVI A., maître de conférences - OTTAVI A., universitaire, professeur recteur - OTTENBERGER C., technicien - QUEIROUX F., écrivain - QUIDAN A., agriculteur.

P **PAILLET M.**, secrétaire **PANE G.**,
PAPIN M., responsable national **PAPIN E.**, architecte, urbaniste **PABMELIN E.**,
carvins **PASQUAURDEAU Y.**, vice-président de
l'association **PASQUET J.**, président de l'association
- **PASQUELIN J.**, journaliste **PASSARISS A.**,
responsable associative **PASTOUREUX C.**, agriculteur
- **PASTRE J. C.**, responsable associative **PASTRE J.**, professeur
de médecine **PAUL-LANGEVIN C.**, responsable
d'association amicale **PAUVROS R.**,
responsable associatif **PEES J. J.**, agriculteur -
responsable associatif **PEIGNEUX J.**, directeur
de l'hospitaller **PEIGNOT J.**, carvins **PERALAT
L.**, directeur de station radio **PERENNIS M.**,
responsable associatif **PEREZ J.**, agriculteur
- **PERISSA J.**, responsable associative **PERISSA
URSSAF**, responsable syndical **PERNET M. F.**,
présidente d'association de parents d'élèves **PER-
NET M. F.**, responsable associative **PERNET M. F.**,
ministère, ancien Pdt du Parti radical **PERNET
M. F.**, responsable associative **PERNET M. F.**,
agriculteur **PERIT J. C.**, cadre rural **PETITE J.**,
agriculteur **PELLEBERT F.**, agriculteur retraité
- **PELLEPORT J.**, responsable associatif **PELLE-
PORT J.**, compositeur, Pdt de l'Académie C. Crocq **PEIRON N.**,
directeur des relations humaines **PICCOLI M.**,
responsable associatif **PICCOLI M.**, responsable
associatif **PICOT J.**, responsable associatif
PIONIER P., dessinateur **PIERSON G.**,
ancien vice-président de chambre d'agriculture
- **PIERSON G.**, responsable associatif **PIERRE J.**,
agriculteur **PIERRE J.**, directeur général de l'association
- **PIERRE J.**, directeur général de l'association **PIGNOT N.**,
artiste peintre **PINTO R.**, professeur d'université
- **PINTO R.**, responsable associatif **PIQUET
M.**, responsable associatif **PIQUET M.**, responsable
associatif **PIQUET M.**, responsable associatif
PLANET J., responsable d'état **PLAUZEAUX C.**,
principal honoraire de collège **POILLEUX O.**,
responsable associatif **POILLEUX O.**, responsable
associatif **POISSON J.**, responsable associatif
POMMATAU J., syndicaliste **POMONTI J.**, pro-

ACHAÏA F., agriculteur - POTIER DE COURCY G.
 CHABREUX - POTTECHER F., journaliste ferrivain -
 POUPON N., professeur de médecine - POUR-
 TEAU D., secrétaire générale d'entreprise audiovisi-
 ve - POURTIER R., universitaire - POUSSIN J.,
 diplomate en retraite - POUZARD G., universitaire
 - PRETEUX J., responsable associatif - PRIGENT D.,
 directeur de société - PRIKHORSKY D., artiste
 peintre - PROST A., universitaire - PROT R.,
 secrétaire général du Comité de l'histoire de la radio
 - PROUS, ferrivain - PRUNET J.-M. - PUTMAN A.,
 architecte d'intérieur

QUENARD D., publicitaire - QUEYRIAUX M.,
président du SNG Auvergne - QUILLIOT R.,
agriculteur - QUINTON A., professeur de médecine

[illegible][illegible]

TADDEI D., expert asculano de la CEE
TALLERER S., esculpas — **TALLON F.**
directeur honoraire de l'ODHLM de l'Ain
TAIRAIN J., commissaire principal — **TAJANA A.**
architecte — **TALON J.**, directeur
TALBOT G., agriculteur — **TANCHE M.**, professeur
de médecine — **TARIEL P.**, ZARTAKOSKI V.
producteur TV — **TAUBMAN M.**, journaliste TV
TAUZYON B., chirurgien-ophthalmiste — **TECHINE A.**
médecin — **TECHINE E.**, professeur
TEJUEM F., avocat — **TERAMOSE E.**, responsable
national FUAI — **TERZIAN A.**, producteur — **TES-
LER L.**, architecte — **TESTU F.**, universitaire —
TESSIER J., directeur
TEUILLI Y., membre député européen — **THEUILL P.**
hygiéniste — **THIRIOT F.**, fonctionnaire — **THOMAS L.**
président d'association — **TILLARD J.**, membre
du Conseil économique et social — **TIREAU M.**
producteur — **TISSEAU J.**, directeur
TOBI J., professeur ENSAAT
TOSCANI — **TOSCAN DU PLANTIER D.**, producteur
TOUITOU B., artiste peintre — **TOURNIER C.**
professeur — **TOURNAU J.**, chef d'entre-
prise — **TROCMER E.**, philosophe — **TRAJA J.-P.**
agriculteur

JUNGER C., conseil en relations publiques -
JUNGER G., ancien président SOFIRAD - URI P.,
livain

[illegible]

WEDMERKE K., maître de Bethse - WEILL P., banquier - WEILL B., député de la faculté de médecine - WEILL C., étudiant - WELFING N., producteur - WIDMER J., professeur ENSAD - WILBERT J., journaliste autodidacte - WILBERT M., journaliste autodidacte - WITTMAN -F., secrétaire médicale - WOLF D., universitaire - WOLFF H., professeur ENSAD - WORMS J., écrivain

XENAKIS L., compositeur

ZANOTTI M., inspecteur d'académie - ZEINOUR A., journaliste - ZIEGLER G., journaliste peintre - ZIMMERMANN M., historien - ZINSOU L., dirigeant d'entreprise - ZUBER E., médecin - ZWANG-CRAILLOT M., principal de

**L'APPEL DES 1 000 POUR L'EUROPE DU PROGRES
AVEC LAURENT FABIUS**

CHARLES E. CRUTCHSON	SEAN M. CRUTCHSON	YOUNG S. CRUTCHSON
----------------------	-------------------	--------------------

La discussion du projet de loi sur l'immigration à l'Assemblée nationale

Obstruction, suite...

Les députés ont poursuivi, mercredi 31 mai, le débat sur le projet de loi relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France, défendu par M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur. Fidèle à la stratégie d'obstruction qu'elle s'est fixée depuis le début de l'examen du texte en séance publique, l'opposition RPR-UDF a multiplié les incidents de séance et les recours à toutes les procédures offertes par le règlement de l'Assemblée nationale. Seuls les deux premiers articles d'un texte qui en

comporte dix-huit ont pu être examinés en cinq heures de débat.

L'ordre du jour de l'Assemblée, qui fixait initialement la fin de la discussion sur ce projet au jeudi 1^{er} juin, a été modifié en conséquence et prévoit désormais la poursuite des débats jusqu'au dimanche 4 juin. Mais le premier ministre, qui a obtenu, mercredi en conseil des ministres, l'autorisation d'engager la responsabilité du gouverne-

ment sur ce texte (article 49-3 de la Constitution), pourrait décider de recourir à cette procédure dès le vendredi 2 juin. L'opposition UDF-RPR avait de son côté annoncé dès mardi qu'elle déposerait une motion de censure sur ce projet (article 49-2). Comme M. Jacques Chirac, M. Valéry Giscard d'Estaing s'est déclaré prêt à défendre au nom de son groupe le texte de la motion de censure.

Qui, du gouvernement ou de l'opposition, prendra l'initiative de cette procédure ? M. Bernard

Pons, président du groupe RPR, laissait entendre mercredi, dans les couloirs du palais Bourbon, que l'opposition souhaitait attendre la fin de la discussion et... la décision gouvernementale. A Matignon, on soulignait que le premier ministre avait toujours tenu à ce que le recours à l'article 49-3 n'intervienne pas avant la clôture des débats en séance publique. Tout en se réservant le droit de déterminer les limites au-delà desquelles l'obstruction pure et simple prend le pas sur l'information de l'Assemblée...

obligatoire des débats pendant au moins une heure.

Excédé par cette nouvelle obstruction et renonçant pour la première fois au silege qu'il affichait depuis l'ouverture de la discussion, M. Joxe salua sèchement « la rentrée parlementaire de M. Pons et sa riche contribution au débat de fond ». L'opposition, divisée sur ce projet, sort un président de groupe dont l'éloquence nous aura tous frappés : « quorum ! On parle des droits de l'homme, on crie « quorum ! ». Du séjour des étrangers : « quorum ! ». Sous les invectives de l'opposition et tandis que M. Gilbert Millet (PC, Gard) dénonçait ce débat « masorade », le ministre de l'Intérieur

Deux heures d'échanges brouillants et discorde, plus une heure de mini-suspension de séance, puis des demandes de scrutins publics à répétition, plus les paroles anarchoïques de MM. Pierre Mazaud (RPR, Haute-Savoie) et Jacques Toubon (RPR, Paris), plus une demi-heure de vérification du quorum (1) égalent bien peu de temps pour parler sérieusement de l'entrée et du séjour des étrangers en France. On effleura donc le sujet, grâce aux interventions de MM. Robert Pandraud (RPR, Seine-Saint-Denis), Gérard Longuet (UDF, Meuse) et Jean-Jacques Hyest (UDC, Seine-et-Marne) et aux réponses de M. Pierre Joxe, et, à

l'issue de cinq heures de débat, seul le statut des étrangers de seize à dix-huit ans parvint à recevoir quelques instants l'attention des députés.

L'article 2 du projet de loi fixe à dix-huit ans (et non seize, comme le prévoit l'actuelle législation), l'âge au-delà duquel tout étranger séjourant en France doit être titulaire d'une carte de séjour temporaire ou de résident. Mais cette règle est adoucie par l'article 3, pour les étrangers mineurs entrés sur le territoire dans le cadre du regroupement familial et pour ceux entrés en France avant le 7 décembre 1984 s'ils étaient alors âgés de moins de seize ans. Dans ces deux cas, le projet donne au jeune étranger une année supplémentaire (donc jusqu'à l'âge de dix-neuf

ans) pour se mettre en conformité avec la loi et déposer d'une carte de résident.

Seul le statut des étrangers de seize à dix-huit ans parvint à recevoir quelques instants l'attention des députés.

Seul le statut des étrangers de seize à dix-huit ans parvint à recevoir quelques instants l'attention des députés.

Nominations, circulation à Paris, dette des pays pauvres

Les députés RPR lancent une offensive contre le chef de l'Etat

Les députés RPR se sont donné le mot : haro sur le président de la République, ce « prince qui nous gouverne ». Le premier ministre, M. Michel Rocard, qui caracole dans les sondages et qui semble présenter peu de prise, est donc dévisagé et c'est contre le chef de l'Etat que les troupes de M. Jacques Chirac ont déclenché, depuis le début de la semaine, une vaste offensive concertée. La séance des questions au gouvernement a permis, mercredi 31 mai, au groupe RPR de glacer quelques cartouches contre la légende de l'Elysée.

Tous les prétextes sont bons : l'ouverture du centre de Paris aux pèlerins pour les fêtes du Bicentenaire, la proposition d'annulation de la dette de certains pays africains parmi les plus pauvres, les récentes nominations au Conseil économique et social, M. Eric Dauterive (RPR, Lot-et-Garonne) a été le plus « considérable » pour les Parisiens de la fermeture aux voitures du centre de Paris du 10 au 17 juillet, à l'occasion des fêtes du Bicentenaire : « N'y a-t-il pas là quelque démesure ou, encore, le fait du prince ? », s'est-il interrogé, en dégageant par avance la responsabilité du maire de Paris, qui n'a pas en charge la circulation dans la ville (elle dépend du préfet de police). Le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, qui en a vu d'autres ces derniers jours à l'Assemblée, a expliqué, pour relâcher les choses, que, comme l'avait sans doute remarqué le député, les

centenaires de la Révolution française n'intervenaient que... tous les cent ans (lire également page 19).

M. Philippe Legoux (RPR, Haute-Saône) a protesté contre la façon dont avait été annoncée à Dakar la décision du chef de l'Etat d'annuler la dette (16 milliards de francs) des pays africains les plus pauvres. « Les conditions dans lesquelles cette assurance a été donnée relèvent-elles du fait du prince ? », s'est interrogé le député RPR, estimant que le Parlement s'était trouvé court-circuité dans l'affaire alors qu'il s'agit de l'argent public. Le ministre du budget, M. Michel Charasse, s'est empressé de le rassurer en lui faisant passer, avant de le lire lui-même, le texte intégral de la déclaration du président de la République, précisant : « J'ai décidé de demander au gouvernement de soumettre au Parlement un texte législatif annulant, etc. ». M. Charasse, d'autre part, précisé que cette annulation, qui ne concerne que des concours publics, s'effectuera en fait sur plusieurs années, c'est-à-dire à chaque échéance des remboursements.

M. Eric Rocard (RPR, Seine-Saint-Denis) devait intervenir en dernier. Il a dénoncé « l'Etat PS » et les nominations au Conseil économique et social de M^{me} Isabelle Thomas, ancienne animatrice du mouvement étudiant de décembre 1986, qu'il avait battue aux législatives de juin 1988 : d'Harlem

Déjà (SOS-Racisme) et de « dix anciens députés PS ». La récente nomination de la chanteuse Georges Lemaire relève également, selon M. Rocard, du « fait du prince ». Le député conclut : François Mitterrand, « ce n'est plus Dieu, c'est Caligula... (1) ». « J'ai laissé au nom de la liberté d'expression, M. Rocard, à la dernière parole me parait personnellement inacceptable », a protesté le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius. M. Jean Popere, ministre

chargé des relations avec le Parlement, a expliqué, en réponse, que les nominations en question étaient « conformes aux règles établies, même si elles ne convenaient pas à M. Rocard ».

PIERRE SERVENT.

(1) Caligula, empereur romain de 37 à 41 après Jésus-Christ. Malade mental (il invitait des animaux à sa table et avait nommé son cheval consul), ce tyran sanguinaire périt assassiné.

Le kiosque du Palais-Bourbon

Le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, a inauguré, mercredi 31 mai, le kiosque de l'Assemblée nationale. Situé dans l'enceinte du Palais-Bourbon, ce kiosque (1), qui sera ouvert au public à partir du 20 juin, date anniversaire de la création de l'Assemblée nationale (1789), se veut un lieu d'informations sur la composition, le fonctionnement et les travaux de l'Assemblée.

Des documents parlementaires, des livres, seront vendus ; d'autres pourront être consultés dans cet espace de 300 mètres carrés, installé dans une superbe salle voûtée qui servit jadis

d'écritoire à la duchesse de Bourbon. Des expositions temporaires, destinées à faire revivre certaines périodes de la vie parlementaire, y seront organisées. Les visiteurs pourront également y acheter différents objets.

Enfin, la station de métro toute proche Chambre-de-Députés (survivance de la III^e République) sera rebaptisée Assemblée-Nationale.

(1) Kiosque de l'Assemblée nationale, 4, rue d'Artiside-Briand, 75355 Paris. Ouvert du lundi au samedi, de 9 h 30 à 19 heures.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 31 mai au palais de l'Elysée sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme de ses travaux, un communiqué a été publié dont voici les principaux extraits :

● CONSEIL SUPÉRIEUR DE DÉLÉGATION GÉNÉRALE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Le premier ministre a présenté un décret instituant un conseil supérieur de la langue française et une délégation générale à la langue française.

Ces organismes succèdent au comité consultatif et au comité général de la langue française. Ainsi le premier ministre disposera des instruments permettant, sur le plan interministériel, de mettre en œuvre une politique cohérente de la langue française faisant toute leur place aux instances universitaires et de recherche (...).

● LE FINANCEMENT DES INDUSTRIES DE LA CULTURE

Le ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire a présenté (...) plusieurs nouvelles modalités d'aide de l'Etat en faveur des industries de la culture. Elles sont toutes inspirées par le souci de favoriser le pluralisme et la liberté d'expression des créateurs.

A côté du compte de soutien à l'industrie cinématographique et audiovisuel et du Fonds national du livre, l'Institut pour le financement du cinéma et des industries culturelles, créé en 1983, interviendra à partir de cette année en faveur de projets culturels. En outre, l'Etat appuiera son concours à l'Association pour le développement de la librairie de création fondée en 1989 par les éditeurs. Enfin, le statut des

sociétés de financement du cinéma et de l'audiovisuel, créées en 1985, sera modifié dans un souci de plus grande efficacité.

Les aides à la recherche et à l'innovation portées de retombées industrielles seront renforcées. Ainsi, un nouveau mécanisme sera mis en place en 1989 avec l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche pour inciter à l'embauche de chercheurs dans le domaine des technologies appliquées à la culture. De même, un fonds de soutien à l'édition des mémoires optiques numériques vient d'être créé et un plan de développement des industries techniques du cinéma a été récemment mis en place.

La France participe activement aux programmes européens de coopération dans le domaine du cinéma et du livre. Elle joue un rôle moteur dans l'application du programme Eurocarre (conservation et restauration), intégré dans Euriska et développement des projets liés à Euriska technologues dans le domaine de l'audiovisuel (...).

● Le Monde condamné pour diffamation. — Le directeur du Monde, André Fontaine, et le correspondant du Monde à Pointe-à-Pitre, Fabien Abitbol, ont été condamnés mercredi 31 mai, par jugement de la deuxième chambre correctionnelle de Paris, à payer 30 000 francs de dommages et intérêts à l'ancien président du conseil régional de la Guadeloupe, M. Jacques Moustache, et à son ancien directeur de cabinet, M. Henri Lother, qui les avaient poursuivis en diffamation après la publication, les 9, 10, 15 et 23 septembre 1988, d'articles consacrés à un rapport mettant en cause la gestion de l'Assemblée régionale alors présidée par M. Moustache.

Au Sénat

L'information et la protection des consommateurs

Le Sénat a examiné, mercredi 31 mai, en seconde lecture, trois projets de loi qu'il a modifiés avant de les adopter, comme il l'avait fait lors des premières lectures. Il est revenu pour l'essentiel aux versions qu'il avait repoussées lors du premier examen, tant du projet relatif à l'enseignement de la danse que de celui complétant et modifiant le livre deuxième du code rural et du code de la santé publique (qui vise notamment à renforcer la protection des animaux et à améliorer les garanties dont bénéficient les acquéreurs de chiens et de chats).

Information et protection des consommateurs : en désaccord avec l'Assemblée nationale qui l'avait supprimé au motif que mieux valait attendre de régler la question à l'occasion de la réforme du code pénal, le Sénat a réintroduit un article additionnel qui vise à permettre l'engagement de poursuites pénales à l'encontre de personnes qui, effectuant à leur initiative des visites à domicile, prétendent ou laissent supposer qu'elles sont des agents ou des mandataires d'un service public tel que l'EDF.

De même, il a confirmé son opposition à ce que soit reconnu au ministre chargé de la consommation le pouvoir de déposer des conclusions devant les juridictions et de les développer à l'audience, car il estime que cette prérogative doit rester le privilège du ministère public. Outre les amendements de la Commission des

affaires économiques présentés par le rapporteur, M. Jean Huchon (Union cent., Maine-et-Loire), le Sénat a approuvé, une nouvelle fois, un amendement de M. Jean Arthuis (Union cent., Mayenne) destiné à apporter une réponse aux difficultés nées du surendettement des ménages.

« La part belle aux organismes de crédit »

Les députés s'étaient montrés convaincus par l'annonce faite par M^{me} Véronique Nieertz, secrétaire d'Etat à la consommation, du dépôt d'un projet de loi spécifique pour régler ce dossier, annonce confirmée en conseil des ministres. M. Arthuis, fort de sa propre expérience au poste auquel M^{me} Nieertz lui a succédé, est sceptique : il craint, en effet, que la Rue de Rivoli ne fasse « la part plus belle aux organismes de crédit qu'aux craintes des familles et des travailleurs sociaux ». Malgré les dénégations de l'actuelle secrétaire d'Etat qui s'est engagée à ce que la question soit réglée « dans son ensemble », à l'automne, et en s'inspirant des propositions du sénateur centriste, le Sénat a adopté l'amendement par 145 voix, la gauche votant contre et le RPR s'abstenant. Seul, le PC a voté contre l'ensemble du texte ainsi modifié.

A. CH.

Un an après

M. Pons donne sa version des événements d'Ouvéa

Dans un entretien publié jeudi 1^{er} juin par le Quotidien de Paris, M. Bernard Pons, ancien ministre des DOM-TOM, revient longuement sur les événements survenus sur l'île d'Ouvéa, en Nouvelle-Calédonie, entre le 22 avril et le 5 mai 1988. Exposant sa version des faits, il déclare, à propos de la décision prise de donner l'assaut à la grotte de Gossanah, où étaient retranchés les militants indépendantistes et leurs otages : « Nous avons tout fait pour négocier. (...) S'il n'y a eu aucun progrès dans la négociation, ce n'est pas la faute de Bernard Pons. C'est la faute du FLNKS ».

Evocant l'éventuelle médiation de M. Roger Lenny, ancien grand maître du Grand Orient de France, proposée alors par la présidence de la République, M. Pons ajoute : « Il aurait fallu que ce fût soutenu par le président Mitterrand et par le premier ministre. Mais je dois dire qu'il n'y avait ni une pression très forte du côté de l'Elysée ni un consensus très fort du côté de Matignon ».

Répétant que les preneurs d'otages étaient « menés par des Illuminés, des fous », M. Pons réaffirme que « l'action de force » était devenue la seule solution. « Ce qui est essentiel, souligne le président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, c'est que si l'Elysée avait estimé qu'il fallait remettre l'opération, voire y renoncer, il avait toujours la possibilité de le faire. Alors, je veux bien qu'on raconte tout et n'importe quoi, n'empêche qu'il faut bien savoir que c'est le président de la République qui a donné son accord à l'opération Victor. Et je vais vous dire pourquoi il

a donné son accord, dit-il. Parce que les informations qu'il recevait par son intermédiaire, c'est-à-dire par Ulrich et Bianco, lui étaient faussées très exactement par les gendarmes (...). Et Mitterrand s'est dit : « S'il y a des morts et que Pons prétend que j'ai refusé de donner mon accord, j'aurai bonne mine ».

M. Pons évoque, d'autre part, à propos des accords de Matignon, le revirement de M. Jacques Lafleur en rappelant qu'à l'époque, le président du RPR « était le plus déshanté » : « On me reprochait de ne pas être assez ferme, de faire la part trop belle au FLNKS. On me demandait encore plus de CRS, encore plus de gendarmes mobiles... L'ancien ministre conclut, au sujet de l'attitude conciliante qu'il est aujourd'hui celle de M. Lafleur : « S'il en avait fait le dixième à l'époque où j'étais ministre, je pense que les choses auraient sans doute changé d'aspect ».

[Ce que dit aujourd'hui M. Pons de la volte-face opérée par M. Lafleur après la réélection de M. Mitterrand ne souffre guère la contestation. En revanche, sa version des événements d'Ouvéa tend à atténuer les responsabilités qui furent à l'époque celles du gouvernement sous l'apparence de la neutralité. Si l'Elysée partage en effet la responsabilité du déclenchement de l'opération Victor qui a permis la libération des otages au prix de vingt et une victimes, le fait que les possibilités de négociation n'aient été réellement épuisées avant l'assaut, au lendemain même de cet assaut, par le commandant de GIGN lui-même, Philippe Legoux, qui avait indiqué dans son rapport que le ministre des DOM-TOM lui avait donné, le 22 avril, « l'ordre de ne plus retourner à la grotte » et s'était ensuite refusé à « décaler l'aspect politique des choses vers une approche plus humanitaire »]

(Publicité)

MOUVEMENT « TEMPS NOUVEAUX »

Les Français se détournent de la classe politique, las de son impuissance et de ses palinodies. Ses rénovateurs s'agitent en vain. Les partis ne constituent plus qu'une démocratie formelle qui règle des problèmes superfétatoires ou ne visant qu'à assurer leur survie. Ils ne s'entendent que pour sauvegarder une Constitution donnant à un homme seul une surabondance de pouvoirs, notamment celui, monstrueux, de déclencher l'holocauste nucléaire. Les Français sont tenus à l'écart des décisions les engageant comme le budget militaire sacrifiant des priorités essentielles et le programme électronucléaire. L'Etat devient une boulimie et parasite fin en soi que l'Europe des marchands et des nationalismes va multiplier.

Théodore MONOD

de l'Académie des Sciences

Pierre BOURDIEU,
Jean-Claude PECKER

Professeurs au Collège de France

Docteur Gaston FERDIÈRE,
Francis JEANSON

Les professeurs

Jacques FONTANEL,
Albert JACQUARD,
Henri LABORIT,
Robert LAFONT,
Pierre SAMUEL,
Jean ZIEGLER

vous invitent à les rejoindre, dans une amitié militante retrouvée, au sein du mouvement TEMPS NOUVEAUX, pour constituer le grand carrefour de réflexion et d'action abordant les vrais problèmes des hommes de ce temps et préparant une société qui soit enfin, au-delà des promesses électorales, de justice et de liberté, où l'écologie trouvera enfin sa place et où l'Europe sera d'abord celle des hommes et de leurs cultures.

Pour recevoir informations, envoyer enveloppe libellée timbrée à 2,20 F à : TEMPS NOUVEAUX, BP 146, 93163 Noisy-le-Grand Cedex.

RADIO PARIS, qui émet sur 106,7 FM, les lundis, mardis et mercredis, va donner une tribune à TEMPS NOUVEAUX.

مجلس الامم المتحدة

L'EUROPE: POUR LES RADICAUX, C'EST L'UNION



Pour les radicaux, l'Europe n'est pas une contrainte. C'est une chance et un choix. Elle seule peut nous permettre de préparer pour nos enfants, un avenir de paix et de prospérité. Elle seule peut nous permettre d'améliorer la solidarité et de réduire les inégalités.

L'union de l'U.D.F. et du R.P.R., s'est constituée sur la base d'un projet qui dégage les priorités pour réussir 1993 et préparer l'Europe unie que souhaitent les radicaux. La liste conduite par Valéry Giscard d'Estaing porte témoignage d'une volonté commune des formations de l'opposition républicaine pour construire une France forte dans une Europe dynamique.

A l'opposé, l'économie mixte à laquelle se raccrochent les socialistes nous isole et nous affaiblit face à nos partenaires. Tous ceux qui en sont conscients doivent placer la liste d'union en tête pour en faire la première force politique française, et préparer l'alternance.

C'est pourquoi, fidèle à ses engagements de toujours pour l'Europe, et déterminé à accomplir sa vocation au centre gauche, le Parti Radical a choisi. Il soutient la liste de l'union.

Yves GALLAND
Président du Parti Radical

COMITÉ DE SOUTIEN RADICAL À LA LISTE L'UNION

PRÉSIDENT : GUY SORMAN : ÉCRIVAIN-JOURNALISTE

PARLEMENTAIRES :

Pierre MERLI : Député-Maire d'ANTIBES - Président de la Fédération des ALPES-MARITIMES.
André ROSSI : Ancien Ministre - Député - Conseiller Général de l'AIN - Vice-Président du Parti Radical.
André ROSSIGNOT : Ancien Ministre - Député-Maire de NANCY.
Georges BERCHET : Sénateur de la HAUTE-MARNE.
Jean-Pierre CANTEGRI : Sénateur représentant les français de l'étranger.

Henri COLLARD : Sénateur de l'EURE - Président du Conseil Général de l'EURE.
Étienne DAILLY : Vice-Président du SÉNAT - Sénateur de la SEINE-et-MARNE - 1^{er} Vice-Président du Parti Radical.
Pierre LAFFITE : Sénateur des ALPES-MARITIMES.
François MATHIEU : Sénateur de la LOIRE - Vice-Président du Conseil Général de la LOIRE.
Jacques MOUTET : Sénateur des PYRÉNÉES-ATLANTIQUES - Président de la Fédération des PYRÉNÉES-ATLANTIQUES.

Joseph RAYBAUD : Sénateur des ALPES-MARITIMES.
Paul ROBERT : Sénateur du CANTAL.
Raymond SOUCARET : Sénateur du LOT-et-GARONNE - Président de la Fédération du LOT-et-GARONNE.
Georges TREILLE : Sénateur des DEUX-SÈVRES.
Robert BATAILLY : Député Européen - Conseiller Général du RHÔNE - Conseiller Municipal Délégué de LYON - Vice-Président du Parti Radical.
Jean-Thomas NORDMANN : Député Européen - Conseiller de Paris - Vice-Président Délégué du Parti Radical.
Jacqueline THOMÉ-PATENOTRE : Député Européen.

AIN - Paul MORIN : Président de la Fédération de l'AIN - Maire de BOURG-en-BRESSE - Conseiller Général.
AINSE - Stéphane LEPOUDERE : Président de la Fédération de l'AINSE.
ANDRE ROSSI : Ancien Ministre - Député - Conseiller Général de l'AINSE - Vice-Président du Parti Radical.
ALLIER - Michel HILLERET : Président de la Fédération de l'ALLIER.
EDMOND MAUPOL : Vice-Président du Conseil Régional AUVERGNE - Vice-Président du Conseil Général de l'ALLIER.
ALPES-MARITIMES - Pascal AUGIER : Conseiller Général - Conseiller Municipal Délégué de l'ALPES-MARITIMES.
Pierre LAFFITE : Sénateur des ALPES-MARITIMES.
ALPES-MARITIMES - Albert LOPEZ : Secrétaire Général de la Fédération des ALPES-MARITIMES.
Pierre MERLI : Député-Maire d'ANTIBES - Président de la Fédération des ALPES-MARITIMES.
Joseph RAYBAUD : Sénateur des ALPES-MARITIMES.
ARDECHE - Hugues LESCLERC : Secrétaire Général de la Fédération de l'ARDECHE.
ARDECHES - Pierre DUCHESNE : Président de la Fédération des ARDECHES.
AUBE - Alan COLLOT : Président de la Fédération de l'AUBE - Conseiller Général - Maire de SAINT-SAUVRE - Vice-Président du Parti Radical.
ROGER DUJEANCOURT : Secrétaire Général de la Fédération de l'AUBE - Conseiller Général.
PAUL GRANET : Ancien Ministre - 1^{er} Vice-Président du Conseil Régional CHAMPAGNE-ARDENNES - Conseiller Général.
AVEYRON - Pierre ALBARIC : Maire de VERRIERE.
M. DIAZ : Président de la Fédération de l'AVEYRON.
BOUCHES-du-RHÔNE - Gilles VAN MIGNON : Maire-Adjoint d'ARLES - Vice-Président de la Fédération des BOUCHES-du-RHÔNE.
CALVADOS - Jérôme RÉGNIER : Président de la Fédération de la CALVADOS.
CANTAL - Robert MAZIC : Conseiller Régional d'Auvergne - Président de la Fédération du CANTAL.
Paul ROBERT : Sénateur du CANTAL.
CHARENTE - Christian RIBOULEAU : Conseiller Municipal d'ANGOULÊME - Secrétaire Général de la Fédération de la CHARENTE.
CHARENTE-MARITIME - Xavier de ROUX : Conseiller Général de SAINTES - Maire de CHANERS.
ALAIN BOUGERET : Vice-Président du Conseil Général de la CHARENTE-MARITIME - Conseiller Régional du PUY-DE-FRANCE.
CHER - Guy SARDAIN : Président de la Fédération de la CHER.
CORREZE - Amédée DOMENECH : Président de la Fédération de la Corrèze - Conseiller Municipal de Brive - Ancien International de Rugby.
CORSE - Antoine RAFFAELLI : Président de la Fédération de la CORSE.
MARC BRONZINI : Conseiller Municipal de Bastia.
CREUSE - Jean LAUSADE : Président de la Fédération de la CREUSE.
DORDOGNE - Pierre CHAUSSADE : Conseiller Général - Maire de LE BUISSON de CADOUIN.
Michel COLOMBET : Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de BERGERAC.
Marc ETORNEAU : Conseiller Général de VERTILLAC - Maire de ST-MARTIAL-VIVÉROL.
HENRI LACOUR : Conseiller Général de MONTAGNIE - Maire de GRAND BRASSAC.
CLAUDE LIALE : Maire de SAINT-AULAYE - Conseiller Général - Président de la Fédération de la DORDOGNE.
RAYMOND ROLAND : Conseiller Général - Maire de STE-CROIX-de-MAREUIL.
DOUBS - Raymond SIFFERLIN : Secrétaire Général de la Fédération du DOUBS.
DRÔME - François AUBERT : Président de la Fédération de la DRÔME - Maire-Adjoint de VALENTIGNEY.
ALAIN BLANC : Maire de VALAURE - Conseiller Général.
THIERRY CORNILLET : Maire de MONTELMAR - Conseiller Général - Vice-Président du Parti Radical.
EURE - Henri COLLARD : Sénateur de l'EURE - Président du Conseil Général.
CLAUDE CAILLIQU : Président de la Fédération Régionale de la HAUTE-NORMANDIE - Conseiller Général.
GABRIEL TOUTAIN : Président de la Fédération de l'EURE.

EURE-et-LOIR - François CATEL : Maire de GASVILLE - OISEME - Président de la Fédération de l'EURE-et-LOIR.
FINISTÈRE - Yves TOURBIN : Président de la Fédération du Finistère.
GARD - François CESARI : Président de la Fédération du Gard.
HAUTE-GARONNE - Jean SUDRE : Maire-Adjoint de TOULOUSE - Conseiller Régional MIDI-PYRÉNÉES - Président de la Fédération de la HAUTE-GARONNE.
GERS - Maître ARNAUD : Maire de VIC-FEZENSAC.
Max LABORE : Maire de COLOGNE - Conseiller Général.
Aymen de MONTESQUIOU : Maire de MARSAN - Vice-Président du Conseil Général - Secrétaire Général du Parti Radical - Président de la Fédération du GERS.
GIROUDE - Patrick EPPON : Conseiller Régional de l'AQUITAINE - Conseiller Municipal - Délégué de BORDAUX - Président de la Fédération de la GIROUDE.
Daniel PICOTIN : Conseiller Général - Maire de ST-CIERS-sur-GIRONDE.
HERAULT - Emile CHIFFRE : Secrétaire Général de la Fédération de l'HERAULT - Conseiller Municipal de BEZIERS.
ILLE-et-VILAINE - Alain GALESNE : Conseiller Régional de BRETAGNE - Président de la Fédération de l'ILLE-et-VILAINE.
INDRE-et-LOIRE - Pierre de BEAUMONT : Conseiller Général - Président de la Fédération Régionale du Centre - Président de la Fédération de l'INDRE-et-LOIRE.
LAUNES - Camille LABAT : Président de la Fédération Régionale d'AQUITAINE.
Paul LOUBÈRE : Président de la Fédération des LANDES.
LOIRE-et-CHER - Guy MARTINEAU : Maire de ST-AIGNAN - Président de la Fédération du LOIRE-et-CHER.
LOIRE - Claude FAURE : Président de la Fédération de la LOIRE.
François MATHIEU : Sénateur de la LOIRE - Vice-Président du Conseil Général.
HAUTE-LOIRE - Léon SAGNOL : Président de la Fédération de la HAUTE-LOIRE - Ancien Député.
LOIRE-ATLANTIQUE - Pierre CUEILLE : Président de la Fédération Régionale PAYS de LOIRE - Conseiller Régional - Président de la Fédération LOIRE-ATLANTIQUE.
LOIRET - Jean-Louis BERNARD : Conseiller Régional de la région Centre - Conseiller Municipal d'ORLÉANS.
Fabrice VAN BORREN : Secrétaire Général de la Fédération du LOIRET.
LOT-et-GARONNE - Raymond SOUCARET : Sénateur du LOT-et-GARONNE - Président de la Fédération du LOT-et-GARONNE.
LOZÈRE - Jean-Jacques DELMAS : Maire de MENDE - Vice-Président du Conseil Général - Président de la Fédération de la LOZÈRE.
MAINE-et-LOIRE - Jean-Luc BERNIER-DUPRELLÉ : Conseiller Municipal d'ANGERS - Président de la Fédération de la MAINE-et-LOIRE.
Bernard STALB : Maire de LA VARENNE.
MARNE - Jean-Marie CAMUS : Conseiller Général.
Philippe BRINGARD : Président de la Fédération de la Marne.
HAUTE-MARNE - Paul ALBERT : Président de la Fédération de la HAUTE-MARNE.
Georges BERCHET : Sénateur de la HAUTE-MARNE.
MAYENNE - Paul LEPIRE : Conseiller Général - Conseiller Municipal de LAVAL - Président de la Fédération de la MAYENNE.
MEURTHE-et-MOSELLE - André ROSSIGNOT : Ancien Ministre - Député-Maire de NANCY.
MEUSE - Pierre DUMENIL : Président de la Fédération de la MEUSE.
MOSELLE - Claire FRANGFORT : Président de la Fédération de la MOSELLE.
NIÈVRE - Lucien PRESILIER : Président de la Fédération de la NIÈVRE.
NORD - Anne STEFAN-DEPRET : Maire-Adjoint de MARCQ-en-BARCEUL.
Michel VAN TICHELEN : Conseiller Régional du NORD-PAS-DE-CAIS - Président de la Fédération de la Flandre.
PAS-de-CAIS - René DUQUESNE : Membre du Comité Exécutif National.
PUY-de-DÔME - Michel NAVARRÉ : Président de la Fédération du PUY-de-DÔME.
PYRÉNÉES-ATLANTIQUES - Jacques MOUTET : Sénateur - Président de la Fédération des PYRÉNÉES-ATLANTIQUES.
HAUTES-PYRÉNÉES - Jean JOURNÉ : Conseiller Général - Conseiller Régional de la Région MIDI-PYRÉNÉES - Président de la Fédération des HAUTES-PYRÉNÉES.

PYRÉNÉES-ORIENTALES - Sylvain FERNANDEZ : Président de la Fédération des PYRÉNÉES-ORIENTALES.
Marcel ZIDANI : Conseiller Municipal de PERPIGNAN.
BAS-RHIN - Raymond LEISSNER : Président de la Fédération du BAS-RHIN.
HAUT-RHIN - Jacques DREYFUS : Maire-Adjoint de COLMAR - Président de la Fédération du HAUT-RHIN.
RHÔNE - Robert BATAILLY : Député Européen - Conseiller Général - Conseiller Municipal - Délégué de LYON - Vice-Président du Parti Radical.
SAÔNE-et-LOIRE - Guy RILLAND : Président de la Fédération de la SAÔNE-et-LOIRE.
SARTHE - Jean DAUNAY : Président de la Fédération de la SARTHE.
SAVOIE - Jean-François JEZEQUEL : Maire-Adjoint de SAINT-ALBAN - Secrétaire Général de la Fédération de la SAVOIE.
SEINE-MARITIME - Jean CLAVERRANNE : Président de la Fédération de la SEINE-MARITIME.
SEINE-et-MARNE - Étienne DAILLY : Vice-Président du SÉNAT - Sénateur - 1^{er} Vice-Président du Parti Radical.
Jacques GIRAUD : Maire d'OUZOUIS-la-FERRIÈRE.
Pierre MEUTET : Conseiller Général - Conseiller Régional de la Région ÎLE-DE-FRANCE - Maire de VANDREUSE - Président de la Fédération de la SEINE-et-MARNE.
DEUX-SÈVRES - Jeanne LUCAS : Conseiller Général des DEUX-SÈVRES.
Bernard TESSIERE : Maire d'ARTRES - Président de la Fédération des DEUX-SÈVRES.
Georges TREILLE : Sénateur.
TARN - Jacques BROCCOUVILLE : Président de la Fédération du TARN.
Jacques DARY : Maire de GALLAC - Conseiller Régional MIDI-PYRÉNÉES.
VAR - Jean TAMBON : Président de la Fédération Régionale PROVENCE-CÔTE-D'AZUR - Président de la Fédération du VAR.
VAUCLUSE - Pierre CHAPLOT : Adjoint du Maire de CARPENTRAS.
Jacques ROMAN : Conseiller Général - Adjoint du Maire de CARPENTRAS.
VENDEE - Amédée PATARIN : Président de la Fédération de la VENDEE.
HAUTE-VIENNE - Jean-Michel GABOITY : Président de la Fédération de la HAUTE-VIENNE.
VOISSE - Gérard LEGROS : Président de la Fédération des VOISSE.
YONNE - Frank THOMAS : Président de la Fédération de la YONNE.
YVELINES - Claude DUMONT : Conseiller Régional d'ÎLE-DE-FRANCE - Vice-Président du Conseil Général des YVELINES - Maire de DAMRIENNE - Président de la Fédération des YVELINES.
ISSONNE - Simone DUSSART : Président de la Fédération de l'ISSONNE - Maire-Adjoint de SAVIGNY-sur-ORGE.
HAUTES-de-SEINE - Pierre NAUDET : Président de la Fédération des HAUTES-de-SEINE.
SEINE-SAINT-DENIS - Jean-Pierre DESCHAMPS : Président de la Fédération de la SEINE-SAINT-DENIS - Conseiller Municipal de BAGNOLET.
Claude PERNE : Conseiller Général - Maire de ROSNY-sous-BOIS.
VAL-de-MARNE - Daniel-Jean NOEL : Conseiller Municipal Délégué de SUCY-en-BRE - Président de la Fédération du VAL-de-MARNE.
VAL-d'OISE - Philippe JOULAIN : Président de la Fédération du VAL d'OISE.
LA RÉUNION - Max-Billy ROPAUD : Président de la Fédération de la RÉUNION.
PARIS - Didier BARIANI : Ancien Ministre - Maire du 20^e arrondissement de Paris - Adjoint au Maire de Paris.
Jean-Thomas NORDMANN : Député Européen - Conseiller de Paris - Vice-Président Délégué du Parti Radical.
Adrien REDORSA : Conseiller de Paris.
Jean-Louis BERGEL : Conseiller de Paris.
Alain BLOCH : Conseiller de Paris.
Arlette BIAUQU : Conseiller de Paris.
Manuel DIAZ : Adjoint au Maire de PARIS.
Jean-Loup MONTE : Vice-Président du Conseil Général - Conseiller de Paris - Président de la Fédération de PARIS.
Yves GALLAND : Ancien Ministre - Adjoint au Maire de PARIS - Président du Parti Radical.

Pour soutenir son action, adhérez au Parti Radical en retournant le bulletin suivant : 1, place de Valois, 75001 Paris.

Nom Prénom
Profession Date de naissance
Adresse



**L'EUROPE DE LA SOLIDARITÉ
C'EST L'EUROPE DE L'UNION
C'EST L'EUROPE DES RADICAUX**

مذاكرة الأصل

Politique

La préparation des élections européennes

« Mon souhait est d'unir toutes les droites »

nous déclare Yvan Blot, ex-RPR, candidat du Front national

M. Yvan Blot, ancien député RPR du Pas-de-Calais, rallié au Front national et candidat en cinquième position sur la liste européenne conduite par M. Le Pen, expose ici les raisons de son changement de camp. Président d'honneur du Club de l'Horloge et cofondateur de l'Association pour le développement de la démocratie directe, M. Blot publie un ouvrage qui dénonce « la démocratie confisquée » par tous les pouvoirs et ne sont pas issus du suffrage universel (technocratie, groupes de pression, médias, syndicats, appareils de partis).

— Pourquoi avez-vous quitté le RPR ?

— J'ai acquis peu à peu le sentiment que le RPR n'était plus en mesure de défendre l'idéal gaullien. Cela est visible avec les élections européennes, pour lesquelles la direction du mouvement a décidé qu'il n'y aurait pas de liste gaullienne. Le RPR a été fondé sur la conception gaullienne de la synthèse entre patrie et liberté, entre nationalisme et démocratie. La plus belle incarnation de cet idéal était Pierre Juillet.

— En quel le RPR a-t-il renié ces principes ?

— L'arrivée de Jacques Chirac à l'Élysée en 1986 a été pour moi une période très stimulante car il a appliqué même si ce n'est que partiellement la synthèse RPR-UDF qui était excellente. Mais j'ai été déçu par l'abandon progressif de

ce programme. M. Chirac sous l'influence de mauvais conseillers a pris une ligne qui conduisait à l'échec. Il n'a pas su faire la synthèse entre les aspirations au libéralisme économique et les attentes populistes de la droite nationale. Jean-Marie Le Pen a pu dès lors occuper largement le terrain des sujets de société entraînant une hémorragie d'électeurs.

— La déception a été accrue depuis l'élection présidentielle. La goutte d'eau a été la constitution de la liste conduite par Giscard qui fait courir un danger mortel au RPR. N'ayant pu mener le mouvement gaullien lorsqu'il était président de la République, Giscard va tenter de la phagocytiser.

— Pourquoi n'avez-vous pas tenté d'influencer votre parti de l'intérieur ?

— J'y ai longtemps cru. Mais après les municipales j'ai senti que le courant rénovateur allait entraîner le RPR dans une dérive centriste et socialisante. On le voit avec les déclarations de Philippe Séguin qui affirme qu'il a les mêmes objectifs que les socialistes et avec le comportement de Michel Noir envers Simone Veil et les centristes.

— Pourquoi avoir cependant rejoint le Pen alors qu'il a toujours été l'adversaire des gaullistes ?

— Jean-Marie Le Pen est surtout opposé à de Gaulle sur l'Algérie. Le débat n'est plus actuel. Je constate en revanche que ses idées d'aujourd'hui sont les plus proches de celles de de Gaulle. Ainsi, en comparant le programme de gouver-

nement UDF-RPR de 1986 et celui du Front national, j'ai trouvé quatre-vingt-six points de convergence et quatre-vingt points de divergence. Par exemple pour l'Europe, Le Pen est sur la même ligne que de Gaulle ou que M^{me} Thatcher.

— Quel objectif visez-vous en vous ralliant au Front national ?

— Mon souhait à long terme est de rendre possible l'union de toutes les droites. Il faut donc mettre en valeur les convergences, multiplier les ponts. Il faut aussi des pionniers. Cette évolution est naturelle lorsque l'on constate que la carte de l'électorat du Front national correspond à celle de l'électorat de de Gaulle, c'est-à-dire celle des circonscriptions urbaines et des zones en croissance économique et démographique, à la différence de celles de l'électorat « paysan » de naguère.

— Comment réagissez-vous aux attaques de M. Le Pen contre votre ancien parti, contre vos anciens amis, contre votre ancien chef, dans l'Assemblée contre le gaullisme ?

— Je constate que Jean-Marie Le Pen n'attaque plus le gaullisme lui-même. Il souhaite en revanche un rapprochement de tous les électeurs attachés aux notions de patrie et de liberté. Il a donc désormais un comportement plus ouvert et moins exclusif.

— Qu'attendez-vous de M. Le Pen ?

— Tout d'abord qu'un bon score aux européennes rende le courant que nous représentons incontournable. Qu'il soit plus ouvert sur l'ensemble des valeurs nationales de la droite, ainsi qu'il m'a promis de le faire. Enfin, que le RPR n'écoute plus les sirènes « rénovatrices », qu'il redevienne un mouvement national et populaire auquel une bonne partie de l'UDF pourra adhérer. Cela fait beaucoup de conditions. Mais, si elles ne se réalisent pas, la France risque de rester soumise au socialisme pour longtemps.

Propos recueillis par ANDRÉ PASSERON.

● M. Auriant-Lara s'explique.

— M. Jean-Marie Le Pen a présenté, mercredi 31 mai, à la presse sa dernière œuvre, le cinéaste Claude Auriant-Lara, qui occupe désormais la neuvième place sur la liste du Front national « Europe et Patrie ». Justifiant sa candidature par sa volonté de défendre le cinéma français et de lutter contre le cosmopolitisme, l'auteur de la Traversée de Paris a confié que sa présence faisait écho à celle de M. Claude Lelouch sur celle de M^{me} Simone Veil : « La machine du cinéma qui n'a jamais été quoi que ce soit dans ce métier ».

Recomposition ou verrouillage politique

(Suite de la première page.)

François Mitterrand, quant à lui, au lendemain de législatives perdues et au plus fort de l'offensive au sein du PS de Michel Rocard, s'était servi des élections européennes pour se remettre en selle en vue de l'échéance de 1981. En 1984, la gauche avait connu, sous la pression d'un électoral de droite au comble de l'exaspération et d'une opinion traumatisée par l'affaire de l'école privée, ses plus basses eaux.

En 1989, M. Giscard d'Estaing a pu consacrer près de deux heures sur Antenne 2 à l'exposé de ses thèses, sans attaquer une seule fois le gouvernement, tandis que M. Fabius s'abstenait de s'appuyer sur l'action de ce dernier et se contentait d'invoquer le chef de l'État. Du coup, la droite se replie au Parlement et dépose à l'Assemblée une motion de censure qui, malgré le thème choisi, a peu de chances de distraire, ne fût-ce qu'une seule voix du potentiel électoral du Front national.

Le scrutin du 18 juin ne répond donc pas aux normes habituelles d'un test de politique intérieure. Pourtant, il ne se présente pas davantage comme une véritable élection européenne. Il est difficile de prétendre qu'en votant pour telle liste plutôt que pour telle autre, on choisirait un projet européen contre un autre. Les grands, en effet, ne se différencient guère. En outre, le Parlement de Strasbourg est largement méconnu, son rôle restant obscur pour le plus grand nombre.

Un contexte de désaffection

Si bien que, pour casser le cadre national, et européaniser le scrutin, il faudrait suivre les recommandations du nouvel adjoint au maire de Francfort, Daniel Cohn-Bendit qui faisait récemment valoir à Jacques Delors qu'il serait souhaitable qu'un jour les groupes politiques du Parlement de Strasbourg présentent des listes véritablement européennes en mélangeant les nationalités. Une première étape utile serait, pour la France, de voter dans un cadre régional, et non plus dans une seule circonscription à l'échelle du pays.

D'ici là, le scrutin continuera d'être analysé en termes de politique intérieure. De fait, le vote du 18 juin influencera la recomposi-

tion du paysage politique, en même temps qu'il déterminera l'avenir de la rénovation de la droite.

Cette recomposition continue de se réaliser dans un contexte de désaffection. Car, si la tendance décelée par les instituts de sondage se confirme (1), le pays risque fort au soir du scrutin de subir un sacré choc : ensemble, les trois grands partis (PS, RPR et UDF) sont menacés de ne réunir que 50 % des suffrages exprimés, soit le quart des électeurs inscrits. Il va de soi que les abstentionnistes ne sont pas seuls à entamer la représentativité des grands partis. Ces derniers patissent désormais de l'émergence d'un fort courant écologiste, et de la confirmation qu'il existe bel et bien un cœcoeur centriste, alors même que l'audience de l'extrême droite paraît devoir se maintenir.

Le rôle central de M^{me} Veil

A priori, la droite peut se frotter les mains de voir apparaître au flanc du PS une force qui lui échappe. Mais les écologistes ne sont pas aux socialistes ce que l'extrême droite est à la droite. L'électorat des Verts vote plutôt à gauche au tour décisif lors d'une confrontation présidentielle. Il n'y a pas de frontière morale entre les Verts et la société, si bien qu'une alliance avec eux serait on ne peut plus normale. Le PS, pour autant, n'est pas en bonne posture. Il avait, en effet, réussi à maîtriser tout l'espace qui existe entre le PCF et la droite. Mais, cet espace-là se réduit pour lui dangereusement.

Enfin, pour les écologistes eux-mêmes, il faudra bien un jour réfléchir à une véritable stratégie politique. Or, celle-ci pourra difficilement éviter une réalité : les électeurs du parti des Verts ont un tropisme de gauche. Dans ces conditions, il faudra bien que les dirigeants écologistes réfléchissent à une possibilité de contrat politique avec les socialistes, pour peu qu'ils sachent conserver leur électorat, et pour peu qu'ils acceptent les règles du jeu politique.

Mais, au-delà du sort des uns et des autres, c'est surtout celui de la droite qui se joue le 18 juin. Trois éléments dominent pour le moment cette campagne : la bonne performance de M^{me} Veil, la montée des partisans de M. Le Pen et le tassement de la liste d'union. Cette situation

s'explique largement par le fait que l'effet Giscard est plus une résultante qu'une dynamique. Son score dépend, en effet, de la capacité de Mme Veil à préserver le potentiel du centre, ainsi que de l'audience de l'extrême droite. M. Giscard d'Estaing, pour réussir, doit donc compter sur une mauvaise campagne de Mme Veil, et de M. Le Pen. Or, ce n'est pas le cas actuellement.

Cette situation difficile explique que les déclarations hésitantes et contradictoires des uns et des autres. Si l'échec, dit Valéry Giscard d'Estaing, ce sera mon échec ; si l'échec il y a, dit Alain Juppé, ce sera celui de l'opposition. Il suffit enfin d'entendre M^{me} Alain Juppé et François Létard se lamenter en chœur sur le mauvais état de l'opposition pour comprendre que ses dirigeants craignent que la liste d'union n'aille vers la défaite.

Leur chef de file n'est pas exempt de reproches. Son discours appassé, en effet comme limité à un thème unique : l'union c'est moi ! M. Giscard d'Estaing a d'autre part sous-estimé... l'Europe elle-même et, partant, l'image européenne de Mme Veil. Aussi a-t-il tenté, mais peut-être un peu tard, de rectifier le tir lors de l'émission l'« Heure de vérité ». Quant à Simone Veil, elle s'appuie sur un centre organisé de façon autonome et sur l'aspiration à la rénovation. Elle a, par ses visites à Lyon (Michel Noir) et à Toulouse (Dominique Baudis), récupéré cette image là. Enfin, il va de soi que même si l'union n'est pas en bon état, le Front national profite d'un espace libéré par la lutte qu'ont engagée au centre Mme Veil et M. Giscard d'Estaing.

Dans ces conditions, le schéma idéal pour les rénovateurs est que la liste Giscard obtienne les 25 % des suffrages que lui promettent les sondages, et que la liste du centre se maintienne entre 12 % et 13 %. Après la défaite présidentielle de M. Chirac, la marginalisation de M. Barre et ce qui serait un nouvel échec de M. Giscard d'Estaing, les conditions d'une relance du mouvement des rénovateurs, seraient alors réunies. Mais si la liste d'union réussissait à remonter vers le cap des 30 %, voire à le dépasser, nul doute qu'alors le couvercle resterait solidement vissé sur la marmite.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) Du moins, si l'on s'en tient aux résultats de l'IPSOS, de TNS et de la SOFRES, car BVA continue de fournir des indications différentes.

Le Club 89 et le Club de l'Horloge publient un rapport commun sur l'Europe sociale

Le Club 89, proche du RPR, présidé par M. Michel Aurillac, et le Club de l'Horloge, où se rencontrent des syndicalistes de droite et d'extrême droite, ont publié, par M. Henry Lesquereux, viennent de publier à quelques semaines de l'échéance européenne un rapport commun sur « Les ambiguïtés de l'Europe sociale ».

Tendant à démontrer que l'union européenne est incompatible avec l'Europe sociale souhaitée par les socialistes, les auteurs plaident en faveur d'une Europe libérale fondée sur la liberté et la concurrence. L'approche des socialistes est jugée « anti-économique, anti-démocratique et anti-nationale » parce que leur projet d'harmonisation des conditions sociales revient à « construire un État providence au niveau européen ».

A cette conception des « socialistes étatistes », les auteurs du rapport opposent celle de l'Europe des nations, inspirée par le discours du premier ministre britannique, M^{me} Margaret Thatcher, prononcé à Bruges le 20 septembre 1988. Ils appellent, au nom du principe de subsidiarité et du refus de la supranationalité, à une autonomie des législations sociales.

Par cette opération commune, les deux présidents du Club 89 et du Club de l'Horloge souhaitent, au-delà de la question européenne, « apporter leur contribution à la réflexion des partis de l'opposition et à sa rénovation ».

Peut-être s'agit-il aussi pour ces deux clubs dont l'objectif est de « préparer l'alternance » de faciliter un rapprochement entre la droite classique et l'extrême droite.

Le PCF donne l'impression de vouloir réorienter sa campagne

MARSEILLE de notre envoyé spécial

La direction du PCF réorientait-elle sa campagne européenne ? Passe-t-elle de l'« Europe autrement », chère à M. Herzog, à la « France toujours », thème que M. Georges Marchais avait privilégié aux deux scrutins précédents, surtout en 1979, quand il s'agissait de dénoncer les orientations, trop libérales à son goût, de la Communauté européenne ? Une chose est certaine : les dirigeants du parti insistent considérablement, depuis quelques jours, sur l'importance de l'électorat communiste (le Monde du 31 mai) pour déjouer « le piège de l'abstention », laissant ainsi filtrer une certaine crainte quant au résultat du 18 juin.

Cette préoccupation électorale légitime et son prolongement politique national se sont nettement dessinés, mercredi 31 mai à Marseille, où le secrétaire général du PCF et la tête de liste communiste ont fait un meeting commun devant quelque 2 000 personnes enthousiastes, réunies à la salle Vallier.

M. Marchais a justifié, devant un public parfois perplexe, l'accord municipal passé en mars dernier entre le PS et le PCF : « Choisir de se présenter sur une liste électorale communautaire », a dit le dirigeant communiste. S'attachant à décrire « l'iniquité du monde du travail », le secrétaire général a déclaré : « hier, c'est au nom de l'Europe que les mines de charbon, la sidérurgie, la navale, l'industrie textile, l'agriculture française ont été sacrifiées. Aujourd'hui, c'est encore au nom de l'Europe que se mettent en place des atteintes de plus en plus graves à votre pouvoir

d'achat, votre emploi, vos droits, vos conditions de vie et de travail ».

M. Marchais a illustré ses propos en énumérant les mesures qui seront prises si l'Europe de 1993 vote pour : « fiscalité zéro sur les revenus spéculatifs et augmentation des impôts sur les revenus modestes, pression sur les salaires et les retraites, généralisation de la précarité et de la flexibilité, liquidation des comités d'hygiène et de sécurité, suppression de l'emploi et du statut de la fonction publique, embauche des jeunes salariés, attaque contre la Sécurité sociale, mort de la télévision et du cinéma français, rallongement des crédits pour un surarmement, limitation de la souveraineté de la France ».

Dans son sillage, M. Herzog, chaleureusement ovationné par la foule, a mis l'accent sur la nécessaire existence d'une « France libre et souveraine ».

O. B.

Selon un sondage BVA

Baisse des listes de MM. Giscard d'Estaing et Fabius

Selon un sondage de BVA pour Paris-Match (1), la liste conduite par M. Valéry Giscard d'Estaing, si elle arrive toujours en tête, subit un recul de 2,5 points par rapport à une enquête similaire réalisée entre les 2 et 6 mai. Avec 33 % au lieu de 35,5 %, elle devance les listes de M^{me} Laurent Fabius (27 % - 1 point), Jean-Marie Le Pen (10 % - 2 points), Antoine Waechter (10 % sans changement), Philippe Herzog (9 % - 0,5 point), M^{me} Simone Veil (9 % + 1 point), Arlette Laguiller (2 % + 1 point). Parmi les instituts de sondage, BVA est le seul à placer M. Giscard d'Estaing aussi haut et M^{me} Veil aussi bas.

Par rapport au mois dernier, les indices du tableau de bord de BVA évoluent de façon positive pour M^{me} Giscard d'Estaing et Michel Rocard : le président de la République a gagné 3 points, le premier ministre avec 55 % de bonnes opinions entre-

gistre la même amélioration. Parallèlement, le nombre des mauvaises opinions baisse de 4 points pour les deux hommes : 31 % pour le chef de l'État, 33 % pour le chef du gouvernement. En outre, 45 % (au lieu de 41 %) sont satisfaits de la façon dont la France est gouvernée contre 47 % (au lieu de 52 %) d'un avis contraire.

Sur les vingt personnalités politiques proposées à la cote de confiance, M. Giscard d'Estaing est celle qui enregistre la progression la plus forte avec + 7 points. Avec 46 %, il est devancé par M. Mitterrand (56 %, + 2), et par M. Rocard (49 %, + 1).

(1) L'enquête de BVA a été réalisée entre les 15 et 20 mai. Les questions sur les intentions de vote ont été posées à 2 052 personnes, seules les réponses d'électeurs « tout à fait » certains d'aller voter ont été comptabilisées, soit 1 168 personnes. Les autres questions ont été posées à 1 060 personnes.

Contentieux électoral

● EURE : invalidation de M. Lancelle (PS). — Le Conseil d'État a rejeté, mercredi 31 mai, la requête que M. François Lancelle (PS), député de l'Eure, avait déposée contre la décision du 22 décembre, prise par le tribunal administratif de Rouen, d'annuler son élection au conseil général. Le Conseil d'État confirme ainsi l'invalidation de M. Lancelle comme conseiller général du canton de Brionne, où il avait été déclaré élu le 2 octobre dernier après avoir devancé de deux voix son adversaire UDF, M. Pierre Zucconi, auteur du recours. — (Corresp.)

● GIRONDE : annulation des municipales de Lège-Cap-Ferrat. — Le tribunal administratif de Bordeaux a annulé les élections municipales de Lège-Cap-Ferrat, qui s'étaient tenues, au second tour, par élection avec 164 voix d'avance de la liste conduite par le maire sortant, M. Robert Cazalete, député UDF. Le tribunal a notamment retenu comme motif d'annulation la distribution massive et tardive d'un tract « contenant à l'encontre de M. Bruno (div. d.), tête de la liste opposée à celle de M. Cazalete, des insinuations

et des attaques personnelles injurieuses et diffamatoires ».

● LA RÉUNION : annulation des municipales de Sainte-Marie. — Le tribunal administratif de Saint-Denis-de-la-Réunion a annulé les élections municipales de Sainte-Marie, à l'issue desquelles la liste du maire sortant, M. Axel Kichenin (div. g.), avait été déclarée élue par 4 701 voix, contre 4 542 à celle de M. Jean-Louis Lagourgue (div. d.). Le tribunal a estimé que des « irrégularités » avaient été commises sur les listes électorales et que des « cadeaux » avaient été distribués aux électeurs.

SOLIDARITÉ DE L'UNION DES RADICAUX

ملء اسمك في الحقل



Jean-Paul Benoit
INDISPENSABLE EUROPE
Ce texte, totalement dégagé du débat français, ne se soucie pas d'épargner les "acteurs politiques" à la veille de l'élection européenne.
Un volume 232 pages, 78F

"C'EST UN LIVRE DECAPANT"
Collection "Mondes en devenir" dirigée par Edmond Jouve
EDITIONS BERGER-LEVRULT INTERNATIONAL
5 RUE AUGUSTE COMTE, 75006 PARIS - TEL. 46 34 12 35

(Publicité)

APPEL AUX RÉNOVATEURS SOCIALISTES

Depuis ses origines, la gauche c'est le parti du mouvement, le parti de la transformation sociale. Depuis 1981, tant d'immobilisme, de conservatisme, de corporatisme subsistent dans la société française ! Nous restons en bonne place pour les inégalités de revenus, et de nombreuses familles modestes n'arrivent plus à trouver de logement. Si les chiffres du chômage s'améliorent avec une reprise de la croissance, on n'aperçoit pas de recul significatif et les mécanismes d'exclusion, même avec le R.M.I., se poursuivent. Les syndicats sont de plus en plus affaiblis et le dialogue social a de grandes difficultés à se concrétiser. L'assainissement de notre économie semble tenir lieu de projet. Le P.S. accompagne l'événement plus souvent qu'il n'anticipe et prépare de réelles transformations sociales.

Les profondes mutations que nous vivons, la recomposition politique qui s'amorce et la montée de l'abstention rendent impérative l'affirmation d'un projet politique renouvelé et une transformation des pratiques et du fonctionnement du Parti socialiste.

Nous voulons y contribuer et unir au sein du P.S., et au-delà, toutes celles et ceux qui souhaitent un Parti socialiste innovant et dynamique, rassemblant très largement autour d'un projet renouvelé, ouverts aux grands mouvements contemporains.

Ainsi oui, le socialisme restera une idée neuve et d'actualité.

UN PROJET A L'ÉCHELLE DE LA PLANÈTE

Retrouvons l'internationalisme avec une priorité absolue au développement du tiers-monde et remettons en cause les choix industriels qui détruisent la Terre, les principes économiques et financiers qui accroissent les inégalités et les dépendances. Agissons pour faire naître de nouvelles règles du jeu mondial.

Résolvons européens, notre perspective est celle des États-Unis d'Europe. Il est urgent de relancer l'Europe politique en se dotant d'institutions complètes, responsables devant le peuple.

UN PROJET QUI PARIE SUR L'HOMME

La modernisation doit partir sur l'humain et l'implication des salariés à la place de la robotisation systématique.

Une reprise d'initiative, en faveur du partage du travail, est nécessaire pour faire reculer le chômage de façon importante. Il faut dépasser la division actuelle, trop tranchée entre le temps de travail, de formation et de loisirs, développer des activités socialement utiles, transformer les conditions de travail et promouvoir la pleine activité.

Le capital tend à être mieux rémunéré que le travail. Il faut rompre avec cette logique et par exemple relancer l'idée de fonds salariaux ou de salaires différenciés, ce qui favorisera en même temps l'investissement.

UN PROJET DE PARTAGE DU POUVOIR

Plus de démocratie partout !

Dans l'entreprise, quelle que soit sa taille, le pouvoir doit être mieux partagé. Dans la vie publique, ouvrons les rétroviseurs d'initiative populaire, et améliorons la participation des citoyens à la vie locale.

Rénover l'État !

Un État animateur doit être capable de faire faire chaque fois que cela est possible et promouvoir une véritable culture de la solidarité.

Des états généraux de la Fonction publique devraient permettre de rénover ses missions, son organisation et le statut de ses salariés.

Les institutions de la V^e République doivent être rééquilibrées de façon nette et significative en faveur du Parlement. La décentralisation doit être poursuivie, même dans des secteurs comme l'éducation nationale, et les régions doivent être plus fortes et moins nombreuses.

UN PROJET POUR CHANGER LA VIE

Nous sommes aujourd'hui dans un monde à dominante urbaine, car 60 % de la population vit en ville. Cette vie urbaine a socialisé un grand nombre de fonctions et pourtant elle est de moins en moins le creuset d'une véritable vie sociale.

Nous devons donc tout à la fois préciser notre politique urbaine et soutenir une nouvelle conception de l'aménagement du territoire.

Le développement économique doit être résolument respectueux de l'environnement et de l'écologie. Il est nécessaire de renverser certains tabous. De réels débats démocratiques sur l'énergie nucléaire civile et sur la défense doivent être engagés.

Le développement local doit être soutenu et défendu avec vigueur.

Oui, il faut prendre la voie du « changer la vie », mais il est clair que les acteurs ne sauraient être les seuls pouvoirs publics. Mobilisons les énergies disponibles dans notre société pour ce grand mouvement.

UN PARTI POUR RÉNOVER LA POLITIQUE

Il est temps que le P.S. définisse des objectifs de transformations sociales, qu'il construise des rapports de force permettant des avancées gouvernementales.

Il doit engager une réforme de ses statuts pour permettre le vote d'initiative militante, ouvrir des primaires pour la désignation des candidats, accroître la participation des femmes, dégager des formes d'organisations qui rendent leur place aux militants. Les socialistes doivent s'engager vers la création d'un P.S. européen transnational. Le militantisme a changé de forme. En dehors de l'adhésion à une section territoriale, tout adhérent doit pouvoir être associé à la vie d'un secteur thématique (urbainisme, environnement, culture, développement local, etc.), et le P.S. devra organiser régulièrement des conventions sur ces thèmes.

Voilà ce que le Congrès du P.S. devra trancher.

Dés maintenant, nous entendons mettre ces questions au cœur du débat.

Venez le faire avec nous.

Contact : Marie-Noëlle LIENEMANN
Député maire
Membre du bureau exécutif du P.S.
22 C. rue du Général-Koenig, 91200 Athis-Mons

Les soutiens financiers seront aussi bien accueillis.

Politique

Les élections européennes

L'organisation du scrutin du 18 juin

Le ministère de l'Intérieur devait recevoir jusqu'au vendredi 2 juin à 18 heures les déclarations de candidatures, aux élections européennes organisées le 18 juin prochain. Pour la troisième fois depuis 1979, les électeurs ont été convoqués, par décret publié le 17 mai au *Journal officiel*, pour désigner au suffrage universel leurs quatre-vingt-un représentants à l'Assemblée des Communautés européennes. En France, ces parlementaires sont désignés à la proportionnelle dans le cadre d'une circonscription nationale unique. Seules les listes ayant obtenu plus de 5 % des voix participent à la répartition des sièges, qui s'effectue selon la règle de la plus forte moyenne.

Le délégué de chaque liste doit déposer place Beauvau, outre le relevé des quatre-vingt-un noms classés dans l'ordre de présentation

des candidats, le récépissé du cautionnement de 100 000 francs, remboursables si sa liste recueille plus de 5 % des suffrages exprimés. Pour participer à ce scrutin, chaque candidat, qui ne peut figurer que sur une seule liste, doit être âgé d'au moins vingt-trois ans, jouir de ses droits civiques et avoir rempli ses obligations de service national. En cas d'irrégularité constatée sur une liste, le ministère de l'Intérieur dispose de vingt-quatre heures — à compter de la date de son dépôt — pour saisir le Conseil d'Etat, qui doit alors statuer dans les trois jours.

Tandis que les déclarations de candidatures doivent être publiées au *Journal officiel* avant le 4 juin — ou le 9 juin s'il y a eu contestation, — la campagne électorale ouvrira officiellement samedi 3 juin, et sera close le 17 juin à minuit, à la veille du scrutin.

Les électeurs se sont vu refuser la possibilité de voter par ce biais. Aux parlementaires qui s'en sont, depuis lors, régulièrement inquiétés auprès du gouvernement, M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales, a rappelé que cette procédure (qui ne concerne que 3 % à 5 % des électeurs en moyenne) devait conserver son caractère « dérogatoire ».

Le vote est considéré, en droit français, comme un acte « personnel », et seules les personnes qui ne peuvent pas participer au scrutin pour des motifs « indépendants de leur volonté » sont autorisées à demander à un tiers de voter en leur nom. Sont concernés, outre les électeurs empêchés pour raisons de santé, ceux liés par des obligations professionnelles ou assimilées, telles que les congés pris dans le cadre de ces activités. En revanche, le législa-

teur considère que les inactifs, et notamment les retraités, qui sont libres de choisir leurs dates de vacances, n'ont pas à bénéficier du vote par procuration. Sauf à autoriser le recours à cette procédure pour « convenance personnelle », ce qui irait à l'encontre de l'esprit de la lutte contre la fraude électorale.

Le ministère de l'Intérieur se déclare toutefois prêt à faire un pas en direction des inactifs qui veulent planifier leurs vacances, en annonçant le plus tôt possible les dates de consultations. Un souhait qui, désormais, ne se réalisera que... dans au moins trois ans, si on excepte le renouvellement sénatorial du mois de septembre prochain, dont la date n'a d'ailleurs pas encore été fixée.

V. D.

Pour lutter contre l'abstention

La campagne du Centre d'information civique

Les six chaînes de télévision devaient diffuser, à partir du jeudi 1^{er} juin, le second message de la campagne audiovisuelle du Centre d'information civique (CIC) afin de lutter contre l'abstention lors du scrutin du 18 juin. Ce spot, qui sera diffusé, gratuitement, deux à trois fois par jour jusqu'au 18 juin à midi, rappelle, en soixante-trois secondes, les différentes étapes de la construction européenne depuis la signature du traité de Rome en 1957 jusqu'à l'adoption de l'Acte unique en 1985. Il se conclut en engageant les électeurs à « prendre leurs responsabilités » pour désigner les quatre-vingt-un représentants français au Parlement de Strasbourg. Un premier message diffusé depuis le 15 mai à la télévision et à la radio présentait les tâches des députés européens, qu'il s'agisse de l'élaboration des directives et du budget de la CEE ou de la défense de la démocratie et des droits de l'homme.

Cette campagne du CIC, intitulée « L'Europe », propose également une sensibilisation des

électeurs par voie d'affiches apposées sur les bureaux de poste, la mise à disposition d'un service Minitel (3815 code CINCIN) et l'organisation, le 5 juin, sur France-Inter, d'une journée spéciale afin de répondre aux questions des auditeurs. Enfin, le CIC a publié un bulletin consacré aux élections européennes qui propose notamment un « mode d'emploi » de la Communauté, sous forme de tableaux comparatifs entre les pays membres et un abécédaire sur les modalités du scrutin (1).

Cette campagne devrait s'achever par la remise du Trophée européen du civisme à la municipalité de plus de 100 000 habitants qui enregistrera le plus fort taux de participation dans la Communauté. En 1979 et 1984, deux villes italiennes s'étaient distinguées, Ravenne et Fumane.

(1) Le Bulletin d'Informations générales, n° 94 (63 pages, 50 francs), est disponible au Centre d'information civique, 242 bis, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 45-44-14-17.

Privés de procuration

La France doit actuellement se plier à l'article 9 alinéa 2 de la décision du conseil des Communautés européennes du 20 septembre 1976, qui dispose que « les opérations de dépouillement des bulletins de vote ne peuvent commencer qu'après la clôture du scrutin dans l'Etat membre où les électeurs voteront les derniers », en l'occurrence l'Italie. Les seules dérogations autorisées en France concernent la Nouvelle-Calédonie et la Réunion, où le décalage horaire (plus neuf heures à Nouméa et plus trois heures à Saint-Denis) empêche une application stricte de cette disposition destinée à éviter d'influencer les électeurs d'un Etat membre, au vu des résultats du scrutin dans un autre pays de la Communauté.

Le respect de l'horaire européen de proclamation des résultats est, en outre, actuellement incompatible, en France, avec une avancée de l'heure de clôture des bureaux de vote en raison de l'article R. 67 du code électoral, qui dispose que, « immédiatement après la fin du dépouillement, la procédure des opérations électorales est réglée », et que, « dès l'établissement (de ce dernier), le résultat est proclamé ».

Parallèlement, cette consultation devrait relancer le débat sur le vote par procuration : les Français ayant décidé de prendre leurs congés d'été durant cette période seront, en effet, empêchés de participer à ce scrutin. Depuis qu'à l'automne dernier M. Pierre Joxe s'est préoccupé de la lutte contre la fraude électorale, liée notamment aux recours abusifs aux votes par procuration, de nombreux

dans le n° 1 de

LA REVUE

DES JOURNAUX DU TEMPS PASSE :

Directeur : André Rossel
la campagne de France vue par la presse la première séance du cinématographe la mort de Marie Curie l'origine du mot journaliste, etc...

et en « tiré à part »

16 JOURNAUX DE 1789

reproduits intégralement au format réel
vente en kiosques et maisons de la presse
Le n° 59 F. Abt un an, 185 F. (4 numéros)
15, rue Douy Delcœur 93100 Montreuil

16 JOURNAUX
DU TEMPS PASSE

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

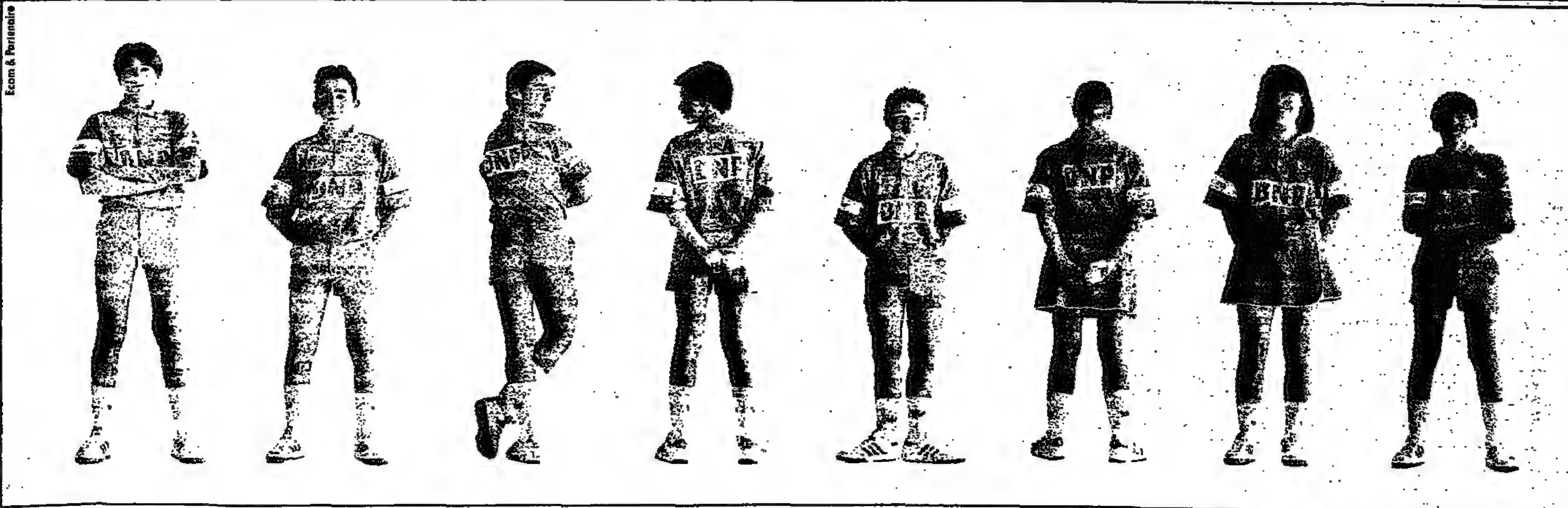
16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS

16 JOURNAUX
FAC-SIMILE
COMPLETS



Les archives de Paul Touvier saisies par la Justice

La vie et les refuges d'un milicien dévot

Les archives de Paul Touvier, saisies les 23 et 24 mai par les gendarmes de la section de recherches de Paris, ont été placées sous scellés mardi 30 mai. C'est M. Jean-Pierre Gotti, juge chargé d'instruire les quatre dossiers de crimes contre l'humanité reprochés à l'ancien milicien, qui a procédé à cet acte à l'hôpital central des prisons de Fresnes en présence de l'inspecteur.

Paul Touvier se défend lui-même comme « un manipulateur du rangement et du classement ». Peut-être la justice — pour une fois — n'aura-t-elle pas à s'en plaindre alors que les gendarmes de la section de recherches de Paris viennent de saisir au monastère de Mézières-en-Brenne, dans l'Indre, l'essentiel de ses archives, et au prieuré Saint-François, à Nice, les quelques vingt dossiers dont l'ancien milicien ne se séparait jamais. Probablement même n'a-t-elle de surprise en surprise en découvrant que le spécialiste du renseignement que fut Touvier n'avait rien perdu de son habileté, réussissant par exemple à entrer en possession de l'original de certains documents de police le concernant.

Il était ainsi — et parions qu'il le demeure dans son box de l'hôpital de Fresnes — un manipulateur d'outils de son époque, de l'Occupation et de ses turpitudes, archaïque, besogneux de ses faits et gestes depuis 1943, scribe apitoyé et prolifique quant à son sort envisagé comme un destin. Sa vie, a-t-il écrit, est « un drame vécu au sein du déclinement de l'histoire ». Mais l'histoire, en l'occurrence, est médiocre.

C'est ainsi que le jeune homme d'avant-guerre, né le 3 avril 1915 à Saint-Vincent-sur-Jarzon, dans les Basses-Alpes, laisse peu de traces. Ou plutôt, son père, « catholique et Français », sous-officier de carrière avant d'être percepteur à Chambéry, semble occuper toute la scène. Qu'il s'agit de cacher, déjà, pour ainsi dire constamment en avant, dans ses écrits, ce soldat loyal d'une troisième République méprise ? Il l'adopte pour modèle, évoque mille fois son « héros », « politique », militant dévoué de la Fédération nationale catholique du général de Castelnau, membre du Grand-Océan puis du PSF du colonel de La Rocque. Comme si cet homme épris d'ordre et souhaitant, à l'union de millions d'autres Français, bannir le communisme de son pays, valait pour un saut-conduit et rachetait ses premiers échecs.

Car Paul Touvier ne brille guère. Membre d'une fratrie de onze enfants, il passe pour l'éternel petit d'homme. Orphelin de sa mère à l'âge de quinze ans, il finit ses études secondaires sans le moindre diplôme, et l'année passée au petit séminaire sera sans lendemain sinon de la pénétration de l'éthétique propre à l'Eglise. Il se rattrape en faisant, lui aussi, de la politique, mais au rang modeste de collègue d'affiches du PSF. Et sa vie professionnelle ne le comble pas. Son poste d'expéditionnaire au dépôt de la gare de Chambéry le confine dans un bureau, et son salaire lui permet tout juste de vivre alors qu'il se marie, en 1937, et que naît son premier fils, François.

Sa vie serait lisse, lorsque survient la guerre, s'il n'était déjà veuf — sa femme meurt en 1938 — et si la police n'avait eu à s'occuper à ce moment de ce jeune homme qui semble sortir à tout moment des studios photographiques Harcourt avec ses cheveux blonds crantés et son regard bleu. On lui reproche de fréquenter trop assidûment les maisons de tolérance — non pas en client, mais en petit maître.

Il a vingt-quatre ans. Il vit la « drôle de guerre », l'effondrement de la France devant les armées allemandes. Démobilisé au camp de Larzac, il reçoit les premiers discours du maréchal Pétain comme un baume. De ce moment, il fait sienne la Révolution nationale.

L'amar des fichiers

En avril 1942, Paul Touvier démissionne de son emploi pour devenir secrétaire du service d'ordre légionnaire à la section de Chambéry. Son amour des fichiers trouve à s'employer, mais il descend aussi dans la rue. Fin décembre, il organise avec des amis un raid contre les vitrines des magasins tenus par des commerçants soupçonnés de sympathie pour la Résistance. Il est arrêté et bien vite relâché. Son officieux reconnaît, il est nommé chef départemental du service de renseignements de la Milice pour la Savoie en 1943. A cette date, Touvier est un collaborateur, partisan de *Beas forts* vers l'Allemagne, nullement un criminel. Mais l'assassinat de plusieurs miliciens, en 1943, radicalise son hostilité à l'égard des résistants qui ne seront plus, dans sa bouche, que des « terroirs » (terroristes). En septembre 1943, il accepte de venir à Lyon, à la direction régionale de la Milice. Il s'écarte le responsable du service de renseignements, Henri Gonnert — « nommé » alors tortionnaire de la Milice locale — et prend sa place, a promotion est de taille. Il se rend régulièrement à Vichy et jouit d'une totale impunité.

S'il prétend faire partie des « purs », c'est sans doute pour mieux faire oublier son mode de vie. Comme à Chambéry, il vit avec une prostituée. Et il ne voit rien de répréhensible à emménager au 217, rue Vendôme, dans l'appartement de M. Lehmann, victime des lois raciales : « Il fallait bien habiter quelque part », dit Touvier et les réquisitions, ça existe ». Le pillage aussi. Il vend les meubles, les toiles, les bijoux, fait sienne la 15 CV du propriétaire. Ainsi procédera-t-il à plusieurs reprises. Après-guerre, son chauffeur le dépeint aux policiers comme « un homme autoritaire, sans scrupules et véritable gangster ».

On ne le voit guère à la messe, à l'époque. Au contraire, au fur et à mesure des échecs enregistrés par l'Allemagne nazie, il durcit son attitude, multiplie les opérations de répression. Un rapport de police établi bien après, en 1970, par le commissaire Jacques Delarue, affirme qu'il a été mêlé, en janvier 1944, à l'assassinat de Victor Baschi, quatre-vingt-neuf ans, président de la Ligue des droits de l'homme, et de son épouse. En mai, il lutte contre un maquis, puis, dans l'Ain, il incendie un immeuble à Ambronay, attaque le journal clandestin *Combat* à Lyon, s'adonne au racket.

On a pris les juifs

Paul Touvier rejette bien sûr en bloc toutes ces accusations, affirmant qu'il s'occupait exclusivement de « renseignements et de documentation ». Pourtant, il admit avoir participé à l'affaire de Rillieux-la-Pape, le 30 juin 1944. Après l'assassinat, par la Résistance à Paris, de Philippe Henriot, secrétaire d'Etat à l'Information de Vichy, la Gestapo aurait exigé l'exécution de cent otages. Le chef régional de la Milice, après « marchandage », aurait obtenu que ce nombre soit réduit à trente. Touvier, lui, indique avoir réussi à faire encore baisser le nombre allemand jusqu'à sept otages.

Dans *Le Monde* du 29 octobre 1975, Maurice Deumier rapportait l'entretien qu'il avait eu avec l'ancien milicien :

« Comment avez-vous désigné les sept ? »

— Eh bien ! avec mon adjoint, on a pris le fichier des prisonniers et on a choisi.

— Vous les avez tirés au sort ?

— Non, dit Touvier la tête penchée, on a pris les juifs.

Puis il se ressaisit aussitôt : « Mais, entendons-nous bien, je ne les ai pas fait fusiller. Je les ai livrés à mon chef hiérarchique ! »

La libération de Lyon le surprit quasiment à son poste. Il a eu le temps de faire quelques « gestes » en direction de l'Eglise catholique. Ainsi aurait-il fait prévenir Pierre-Marie Gerlier, archevêque de Lyon, de l'imminence de son arrestation sur les ordres du chef de la Milice pour la zone Sud. De même aurait-il accepté de libérer, à la demande de l'archevêque, quarante-deux prisonniers promis au massacre. Mais pourquoi ne l'a-t-il pas fait valoir lors de son retour en grâce ? Le 23 septembre 1944, lorsqu'un groupe de résistants vient l'arrêter au domicile de Pubé Vauthier, « ami » de la Milice à Lyon, Touvier se cache sous un plancher prévu à cet effet et échappe aux recherches.

Quarante-cinq années d'une liberté peureuse, inquiète et angos-

sée commencent alors, grâce à la protection de sa famille, à l'aide d'incompréhensibles religieux et de quelques amis. Il s'entend à Montpellier où il retrouve frères et sœurs. Il achète une pension de famille délabrée, la restaure et la revend avec bénéfice en 1945. Tandis que son père élève son enfant, il se cache dans la région parisienne, où on le retrouve en juillet 1947. Les policiers des renseignements généraux l'appréhendent, en effet, alors qu'il s'apprête à partir pour l'étranger, aux contours flous. Des anciens de la Cagoule, des nostalgiques du régime de Vichy, auraient sérieusement envisagé de renverser par les armes la République.

En réalité, Touvier, qui portait sur lui un ciseau à froid, songeait plus vraisemblablement à commettre un cambriolage. Rapidement identifié, sous le coup de deux condamnations à mort prononcées par défaut, sa situation est pour le moins délicate. Il va pourtant s'élever sans difficulté de l'enceinte du ministère de l'Intérieur durant sa garde à vue. Peut-être vraiment croit-il qu'il a profité d'une négligence de ses gardiens ? Ou bien s'est-il vu accorder la liberté en échange d'informations ? La police, en tout cas, ne l'inquiète plus.

Hébergé dans des couvents et des monastères, il épouse religieusement et clandestinement, en 1947, Moni-

que Berthet, précisément employée dans une maison religieuse d'Anteuil. C'est l'abbé Duben qui célèbre le mariage, un prêtre qui jouera un grand rôle dans le réseau d'aide à l'ancien milicien. Il songe, un moment, à partir pour l'étranger, y renonce et se réfugie finalement, avec sa femme et sa première fille, Chantal, née comme enfant naturel grâce à la complicité de la présidente des sages-femmes catholiques, chez son père, à Chambéry.

Liberté provisoire

Il ne sort que la nuit. Sa cavale, sa clandestinité sont devenues celles de sa famille, sorte de mini-secte partageant ses terreurs et ses obsessions. Mais son isolement n'est pas total. Il rencontre des prêtres, se « confesse », joue les dévots. Dès le début des années 50, il songe, en effet, à « régler sa situation » et prépare, en fait, son dossier de recours en grâce. En 1957, il rencontre Mgr Charles Duquaire, secrétaire particulier de Mgr Gerlier. Rendez-vous capital : le prêtre est d'accord pour oublier les « erreurs graves d'un passé déjà lointain ». C'est lui qui jouera le rôle le plus dynamique dans le clergé en faveur de Touvier.

Durant ce temps, sous le nom de sa femme, Paul Touvier réemerge timidement. Des prêtres et des laïcs lui remettent de l'argent réguliè-

ment pour qu'il puisse subvenir à ses besoins. Il a en un deuxième fils, Pierre, en 1950, alors que son premier fils est mort accidentellement l'année précédente. Il fait la connaissance de Jacques Brel, qui réussit à émouvoir le chanteur, qui lui confie la surveillance des travaux d'un chalet de montagne et l'introduit dans les milieux discographiques à Paris. Ainsi Touvier réalisera-t-il un disque à succès sur l'éducation sexuelle et des documentaires sur divers sujets culturels (Van Gogh, la villa Médicis, la Grande Chartreuse, etc.).

En 1967, Paul Touvier, dit Paul Berthet, est un homme libre. La prescription joue naturellement. Après vingt-trois ans de clandestinité plus ou moins dure selon les périodes, il reçoit une carte d'identité à son nom adressée au siège de l'archevêché de Lyon. Encore quatre ans et il obtiendra la grâce du président Georges Pompidou concernant l'interdiction de séjour qui le frappe dans de nombreux départements et la levée de la confiscation de ses biens passés et présents.

Mais cette grâce, révélée en 1972, va paradoxalement contraindre à nouveau Touvier et les siens à une semi-clandestinité. Bien des résistants n'acceptent pas de voir l'ancien milicien se promener dans les rues de Chambéry ou de Lyon. Menacé, Touvier retourne alors se réfugier dans des établissements religieux, et plus particulièrement, entre 1974 et 1978, à la Grande Chartreuse, où il bénéficie de l'entière protection du prieur général, Dom Poisson. A nouveau, cette famille constitue une secte en miniature, nomadisant de monastère en abbaye, de prieuré en couvent. Au regard de la loi, Touvier est libre. Dans les faits, il vit dans la hantise d'un enlèvement ou d'un attentat. Et il sait que des résistants ou des descendants de résistants assassinés durant l'Occupation se sont constitués parties civiles contre lui.

En novembre 1981, les parties civiles marquent un point décisif. Pour crimes contre l'humanité, un mandat d'arrêt est délivré contre Paul Touvier. La semi-clandestinité n'est plus de saison. Il tente de faire croire à son décès en faisant publier un faire-part dans *le Dauphiné libéré*, en 1984. Cette fois, appuyés par des religieux crédules ou marqués idéologiquement, secours discrètement par d'anciens collaborateurs et soldats de la division SS Charlemagne, par des membres de l'Ordre des Chevaliers de Notre-Dame ou de l'une de ses succursales, la Fraternité Notre-Dame-de-la-Merci, Touvier et les siens bénéficient d'un réseau d'aide matérielle et financière strictement cloisonné.

Les années passant, l'ancien milicien trouve de plus en plus de refuge dans des monastères intégristes. Affaire de sensibilité. C'est dans un appartement du prieuré Saint-François, à Nice, que le lieutenant-colonel de gendarmerie Jean-Louis Recordon a, de fait, arrêté Paul Touvier, alias Paul Lacroix, laissant à eux-mêmes une épouse et deux grands enfants coupés du réel depuis bien longtemps.

LAURENT GRELSAMER.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article publié dans *Le Monde* daté jeudi 1^{er} juin au sujet des élections professionnelles dans la magistrature, il fallait lire : « Ce labourage en profondeur ne suffit pas seul à expliquer le succès du Syndicat de la magistrature, dont l'USM et l'APM se plaisent à dénoncer l'emprise sur l'actuel garde des sceaux », comme nous l'avons imprimé par erreur.

Pascal Dolique devant les assises de l'Oise

La tuerie incompréhensible

BEAUVAIS
de notre envoyé spécial

M. Pierre Dolique, cinquante ans, vacille et tente de conserver son équilibre en crispant ses mains sur la barre de béton de la cour d'assises de l'Oise à Beauvais. Dans un souffle, il murmure : « Je ne comprends rien, qu'est-ce que vous voulez que je vous dise ?... » Et il éclate en sanglots. Derrière lui, dans le box des accusés, son fils Pascal Dolique a seulement baissé la tête.

Ce garçon charcutier de vingt-neuf ans comparait depuis le mercredi 31 mai, accusé d'avoir, le 8 octobre 1983, tué à coups de couteau à décapiter la jeune fille qu'il aimait, Caroline Labrousse, dix-neuf ans, la mère de celle-ci, Francine, trente-sept ans, le père Jean-Jacques, quarante et un ans, le frère Fabrice, âgé de douze ans, et les grands-parents maternels Georges Becquet, soixante-deux ans, et son épouse Christiane, soixante-trois ans. Cette tuerie, connue à Saint-Martin-le-Neuf, a fait une autre victime, car un voisin, M. Roland Riset, soixante-deux ans, est mort d'une crise cardiaque en téléphonant aux gendarmes. Seul un frère de Caroline, alors âgé de quinze ans, a survécu à ses blessures.

C'est l'incompréhensible, comme le récite Pierre Dolique. Et personnellement, à Saint-Martin-le-Neuf comme à Beauvais, n'est capable de donner une explication à cette série de meurtres.

Bien coiffé, la raie sur le côté, chemise rayée et cravate verte, Pascal Dolique, le dos légèrement voûté porte des lunettes à la manière d'un étudiant sage. Il décrit sa jeunesse comme celle d'un enfant persécuté : « Les experts m'ont reproché de voir tout du mauvais côté », dit-il, en

précisant : « Ils doivent avoir raison. Je me suis fait des idées ».

Il semble, en effet, qu'il n'ait pas eu une enfance particulièrement difficile. Aucun témoin ne vient confirmer ses dires lorsqu'il prétend que son père lui donnait des « trinités ».

« Je ne comprends pas pourquoi il dit ça », dit M. Pierre Dolique. On a cherché. Quand je suis revenu d'Algérie, il avait un an. Il est jaloux de moi. Il dormait avec ma femme. Ses employeurs décrivent un apprenti calme, ponctuel, dévoué et serviable. « Il est resté neuf mois à la maison, déclare l'un d'eux. Je n'ai jamais eu à m'en plaindre ». Mais l'un des derniers charcutiers chez qui il travaillait, tout en le présentant comme « bien élevé, poli et propre », remarque qu'il lui arrivait d'être « nerveux et colérique ».

Il a connu Caroline au mariage de sa sœur, en novembre 1981. « Il paraissait très heureux ». Tout semblait aller pour le mieux. Il ne vivait que pour Caroline, précisait un ami.

La présidente, M^{me} Catherine Trochani, remarque pourtant que les témoignages présentent Pascal Dolique comme un être jaloux et possessif. Une amie de la famille décrit avec complaisance une dispute qui s'est passée chez elle car, depuis août 1983, les amants ne s'entendaient plus aussi bien. Caroline voulait rompre. Un témoin a dit de Pascal à l'instruction : « Il acceptait difficilement qu'une fille puisse le quitter. Il s'en réservait le droit. Il ne le tolérât pas. » Une autre a raconté que, en septembre 1983, Pascal voulait se suicider avec elle dans un accident de voiture. M^{me} Michèle Dolique — c'est la mère — s'avance à son tour. Elle aussi fonde en larmes en passant devant son fils, ce qui agace la présidente.

« Pourquoi pleurez-vous, Madame ? », lance le magistrat, tout en ordonnant qu'on lui donne une chaise.

« Il était gentil. Je ne comprends pas », ne pourra que dire à son tour M^{me} Dolique.

Persécution

Alors, on cherche à comprendre, et la présidente interroge M^{me} Dolique à propos de cauchemars dont son fils ne se souvient pas. « Je l'ai entendu hurler dans sa chambre. Il était debout, criant « au feu », se cognant contre les murs ». Lors de son service militaire dans la marine, il semble que Pascal ait été choqué par un exercice d'incendie au cours duquel il a été légèrement blessé. Mais, c'est surtout des « persécutions » dont Pascal dit avoir été victime dans sa jeunesse que M^{me} Trochani voudrait savoir quelque chose : « N'est-ce pas du misanthropisme ? N'est-ce pas pour se faire plaindre ? »

Silencieuse jusque-là, la défense s'est réveillée, M^{me} Meudot a protesté : « On peut être très aimé de tout le monde et se sentir mal dans sa peau. »

Si la jalousie n'explique pas tout, le regard de Pascal sur son enfance n'est qu'un élément de sa personnalité. On a évoqué aussi un accident de voiture : Pascal aurait été victime d'un traumatisme crânien. Six psychiatres se sont penchés sur son cas. La journée du vendredi 2 juin leur est réservée. Auparavant, Pascal Dolique n'en aura pas moins à décrire chacun des meurtres, face aux familles des victimes, en tant que peut-être de donner sa propre explication des faits aux jurés de l'Oise, mais aussi à ses propres parents qui depuis cinq ans cherchent à comprendre.

MAURICE PEYROT.



Pendant 15 jours,
ils vont arrêter les maths,
l'histoire et la géo.
Comme quoi il y a au moins
une banque qui aime
vraiment les jeunes.

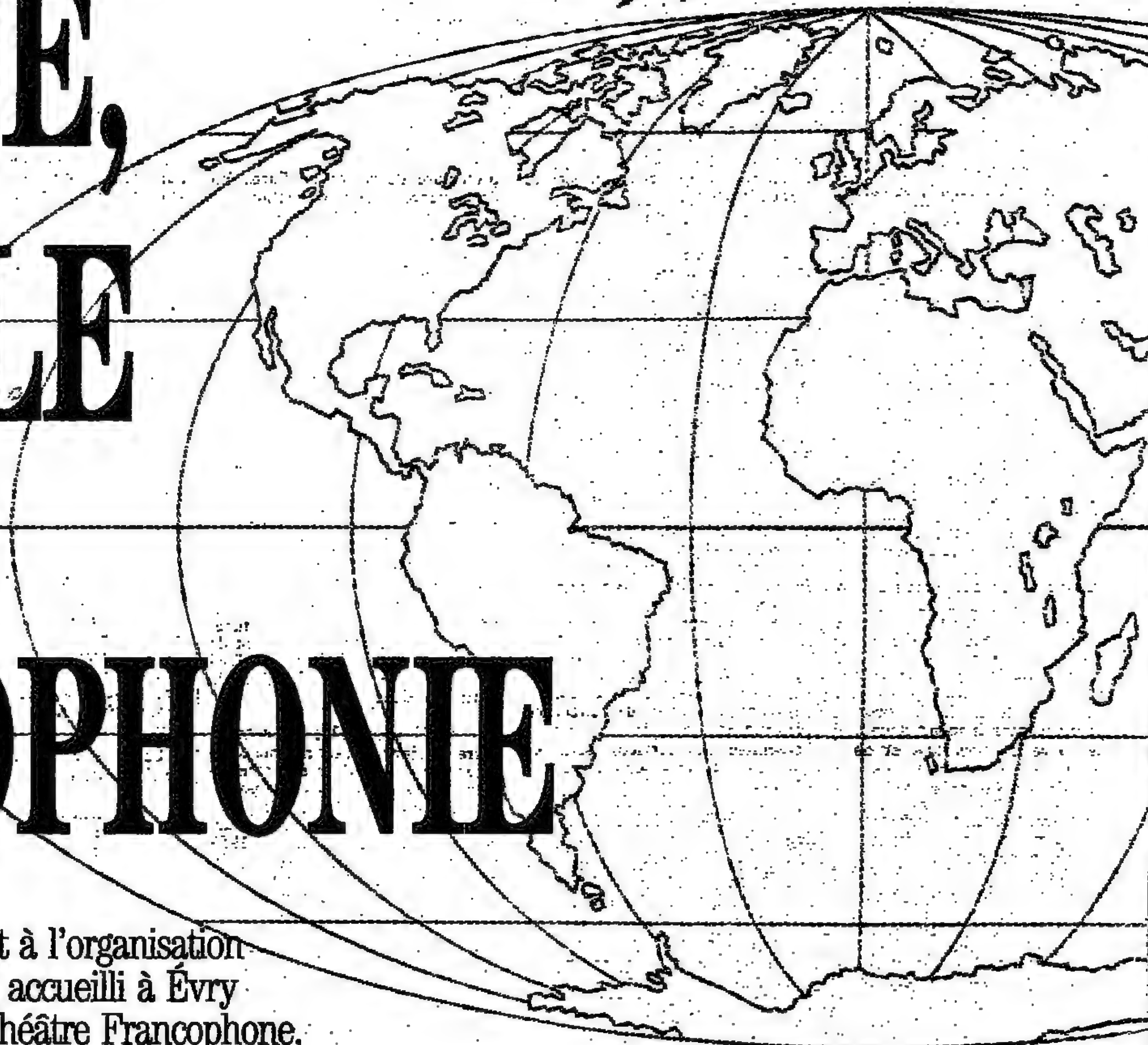


BNP. PARRAIN OFFICIEL DES PETITS RAMASSEURS
DE BILLES DE ROLAND GARROS 89.

مكتبة الامم المتحدة

EVRY EN ESSONNE, CAPITALE DE LA FRANCOPHONIE

Le Département de
ESSONNE



Le département de l'Essonne, candidat à l'organisation des IIèmes Jeux de la Francophonie a accueilli à Évry du 25 au 29 mai le Festival du Café-Théâtre Francophone.

Évry - Ville Nouvelle, Capitale de l'Essonne fut ainsi pendant quelques jours la Capitale de la Francophonie.

Des délégations de 45 pays s'y sont rassemblées.

En 1993, l'Essonne peut vivre à nouveau à l'heure de la Francophonie en accueillant ces jeux de l'excellence et de la fraternité.

pour les



**IIèmes JEUX
de la
FRANCOPHONIE**

Expressions
Francophones

Jacques GUYARD
Député-Maire d'Évry
Président Fondateur

Conseil Général
de l'Essonne

Xavier DUGOIN
Député
Président du Conseil Général

Hôtel du Département - Boulevard de France - 91012 EVRY CEDEX

L'Essonne de punch

Société

Avant les nouvelles réformes

Les changements d'hommes à la tête de la police nationale

« Après la réflexion, les hommes et l'action. » C'est en ces termes que l'estomage de M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, commente l'important mouvement de nominations et de promotions qui, au conseil des ministres du 1^{er} juin, a touché plusieurs secteurs-clés de la police nationale : la direction générale, confiée au principal collaborateur du ministre, M. François Roussely, mais aussi l'inspection générale, la Direction centrale de la police judiciaire, celle des renseignements généraux, l'unité de coordination de la lutte anti-terroriste (UCLAT), ainsi que la préfecture de police de Paris. Ces changements de responsables annoncent de nouvelles réformes policières, d'ores et déjà à l'étude au ministère et que M. Joxe pourrait dévoiler à l'automne.

En plus de la nomination de M. François Roussely, jusqu'alors directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur, comme directeur général de la police nationale, voici les



autres nominations et promotions au sein de la police :

• M. Gérard Maurel, inspecteur général de la police nationale, est nommé directeur, chef de l'inspection générale de la police nationale (IGPN). Agé de cinquante-huit ans, M. Maurel a commencé sa carrière comme gardien de la paix et a gravi tous les échelons de la hiérarchie au sein des polices urbaines. C'est un proche de M. Joxe, qu'il a connu en Algérie, il y a une trentaine d'années, et dont il a rejoint le cabinet lors de son premier séjour place Beauvau, en 1984. Nommé adjoint au directeur central des polices urbaines le 1^{er} avril 1985, puis directeur de la sécurité publique à la préfecture de police de Paris, le 21 février 1986, il sera relégué durant la cohabitation à la zone de défense Sud-Est à Marseille.

Lors de son retour au ministère, il avait été chargé par M. Joxe d'un rapport sur la territorialisation de la police. Cette rationalisation de l'architecture policière, qui pourrait entraîner la création de directions départementales et de directions régionales chargées de gérer l'ensemble des services, sera, en grande part, mise en œuvre par l'IGPN.

• M. Jacques Gentil, contrôleur général de la police nationale, est nommé directeur central adjoint de la police judiciaire. Né le 3 février 1938, à Rodez (Aveyron), entré dans la police en 1965 en qualité de commissaire de police, M. Gentil a fait toute sa carrière au sein de la police judiciaire, en province et à Paris. Directeur du SRPJ d'Orléans en 1979, chef de la sixième section de la DCPI, chargée de la répression des atteintes à la sûreté de l'État et des menées subversives en 1980, il prendra la tête de la brigade criminelle du Quai des Orfèvres en avril 1982. Une sombre manœuvre de la cellule anti-terroriste élyséenne l'obligea, au printemps 1984, à quitter brutalement ce poste, où il était unanimement apprécié.

Cette disgrâce sera, en fait, sa chance : en 1985, dans le cadre du plan de modernisation de la police nationale, il créa la sous-direction de la police scientifique et technique au sein de la DCPI. Une réussite totale, selon M. Joxe, qui lui vaudra de garder cette responsabilité tout en rejoignant le cabinet du ministre, en 1988. Sa nomination comme numéro deux de la PJ laisse prévoir qu'il en prendra bientôt la tête, à la fin de l'année, lors du départ à la retraite de l'actuel directeur central, M. Gilbert Thil.

• M. Olivier Foll, contrôleur général de la police nationale, est nommé sous-directeur chargé de la police scientifique et technique à la DCPI. M. Foll était, depuis février 1987, sous-directeur chargé des services départementaux et des divisions de police judiciaire à la

préfecture de police de Paris. En l'occurrence, cette promotion est une mise à l'écart, M. Foll, proche du RPR, s'étant particulièrement engagé auprès de la précédente équipe ministérielle de la Place Beauvau. M. Foll quitte donc la préfecture de police de Paris où il avait fait jusqu'à présent toute sa carrière. Né le 7 août 1938 à Suresnes (Hauts-de-Seine), entré dans la police en 1965, il fut notamment le second de M. Roger Le Taillanter, devenu écrivain à succès depuis sa retraite, à la brigade de la voie publique — aujourd'hui dénommée brigade de répression du banditisme — puis l'adjoint de M. Marcel Leclerc — aujourd'hui directeur du cabinet de M. Charles Pasqua au conseil général des Hauts-de-Seine — à la brigade criminelle. Nommé en 1982, chef du service départemental de police judiciaire des Hauts-de-Seine, il avait pris la tête en 1984, de la brigade des stupéfiants et du proxénétisme, avant de coiffer, en 1987, l'ensemble des DPJ de la capitale et des SDPJ de la petite couronne.

• M. Raymond Mertz, commissaire divisionnaire, est nommé sous-directeur des services départementaux et des divisions de police judiciaire à la préfecture de police de Paris. Agé de cinquante-deux ans et entré dans la police en 1959 comme simple gardien de la paix, M. Mertz a fait toute sa carrière de M. Foll. Nommé commissaire en 1968, il a fait toute sa carrière au sein de la PJ parisienne. En mars 1984, il prend la tête de la brigade de répression du banditisme. Désormais, il coordonnera les activités de l'ensemble des services territoriaux de police judiciaire de Paris, des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne.

• M. Claude Bardon, inspecteur général de la police nationale, est nommé directeur central adjoint des renseignements généraux. Comme M. Gentil, M. Bardon fait partie de ces « grands flics » repérés par M. Joxe lors de son premier séjour Place Beauvau et dont l'ascension accompagne sa politique. Né le 6 septembre 1931 à Lyon, entré en 1962 dans la police comme commissaire, M. Bardon avait fait toute sa carrière dans la police judiciaire en province, avant d'être nommé par M. Joxe, le 7 mars 1986, sous-directeur à la DCRG, chargé de l'information particulière, puis de la recherche. Cette « première » — le passage d'un spécialiste de la police judiciaire aux RG — fut une réussite : c'est à la sous-direction de M. Bardon que l'on doit plusieurs succès dans la lutte anti-terroriste, notamment le démantèlement d'Action directe. Le voici, aujourd'hui, numéro deux de la DCRG, derrière un préfet proche de l'Elysée, M. Jacques Fournet.

• M. Michel Borey, commissaire divisionnaire, est nommé sous-directeur de la recherche à la DCRG. Agé de quarante-cinq ans, entré dans la police comme commissaire en 1970, M. Borey a fait toute sa carrière aux renseignements généraux et était, depuis 1985, chef de la section « violences politiques » à la direction centrale.

• M. Théophile Rudel, commissaire divisionnaire, est nommé adjoint au chef du service central des CRS. Agé de cinquante-cinq ans, M. Rudel a fait toute sa carrière dans les CRS. Il avait été nommé par M. Joxe, en 1985, chef du groupement des CRS de Lille et était actuellement chef de celui de Bordeaux. Sa nomination s'accompagne de sa promotion comme contrôleur général.

• M. Jean-Paul Copie, commissaire divisionnaire, est nommé chef d'état-major de la sécurité publique à Paris. Agé de cinquante ans, il a fait toute sa carrière au sein de la sécurité publique parisienne.

Recentrage et offensive

M. Joxe semble donc avoir repris ses marques. Car, il faut bien le dire, l'année qui s'est écoulée depuis son retour, en mai 1988, au ministère de l'Intérieur fut quelque peu floue, incertaine et énigmatique. Alors que son premier séjour avait dévoilé un serviteur de l'État rigoureux derrière l'apparence — ou la réputation — de militant sectaire, on le sentait désormais hésitant, dispersant tous azimuts des efforts qu'il concentrait, hier, sur la modernisation de l'outil policier.

Non sans déconvenues. La grève générale des fonctionnaires ruina l'effet d'image de ses patients efforts en Corse, où pourtant perdura la trêve des attentats. Son départ tardif, et sur ordre présidentiel, en campagne municipale à Paris ne permit pas aux socialistes de conquérir une seule mairie d'arrondissement. Enfin ses prudentes tentatives de l'abrogation de la loi Pasqua lui valurent d'amères, mais fermes, remontrances de M. François Mitterrand.

Ces mésaventures ne sont sans doute pas étrangères au recentrage actuel sur les urgences policières. C'est aussi un constat d'échec : répétant sans cesse qu'il avait, cette fois, les cinq années d'une législature devant lui, M. Joxe a d'abord cru pouvoir prendre le

temps de faire passer ses idées auprès des hommes en place. Or, à l'évidence, la machine administrative rendait tandis que la base policière s'émiettait. En mettant « ses » hommes aux postes de commandement, sur la base de critères à la fois politiques et professionnels qui symbolisaient M. Roussely, ce socialiste dont l'ardeur au travail force le respect des responsables policiers, M. Joxe signifiait nettement que sa politique sera dorénavant appliquée par ceux qui l'ont conçue.

Cette politique va rapidement se traduire par une double offensive dont la stratégie consiste à repenser globalement les moyens que l'État français consacre à sa sécurité intérieure. Offensive budgétaire d'abord : M. Joxe souhaite qu'une « enveloppe sécuritaire » impose un cadre budgétaire unique aux différents corps — police et gendarmerie — qui contribuent à la sécurité. Offensive législative ensuite : les services du ministère ébauchent d'ores et déjà ce qui pourrait être une « loi d'orientation », jetant les bases d'un service public policier autrement efficace et transparent, et capable d'affronter les turbulences de l'Europe du marché unique.

EDWY PLENEL

FAITS DIVERS

Abandon d'enfant

Raphaël Caccarelli, l'enfant de vingt et un mois qui, selon sa mère, avait été enlevé, lundi 29 mai, dans une voiture en stationnement sur le parking d'un supermarché (le Monde du 31 mai), a été retrouvé vivant, mercredi 31 mai, dans une voiture de l'arrière-pays nippo.

En fait, le petit garçon avait été abandonné là par sa mère. C'est d'ailleurs cette dernière qui, prise de remords, est revenue sur les lieux de l'abandon pour récupérer l'enfant épuisé, car privé de nourriture et de boisson pendant deux jours, mais en relative bonne santé.

Conduite au commissariat de Saint-Laurent-du-Var par un policier de la police de l'air et des frontières qui l'avait aperçue dans la voiture, Jocelyne Caccarelli, vingt-trois ans, victime semble-t-il d'une dépression profonde, a raconté, lors de son interrogatoire, les raisons de son acte. Elle s'était échappée en sautant par la fenêtre, et s'est blessée à une cheville.

Transférée à Nice, la jeune femme, après avoir admis qu'elle avait monté toute l'affaire pour faire croire à un enlèvement, et tenant des propos peu cohérents, a été placée sous surveillance. Le parquet de Nice a désigné un expert en psychiatrie afin de l'examiner et de déterminer ses responsabilités.

M. Rocard insiste sur la lutte contre les accidents domestiques

Dans un entretien avec *Paris-Match* daté du 8 juin, M. Michel Rocard s'explique sur une politique qui vise à améliorer la vie quotidienne des Français. « Nous pouvons nous offrir les plus vastes ambitions, dit-il, mais quelle crédibilité aurons-nous si le gouvernement ne peut veiller à ce que fonctionnent les trains, l'eau, le gaz, l'électricité, le téléphone, la justice, la police et la défense, etc. ? C'est cela que les Français attendent de nous avant toute chose et avant de donner des leçons au monde entier (...). »

M. Rocard insiste dans cet entretien sur son action en faveur de la sécurité routière et observe que les accidents de la route coûtent 100 milliards de francs à la Sécurité sociale chaque année. « Je veux enseigner la conduite paisible aux Français », dit-il. Il s'indigne également que les « accidents domestiques » provoquent chaque année la mort de 22 000 personnes, dont 700 enfants de moins de cinq ans. Il veut « accroître encore les normes de sécurité en matière de lutte contre les incendies, de prévention des chutes (escaliers et fenêtres), de sécurité renforcée pour les appareils électriques (scies, perceuses, tronçonneuses), tout simplement exiger des emballages tellement différents pour les produits d'entretien et les produits alimentaires que même les enfants ne puissent les confondre ».

ÉDUCATION

L'organisation des examens peut devenir « aléatoire » déclare M. Jospin

Le projet de loi d'orientation sur l'éducation doit être examiné à partir du mardi 6 juin à l'Assemblée nationale. Dans un entretien accordé à l'Agence centrale de presse, M. Lionel Jospin explique que l'« idée centrale » de son texte est de « mettre l'enfant au cœur du système éducatif » et de « faire évoluer progressivement notre enseignement ».

Le ministre estime « nécessaire » de modifier l'organisation des baccalauréats et concours, en raison de leur multiplication et de l'augmentation du nombre des candidats. « Si on continue comme ça, déclare-t-il, l'organisation des examens en France deviendra de plus en plus aléatoire. Il est de mon devoir, ayant mesuré ce danger, de proposer des solutions. »

M. Jospin indique qu'il n'a « pas l'intention d'accuser l'assouplissement de la carte scolaire » (qui affecte obligatoirement les élèves dans un établissement déterminé par leur domicile). Cette carte « est une des garanties de l'égalité ». Enfin, il annonce que « des concertations » vont être ouvertes pour le réajustement de la journée et de la semaine scolaire, sujet que n'aborde pas le projet de loi. Interrogé sur une éventuelle réforme de l'orthographe, M. Jospin affirme : « Le premier ministre prendra bientôt une initiative pour qu'une étude soit faite dans ce domaine. »

DÉFENSE

L'étalement des crédits militaires L'amiral Lacoste ne « dramatise » pas

L'amiral Lacoste, ancien chef de la DGSE et président de la Fondation pour les études de la défense nationale, estime que l'étalement des crédits militaires décidée par le gouvernement n'est pas « dramatique ». Cependant, a-t-il déclaré, mercredi 31 mai, sur France-Inter, « cette fois-ci, (on arrive) à une limite qu'il ne faudrait pas transgresser ». L'amiral s'est par ailleurs prononcé, « comme citoyen et comme officier », contre le remplacement de la conscription par une armée de métier.

« Cinq sociétés s'accordent pour la mise au point du BICES », quatre grandes sociétés européennes et une américaine — Aertia (Italie), Electrotek Marcel Desautels (France), Ferranti International (Grande-Bretagne), MBB (Allemagne) et Bolkow (RFA) — ont annoncé, mercredi 31 mai, qu'elles s'associent « ponctuellement » pour répondre ensemble à un « pré-appel d'offres » de l'OTAN pour la mise au point du BICES (battlefield information collection and exploitation system), un dispositif de communications et d'espionnage électronique qui devrait couvrir toute l'Europe dans les années 90.

Bicentenaire

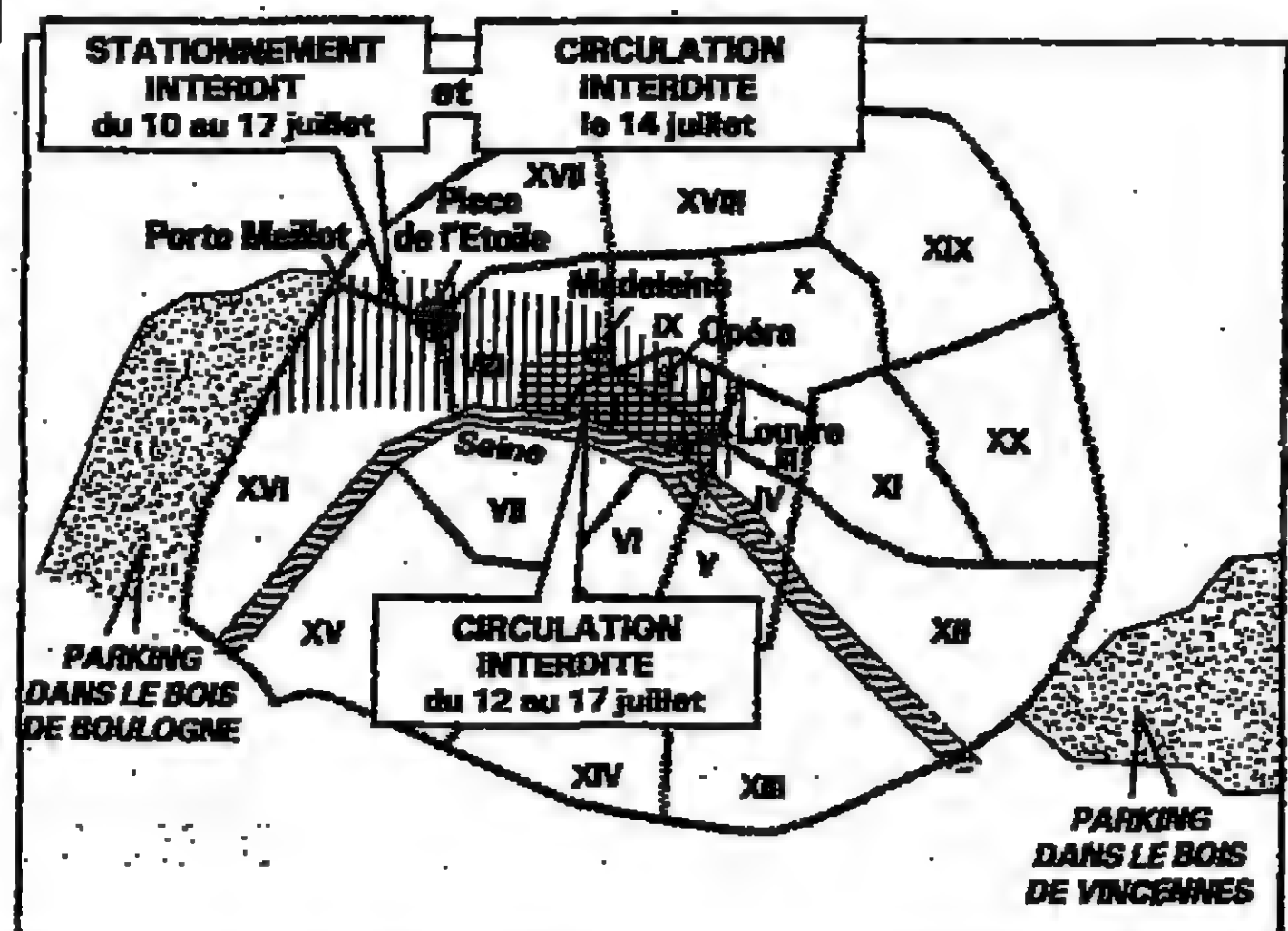
Les encombrements à Paris du 10 au 17 juillet

Passé d'armes à l'Assemblée nationale, mercredi 31 mai, entre le ministre de l'Intérieur et M. Eric Dolige, député RPR du Loiret, au sujet du Bicentenaire de la Révolution. Le représentant de l'opposition a rappelé que le maire de Paris « qui n'est pas responsable de la police » n'est donc pas responsable des mesures exceptionnelles de sécurité et de secours envisagées pour la période du 10 au 17 juillet (le Monde du 31 mai). Ces mesures nécessaires par la présence à Paris d'une vingtaine de chefs d'État, au moment où des fêtes populaires attireront une foule très importante « vont causer aux Parisiens et aux

banlieusards, estime M. Dolige, une gêne considérable. Des incidents ne sont-ils pas à craindre ?

M. Pierre Joxe a mané l'ironie pour lui répondre, rappelant qu'il y a un siècle, la célébration du centenaire de la Révolution, avait été à l'origine « d'encombrements d'une certaine façon pendant plusieurs mois et aussi de la tour Eiffel et de quelques souvenirs ».

Le ministre de l'Intérieur a confirmé que tous les fonctionnaires de police et de gendarmerie seront mobilisés, ainsi que les pompiers et les personnels des hôpitaux, afin d'assurer la sécurité des Parisiens et des visiteurs.



De 10 au 17 juillet : stationnement interdit entre la porte Maillot et la Louvre, la Seine et le boulevard Haussmann. Parkings autorisés dans les bois de Boulogne et de Vincennes. De 12 au 17 juillet : circulation interdite entre le Palais-Royal, la rue de Rivoli, l'avenue Matignon, la Madeleine et l'Opéra. Le 14 juillet : toute circulation interdite entre la Seine et le boulevard Haussmann.

Le ministère du tourisme est confiant

M. Olivier Stien, ministre du tourisme, a tenu à rassurer les touristes tentés par un séjour à Paris au mois de juillet et qui pourraient effrayer les informations publiées sur la pénurie d'hébergement provoquée par les fêtes du Bicentenaire (le Monde du 30 mai).

Certes, les 188 000 lits d'hôtels classés en Ile-de-France connaîtront une affluence maximale du 12 au 16 juillet, a-t-il reconnu. La quasi-totalité des hôtels de Paris innervés affichent complet et ceux de la périphérie disposent de 15 % de disponibilité. En revanche, du 1^{er} au 12 juillet, « la situation laisse des possibilités considérables », soit 20 % à Paris et 40 % en banlieue. Pour la deuxième quinzaine du mois, la place ne manque pas.

Il semblerait que la coordination hôtelière ne fonctionne pas de façon optimale pour les fêtes du Bicentenaire. Plusieurs hôteliers nous ont signalé leurs difficultés pour entrer en contact avec les pouvoirs publics. Par exemple, le petit groupe France-Patrimoine, qui souhaitait proposer son établissement du Creusot pour

des hébergements de secours, a appelé l'office du tourisme de Paris qui l'a renvoyé sur la direction du tourisme. Celle-ci a dirigé l'hôtelier vers la Maison de France qui a affirmé qu'il lui fallait s'adresser à l'office du tourisme de Paris.

AL. F.

Huit cent mille personnes attendues le 17 juin au pied de la tour Eiffel

Pour célébrer tout à la fois les cent ans de la tour Eiffel et le bicentenaire de la Révolution française, la Ville de Paris organise une grande fête le 17 juin au Champ-de-Mars qui devrait rassembler 800 000 spectateurs. Un spectacle d'une durée symbolique de... 89 minutes sera présenté sur un kilomètre de long entre le jardin du Trocadéro, rive droite et l'École militaire, rive gauche. Le conseil de Paris a porté de dix à trente millions de francs la subvention prévue par la ville pour l'organisation de ce « Paris 89 ».

هكذا من الأصل



Le Monde DES LIVRES

La mémoire vaincue

Sous la forme d'une lettre intime, Dominique Eddé raconte le malheur d'être libanais

ON connaît l'aveu de Mme de Sévigné : « J'aime à vous écrire. C'est donc signe que j'aime votre absence, ma fille. » Et l'on se demande comment Mme de Grignan prit la chose. Mais peut-être était-elle moins sensible que nous à la trouble séduction des lettres de sa mère.

Maintenant, voici un vieil homme de Beyrouth qui s'adresse à son amie française et qui va dévoiler à cette personne ses moindres états d'âme. Lui aussi, sans doute, la préfère lointaine : « Je n'abuserais à mon aise de votre amitié qu'en raison même de votre absence. » Comme Mme de Sévigné, le vieil homme craint l'immodestie des sentiments qui s'expriment en présence de l'autre. S'il se trouvait auprès de cette amie française, il ne saurait lui dire ses colères ni ses chagrins sans qu'ils se dénaturent à force d'être nus, d'être vrais. L'impudeur et l'insouciance se rejoignent. Mais l'absence de la jeune femme contraind le vieil homme à lui écrire, et il peut lui dépeindre ses sentiments sans les profaner, car il les entoure de ce mystère qui fait le charme de la littérature. Ses mots le réveillent et le portent davantage qu'il ne les commande. Ils l'entraînent dans cet arrière-pays où « les souvenirs sont d'une certaine manière les seuls présages que l'on puisse lire à tête reposée ». La littérature est également le moyen de s'apaiser, sinon de se consoler.

Pourtant, cet homme présente sa confession comme une « plaidoirie douteuse ». Il se considère comme le « faux témoin de [sa] propre vie ». Car « je n'ai jamais réussi, dit-il, à lui donner un sens qui ne prenne aussitôt la tournure d'un désaveu ». Il évoquera en même temps la faillite de son existence et le naufrage d'une nation jadis tellement insouciance qu'elle s'est désenchantée de la manière la plus cruelle. Les années n'ont pas de miséricorde, et la vie intime reste l'otage de l'Histoire. On ne saurait démentir l'une de l'autre, mais la première est l'éternelle victime de la seconde : une pauvre cambrioleuse qui profite des trêves, des répit, des accalmies pour saisir un bonheur fugace. Aujourd'hui encore, au Liban, la patience de la vie quotidienne reprend quelquefois ses droits contre la promptitude de la violence et la célérité de la mort.

Le narrateur évoque ou plutôt invoque « ces heures qui s'écoulent en douceur autour d'une tasse de thé ». Et l'on dispute une partie de cartes avant de recommencer le jeu de massacre. Et l'on s'entre-tue avec des prévenances.

Dès son premier livre, Dominique Eddé se révèle sous les traits d'un véritable écrivain. Son vieil homme nous émeut et nous charme. Elle lui prête sa passion du pays natal et son amour de la langue française. Tous les deux ont appris à dire dans la langue de Voltaire « ce qu'ils ressentent en arabe ». Dès lors, les rigueurs du français classique se mettent au service des intempérances libanaises.

L'extravagance et le pathétique

Dominique Eddé écrit dans la tradition de Mme de Staël, mais c'est pour dépeindre l'excès, le foisonnement, les séductions et les fureurs de l'Orient. L'extravagance et le pathétique sont rendus dans ce style impeccable qui paraît obéir à une morale de la concision. Le portrait le plus beau, le plus âpre, est celui de Siham, la maîtresse du vieil homme : « Siham lisait l'avenir avec l'obstination d'un enfant qui ne croit pas aux histoires qui finissent bien. Elle avait prévu la guerre et elle en parlait à contre-cœur comme d'une affaire entendue qu'il valait mieux garder pour soi. Elle m'avait dit un jour, sur le ton de la confiance : « Ce » qui va arriver a déjà eu lieu ; ce » n'est que du passé en retard. »

Au contraire de Siham, les vieilles dames de Beyrouth restent longtemps incrédules devant la guerre. Elles refusaient de penser que la nation tranquille et miraculeuse qu'elles avaient en mémoire pouvait être la proie de tels tourments. Sans doute avaient-elles raison : comment se résoudre à accepter un tel usage de l'existence ?

L'Histoire se venge de la distraction des peuples et ne montre aucune pitié pour leurs souvenirs. Le livre de Dominique Eddé nous fait comprendre toute la détresse d'une « mémoire vaincue ».

FRANÇOIS BOTT.

★ LETTRE POSTHUME, de Dominique Eddé, L'Arpenteur, 136 p., 65 F.

L'énigme des hommes de 89

Orateurs enflammés, mais novices en politique, ils ont pourtant créé les règles d'un jeu extraordinairement complexe.

LE tournis : le premier mérite littéraire de Ran Halévi et de François Furet, éditeurs de ce volume de la Bibliothèque de la Pléiade consacré aux orateurs de la Révolution française, est d'avoir su nous jeter au cœur du tourbillon, dans le plus étourdissant et le plus fantastique des débats d'idées. L'effet est d'autant plus fort que nous connaissons la fin de l'histoire, l'aboutissement de cette irruption, mais qu'à aucun moment cette absence de suspense ne vient corrompre la vivacité haletante des affrontements, la dramatisation des enjeux, la richesse des visions du monde.

Il ne s'agit pourtant ici que d'un choix portant sur certains orateurs de la « première révolution française », celle des États généraux de 1789 et de l'Assemblée constituante qui en surgit et qui se sépara à la fin de septembre 1791. De ce choix, les éditeurs ont exclu les personnalités politiques que l'on retrouvera dans les volumes suivants, qu'il s'agisse des chefs de la Gironde ou des leaders montagnards. Siyès mis à

part, qui joua un rôle trop considérable dans l'élaboration idéologique de la Constituante pour qu'on l'écarte du paysage des années 89-91, les parlementaires présents ici sont donc des hommes dont le rôle politique s'achève avec l'élection de l'Assemblée législative : ce sont les vaincus du cours révolutionnaire, qu'ils soient ultramontains, réformateurs, partisans d'une alliance entre le roi et le peuple ou zélés d'une monarchie bourgeoise maintenant en lisère les classes « dangereuses ». Ce choix éditorial, s'il permet de mieux mettre en valeur la trajectoire intellectuelle et politique de chacun, supprime aussi — jusqu'à la parution des volumes suivants — certaines des voix les plus fortes et les plus originales qui se sont élevées durant le grand concert de la Constituante : Robespierre, bien sûr, mais aussi Condorcet, Pétion, ou l'abbé Grégoire.

Il manque donc quelques harmoniques dans cette partition ; elle n'en demeure pas moins somptueuse. Tout d'abord par

l'étendue surprenante du registre de chacun. Voici des hommes qui, à de rares et partielles exceptions près, sont des novices de la vie politique (et pour cause puisqu'ils vont inventer la politique au sens moderne du terme). Il ne leur faut pourtant que quelques semaines dans le creuset versailais pour créer les règles d'un jeu extraordinairement complexe et y déployer une science consommée.

Une intuition historique

Ces gens, souvent très jeunes — Barnave a vingt-huit ans en 1789, Robespierre trente et un, Dupont trente — apparaissent sur la scène publique comme déjà tout équipés non seulement d'une pensée politique tout à la fois nouvelle et affirmée mais aussi d'une intuition historique qui leur permet de se repérer et de tracer leur route dans l'inextricable fouillis des événements, des rumeurs et des clameurs : non seulement ils font la révolution — ou ils essaient qu'elle ne se fasse pas — mais ils

savent à chaque instant qu'ils la font — ce qui ne va pas chez certains sans crainte ni sans effarement.

Il y a dans l'audace de cette floraison une énigme dont les historiens continueront longtemps encore à disputer. Il est vrai, comme le soulignent Halévi et Furet, que la radicalité des députés de 89, si elle est un épilogue à un siècle d'interrogation politique et philosophique, « intervient dans des conditions que n'avaient anticipées ni prévues aucun des penseurs des Lumières », mais c'est peut-être parce que la pensée de ces philosophes s'est peu à peu transformée en pénétrant par mille canaux divers dans ce fait culturel dont se sont nourris les hommes de 89.

Il est évidemment difficile, voire impossible, de mesurer précisément la manière dont un immatériel, une idée, chemine dans le corps social, détruit ou assimile certaines idées proches ou opposées, se transforme, s'épure, s'approfondit, se diffuse en s'adaptant à la constitution propre de ses récepteurs et réagit à la nouveauté des événements. La lecture politique des orateurs de la Constituante, magistralement menée ici, pourrait donc non seulement se doubler d'une lecture socio-économique — rapidement esquissée à propos de la question coloniale ou de l'interdiction du droit d'association — mais encore s'enrichir d'une lecture culturelle qui mettrait à jour l'histoire des systèmes de références et de ce mélange confus de sentiments et d'idées, de vieux et de neuf, d'acquis et de spontané sans la connaissance desquels il est impossible de décoder le grand cryptogramme de la radicalité révolutionnaire.

PIERRE LEPAPE.

(Lire la suite page 23.)

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Correspondance Proust-Gallimard
Proust entre deux siècles, d'Antoine Compagnon

Couple infernal

LA scène se passe à Bénéville, sur la route de Villers, en 1913. Gaston Gallimard réside chez son ami Gangnat. Proust vient leur rendre visite, à pied, de Cabourg. Il a marché dix-sept kilomètres. Il porte une tenue de ville mal appropriée, une cape doublée de velours, un chapeau de paille défraîchi. Il fait preuve d'une grâce touchante : de taquinerie aussi. Il mêle élégance et indifférence à l'élégance. Quelques jours plus tard, à un dîner, il se lance dans le portrait d'un marquis ruiné. Il y met une acuité indiscrète et un souci de souligner le meilleur du personnage avec le pire qui fait souvent remarquer, d'emblée, les tempéraments romanciers. La conversation roulant vers Constantinople, il récite du Loti, longuement, avant de souligner que la lecture de l'indicateur des chemins de fer, avec tous ses noms de stations chargés de rêve, ce n'est pas mal non plus.

Le récit de cette première rencontre, Gaston Gallimard l'a donné, dès 1923, dans un numéro d'hommage de la NRF après la mort de Proust. Le texte de l'éditeur est repris aujourd'hui en annexe de sa correspondance avec l'écrivain. La suite des relations entre les deux hommes, on la connaît. Le manuscrit de la Recherche sera refusé chez Gallimard, sur l'avis défavorable de Gide, qui l'avait à peine ouvert ou pas du tout. Proust avait eu tort de proposer de payer pour être imprimé, ce qui n'aide pas à faire considérer sa prose, et ses articles dans la presse jouaient contre lui, à l'inverse de ce qui se passe maintenant. N'empêche : Gide parlera de sa bêtise comme

d'un des « remords les plus cuisants » de sa vie.

« GASTON » aussi se mord les doigts, avec moins de précautions oratoires. Il a laissé filer, à la fois, un génie et une belle affaire. Ce n'est pas dans ses habitudes. Dans sa biographie de l'éditeur, Pierre Assouline a raconté longuement les tentatives pour reprendre Proust à Grasset, qui a commencé à le publier et le laissera partir sans trop d'embarras ni de dédommagements.

Les lettres échangées entre 1912 et novembre 1922 font revivre ces déniées, dont l'intérêt dépasse la simple histoire littéraire. C'est toute la tragi-comédie du couple auteur-éditeur qui s'y trouve concentrée : c'est tout le huis clos du ménage infernal entre le créateur et le marchand se monnayant leurs affaires respectives. Derrière les proclamations d'affection vive, les interminables discussions sur les avances promises ou indues, les manuscrits en retard, les épreuves égarées par l'imprimeur, les trages contestés, les articles de presse suscités ou jamais parus, au-delà de ce contentieux qu'entretenaient déjà Hetzel avec Hugo ou Jules Verne, Lévy avec Baudelaire, en arrière-plan de ces affrontements souvent puérils où les profanes glanent de quoi sourire à bon compte, ou mal juger, des mœurs littéraires, il y a, au contraire, je trouve, tout le pathétique attendrissant du compromis impossible et inévitable entre l'idéal auquel aspire l'artiste et le concret pâteux du commerce.

(Lire la suite page 27.)

BÉATRIX BECK



**PRIX LITTÉRAIRE PRINCE
PIERRE DE MONACO**
Pour l'ensemble de son œuvre

Un(e)

ROMAN

GRASSET

هكذا من الأصل

LA VIE LITTÉRAIRE

« Babel », nouvelle collection de poche

Lancée par les Éditions Labor de Bruxelles et par Actes-Sud, maison installée à Arles, la collection de poche « Babel » constitue en quelque sorte une nouvelle variante littéraire de l'axe Nord-Sud.

La maquette et les principes d'édition (préface confiée à un écrivain, dossier biographique et analytique) rappellent la belle collection de Labor : « Espace nord ». L'éditeur belge continuera d'ailleurs de publier sous sa propre identité des livres de la littérature francophone belge.

Reprenant des titres du fonds Actes-Sud aussi bien que certains ouvrages épuisés de celui de Labor, « Babel » veut s'inscrire dans un « espace littéraire européen » et développer la dimension communautaire, en laissant ouverte la possibilité de collaboration avec d'autres éditeurs. Il faut aussi noter la politique des prix pratiquée par cette nouvelle collection : chaque livre sera vendu, selon son épaisseur, de 33 à 51 F. Comparée aux dérivés inflationnistes qui ont pu être constatés ici et là, pour des collections qui n'avaient plus de poche que le nom, cette option mérite d'être saluée. Surtout à ce niveau de qualité.

Douze titres inaugurent cette nouvelle « Babel » européenne. Parmi ceux-ci : *Le Fin du monde*, d'Audubert ; *Le Regard et la Mémoire*, le très beau livre de souvenirs de Jean Hugo, et puis aussi *Masterlinck*, T. Lindgren, P. Mertens, P. Nizon, G. Rodenbach, G. Simonon...

P. Ka.

Sélection

de printemps

du Renaudot

Le jury du prix Renaudot vient de rendre publique sa sélection de printemps, pour le prix qui sera attribué en novembre. Une deuxième sélection est prévue en septembre.

Voici les neuf titres retenus : Henri Amour, *Monte-Carlo blues* (François Bourin) ; Philippe Dagen, *Le Jugement dernier* (Gallimard) ; Charles Juliet, *L'Année de l'éveil* (P.O.L.) ; Martine Le Céz, *Gilles de Rais ou la confession imaginaire* (Seuil) ; Catherine Lecomte, *La veuve Lucas s'est assise* (Gallimard) ; Bernard Mathias, *L'Enfant infidèle* (Grasset) ; Suzy Morel, *L'Office des ténés* (Calmann-Lévy) ; Hubert Nyssen, *Les Ruines de Rome* (Grasset) ; Boris Schreiber, *Le Lait de la nuit* (François Bourin).

[Les membres du jury Renaudot ont par ailleurs inauguré le « salon Renaudot », voisin de celui du Goncourt, au restaurant Drouant.]

Les Italiens

au Salon du livre

de Bordeaux 1989

La troisième édition du Salon du livre de Bordeaux organisé par Jean-Marie Planes et Danièle Martinez se déroulera du 5 au 8 octobre, sur le site du Port de la Lune, comme l'an passé. Organisé en étroite collaboration avec les libraires de la ville et de la région, le Salon proposera, cette année encore, de nombreuses manifestations, avec des éclairages particuliers sur le livre de jeunesse, le bicentenaire de la Révolution française, et le *Magazine littéraire*.

RABELAIS décrypté

Dans son monumental ouvrage « A plus haut sens », Claude GAI-NEBERT, professeur à l'université de Nice, qui a découvert, après des années de recherches, la clé de la lecture érotique de l'œuvre de Rabelais, nous accompagne (documents et preuves à l'appui) dans les arcanes de l'érotisme et des grands courants de la mystique occidentale. Un livre essentiel !

MAISONNEUVE ET LAROSE
15, rue Victor-Cousin, 75005 PARIS

Nom
Prénom
Adresse

désire recevoir sans engagement votre documentation « A plus haut sens »

Après l'Espagne et la Grande-Bretagne accueillies en 1988, les professionnels de l'édition italienne seront conviés à animer l'espace culturel européen dans le domaine du livre. A cette occasion sont attendus un grand nombre d'auteurs déjà connus des Français — Mangano, Tondelli, Del Giudice, Tabucchi, Fruttero et Lucentini... — mais également des écrivains dont l'œuvre n'est pas encore traduite, et de nombreux auteurs de bandes dessinées de l'école de Bologne, ville qui sera du reste particulièrement à l'honneur.

Enfin, outre la présentation d'*Un siècle de littérature italienne*, la programmation d'une semaine du cinéma italien fera l'objet de débats sur l'adaptation d'œuvres littéraires italiennes à l'écran.

Vol. C.

Marie Laurencin

à Vichy

A l'occasion du Prix Valéry-Larbaud, la bibliothèque municipale de Vichy a rendu hommage à Marie Laurencin, peintre, dessinateur, graveur (1883-1956).

Première exposition en France, alors qu'un mécène japonais, M. Takano, a consacré à l'artiste un musée entier aux environs de Tokyo, dès 1983, et qu'aujourd'hui s'ouvre une grande exposition au Musée de l'université de Birmingham (Alabama, États-Unis).

Au pays de Valéry Larbaud, l'inauguration de ce vernissage a eu lieu le 27 mai, en la présence du docteur Claude Malhuret, maire de Vichy. Jusqu'au 14 juillet, M^{me} Monique Kuntz, bibliothécaire en chef et organisatrice des manifestations culturelles, invite à découvrir quelques jolis aquarelles, peintures, dessins, parmi les por-



Marie Laurencin : Apollinaire et ses amis (1906).

traits célèbres : ceux de Suzanne Labrousse et de la baronne Goudaud.

Photos et documents font revivre le passé artistique et littéraire de Marie Laurencin, qui fut l'une des muses d'Apollinaire. Sa rencontre avec le poète au Salon des indépendants, en 1907, fit naître un grand amour. Guillaume pensait se dévouer à jamais des tourments du « mal-aimé ». Le poète chanta la femme, la critique décria la peinture. Marie fut à la mode, elle eut une amitié amoureuse avec Valéry Larbaud, devint l'amie de Gide, de Paulhan, de Lacretelle, de Jouhandeau, dont elle illustra les textes. La tout-Paris la célébra. Serge Diaghilev et Roland Petit lui demandèrent des décors et costumes du ballet *Les Biches* (1923) et du *Déjeuner sur l'herbe* (1940). Elle fut aimée, délaissée ; quelques amis lui restèrent fidèles, dont Nicole Groult.

Dans le même temps, le Prix Valéry-Larbaud 1989 (le 23^e), dont le jury est présidé par Roger Grenier, a été attribué à Jean Rolin pour son ouvrage *La Ligne de front* (1), récit de voyage dans les États d'Afrique australe.

SIMONNE CARRIER.

(1) Quel Voltaire (voir *Le Monde* du 21 décembre 1988).

La seconde mort

de Martin Flinker

Triste printemps pour le livre allemand... La Librairie Martin Flinker a disparu. Alors même qu'allait s'ouvrir, en grande pompe, le Salon du livre consacré à l'Allemagne, la plus prestigieuse librairie de la langue allemande de Paris fermait.

subrepticement — et définitivement — ses volets. C'était, comme un symbole prémoniteur du sentiment éprouvé par la plupart des éditeurs allemands déçus par une réception plutôt indifférente de leurs collègues français en particulier et du public du Salon en général.

La librairie Martin Flinker, qui avait été pendant un demi-siècle un véritable lieu de culture allemande et européenne, avait été ouverte en mars 1988, soit deux ans après la mort de son fondateur, l'ami et l'éditeur de Thomas Mann et des exilés antinazis. Son fils, Karl Flinker, propriétaire des lieux, a décidé de mettre fin à cette activité. Verrait-on, un jour, un gala d'art sur le quai des Orfèvres ?

H. Z.

Les soixante ans

de la Bibliothèque

MEDEM

Fondée en 1929 par un groupe d'émigrés socialistes juifs du Bund, la Bibliothèque MEDEM, avec ses vingt-cinq mille volumes, est la bibliothèque yiddish la plus importante d'Europe.

Bibliothèque de prêt, elle s'adressait surtout, au départ, à des lecteurs traditionnels en yiddish dont le nombre s'est amenuisé avec les ans, mais elle est devenue un centre de documentation indispensable pour les étudiants et les chercheurs français et étrangers qui, grâce à leurs travaux, et à l'édition d'ouvrages, permettent de découvrir et traduire la richesse d'une littérature et d'une culture aux tendances aussi diverses que l'époque des vit vitaires. Et mourir.

52, rue René-Boulanger, 75010 Paris. Tél. : 42-05-60-82.

Les aventures

de Schizolev

Condamné pour « pornographie » en 1983, le dessinateur soviétique Yatchislav Syzolev passe deux ans dans un camp. Vous êtes suivis par le récit de ses aventures pendant cette période et après sa sortie. Il mêle ainsi éléments véridiques et fantaisie.

C'est pour se venger et essayer de comprendre l'attitude de sa femme qui veut le quitter, que Syzolev (Schizolev dans le récit) va courir d'aventures en aventures et rencontrer une foule de personnages hétéroclites. Quel est le schéma sous-jacent de Schizolev et pourquoi s'est-il affublé ? Que veut Coïssac ?

Syzolev raconte avec beaucoup d'humour ses aventures défilantes, en partie véridiques. C'est à Moscou que se passe ce récit surprenant et haletant, rythmé par quarante-quatre dessins originaux de Syzolev.

MARIE-ANNE ROSSIGNOL.

★ VOUS ÊTES SUIVIS OU CANARD À LA DATCHA, de Yatchislav Syzolev, traduit du russe par Julie Valat-Bédin, éd. Actes, 206 p., 148 F.

Les paris

de Table rase

Sans surprise et à l'abri des critiques et des clairs, les éditions Table rase (B.P. 23 - 77241 Cesson-Cadix), riches de l'imagination de ses fondateurs, ont publié, depuis un peu plus de dix ans, les œuvres de quelques dizaines de poètes, tant français que québécois.

Aujourd'hui, les éditions Table rase annoncent deux nouveaux paris. Tout d'abord, la création de l'association Poésie Plus, dont chaque futur membre recevra, sous une couverture de 60 francs, la dernière livraison de la revue *Levi's d'acier* et un livre à choisir dans le catalogue de Table rase. Ensuite, et surtout, elles lancent une nouvelle collection « La collection de livres ».

Ces livres, proches du « poche » par leur format et leur prix (35 ou 38 francs chaque volume), sont d'une facture superbe, et les premiers titres forment une manière de carte d'identité à honorer par des textes de qualité ce nouvel espace de création.

La *Séquence*, tant décriée par ailleurs, est ici à l'honneur, mais chacun la pratique à sa manière. Jean-Max Tixier en fait, dans *Arrêtés-temps*, un lieu où les mots s'arrêtent, respectant le mot. Jean-Michel Robert nous présente, lui, avec *Un poëte dans l'âme*, un manuel à l'usage des bienheureux qui l'idée d'immortalité « fatigue à l'excès ».

Quant à Armand Morio — Moi, dit-il — et André Laude Rhéval 22 — ils sèment, l'un comme l'autre, de la beauté en nous aversant, à l'avance, qu'ils n'attendent pas que vive une première récolte pour aller voir ailleurs si l'acier n'a meilleure mine.

PIERRE DRACHINE.

100.000 LIVRES
NAMES EN STOCK
CATALOGUES PAR AN
LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE
9 RUE DE LA POMPE 75010 PARIS

SCIENCE-FICTION

L'homme, l'androïde, la machine...



L'événement de ces derniers mois, dans le domaine de la science-fiction, est la parution de l'anthologie annuelle consacrée par Pierre K. Roy, *Univers 89* (J'ai Lu). La composition d'une telle anthologie obéit à des considérations à la fois objectives et subjectives : elle est censée rendre compte de l'actualité de la SF, des courants qui s'y font jour, des auteurs qui apparaissent de façon notable dans son champ, et donner à lire un choix de nouvelles parmi les meilleures de l'année écoulée. Le phénomène majeur de ces derniers temps aux États-Unis est la place prépondérante prise par les auteurs féminins, qui ont littéralement trucidé les différents prix de SF attribués pour l'année 1988. *Univers 89* en rend parfaitement compte en nous proposant à son menu quatre représentantes de cette vague féminine : Kate Wilhelm avec une superbe variation sur le thème du voyage dans le temps (*A toi pour toujours*, Anel) ; Octavia Butler avec un récit parabolique sur une épidémie qui sévit l'humanité en deux camps (*Le Soir et la nuit*) ; Pat Cadigan, et surtout Pat Murphy, qui a obtenu la même année le prix Nebula du meilleur roman pour *The Falling Woman* et celui de la meilleure nouvelle avec *Rachel amoureuse*, ici traduit, qui conte l'extravagante odyssée d'une chimpanzé intelligente au pays des hommes.

Mais le sommaire n'est pas exclusivement féminin, et comprend quelques autres textes notables : l'hommage poétique rendu aux *Chroniques martiennes* par le seul autochtone du recueilli, Francis Valéry ; l'insolite spéculation sur l'émergence de machines intelligentes due à la plume de l'anglais Ian Watson et le *Dream Baby* de Bruce McAllister, évocation saisissante de la guerre du Vietnam. Le meilleur de cet *Univers 89* nous paraît toutefois être le texte sur lequel il se clot : *Emergence*, de Walter Jon Williams, révéle chez nous par deux romans de la veine « cyberpunk » (*Clôture* et *Le Souffle du cyclone* parus dans la collection « Présence du futur » chez Denoël), qui prouve dans cette histoire traitant des problèmes de la communication avec une race

extra-terrestre que sa palette d'écrivain est des plus larges.

Deux auteurs ont été mis particulièrement en avant dans les dernières parutions des éditeurs. Isaac Asimov, d'abord, dont les Presses de la Cité viennent d'édition dans la collection « Univers sans limite » le *Prélude à Fondation* — la préquelle, comme disent les Anglo-Saxons, — du vaste cycle romanesque de *Fondation*, entamé dans les années 50 et poursuivi après trente années d'interruption ; et aussi, dans la série « Le grand temple de la SF », l'anthologie que lui a consacrée Demetris Iakovidis sous le titre *Prélude à l'éternité* (Presses-Pocket).

Isaac Asimov, donc, s'est laissé convaincre par un éditeur américain de « prêter » à de jeunes auteurs ses célèbres robots positroniques, régis par les non moins célèbres lois de la robotique, tout en servant de conseiller et de mentor à cette série de romans, prouvant ainsi que la SF est bien cette littérature collective qu'avancent certains critiques. Les deux premiers romans du cycle viennent de paraître chez « J'ai lu » sous le titre générique de *La Cité des robots*. Si le premier, *Odyssée*, de Michael P. Kube-McDowell, n'est qu'un feuilleton sans grand intérêt, le second *Souppes*, qui décrit de belle façon une ville en perpétuelle construction entièrement peuplée de robots, propose une double intrigue policière : un étonnant problème de chambre close et un suspense fort bien mené (comment envoyer le processus d'accélération qui conduit la cité à sa destruction ?). L'auteur de cet allégre récit — surtout si l'on songe à la somme de contraintes qu'il s'est données — n'est pas n'importe qui : Mike McKay a en effet obtenu une mention au prix Philip K. Dick 1988 pour son roman *Mémoire* (paru chez Robert Laffont, coll. « Ailleurs et demain »).

Et justement, Philip K. Dick, l'auteur phare des années 70, ne cesse d'être réédité. C'est que son influence est aujourd'hui plus forte que jamais : une référence obligée ! Le livre de poche SF vient de publier deux de ses bons romans *Mémoires* et *Cie et la Vérité* avant dernière. Quant à Jean-Claude Zylberstein, il a

compilé chez « 10/18 » deux anthologies. *Les Défenseurs* et *Le Père truqué*, qui regroupent des nouvelles épiques. On notera tout particulièrement dans la première l'essai intitulé *L'Homme, l'Androïde et la Machine*, jusqu'ici inédit en France, où Dick nous livre quelques clefs d'une œuvre visionnaire.

Louis L'Amour est surtout connu comme auteur de westerns, l'un des plus grands : il a été surnommé, ainsi que le rapporte Jean-Jacques Shiéret dans sa très étudiée préface, « l'Homme de l'Ouest ». Pourtant le *Corps hanté* que publie la collection « Univers sans limite » (Presses de la Cité) — même si son intrigue se déroule au Nouveau Mexique, sur les terres d'une peuplade indienne, les Anasazi, dont la mystérieuse disparition constitue l'une des grandes énigmes de l'archéologie nord-américaine — n'appartient pas à ce genre. Il s'agit d'un roman d'aventure mêlé de science-fiction puisqu'il y est question de deux univers parallèles et de portes reliant l'un à l'autre. Cette épopée naïve, possédant le charme un peu démodé mais efficace des vieux romans d'aventures populaires, Tallendier ou Ferenczi bleu...

Dans le domaine de la « fantasy », l'événement de ces derniers mois est sans conteste le gros roman de Clive Barker, *Le Royaume des dévins* (Albin Michel). On attendait avec beaucoup de curiosité cette incursion dans le genre du meilleur des auteurs anglais actuels d'horreur (et les nouvelles de ses recueils *Liens de sang*). Autant le dire tout de suite : c'est une réussite achevée et d'une totale originalité. Commencé sur le mode du conte le *Royaume des dévins* nous entraîne sur les traces d'un tapis enchanté, la fugue, dans lequel presque tout un peuple, les dévins, s'est réfugié pour échapper au pouvoir dévastateur du Féeu. Mais il est l'objet de bien des convoitises et deux personnages aux sombres desseins cherchent à s'en emparer... Clive Barker nous dit dans le livre : « Le pays des merveilles ne vient pas à ceux qui en parlent sur les toits, mais à ceux qui gardent le silence et qui attendent. » Il n'est même plus besoin d'attendre, il suffit d'ouvrir le *Royaume des dévins*.

JACQUES BAUDOU.

— LA VIE DU LIVRE —

Utilisez votre Macintosh
à 100 %
de ses capacités

Formation et conseil en micro-édition et infographie. Impression laser en libre service. Transcodage IBM-Macintosh.

LASERMARK
48 bd Richard Lenoir - 75011 Paris
Tél. : 48 06 84 01
Lun - Ven 9.00-18.30. Sam 14.00-18.00

LIVRES D'HISTOIRE
ACHAT - VENTE

LIBRAIRIE
PAGES D'HISTOIRE

8, rue Bréa, 75006 PARIS
(1) 43-54-43-61

CATALOGUES MENSUELS

recherche de livres d'histoire épuisés

HISTOIRE

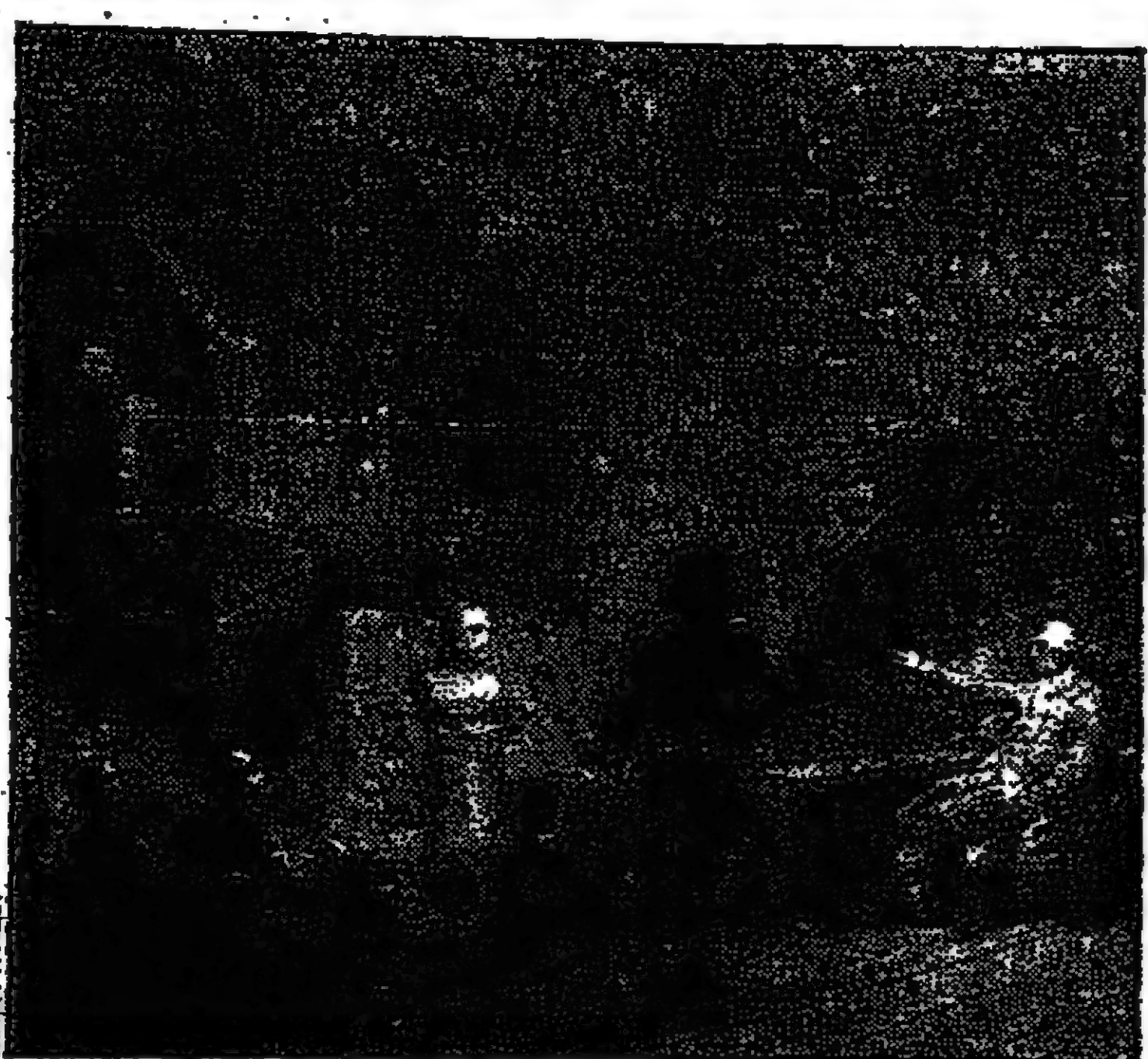
Le régicide entre la terreur et la justice

Selon Michael Walzer, le procès de Louis XVI avait pour but d'inscrire le processus révolutionnaire dans le respect de la légalité juridique.

QUINZE ans après sa publication en anglais, le livre que Michael Walzer a consacré au procès de Louis XVI n'a rien perdu de son acuité. Les questions qu'il pose se trouvent, en effet, par le hasard des traductions, au cœur même des débats engagés à la suite de la parution du grand ouvrage de Kantorowicz (1). Elles concernent la définition même de la royauté d'Ancien Régime, l'usage, ou plutôt le mésusage que la Révolution a fait du droit, ou encore les transformations intellectuelles et affectives qui ont rendu possible et pensable l'exécution de Louis XVI.

Lecteur attentif des discours prononcés à la Convention ou imprimés sans avoir été dits (un peu parmi les plus importants sont intégrés dans le livre), Michael Walzer compare les deux régicides de l'âge moderne : celui de 1649 en Angleterre, celui de 1793 en France. Sa certitude est double. Pour lui, le régicide doit, tout d'abord, être radicalement distingué de tous les assassinats qui ont eu des rois pour victimes dans la mesure où il abait non seulement la personne physique du roi, mais aussi, et surtout, son corps politique. Même si Charles I^{er} est encore monarchique absolu au moment d'être décapité, alors que la guillotine brise la vie à Louis XVI, roi constitutionnel, l'effet des deux exécutions est le même : abolir par un acte extorçant, irrémédiable, le mystère qui fondait la toute-puissance royale et, par là, établir, sans possible retour en arrière, une nouvelle légitimité politique.

C'est pourquoi — et c'est la seconde idée forte de Walzer — le régicide ne doit pas être compris comme une anticipation ou une expression de la Terreur. De son



Louis XVI devant la Convention.

respect, certes plus ou moins fidèle, des procédures ordinaires de la justice réglée dépend son efficacité politique. C'est du moins la thèse que les girondins font triompher contre Saint-Just, Robespierre et les jacobins, qui récusent la possibilité même d'un procès en forme puisque celui-ci suppose que le roi soit partie prenante du pacte social fondateur de la cité nouvelle.

Un ennemi étranger

Louis XVI ne devrait donc pas être jugé comme un citoyen accusé de trahison, mais être puni comme un ennemi étranger, coupable du seul fait qu'il est roi — donc, par nature, acharné à ruiner un contrat dont il s'est exclu.

Eriger la Convention en tribunal et adopter les règles de la jus-

tice ordinaire était suivre une autre voie qui inscrivait le processus révolutionnaire dans le respect de la légalité juridique. Pour Michael Walzer, le procès du roi « représente le moment décisif où la légalité, si elle avait pleinement triomphé et si elle avait été perçue ainsi, aurait pu faire la différence » (entendez : éviter la Terreur). Cette manière de voir n'a pas convaincu tout le monde comme en témoigne un intéressant échange, publié en appendice à la traduction du livre de 1974, qui oppose Ferenc Fehér (auteur en 1981 d'un ouvrage intitulé *The Frozen Revolution: An Essay on Jacobinism*), pour qui le procès est tout entier porté par un arbitraire où le droit n'a rien à faire, et Michael Walzer, qui défend sa thèse, réaffirmant que « le procès du roi n'est pas un simulacre de justice mais un acte politique respectueux du rituel juridique », ce qui, aux yeux de Condorcet, était

une condition nécessaire pour que la nouvelle souveraineté soit assise sur « les principes généraux de jurisprudence reconnus par les hommes éclairés de tous les pays ».

Le livre de Walzer n'est pas à proprement parler un livre d'histoire (ne déclare-t-il pas : « L'attention que je porte à ces questions est plutôt celle d'un théoricien que celle d'un historien ») (2). Il formule pourtant une grande question historique : comment penser l'« érosion idéologique », le « désenchantement symbolique » qui a démantelé un système de croyances qui pendant des siècles rendait proprement impensable la mise en cause, sinon des rois en tant qu'individus particuliers, du moins de l'autorité monarchique comme principe politique et puissance sacrée ? Le chantier est maintenant ouvert, qui vise à dater et caractériser les signes du détachement qui a épuisé la force mythique de la royauté et qui, au-delà d'un loyalisme de conformité, a vidé de son contenu religieux la relation entre le peuple et son souverain. A lire les discours des conventionnels, il est sûr en tout cas que le régicide anglais a hanté les mémoires, donnant l'exemple inouï d'un peuple juge de son roi.

ROGER CHARTIER.

★ RÉGICIDE ET RÉVOLUTION. LE PROCÈS DE LOUIS XVI, de Michael Walzer, traduit de l'anglais (États-Unis) par J. Deboezy. Payot, 402 p., 185 F.

(1) *Les Deux Corps du roi*, Gallimard (cf. *Le Monde* du 31 mars).

(2) Pour deux lectures plus historiques, voir le petit livre classique d'Albert Soboul, *Le Procès de Louis XVI* (Julliard, collection « Archives », 1966), et l'ouvrage de David P. Jordan, *The King's Trial Louis XVI, The French Revolution* (University of California Press, 1979).

Personne, en effet, ne possède la clé qui arrête la machine révolutionnaire. Tout simplement peut-être parce que cette clé est introuvable. A lire les remarquables notices qui accompagnent et commentent dans ce volume les grands discours des constituants, on est frappé de constater qu'au-delà des oppositions parfois violentes de leurs thèses, au-delà des ambitions personnelles, des ferveurs politiques, des caractères tranchés, des personnalités hors du commun, un drame unique nous leur survient — et souvent leur vie : l'impossibilité de résoudre l'équation qui leur est imposée parce qu'elle est la seule pensable alors, celle qui assurerait un équilibre entre deux légitimités, celle de la nation et celle du roi.

Du richissime et libéral duc d'Angoulême qui devait donner le signal de l'abandon des privilèges lors de la nuit du 4 août au vertueux et fidèle Mounier, en passant par le microbolant Mirabeau, par Barnave, taillé comme un héros de Stendhal, par Sieyès, l'intellectuel, par Lally-Tollendal, ce pleureur qui, disait Michelet, « a traversé la Révolution le mouchoir à la main », toutes ces figures, si vivement éclairées par les portraits politiques d'Halévi et de Furet, semblent se déchirer et se consumer sous le feu de la même interrogation, dans la passion d'un même dilemme qui les dévore et qui les mène, Sieyès excepté, soit à la mort soit à l'exil, dans la débâcle de leurs espérances.

Les deux éditeurs des *Orateurs de la Révolution française* parlent à ce propos de « dérive » de la Révolution entre 1789 et 1793. Otions tout caractère polémique à cette notion de « dérive » qui

PETITE BIBLIOTHEQUE REVOLUTIONNAIRE

■ *Histoire de la Marcellaise*, d'Hervé Luxardo (Plon, 242 p., 130 F.). — Ou comment la Chant de guerre pour l'armée du Rhin, écrit et composé à Strasbourg par le capitaine du corps royal du génie Claude-Joseph de Rouget de Lisle, dans la nuit du 25 au 26 avril 1792, à la demande du baron de Dietrich, maire de la ville, et diffusé par les volontaires marcellais montés trois mois plus tard à Paris, devint une première fois en 1795, puis définitivement en 1879, l'hymne national de la République française et fut associé à la plupart des grands événements de notre histoire. A signaler aussi, dans le numéro de février de la revue *Poétique* (Le Seuil), une intéressante analyse métrique du texte de Rouget de Lisle par Benoît de Cornulier.

■ *Orphée phrygien*. Les musiques de la Révolution, sous la direction de Jean-Rémy Julien et Jean-Claude Klein (Ed. du May, 232 p., 185 F.). — Un numéro spécial de la revue *Vibrations* sur la production musicale française de l'époque révolutionnaire. « Le fait capital, souligne Jean Monodérian dans sa préface, reste bien le passage de la musique de l'univers clos du théâtre ou de la salle de concert au plein air. » Mais à côté des hymnes et chansons qui scandent l'événement, les formes traditionnelles d'opéra ou de musique de chambre sont plus vivantes que jamais.

■ *Dictionnaire des régicides*, de Jacques-Philippe Gibourey (Perrin, 442 p., 155 F.). — De Albitte (Antoine-Louis) à Ysabeau (Claude-Alexandre) en passant par Danton, Marat, Robespierre et les autres, la liste des 361 députés qui votèrent la mort de Louis XVI sans conditions, sinon « sans phrases », accompagnée d'une notice biographique sur chacun des intéressés et d'une annexe sur les 28 qui approuvèrent la sentence assortie de l'amendement Malhe envisageant « d'accélérer ou de retarder l'exécution ».

■ *Les Régicides*, de Pierre Chevallier (Fayard, 420 p., 130 F.). — A travers les circonstances des assassinats d'Henri III en 1589 et d'Henri IV en 1610 et de l'attentat manqué contre Louis XV en 1757, une réflexion sur les liens entre le peuple et le roi sous l'Ancien Régime.

■ *Robespierre*. Ecrits présentés par Claude Mazaurio (Messidor/Éditions sociales, 376 p., 140 F.). — Contre la « légende noire antirépublicaine » qu'il estime « encore largement dominante », Claude Mazaurio, historien de tradition marxiste, se propose d'éclairer, à travers ses principaux textes, l'itinéraire d'un homme qui a exprimé, selon lui, « l'essence profondément démocratique, roturière, antirépublicaine » de la Révolution et voulu « faire de la politique une dimension de la morale ».

■ *Vive la Révolution*. 1789-1889. *Réflexions autour du Bicentenaire*, d'Antoine Casanova et Claude Mazaurio, entretiens avec Claudine Ducol (Messidor/Éditions sociales, 222 p., 95 F.). — Par deux historiens et responsables communistes, une défense et illustration de la Révolution française qui est aujourd'hui, nous dit l'un des auteurs, « le proie soudain d'une entreprise de dénigrement systématique ».

■ *Les Pères de la révolution américaine*, de Claude Fohlen (Albin Michel, 280 p., 140 F.). — La récit des quelque vingt-cinq années qui conduisirent à la naissance de la

nation américaine et à l'entrée en application de sa Constitution en 1789, l'année même où la France commençait sa propre révolution. Et l'analyse de la révolution américaine non comme « la première manifestation de décolonisation », mais comme « un relais sur la voie torseuse de la lutte pour la liberté ».

■ *La Révolution à travers la caricature*, d'Antoine de Baecque (Solar, 158 p., 160 F.). — Cent vingt caricatures révolutionnaires ou contre-révolutionnaires présentées et commentées par l'auteur de la *Caricature révolutionnaire*, publiée l'an dernier aux Presses du CNRS.

■ *Salons révolutionnaires*, de Laure d'Abrantès, présentation par Loïc Chotard (France-Empire, 232 p., 98 F.). — Tirée de l'*Histoire des salons de Paris de la duchesse d'Abrantès*, publiée en 1837-1838, la chronique de quelques salons célèbres sous la Révolution, comme ceux de Mme de Polignac, de Condorcet ou de Mme Roland, suivie d'extraits des *Mémoires* de la duchesse.

■ *Saint-Just ou la vicissitudes de la vertu*, d'Albert Ladrlet (Presses universitaires de Lyon, 326 p., 113 F.). — Une biographie qui se propose de réhabiliter « l'un des hommes les plus vilipendés de notre histoire ».

■ *Rebut Saint-Etienne, 1743-1793*. Un protestant dévot de la liberté religieuse, d'André Dupont, introduction de Jean Baubérot, (Labor et Fides, 158 p., 85 F.). — La réédition d'un livre important paru en 1946 et consacré à celui qui fut au premier rang du combat pour la liberté religieuse, prononçant cette phrase célèbre dans le débat sur la Déclaration des droits de l'homme : « Ce n'est pas même la tolérance que je réclame, c'est la liberté ».

■ *Les guerres de Vendée*, d'Emile Gabory (Robert Laffont, collection « Bouquins », 1474 p., 120 F.). — Réédition de la vaste fresque publiée en sept volumes entre 1912 et 1932 par un historien de l'école de Seignobos, qui fut un fort actif archiviste départemental à La Roche-sur-Yon puis à Nantes, et suivie d'un résumé des guerres de Vendée par Lionel Dumarcet et d'un « dictionnaire » biographique, géographique et historiographique établi par Xavier du Boisrouvray.

■ *Les aventures du jeune comte Potowski*, de Jean-Paul Marat, introduction et notes de Claire Nicolas Lelièvre (Renaudot et Cie, 288 p., 125 F.). — Une œuvre de jeunesse publiée pour la première fois en 1847, qui raconte, sous la forme d'un roman par lettres, les amours contrariées de deux jeunes gens dans la Pologne du dix-huitième siècle en révolte contre Catherine II.

■ *Franco-maçonnerie et Révolution française*, de Daniel Liguou, Chron-Detrad, 296 p., 180 F. et *Franco-maçonnerie et révolution*, de F. G. Hourcade (Carrère, 510 p., 245 F.). — Deux tentatives pour définir le rôle exact joué par la franc-maçonnerie dans les différentes phases de la Révolution et pour combattre les mythes diffusés par la Contre-Révolution.

■ *Girondins et montagnards*, les dessous de l'insurrection, de Jeanne Grail (Ouest-France, 218 p., 100 F.). — Par l'ancien conservateur des archives de Caen, un récit du mouvement antirépublicain de 1793, vu principalement de Normandie.

L'énigme des hommes de 89

(Suite de la page 21.)

La connaissance de ces flux culturels qui traversent la pensée politique des constituants est d'autant plus importante qu'ils ne sont pas — Sieyès et Condorcet mis à part — des idéologues mais que l'esprit du temps impose qu'ils insistent sans cesse leur action dans un cadre idéologique qui la justifie. Les passions les plus violentes, les oppositions personnelles les plus vives qui dressent parfois l'un contre l'autre des hommes — Mirabeau et Barnave par exemple — dont les conceptions politiques sont très proches doivent trouver leur expression dans une rhétorique où la sensibilité ne fait jamais que colorier un discours dont les lignes sont strictement tracées selon une chaîne serrée de principes, de raisons et de conséquences. C'est vrai pour les admirateurs des philosophes, pour Mounier ou pour Bergasse, disciples de Montesquieu, pour Talleyrand le voltairien, pour Robespierre, fier de Rousseau ; mais c'est aussi vrai pour Mirabeau, qui a plus de tempérament que de principes, et vrai encore pour les ennemis les plus acharnés des Lumières, l'abbé Maury ou Duval d'Espérenuil.

Il s'agit parfois de curieuses contorsions intellectuelles. Ainsi, lorsque Barnave, idole du peuple de Paris en 1789, orateur enflammé et talentueux des droits de l'homme, se fait le porte-parole des planteurs de Saint-Domingue et des ports de l'Atlantique pour justifier le maintien de l'esclavage et l'exclusion des hommes de couleur de la citoyenneté. Ainsi encore lorsque Le Chapelier impose l'interdiction du droit de pétition et du droit d'association au nom d'une liberté qui ne sau-

rait admettre d'intermédiaires entre le citoyen et sa représentation parlementaire.

Mais ce qui frappe aussi, c'est que ces discours — aussi habiles qu'en soit la trame et fleuris le feston — ne trompent pas la vigilance de cette opinion publique parisienne dont l'agitation vient battre comme des vagues les murs de l'Assemblée.

Cette hydre inquiétante

Si les députés, à droite comme à gauche, chez les réformateurs modérés comme chez les ardents partisans de la Constitution, ont clairement conscience des enjeux de leurs débats les plus subtilement juridiques, tous ou presque aimeraient que l'opinion, cette hydre inquiétante, agitée, parcourue de mouvements incontrôlables, les laisse construire sereinement le nouvel édifice. D'où le même reproche qui leur est adressé de l'extrême droite comme de l'extrême gauche, de Cazalès comme de Robespierre, de vouloir remplacer l'absolutisme royal par un autre absolutisme, le leur.

Mais le poids de l'effervescence populaire, on le sent peser à chaque ligne de ces discours, les plus abstraits, les plus éthérés, les plus inspirés par les grands principes de philosophie politique. C'est lui qui va rendre chaque jour plus pressante la question que l'on va se passer comme un témoin dans une course de relais des ultramontains aux réformateurs, de ceux-ci aux monarchiens et de ces derniers au triumvirat Barnave-Lameth-Dupont : « Comment arrêter la Révolution ? »

Zoé
OLDENBORG

Déguisements
nouvelles

Zoé Oldenbourg porte à l'incandescence l'imagination qui a toujours été sa faculté maîtresse.

Jacqueline Piatier/Le Monde

GALLIMARD *ur*

مكتبة الامم المتحدة

● NOUVELLES

La violence des chimères

Georges-Olivier Châteaureynaud
entre le conte cruel et la recherche du bonheur

PARMI les contes cruels, éveilleurs de hantise, parmi les textes rares et étranges qui suscitent un malaise durable, *Zinzolins et nacarats* mérite une place de choix. Après seize ans de guerre civile et de massacres, dans un empire lointain, les zinzolins vainqueurs cherchent pour le parti adverse, celui des nacarats, un châtiment exemplaire. « La mort n'effrayait plus personne. Il fallait inventer une grâce pire que tout supplice, quelque chose qui ressemblât à l'éternité » : une confrontation perpétuelle, sans espoir et sans trêve. Alors, aux confins de l'empire, on restaure, sur un piton rocheux presque inaccessible, une forteresse allégorique où les ennemis jurés, prisonniers et gardiens, enmures vivants, vieilliront interminablement ensemble.

Dans le recueil de Georges-Olivier Châteaureynaud, d'autres nouvelles semblent apporter un démenti à ce récit d'angoisse carcérale, et la promesse d'une sorte de bonheur, même éphémère, même précaire, même illusoire. Ainsi, *le Jardin dans l'île* (qui donne aussi son titre au livre). Là encore, c'est une sorte de « bout du monde », une île minuscule, battue par la tempête, où le narrateur, transi mais émerveillé, rejoint une femme qu'il n'a vue qu'une fois. « J'avais laissé passer du temps. Je suis comme un champ, sillons tracés, en plein vent. Les visages s'y déposent comme des graines. La plupart meurent, ou bien des oiseaux les picorent. Le sien avait germé, poussé, s'était épanoui en moi. Un matin, quand je m'étais éveillé, il tenait toute la place. »

temps, et les frontières s'estompent entre réalité et songe, ainsi que dans *l'Histoire du pale petit jeune homme*, qui écrit la biographie de celui qu'il croit avoir été lors d'une vie antérieure.

Loin de la violence des chimères, source parfois de plaisirs ambigus, mais plus souvent de souffrances, le refuge d'une maison pourrait apporter un apaisement. Attente déçue lorsqu'il s'agit d'une demeure glacée comme un rêve de marbre, dans *l'Inhabitable*, ou abandonnée comme *Château Nagueire*, bâties tombées en déshérence. Il y a pourtant une petite maison, un jardin, « ce merveilleux, cet harmonieux fouillis de fleurs et de feuilles, de branches où pépient des mésanges » : c'est l'Énclous éternel, abri de ceux que le narrateur choisit, sans le leur dire, pour parents d'élection, dans une nouvelle secrètement, indirectement, autobiographique.

MONIQUE PETILLON.

★ **LE JARDIN DANS L'ÎLE**, de Georges-Olivier Châteaureynaud, 174 p., 79 F. Ce livre et celui d'Alain Abbe, *Mémoires du bout du monde*, inaugurent une collection, « Les nouvelles françaises », aux Presses de la Renaissance.

— La revue *Erès*, qui se consacre à l'actualité de la nouvelle, comprend, dans sa dernière livraison (n° 31), un entretien avec G.-O. Châteaureynaud. (Atelier du Gai, 11300 Villeneuve-d'Ande.)

Le refuge d'une maison

Autres femmes solitaires, mystérieuses et génériques : Agathe, qui par sa complicité muette, redonne le goût de vivre à un ancien acteur, lequel, depuis un grave accident, a perdu « figure humaine » ; ou l'énigmatique Antonina, qui cause le salut, puis la perte, d'un autre rescapé. Dans cette nouvelle, intitulée *la Nuit des voltigeurs*, la violence fait écho à la violence à travers le

Variations sur le mal d'aimer

Quatre chroniques d'amour inaccompli.
André Miquel médite sur l'échec de toute passion.

L'ŒUVRE scientifique d'André Miquel fait de l'ombre à son œuvre littéraire. Il est vrai qu'elle impressionne. Au centre du dispositif, l'imposante *Géographie humaine du monde musulman jusqu'au milieu du onzième siècle* (1). A cette volonté de lire un espace, s'est jointe celle de déchiffrer un imaginaire, celui des *Mille et Une Nuits*, dont les romans et récits sont analysés (2), puis traduits pour « La Pléiade ». Troisième ambition, celle de faire connaître la poésie arabe, dont Miquel traduit Sayyid, Majnun et, enfin, de grands classiques bientôt réunis en anthologie (3). A quoi s'ajoutent d'autres ouvrages sur la littérature, la civilisation, et des traductions dont celle de *Khalil et Dinna* (4).

Mais cette écriture d'érudition palpite d'un talent qui s'est forgé en une autre aventure. Elle commence avec le bouleversant récit de cette mutilation que fut *le Fils interrompu* (1971) et se poursuit avec les *Lavagnes* (1974), roman écrit, déjà, de Canse et de sang. Un croquet par *Vive la Sorcinia* (1978), fable étourdissante de drôlerie, avant de revenir à la légende de l'amour fou avec *Layla, une raison* (1984). Enfin, aujourd'hui, *l'Inaccompli*.

Quatre longues nouvelles, quatre moments d'automne ou d'hiver dont chacun interprète une variation du mal d'aimer. L'âme s'y retrouve à l'aplomb de l'imposi-

ble, en ce lieu où l'audace d'une heure condamnée à l'infertilité de l'endemain, mais où le refus de la passion inscrit en nous la rage de n'être que ce que nous sommes. En cet écartèlement, la roue du désir ne cesse de distribuer nos membres à tous les temps qui nous traversent.

Lui, elle, lui ! Dans *Deux îles*, la nouvelle s'écrit en même temps que se vit la réalité dont elle se nourrit. Mais, au fait, qui écrit l'autre, du texte ou de la vie qui s'épient pour s'arracher leur substance ? Ici, c'est elle qui se dénoue de lui, quitte son ordre, pour entrer en territoire secret, en cet ailleurs où, désormais, lui n'existe plus.

Dans l'admirable *Ville en novembre*, deux amants d'enfance, mariés chacun de son côté, se reprennent le temps d'une nuit. Elle est d'abord décidée à l'absolu, comme on rêve d'aller au bout de son être. A l'aube, elle vacille ; elle comprend qu'elle se doit à un ordre sériel et nécessaire, qu'il importe pour sa justice à elle, qu'elle puisse garder « sa part rigoureuse et grande ». A l'autre bout du monde, on assassine John Kennedy. L'innocente quitte l'amour et offre le prix de son sacrifice comme pour expier ce meurtre, en un geste d'étrange offrande à l'espoir du monde.

L'Incertaine signe un troisième inachèvement sur ce Canse toujours présent, « le seul domaine

infiniment possédé et possédé » où l'on voudrait se dissoudre pour devenir ce que l'on a aimé. Ici la femme rompt le serment de fidélité à un être et à une terre mêlés en une étreinte de mort. Mais on peut aussi mourir ailleurs, en Italie par exemple, avec cette *Jeune fille de Gènes*. Ah ! cette miniature exquise qui fixe le regard, de la coupole très douce de la joute à ce « nouvel élan de neige : celui de la couronne du cou, à peine blonde sous l'oreille et la nuque, et qui, sans une faille, descend souligner le halo du visage ».

Face à cet absolu, le temps est-il vécu, à vivre, rêvé ? On ne sait ! Tout a pu exister ; rien ne s'est peut-être passé. Éblouissante esquise d'une beauté vivante dont il ne reste en soi qu'un trait de feu trop brillant pour être déclaré réel. Et toujours cette lutte entre la tentation de succomber et la peur de voler en éclats.

« Le goût de l'hiver »

Quatre nouvelles sans jamais un véritable échange entre ces êtres dissociés. Il se dégage de cette méditation désabusée comme une morale de l'inachèvement qui crucifie toute aventure humaine. Aussi la mort se lit-elle partout en filigrane et la complicité sournoise qui nous fait l'admirateur. Avec, tout au bout de la route, cette sentence terrible : « En nous s'est installée plus que l'absence et la mort même : une espèce de doute, d'incapacité à aimer... Tout cela, en un mot, qu'on appelle sagesse, et la vertu, maintenant que la pluie frappe à nos portes, la vertu a le goût de l'hiver. »

Quatre chroniques d'amour inaccompli avec cet art, à vrai dire stendhalien, de rendre l'inachèvement si palpable, si présent dans le corps anxieux, qu'on ne saurait imaginer manière plus subtile de dire une aventure au moment même où l'on signifie son échec. Et puis, il y a à une langue.

On aurait envie de ne rien dire d'autre, de laisser à cette expression le sens qu'elle eut naguère et qui désigne suffisamment son objet. Une langue qui exhibe somptueusement ses moyens, non pour se révéler à elle-même dans un jeu de miroir qui mesurerait la littérature à la vanité d'une maîtrise, mais pour dévoiler plus sûrement ses découvertes. Sentiments, portraits, gestes ou paysages, cette langue avance vers son objet, l'enlève, prend du recul pour mieux l'examiner, y revient en cercles qui se resserrent, se met à le détailler, à découvrir ses perspectives, à dénuder ses secrets, et, lui prenant sa vérité par touches légères, vibre enfin d'être devenue lui. Sa mission accomplie, elle nous laisse comme sur un rivage au retrait de la mer, à contempler ce moment unique où le sens s'est montré à nu dans la clarté — déjà atténuée comme un souvenir — de la page écrite.

JAMEL EDDINE BENCHEIKH.

★ **L'INACCOMPLI**, d'André Miquel, Seuil, 156 p., 72 F.

- (1) Monton, 1967-1988, quatre vol., dont deux traduits en arabe.
- (2) *Un conte des Mille et Une Nuits*, Flammarion, 1977 ; *Six contes des Mille et Une Nuits*, Sindbad, 1981, traduit en arabe.
- (3) *Le golfe et le fleuve*, Sindbad, 1977 ; *L'Amour poème*, Sindbad, 1984 ; l'anthologie est à paraître chez Sindbad.
- (4) Réédition, Klincksieck, 1980.

La Poésie, c'est le Réel !

ALAIN SUIED
LE CORPS PARLE
ARFUYEN, ÉDITEUR
2, rue du Débarcadère
75017 PARIS — 50 F
Catalogue gratuit.

magazine littéraire

Tous les mois, un dossier consacré à un auteur ou à un mouvement d'idées : et l'actualité littéraire en France et à l'étranger

JUIN 1989 - N° 266

COLETTE

La vie et l'œuvre, par Françoise Burgard. La Palmyre, par Louis Doucet. La cas Willy, par François Gaudin. Colette et Ségolène, par Michèle Serfati. L'écriture hermaphrodite, par Pierre Kyria. Les personnages des romans, par Jacques Depéret. Le théâtre, par Marcel Béaux. La critique dramatique, par Gilles Costas.

Chez votre marchand de journaux : 26 F

OFFRE SPECIALE

6 numéros : 90 F.
Cochez sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez :

- ☐ La littérature et l'exil
- ☐ Henri James
- ☐ Lévi-Strauss
- ☐ Les littératures du Nord
- ☐ Dix ans de philosophie en France
- ☐ Michel Tournier
- ☐ La France fin de siècle
- ☐ Raymond Queneau
- ☐ Georges Dumézil
- ☐ Londres des écrivains
- ☐ Beckett
- ☐ Les écrivains de l'Apocalypse
- ☐ Vladimir Nabokov
- ☐ Malraux
- ☐ Heidegger
- ☐ Tocqueville
- ☐ Italie aujourd'hui
- ☐ Voltaire
- ☐ Idéologies : le grand chambardement
- ☐ Sherlock Holmes : le dossier Conan Doyle
- ☐ Littérature chinoise
- ☐ Georges Bataille
- ☐ Littérature et mélancolie
- ☐ Stefan Zweig
- ☐ Proust, les recherches du temps perdu

Nom :
Adresse :
Réglement joint par chèque bancaire ou postal.

magazine littéraire
40, rue des Saints-Pères
75007 Paris. Tél. : 45-44-14-51

● AU FIL DES LECTURES

Les embarquées de Pierre Dumayet

POUR faire l'éloge raisonné de l'écrit court, commençons par un texte qui n'est pas une nouvelle, ni un court roman, mais qui s'apparente davantage au genre plus rare de la sottise, d'un genre littéraire qui, nous dit l'Encyclopédie, est fondé sur l'idée que le monde est le royaume des fous. *Brossard et moi* n'obéit à d'autre contrainte formelle apparemment que celle que s'impose la fantaisie de l'auteur, Pierre Dumayet. Les personnages entrent, font un petit tour, sortent pour resurgir parfois, parfois aussi pour faire du vide. Faire du vide, du silence, du blanc est une fonction littéraire aussi importante que de faire le plein, du bavardage et du gris sur la page.

Il y a donc Brossard et moi, comme il y a Jacques le Fataliste et son maître, comme il y a Flaubert et Michaux qui écrit de son personnage ce que Dumayet pourrait écrire de sien : « Il n'est pas un moi, il n'est pas dix moi, il n'est pas de moi. Moi n'est qu'une position d'équilibre. » Chacun sait qu'un équilibre est une suite rigoureusement compensée d'embarquées : le livre de Dumayet est ainsi fait : on y parle de choses ordinaires avec une manière de panique, du hasard avec évidence, de la sagesse avec des fous rires, du trop-plein du monde avec des phrases minimales, de la logique avec des sautes d'humeur, de tout avec une infinité de petits riens, du néant avec gourmandise. C'est une manière de dialogue philosophique et poétique dans lequel les interlocuteurs, au lieu de s'opposer, se fondraient peu à peu l'un dans l'autre, pour affirmer leur unité dans la déraison d'eux-mêmes, dans le plaisir, parfaitement inutile et vain, de faire tinter encore un peu ces « bibelots d'inanité sonore », notre langage.

Les décalages de Gilbert Lascault

LE monde de Gilbert Lascault est peint des mêmes couleurs que celui de Dumayet. Cela ne veut pas dire que les deux écrivains habitent les mêmes lieux, ni qu'ils respirent le même air ou brûlent les mêmes fleurs, mais qu'ils fabriquent un nectar dont les saveurs sont voisines : riches en imagination, volontiers jouteuses, cruelles avec délicatesse, cyniques avec une totale indulgence, allègres avec un voile de mélancolie sournoise et persistante.

« Le Petit Chaperon rouge, partout est une suite de variations parfaitement libres et tout à fait échouées sur quelques notes que l'écrivain intègre à la manière des séries musicales : le Chaperon rouge, évidemment, le loup, le pot de beurre, la galette, et le bobino qui ne manque pas de choir, par tous les temps de la conjugaison et par tous les lieux où nous entraîne la fantaisie systématique et obsessionnelle de l'auteur. Tout est en décalages drolatiques et en déviations subtiles et légères, en images rêveuses et en coquetteries verbales. Accessoirement, ces cinquante petits textes sont aussi la plus complète, la plus fine et la plus heureuse des analyses qu'on ait jamais faites sur le conte du Petit Chaperon rouge, en explorant tous les sentiers pervers, tous les fourrés poétiques, toutes les musarderies oniriques, symboliques et métaphoriques d'une plume joyeuse et miraculeusement légère.

Les digressions d'Alain Demouzon

DANS la collection où il édite Lascault — mais aussi Annie Saumont et Jacques Bens, — Paul Fournel publie la *Petite Sauteuse*, un recueil de nouvelles d'Alain Demouzon construites autour d'un thème unique, celui des ustensiles de cuisine. De l'économie à la cocotte-minute et du cul-de-poule au hachoir, Demouzon s'amuse à réexplorer les possibilités littéraires d'un couple qui a déjà beaucoup servi : faire la bouffe et faire l'amour. Il y réussit parfois lorsqu'il prend tout ce que cette thématique a de convenu et d'écoulé pour en faire le sujet même de ses digressions ironiques, gourmandes et sensuelles. Le reste du temps, il parvient davantage à séduire qu'à nourrir, pour de très courtes nuits sans lendemain. Et sans indigestion, il est vrai.



Les déchirements de Philippe Djian

PHILIPPE DJIAN n'est pas à proprement parler un nouvelliste. Les six textes qu'il a réunis sous le titre *Crocodiles* ressemblent davantage à des tranches de vie, plutôt saignantes, que l'écriture aurait découpées dans le rôt d'un roman : il y a un avant et un après de ces textes qui ne cherchent ni à séduire par l'originalité des attaques, ni à impressionner par l'inattendu ou par la vigueur de la chute. Mais entre les deux, entre ce commencement qui n'inspire rien et cette fin qui n'en finit pas, il y a parfois du meilleur Djian, dract, rapide, efficace, avec des images si simples et si fortes qu'on se demande bien pourquoi aucun écrivain avant lui ne les a inventées : avec des phrases qui ne font pas de phrases mais qui parviennent à dire la vérité complexe d'un sentiment, les mille choses qui concourent à la formation d'une sensation ou d'une émotion.

« Crocodiles », dit Djian en exergue : animal sensible mais qui a la peau dure. Ses récits sont ainsi faits : à la surface, la désinvolture, une manière de rouler les mécaniques et de déchirer toute la bêtise et toute la laideur du monde ; à l'intérieur, l'hypersensibilité — certains diront la sensibilité — d'un être écorché, inquiet pour les siens jusqu'à l'angoisse, malade d'écriture et malade à l'idée de ne plus pouvoir le faire. De cette tension entre la peau et la chair, entre la violence parfois extrême du récit et la sérénité, l'évidence de l'écriture, naissent des pages tout à la fois limpides et tourmentées, rugueuses et tendres, mais à qui il manque toujours quelque chose pour que nous soyons totalement satisfaits. Quelque chose comme le rythme, comme ces étirements syncope de temps forts et faibles qui sont le pouls des romans de Djian et qui manquent ici d'espace pour donner leur plein effet.

P. L.

- ★ **BROSSARD ET MOI**, de Pierre Dumayet, Verdier, 132 p., 75 F.
- ★ **LE PETIT CHAPERON ROUGE, PARTOUT**, de Gilbert Lascault, Seghers, 64 p., 69 F.
- ★ **LA PETITE SAUTEUSE**, d'Alain Demouzon, Seghers, 148 p., 92 F.
- ★ **CROCODILES**, de Philippe Djian, éd. Bernard Barmant, 150 p., 88 F.

Annie Saumont, une manière de perfection

Je suis pas un camion, le huitième — et magnifique — recueil d'une des meilleures nouvelles françaises.

ELLE a déjà publié neuf livres, dont sept de nouvelles. Elle est l'un des maîtres du genre en France, et, quand on reforme son dernier recueil, *Je suis pas un camion*, on en a soudain assez que si peu de gens le sachent. Mais voilà, Annie Saumont ne fait pas parler d'elle. Elle traduit Patricia Highsmith (remarquablement) et quelques autres auteurs anglo-saxons. Et elle écrit. Cela ne saurait évidemment lui valoir des prix littéraires que sont — on vient de le voir au Salon du livre — les Gutenberg. Quant à l'Académie française, on l'a comprise, elle préfère le tirage au contenu. Seuls les Goncourt ont eu la bonne idée de donner à Annie Saumont pour *Quelques fois dans les cérémonies* (1), leur bourse de la nouvelle.

Quand on lit Annie Saumont, on est presque jaloux de son art minutieux et subtil, on s'en veut d'être si peu observateur, si peu imaginaire, de savoir si mal se servir de ses souvenirs, de traverser sans la voir une vie qu'elle révèle à coups de « petits rires ». Les dix-sept courtes nouvelles de *Je suis pas un camion* sont une manière de perfection. Annie Saumont, comme son amie américaine, Eudora Welty, semble avoir atteint, dans la précision et la sobriété, la maîtrise absolue de la forme brève.

Qui la rencontre jamais ?

Dans ses récits, il n'y a jamais plus un mot en trop, plus un adjectif superflu, plus un commentaire. Elle frappe juste, avec un humour parfois très noir, et avec une tendresse sans illusion. Il ne lui faut que quelques lignes découvertes sur une page froissée par « un sale petit con » pour faire apparaître un écrivain fini qui joue à écrire encore. Et on gardera longtemps, sans plus savoir très bien d'où il vient, le souvenir de cette mère abusive (*Cherche Bomec*), de cet enfant qu'on a « cassé » en lui rappelant sans cesse son frère mort sous ses yeux (*Rappelle-toi*), ou de cette femme abandonnée « tête brune (coiffée Carita), entre les mains (lisses, ongles vernis, hier en ville coupe-brushing-manicure) » (*Je Retable*).

Alors, on a envie de dire avec Michel Polac « A bas les meilleures ventes ! » et « Allez, allez



Annie Saumont : trop discrète.

feuilleter dans les librairies ! » (2). On ne le suivra cependant pas quand il affirme préférer promouvoir des auteurs étrangers, sous prétexte que, « pour nos compatriotes contemporains, il y a trop de copinage ». Mais enfin, Annie Saumont, qui la connaît en dehors de ses éditeurs et de ceux qui partagent sa vie ? Qui la rencontre jamais ?

Il n'est que de la lire, de savourer les quinze pages de la *Composition d'orthographe*, de revoir la cour d'école, le photographe, les enfants, la maîtresse, le petit qui cache son étoile jaune sous sa blouse et l'affiche au mur « Comme première mesure de représailles, j'ai ordonné qu'on fusille cinquante otages » ; il suffit de se laisser aller à la tension et l'émotion, aussi violentes dans ce petit texte que dans le très beau film de Louis Malle *Au revoir les enfants*. Ensuite, on voudrait être

capable de convaincre « les autres » que, au lieu de se dégoûter de la lecture à coups de romans insipides qui tentent de rivaliser avec la télévision sur son terrain, ils feraient mieux, et de regarder des séries TV pour se délasser, et de lire de vrais livres pour voir la vie, pour l'oublier, pour rêver, s'émouvoir, et penser un peu, ce qui n'est pas encore interdit.

Quant à Annie Saumont, on imagine que tout cela ne la trouble guère. Que l'on soit entendu ou pas, elle continuera de regarder, d'imaginer. Et d'écrire. Tranquillement.

JOSYANE SAVIGNEAU.

★ JE SUIS PAS UN CAMION, d'Annie Saumont, Seghers, 206 p., 98 F.

(1) Gallimard 1981
(2) *L'Événement du Jeudi* du 25 au 31 mai

Christiane Baroque réveille ses fantômes

La précision du réalisme et le miroitement romantique des songes

ON écrit des nouvelles parce qu'on aime les histoires, celles que fournissent les faits divers ou les cauchemars, ou parce qu'on aime les gens. Christiane Baroque, qui a l'insigne mérite de s'être fait un nom dans ce genre difficile, aime les gens. Oh ! pas tous ! Elle fait son choix, qui est plutôt sévère et qui la définit elle-même : une virulente, une passionnée, une généreuse, cette femme qui ne déteste rien tant que la sécheresse, l'avidité ou le respect de ces conventions qui tiennent trop souvent lieu de sentiments.

Le goût qu'elle a de la vie ne l'empêche pas d'être taraadée par le vertige de la mort ou du vide qui s'insinue un jour ou l'autre, tôt ou tard, dans nos existences. Forte, drue, réaliste, elle a les deux pieds sur terre, mais elle sait aussi la place tenue en chacun par le rêve, déçu ou réalisé... et par le souvenir. « Nous avons tous en nous un nom, des traits, une voix endormis qu'un rien remet en branle, armés comme jadis ou naguère, bouleversants de présence, même s'ils se sont éteints longtemps avant. »

En réveillant ces fantômes, elle compose une galerie de portraits qui surgissent, le plus souvent, d'une tombe encore ouverte. On assiste à beaucoup d'obsèques dans le livre, mais elles sont flamboyantes. Les plus belles sont offertes à cette Circé de village qui, nantie d'un petit héritage, accueillait chez elle les hommes du pays, curé compris, pour leur donner ce dont ils avaient besoin : sans doute un peu de plaisir gratuit, mais surtout beaucoup d'écoute, où leur solitude prenait fin. Ils étaient tous à l'église, le jour de l'enterrement, pour chanter un *De profundis* qui ressemblait à un *Gloria*. Et le prêtre fit une homélie qui promettait le ciel à une si bonne personne !

Ceux que peint Christiane Baroque ont tous au moins vécu la moitié de leur vie, quand ils ne frisent pas le très grand âge. Beaucoup sont des humbles qui se sont faits eux-mêmes, avec une volonté opiniâtre et souvent l'aide d'autrui. Témoins cet officier de marine dont une chanteuse des rues a payé les études ou cette vieille dame à partiale, poursuivie par le fantôme de son mari, qui recueille les deux neveux de sa bonne parce que ceux-ci, en catimini, réincarnent à merveille le cher disparu. Mais il y a aussi des bourgeois, des propriétaires terriens, un médecin de campagne qui joue les vétérinaires et au moins deux ou trois reines mères aussi intrépides qu'affranchies. Quelques marins apportent les

brises du large et les mirages de la mer.

Le petit monde de Christiane Baroque oscille entre les Côtes-du-Nord, les vignobles du Sud, les villes oubliées de province, la métropole parisienne, où un médecin légiste ouvre même les portes de la morgue. On y change ainsi de paysage comme de milieux, et on le remarque d'autant plus que le décor est lyriquement associé à l'évocation des personnages.

Parler populaire et langage précieux

Ce qui frappe encore davantage, c'est le ton oral que revêt chaque nouvelle. Christiane Baroque prend à sa charge les récits qui ouvrent et ferment le recueil. Ils concernent ses grands-pères, auxquels elle doit d'être ce qu'elle est : une fille qui a de la tendresse, même quand elle mord, et qui refuse de se laisser manger sur la

tête. Partout ailleurs, un narrateur, une narratrice, qui ne sont pas nécessairement impliqués dans l'histoire, la remplacent. Tous ceux qui resuscitent ici passent donc par la présence d'une mémoire et d'une voix.

De cette voix, Christiane Baroque varie les intonations, le vocabulaire et le timbre. Mais elle reste la sienne, qui exerce son charme fait d'une savoureuse alliance entre des vertus contraires. Car elle mêle le familier et le poétique, le parler populaire et le langage précieux, le réalisme précis et le miroitement romantique des songes. Le sourire et le rire ne cessent de percer sous la romance et à travers les larmes. On ne remerciera jamais assez cette écrivaine des morts de lancer un tel appel à la vie et d'avoir la nostalgie si gaie.

JACQUELINE PIATIER.

★ ET EL VENTAIT DEVANT MA PORTE, de Christiane Baroque, Gallimard, 332 p., 110 F.

Les filiations de « Triolet »

L'ÉQUIPE de la revue mensuelle *Nouvelles Nouvelles* a eu l'heureuse idée de dévoiler les filiations littéraires de divers nouvelles. La collection « Triolet » propose en effet la redécouverte des grands « classiques » en présentant parallèlement des textes contemporains inédits, l'ensemble étant, dans un troisième temps, mis en lumière par un « complice » chargé d'établir l'analyse de leur fond commun, thématique ou formel.

Ainsi dans le premier volume, la *Cour d'Artus* — célèbre conte de Wilhelm Hoffmann exposant les déboires du jeune Traugott à la recherche de son idéal féminin et artistique — a inspiré Georges-Olivier Châteaureynaud pour narrer à son tour l'histoire de la *Femme dans l'ombre*. Tremble, son héros, s'obstine à retrouver les traces de sa femme mystérieusement disparue, lors de rendez-vous amoureux fixés par petites annonces et qui ont lieu dans une totale obscurité.

Pierre Lapape, le « complice » du jeu, a relu et relié les deux textes, présentant les analogies évidentes du procédé « fantasti-

que » adopté par les deux auteurs.

Pour sa part, avec le *Rendez-vous manqué* et « Soite aus Paris », Annie Saumont a choisi de rendre un double hommage à la nouvelliste anglaise Katherine Mansfield dont deux superbes nouvelles, *Fidélité* et *Évasion*, figurent au sommaire du deuxième volume. Claude Pujade-Renaud s'est ensuite appliquée, par-delà même les nouvelles présentées, à dessiner l'espace commun à ces deux écrivains, attachées l'une et l'autre à décrire les espoirs fous de leurs personnages vulnérables, à susciter la magie d'instants précieux au cœur de la trivialité quotidienne...

A la suite de l'exemple de *naturalisme* propre à Guy de Maupassant et à Christiane Baroque, mis en évidence par Hugo Marsan, on est curieux de découvrir d'autres fraternités d'écriture dans cet art périlleux de la concision narrative.

VALÉRIE CADET.

★ « TRIOLET », nouvelles spéciales (hors abonnement) de *Nouvelles Nouvelles* (3, rue de l'Harmoise, 75015 Paris). Chaque numéro environ 90 p., 59 F.

★ Pour la quatrième année consécutive, Palaiseau organise un concours de nouvelles, doté, par la municipalité d'une somme de 10 000 F et, par les Éditions Bords et Messidor, de 25 000 F. Le concours est ouvert jusqu'au 30 septembre à l'ensemble des pays

francophones. Le texte primé sera publié dans la revue *Pages et livres*. Pour tout renseignement, téléphoner au : (1) 60-34-39-60 ou écrire au Service culturel municipal, mairie de Palaiseau, 91120 PALAISEAU.

SERGE JULY Le salon des artistes

« Une conception aristocratique de la politique ». Thierry Pfister / *Le Nouvel Observateur*

« La chronique élyséenne touche au bel art. A la frontière du réel et du rêve, c'est du journalisme romanesque. Le Duby des années 80 ». Jérôme Garcin / *L'Événement du Jeudi*

« Un regard personnel, subjectif, presque romanesque... Un style voluptueusement baroque ». Alain Duhamel / *Le Point*

« Derrière ses grosses lunettes, Serge July observe les joueurs de la partie politique. Il les observe, mais, comme il connaît les cartes, il imagine aussi leur jeu : Le regard de l'esthète ». André Laurens / *Le Monde*

« Au charme des trouvailles, on préférera cette valse-hésitation, discrète et peut-être inconsciente, que July danse autour de son héros, François Mitterrand ». Jérôme Dumoulin / *L'Express*



« Un feu d'artifice. Un régal : les portraits de cinq bêtes de race sur lesquelles vous n'aurez rien lu de plus fin, de plus fort, de plus cruel ». Jean-Claude Maurice / *Le Journal du Dimanche*

« Cinq portraits remplis d'intelligence et de finesse, précédés d'un chapitre lumineux où l'auteur explique le fonctionnement de notre théâtre public ». J.M.A. / *Politix*

« Une gaieté glacée, un déluge d'adjectifs et un fiel ultra-élégant. Ce *Salon des artistes* constitue un petit chef-d'œuvre de cruauté ». Christine Anahy / *Le Parisien*

« Un style intimiste, quasi romanesque... Talent, ou cruauté. C'est le jeu ». Jean Bothorel / *Le Figaro*

مكتبة الأمل

● LA VIE DU LANGAGE - par Denis Slakta

C'est la faute à Colomb !

LES grammairiens ont la vie dure, ce qui peut s'entendre comme on voudra. Mais reconnaissons d'abord que nous les aimons bien ; surtout en France et au Figaro, où ils participent — mezza voce et avec bonhomie — au grand concert célébrant « l'amour du censeur », comme dirait Pierre Legendre. Image pieuse : depuis plus de quarante ans, Aristide, qui publie aujourd'hui un choix de ses chroniques, est « le grammairien en titre du Figaro littéraire (1) ». D'autres ont mérité le ciel pour moins que ça.

Maurice Grevisse (2) lui trasse et lui adresse une assez jolie couronne : « Vous êtes le censeur solide et solitaire que la raison conduit et le savoir éclaire... » En effet, la vertu d'Aristide (ou Maurice Chapelan) se nourrit de Littré, et du *Bon Usage*, pavé angulaire de son « Evangile ». En dépit des railleries et des persécutions.

A lire Aristide, on pourrait penser que les linguistes sont les plus méchants — eux qui ne songent qu'à piéser dans le violon d'Ingres des innocents grammairiens. André Martinet est alors cité, témoin à charge : « Les Français n'osent plus parler leur langue parce que des générations de grammairiens, professionnels ou amateurs, en ont fait un domaine parsemé d'embûches et d'interdits. » L'excès pourrait bien foudroyer l'argument et donner à penser que les grammairiens sont trop mous, tant le nombre des bavards insolents ne fait que croître sans embellir. Pour le reste, Ingres riposte d'une stratte (ou « attaque rapide ») : abandonnant volontiers aux linguistes *speaker* ou au coiffeur, le grammairien persistera contre vents et marées à se rendre chez le coiffeur avant de partir pour Paris. Et voilà comment l'excès gagne aussi le grammairien disert : quel biologiste pourrait prendre plaisir à isoler et à décrire un horrible virus mortifère ? En tout cas, il serait sans effet de fulminer des interdictions, ou des anathèmes.

Sans pouvoir, le grammairien est donc sans illusion : « A part le petit noyau de mordus, si j'ose écrire, qui lisent Aristide et ses confrères, je ne vois partout que des Français qui se foutent éperdument de la grammaire normative. » On l'aura remarqué, avec plaisir, j'espère : il faut plus d'audace pour être mordu (« si j'ose écrire ») que pour foutre. Il suit que les grammairiens se reproduisent sans trop de difficultés, moins rapidement cependant que les chalcides qui s'échauffent à « positiver » dans les grandes surfaces.

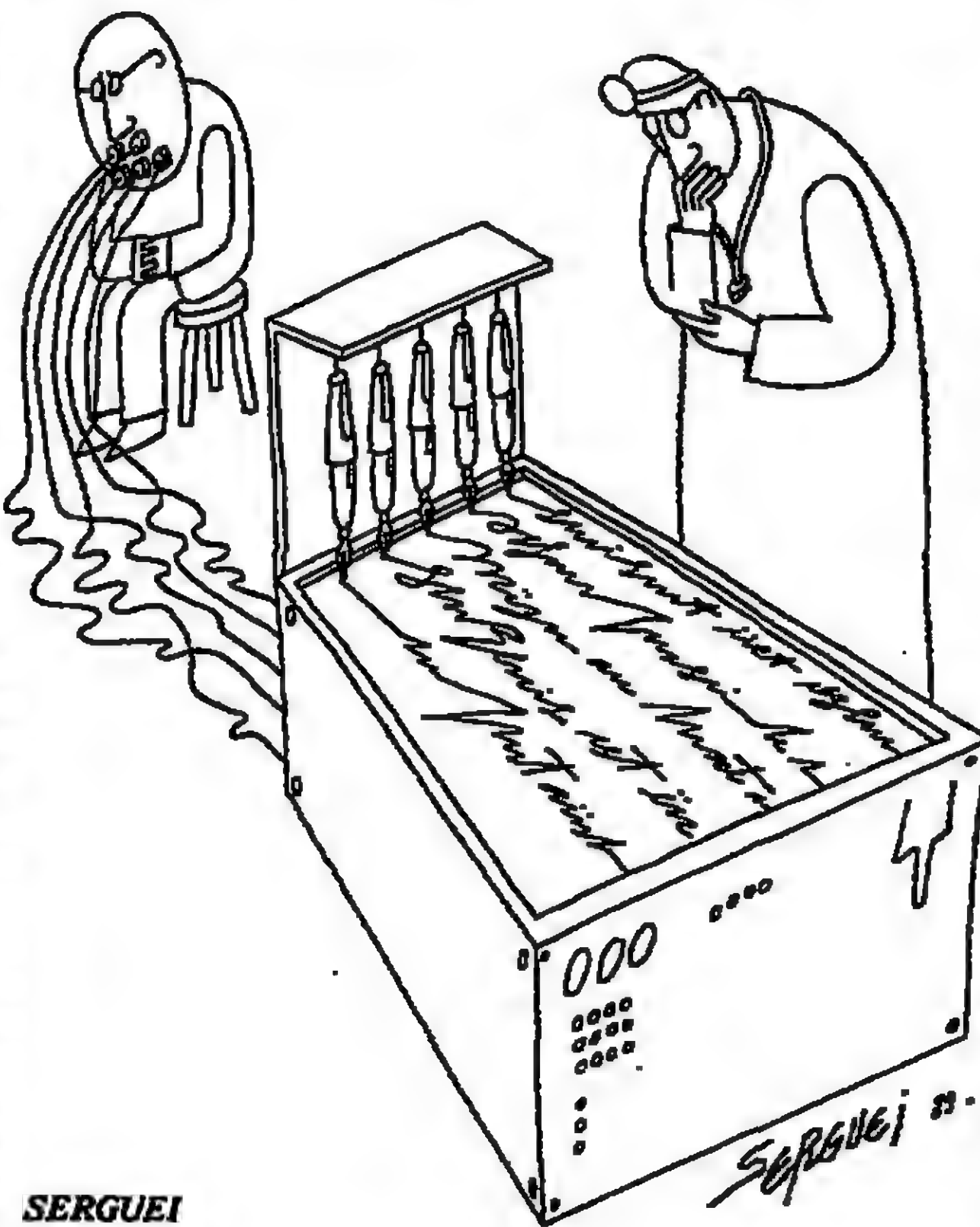
Passant l'autre jour à portée, j'ai demandé à une jeune personne qui avait le sein positif ce que signifiait le joli « badge » décorant l'écrit. Devant le béotien, elle resta coite ; puis se livra, si j'ose dire, à une intensive gymnastique musculaire — des bras : d'où je crus comprendre que « positiver » désignait quelque chose comme être à l'aise, en forme, ou au mieux. Contrairement, donc, à ce qu'affirme André Martinet, l'inepte peut clouer le bec, tout autant que l'interdit.

Le malentendu qui divise grammairiens et linguistes ne date pas d'hier, puisque Ferdinand de Saussure écrivait à la belle époque de l'immédiate avant-guerre : « On a commencé par faire ce qu'on appelait de la « grammaire ». Cette étude, inaugurée par les Grecs, continuée principalement par les Français, est fondée sur la logique et dépourvue de toute vue scientifique et désintéressée sur la langue elle-même ; elle vise uniquement à donner des règles pour distinguer les formes correctes des formes incorrectes. C'est une discipline normative, fort éloignée de la pure obser-

vation et dont le point de vue est forcément étroit. »

Rien de plus simple en apparence : le linguiste décrit un état de langue, tandis que le grammairien prescrit ou proscribit. Alors au nom de quoi légiférer ou sanctionner ? Au nom de la logique ? de la clarté ? du génie de la langue ? du bon goût ? du bon usage ? Questions à l'autre partie : même si on les dit standards pour les besoins, existe-t-il des ensembles linguistiques homogènes ? Faut-il « neutraliser » les variations au risque de décrire avec minutie une langue imaginaire ?

Ainsi, comme les Japonais, les défauts n'arrivent jamais seuls. Les linguistes négligent souvent la situation et les diverses pratiques langagières ; et certains se posent encore, de bonne foi, des problèmes saugrenus, comme celui-ci : faut-il insister sur « l'oral » ou sur « l'écrit » ? Malgré sa banalité, l'évidence ne saute pas toujours aux yeux : la maîtrise du français parlé est aussi nécessaire, indispensable, que la maîtrise du français écrit. Il serait, par exemple, inquiétant que les hommes politiques abandonnassent à M. Le Pen les imparfaits du subjonctif.



SERGEI

A la différence des linguistes, les grammairiens isolent un usage (celui de la Cour et de la plus saine partie de la ville) ; celui de « la bourgeoisie cultivée », etc.), le sacrent bon usage et rejettent les autres comme anecdotiques, intolérables, dangereux, taratologiques. Le bon usage n'est plus que le reflet de la bonne société, de ses craintes et de ses ridicules. Et il se fige en poncifs, ou se transforme en verroteries.

Par bonheur, les poètes s'en mêlent, en protestant plus fort encore qu'André Martinet. Sans doute un peu las de se contraindre par ailleurs, Claudel voulait au moins surprendre le français dans tous ses états. Que valent donc les protestations vertueuses d'un Don Léopold Auguste qui résume dans une manière de « langue de bois » poétique les écarts des grammairiens passés et à venir ? « Le noble jardin de notre langage est en train de devenir un parc à brabais, un champ de faire ; on le piétine dans tous les sens. »

APRÈS le désespoir, l'injure ; puisqu'il faut au moins un responsable, de préférence venu d'ailleurs. Pour Léopold Auguste (sans trait d'union), inutile de chercher : c'est Christophe Colomb, c'est-à-dire « un Génois, un métèque, un aventurier, un fou, un romantique, un illuminé plein de

prophéties, un menteur, un intrigant, un spéculateur, un ignorant qui ne savait pas regarder une carte, bâtard d'un Turc et d'une juive ! » Et s'il faut du nouveau — « On ne peut pas rester éternellement confit dans la même confiture », — qu'il soit exactement semblable à l'ancien ! La conclusion s'impose : « Il devrait y avoir des lois pour protéger les connaissances acquises. » Les novateurs sont des mal-fauteurs, des brigands, des ennemis de l'Etat. Autrement, le choix est simple : « S'ils sont fous, qu'on les enferme ! S'ils sont sincères, qu'on les fusille ! » (Le Soulier de satin, troisième journée, scène 2.)

Dieu soit loué ! Avec Aristide, on respire enfin ! Les férules et les fusils restent au vestiaire. Le grammairien se contente de filer, comme un chasseur de papillons. Au hasard, Aristide rencontre par exemple *zeugme*, qui, « en bon français », signifie jonction, réunion. L'ellipse ou le sous-entendu — on ne sait trop — serait en cause. Selon Littré, on pourrait même parler d'un *zeugme* composé quand le calcul oblige à reconstruire « un mot qui n'est pas absolument celui qu'on a déjà vu » : Vous réglez ; Londres est libre et vos lois florissantes. Est fait sous-entendre sont après lois.

Comment ce est s'y prend-il pour descendre jusqu'à sont ? Et il paraît curieux, à première vue, que l'ellipse — c'est-à-dire une absence ou un manque — puisse définir une manière de lien. Enigme pour une autre fois.

Quand *zeugme* se prend pour attelage, l'obscurité se dissipe. On sait que et autorise à unir des groupes de même nature. Les potaches aiment les jeux qui tournent les règlements. Exemple caduc : Ce général a été blessé à la cuisse et à l'improvisiste.

Les poètes ne sont pas en reste : sauf qu'ils rendent les traits plus aigus. Aristide a l'air d'admettre que les effets de l'attelage sont toujours « comiques ». On s'étonne alors de l'ellipse de Booz : quand il n'est pas endormi, Booz est ordinairement vêtu de « de probité candide et de lin blanc », comme tout un chacun. Il est vrai que certaines alliances sont manifestement contre nature, comme on s'en convaincra à lire ce titre provocateur de Benjamin Péret (1989-1989) : *Mort aux vaches et au champ d'honneur* (3). Point de craintes, cet exemple ne figure pas dans les classiques d'Aristide.

MAIS voici une remarque plus étonnante. L'élection et la mort rapide du pape Jean-Paul I^{er} ont fait surgir diverses énigmes. Ce pape « vite » était, paraît-il, seul la nuit de sa mort. Tout le monde a donc un alibi ; et Mgr Marcinkus veillait aux finances. Il est une question plus délicate : fallait-il supprimer aussi, comme on a pu le constater dans plusieurs journaux, le trait d'union entre Jean et Paul ? Grevisse aidant, la solution s'impose, même si elle soulève un léger problème d'identité qui ne trouble pas les théologiens de la Trinité : « N'étant pas Jean ou Paul, mais à la fois Jean et Paul, il n'est donc pas douteux que le nom du feu pape devait et devra s'écrire Jean-Paul avec le trait d'union. » Pour les hypothèses plus complètes, il ne serait pas absolument immoral de confier l'enquête à « Dirty » Leonardo, je veux dire Sciascia. L'attelage ferait la force : Sciascia et Chapelan !

(1) Aristide, *La Langue française dans tous ses états*, préface de Maurice Chapelan, éditions François Bourin (426 p., 150 F.). Sous son vrai nom, Maurice Chapelan, Aristide vient également de publier un livre de poèmes, *Année en aléas*, « symphonie poétique en double version, classiques et modernes », (Grasset, 102 p., 60 F.).

(2) Maurice Grevisse, *Le Bon Usage*, Duculot (1986).

(3) Les œuvres complètes de Benjamin Péret sont publiées chez Eric Losfeld.

L'amour-passion du français

Jean Dutourd vole au secours de notre langue

GEORGES BRASSENS lisait le « Grevisse » comme, adolescent, il se régala de Paul Féval ou de Dumas père. L'aventure courait dans chacune des pages du *Bon Usage* ; la fraîcheur d'âme ne lui faisait pas défaut.

Né à Constantinople, de nationalité argentine, Albert Caraco connaissait l'espagnol, l'allemand, l'anglais, le français. Il écrivait en maître ces quatre langues. Le français eut sa préférence. « Lui qui était plus près de Samuel Johnson et du *Steele d'or* quand il s'exprimait en anglais et en espagnol, choisit le français car il admirait le style impeccable du dix-huitième siècle, celui de Diderot, de Chamfort, de Montesquieu, et estimait qu'un essayiste doit adopter une langue à son apogée. » (Vladimir Dimitrijevitch, *Le Monde* du 4 mai 1984.)

Alexandre Vialatte s'indignait des réformes qui tendent à l'assouplissement des règles ou, pis, à des simplifications maniques et saugrenues, lesquelles séduisent une époque qui a la religion de l'irrespect et de l'innovation à tout prix. « Le flambeau de la civilisation s'allume à celui de la grammaire », assurait-il. Subtilités, difficultés, exceptions à la loi du participe passé, certitude qu'on ne cesse jamais d'apprendre, l'enchantement.

Une maîtresse tyrannique

« C'est une maîtresse absorbante et tyrannique qu'une langue littéraire riche d'une longue tradition ; elle prend son homme tout entier et ne souffre pas de rivaux. » Ainsi parlait Valéry Larbaud, porte-parole d'une fameuse suite de défenseurs de notre idiome, ce qui n'exclut pas, chez eux, la lucidité, donc les atermoiements, les repentins, les doutes, les influences du goût, l'invention populaire, les interventions étrangères, les aveux d'embarras, le désir de savoir jusqu'où « peut aller la liberté, la licence, sans causer de désordre, sans gêner l'avènement du chaos », selon l'avis d'André Thérive, car « une langue vivante est une langue qui change ». La momification serait aussi un crime.

Dans sa préface au dictionnaire d'Adolphe V. Thomas (homme bûni par les humbles serviteurs de l'écriture), Michel De Toro, citant Emile Deschanel, rappelle que Vaugelas vit naître « comme un monstre » le mot « exactitude », que Bossuet s'excusa

d'employer « démagogue », que Voltaire désapprouva « penaler » et « mystifier », que M^{me} de Sévigné blâma « effervescence », etc. L'usage finit par balayer les réticences des plus illustres, cet usage qui « fait beaucoup de choses par raison, beaucoup sans raison et beaucoup contre raison », comme l'écrivait, au dix-huitième siècle, l'éminent grammairien Vaugelas (déjà nommé), gardien de bon ton mais ferme d'un patrimoine qu'il jugeait menacé.

S'écoutent les années ; les charges des barbares se multiplient ; l'érosion s'accroît ; déclinant, fourbu, moribond, notre idiome tient encore la rampe. Un homme comme Jean Dutourd n'est pas étranger à cette résistance qui suscite l'estime et mobilise les forces de ceux qui savent qu'un pays va à vau-l'eau quand se défait sa langue.

Orfèvre du paradoxe par réverence pour la logique, l'antiphrase à la main, comme on dit l'épée à la main, il s'en prend au relâchement de certains journalistes et des *speakers*, dont Gide s'indignait déjà. La bonne humeur masquant l'irritation, Jean Dutourd prodigue au passage quelques conseils afin d'emporter sans grande lutte l'assentiment des courtoisants du moindre effort (on songe à cet orateur athénien interrompu par une ovation qui demanda : « Aurais-je proféré une imbelité ? »). De même Dutourd donne-t-il des exemples où sévit l'apocope, et par conséquent l'apocope, et dresse une liste des plus cocasses de recommandations : ne dites pas patronner, financer, mais sponsoriser, dites look plutôt qu'aspect, top-secret au lieu de confidentiel, image de marque à la place de réputation, feeling pour instinct et, bien sûr, « s'investir dans un plus au niveau du », tandis que les *illusions perdues* sont attribuées à Stendhal et le *Diable boiteux* à Voltaire... On rit pour ne pas s'angoisser.

Dans *Exercices d'admiration*, Cloran déplore le déclin de notre langue et s'attriste de l'indifférence des Français devant la décadence. « Et c'est moi, rebute des Balkans, qui me désole de la voir sombrer, ajoute-t-il. Eh bien, je coulerai, inconsciemment, avec elle ! » Qu'il soit rassuré. Le naufrage serait-il inévitable, Cloran ne demeurera pas seul à livrer combat avant de baisser pavillon.

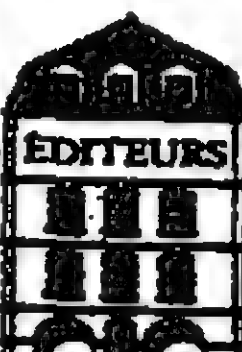
LOUIS NUCERA.

★ CA ROUGE DANS LE PRET-A-PORTER, traité du journal *Le Monde*, de Jean Dutourd, Flammarion, 162 p., 79 F.

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre... Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 49 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire. Adresser manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Service L.M. 4, rue Charlemagne 75004 Paris. Tél. 48 87 08 21.

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS



FRANCOIS RIBADEAU DUMAS

LA MAGIE CHEZ LES JESUITES

90 F

SOLEIL NATAL - 8 bis rue Lornier 91580 ETRÉCHY

L'ANNÉE DES LETTRES 1989

sous la direction de Pierre Lepape
Préface de François Bott

Plus de treize mille livres sont publiés chaque année en France ; comment s'y retrouver dans ce foisonnement ? Comment discerner les tendances qui traversent la production littéraire ? Quels sont les auteurs et les ouvrages à ne pas ignorer ? La librairie française est-elle menacée ?

C'est à ces questions que répond l'ouvrage *L'Année des lettres* réalisé par l'équipe du *Monde des livres*.

Pour chaque domaine, tendances et auteurs phares sont présentés par un article inédit. Cet ensemble est complété par une éphéméride détaillée sur la vie du livre et de l'édition.

Une collection

LA DÉCOUVERTE Le Monde

La langue de zinc

Robert Giraud nous enseigne l'Argot du bistrot

QU'ON s'en réjouisse ou qu'on s'en inquiète, le pays de Bistrot, avec sa frontière en cuivre ou en étain souvent appelée improprement le zinc, fait partie de notre paysage national.

Et ses habitants, les Biberonneurs, les Bois-sans-soif, les Soûlo-graphes, les Bec-en-zinc, les Gobeloteurs, les Dalle-en-pente, les Biturins, constituent une société pas trop fermée mais où l'on apprécie les clins d'œil. Ils ont leur langage, auquel ils tiennent et qui fourmille de menus signes de reconnaissance : leur argot.

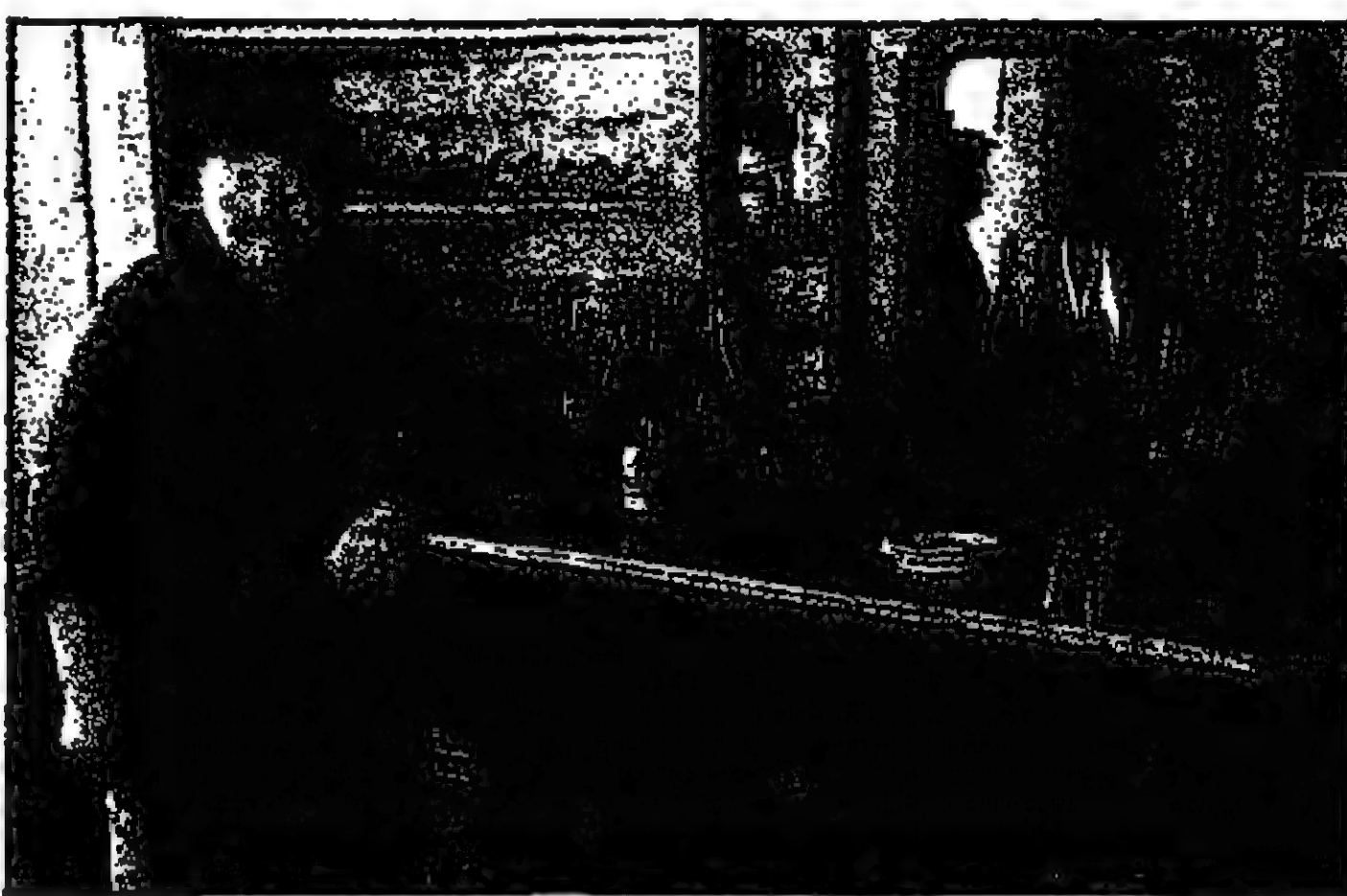
Les « classes dangereuses » employaient l'argot comme une manière de se protéger des indiscrets. Elles y parvenaient, d'ailleurs, et l'argot, langue secrète, restait clos et faisait peur : des dames se sont évanouies lorsqu'au procès de Lacombe et d'Avril, ces fanfarons du langage (1) en utilisaient quelques séquences. Mais l'argot, ce n'est pas seulement le code des voyous et des bonnetaux. C'est aussi celui des métiers, des grandes écoles et des petits clans. Ainsi, le langage des soûlfards, qui suffit aux besoins de la fraternité éthylique et au plaisir de mâcher un langage insolite, plus savoureux, plus nouveau et un peu vicieux.

« Il n'est bon bec que de bistrot », aurait pu chanter François Villon, s'il avait connu le mot. Mais il a seulement évoqué Maître Jean Cotart, un fameux pochard, celui-là : « Prince, il n'est secu jusqu'à terre crachier ; Toujours croit : « Haro ! la gorge m'art » Et si ne sceust onc sa soif estanchier... »

Et c'est le miracle de Villon que ces mots venus de si loin dans le temps nous soient encore

aujourd'hui si proches : l'argot de Villon n'a pas tellement vieilli. Un autre poète, et non des moindres : Aristide Bruant, entraînait délibérément dans la langue technique des ivrognes. Rappelez-vous la chanson :

« L'an mil-huit-cent-soixante et dix,
Mon papa qu'adorait l'trois-six
et la verte,
Est mort à quarante et sept ans... »



Edmond Rostand : le Père Jules, De-de-France (1958).

Le catalogue de la manufacture nationale des Casse-pattes et des Portes de démolition offre à ce poète magnifique du terroir de Paname un certain nombre de rimes riches et d'images bien associées.

Qui sait aujourd'hui ce qu'est le « trois-six », la « verte » ? C'est pourquoi, entre autres raisons, Robert Giraud a composé un traité de l'Argot de bistrot, que j'aimerais voir entre toutes les mains des Français-buveurs et Pastissés-très-précieux, avant qu'elles ne tremblent trop sous l'action des diverses liqueurs et

n'empêchent ainsi une lecture fluente... sans compter l'état des mirettes qui peut, pour des mobiles analogues, laisser également à désirer, sur les vieux jours.

J'ajoute que le bouquin de Robert Giraud est, en même temps qu'un dictionnaire bien senti sur le vocabulaire des liquides, un album de photographies d'ambiance tout à fait bien choisies, les unes incitatives, les autres... annonciatrices de déceptions ivrognes.

saisons, l'absinthe ne se trouve plus sur les rayons des supermarchés. Dommage. A ce qu'on dit dans les troquets, elle vous rendait raide dingue en trois coups, comme ce vin de Noah, cépage redoutable aujourd'hui proscrit, qui obtenait le même résultat en un temps encore plus record.

Donc, lisez Giraud ! C'est un « must » ! Pour ne pas passer pour un cave au rade de votre dilection. Vous apprendrez de même ce qu'est un cardinal, un communiard, une tomate, un perroquet, un tortu... Et encore du coaltar, une côtelette sans os, du couillotin, un fœtus, une mario-salope, un omnibus, un side-car, tous sirops fort propres à s'affûter le sifflet dans les grandes largeurs.

Comme l'a fait aussi Martine Chatelain dans ses Mots de l'ivresse (chez Belin), Robert Giraud explore les taillis de la boutanche avec une compétence tous azimuts qui me laisse des doutes sur sa vocation anti-alcoolique. Un gaillard qui en sait aussi long doit tirer une belle expérience derrière son wagon-foudre. « Pas ne le dit pour le lui reprocher... », disait encore Villon.

Un autre aspect du travail de Giraud, c'est une jolie anthologie ponctuelle des mémorialistes du demi-siècle. Car l'album est copieusement illustré... par l'exemple. Tout ça bien instructif, bien divertissant, avec un petit furet de rétroviseur qui, par les temps qui courent et toutes hontes... bues, m'a semblé tout à fait réconfortant. A la vôtre !

ALPHONSE BOUDARD.

★ L'ARGOT DU BISTROT, de Robert Giraud, préface de Roland Topor, Ed. Mazarin, 158 p., photos noir et blanc, 200 F.

(1) Contean à cran d'arrêt.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Couple infernal

(Suite de la page 21.)

COMME SOUVENT dans les couples maudits tels que les point Strindberg, chacun des deux partenaires cherche à sauver l'union, ou ses intérêts propres, en épousant ce qu'il croit être la mentalité de l'autre. L'homme d'argent jure ses grands dieux que les affaires l'assomment, qu'il aurait tant aimé être de l'autre côté, celui de la gloire et de l'éternel, mais que, bah, il faut bien que quelqu'un des deux se saisisse les mains. L'homme de lettres s'essaie au réalisme des chiffres, en rajoute dans une épître contrefaite, singe la voyouterie qu'il suppose à son vis-à-vis. Puis, chacun retombe dans son rôle, comme épuisé et honteux d'en être sorti...

Décidément, il n'y a pas de quoi rire ni moins encore de quoi juger. Il vient un moment où le beau rêve de mettre en mots des chimères doit se traduire en placards, en coquilles, en paroles avec les correcteurs, les représentants, les journalistes, tous ces intermédiaires nécessaires et que l'artiste a tort fait de trouver parasites, afin d'entendre l'autre solitude visée dans l'isolement de l'acte d'écrire, celle du lecteur. Un court temps, celui où l'éditeur règne, d'un règne souverain et vaguement coupable, ou qui s'en donne l'air, l'impalpable se fait marchandise, enjeu technique et social, il y risque sa pureté, son être même.

C'est cette négociation poignante qui se devine en filigrane des billets et des pneumatiques évoquant, sans recul, telle velté typographique ou comptable. La Correspondance Proust-Gallimard est à lire en songeant à ce qu'elle cache, à ce qu'elle tente de dire d'inavouable de part et d'autre, et que nous sommes seuls à deviner, n'y étant impliqués que par procuration, et pour peu que nous gagnons la sympathie.

PROUST entre deux siècles peut nous y préparer. C'est un essai d'Antoine Compagnon, qui préface par ailleurs la réédition en « Folio » de Sodome et Gomorrhe. Le mot « essai » ne convient qu'à demi. Il manque à l'ouvrage ce qui fait l'intérêt du genre, une intention propre et continue, gagée par l'indébit du texte. Il s'agit plutôt d'un recueil d'articles. L'un d'eux a paru dans Equinoxe, l'autre dans la Revue des sciences humaines, un autre dans la Nouvelle Revue de psychanalyse. Mais ils semblent avoir été remaniés et servent un dessein qui leur est commun et que signale le titre.

Proust n'aurait pas l'idée qu'on regarderait ses manuscrits à la loupe, qu'on en tirerait des hypothèses fausses sur sa façon de travailler et sur l'évolution de sa pensée. Il s'est ouvert de cette appréhension dans une lettre de 1922 à M. et Mme Sydney Schiff, citée en exergue par Antoine Compagnon. Et, en même temps, il redoutait qu'on ne s'aperçût pas des idées autour desquelles était bâtie son entreprise, que l'énormité et l'apparente frivolité de cette dernière n'en cachent le propos.

De fait, la Recherche donne le sentiment, quand elle paraît, au lendemain de la Grande Guerre, d'un « monstre préhistorique échoué dans les Années folles ». L'expression est de Compagnon. Elle rejoint celle de Proust lui-même parlant de « monument druidique » promis à l'oubli.

L'HEURE est alors aux romans populaires et patriotiques, à thèse sociale ou religieuse, ou bien à l'éclatement dadaïste des formes. Et pourtant l'œuvre proustienne trouve sa place à la charnière des deux siècles en train de s'opposer. Compagnon compare excellemment la situation de Proust à celle, en peinture, de Manet, que Proust invoque d'ailleurs volontiers. Dernier des classiques ou premier des révolutionnaires ? La Recherche illustre la continuité et la rupture, par l'inconfort et l'insécurité qui s'en dégagent. Proust reviendra souvent sur le classicisme de Racine ou de Baudelaire, né de vrais arrachements à la tradition, tandis que les avant-gardes de surface retombent dans l'académisme.

Autre analyse particulièrement riche : celle que Compagnon consacre à ce qu'il appelle « l'épithète inégale ». On sait comme Proust en veut à Sainte-Beuve de mal allier les adjectifs. Il ne suffit pas, pour être écrivain, de faire suivre des mots de portée décroissante ou inattendus. Faire dérailler la langue ne paraît génial qu'aux niais. Proust rêve d'une pauvreté sublime à la Fromentin, qui fuirait l'effet artiste. Et on a vu le résultat ! En faire trop, pas assez : vieux dilemme de tout écrivain, et que la Recherche ne tranche pas, sinon en s'abandonnant à l'inimitable. « Le soleil rayonnant sur la mer », de Baudelaire, mis en musique par Fauré, faut-il y voir le comble de la platitude ou de l'économie suggestive ? Et l'audace syntaxique, qu'en attendre, si elle n'est irrépressible ?

« Problèmes de cuisine intérieure », risquent de dire les parasseux pour qui un livre ne doit laisser voir, comme la peinture ou le théâtre d'autrefois, qu'un sujet bien cadré, sans aperçu sur l'atelier du peintre ou la coulisse, sur l'angoisse du comment s'y prendre, à l'image des objets industriels dont des carènes enveloppantes dérobent au regard tout soupçon de travail en cours...

Comme les bisbilles avec Gaston, les questions de style soulevées par Compagnon nous concernent tous. Les capots plombés et les garanties de conduite sans effort, laissons cela aux marchands de bagnoles !

★ CORRESPONDANCE MARCEL PROUST-GASTON GALLIMARD, présentation et notes de Pascal Fouché, Gallimard, 670 p., 195 F.

★ PROUST ENTRE DEUX SIÈCLES, d'Antoine Compagnon, Seuil, 318 p., 140 F.

★ SODOME ET GOMORRHE, de Marcel Proust, préface d'Antoine Compagnon, collection « Folio », Gallimard, 650 p., 43 F.

PIERRE JEAN LAROUSSE, GWENDOLINE JARZYCKI

Le syllogisme du pouvoir

« C'est la démocratie libérale »

Une traduction nouvelle de la collection des paragraphes... (textes de la Constitution de la République française et les textes fondamentaux de la philosophie de l'État de Hegel)

Hegel : le malheur de la conscience ou l'accès à la raison

Traduction nouvelle de la collection des paragraphes... (textes de la Philosophie de l'Esprit de Hegel)

Aubier



sous la direction de

Michel Serres

Bordas
Cultures



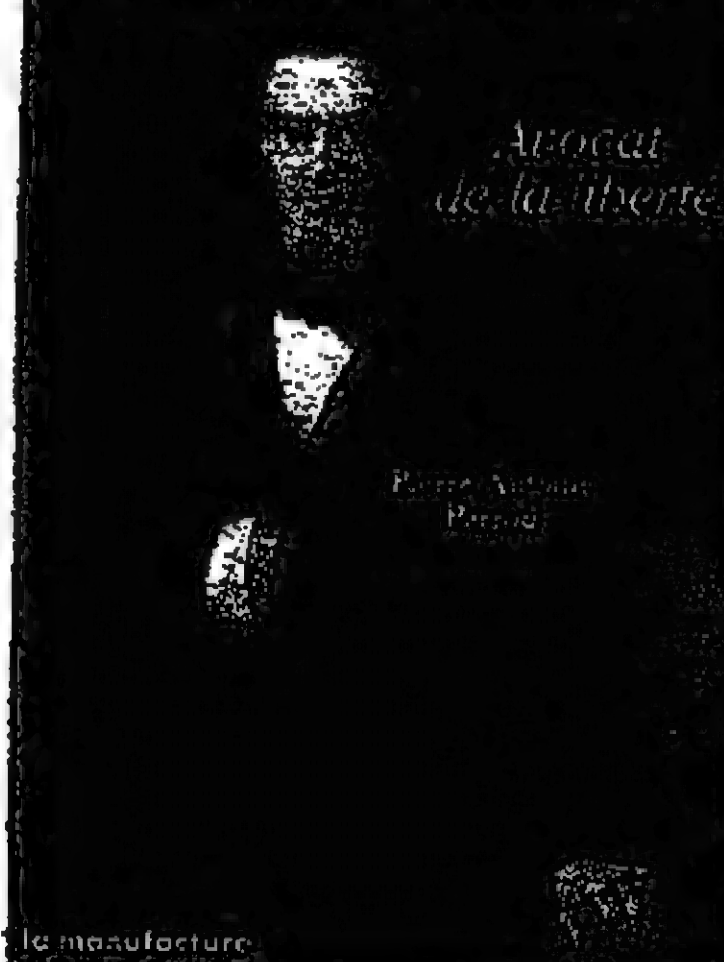
Jules Favre avocat de la liberté

Pierre Antoine Perrod

Jules Favre

« Pierre Antoine Perrod a entamé un beau procès en canonisation. Il est irrésistible... Lisez. » (Pierre Chaunu, Le Figaro.)

« Pour les amoureux de l'histoire du barreau au XIX^e siècle, une mine incomparable permettant de revivre au quotidien l'activité d'un grand avocat. » (A. Viala, La Gazette du Palais.)



la manufacture

PRIX BALZAN-COMPARATISME 1988

ETIEMBLE



L'Europe chinoise

Volume II

De la sinophilie à la sinophobie

Bibliothèque des idées

GALLIMARD *rif*

LA PENSÉE UNIVERSELLE

poètes du temps présent

- Karine SKODA
« Amour, toujours, vie à l'infini »
80 pages, 49,20 F.T.T.C.
- Guy GUÉRINEAUX
« Aurore poétique »
48 pages, 46,70 F.T.T.C.
- Georgette BORDIGONE-BERT
« Au gré du vent »
160 pages, 64,20 F.T.T.C.
- Rachid CHIKHI
« Bouquet d'Algérie »
80 pages, 52,80 F.T.T.C.
- Frédérique CAP
« Ça n'arrive pas qu'aux autres »
64 pages, 45,40 F.T.T.C.
- PAULANGE
« Cendres vivres »
80 pages, 48,50 F.T.T.C.
- Serge JEANDEL
« Corde sensible »
48 pages, 42,20 F.T.T.C.
- Danielle GAPIN-TRAHIN
« Les confidences d'un grenier »
192 pages, 69,60 F.T.T.C.
- Manuel MENDES
« Les crises en thèmes »
192 pages, 73,90 F.T.T.C.
- Pascal MORISSET
« De la vie à la mort »
80 pages, 48,50 F.T.T.C.
- Suzanne BARON
« Diorama »
32 pages, 39,80 F.T.T.C.
- Maryvonne POHARDY
« Et si nous cheminions ensemble »
48 pages, 42,20 F.T.T.C.
- Georges BECKER
« Femme... toute ma vie »
176 pages, 67,50 F.T.T.C.
- Joseph FLOSSI
« Larmes blanches »
32 pages, 39,40 F.T.T.C.
- Pierre AUGER
« Lucarnes »
64 pages, 45,40 F.T.T.C.
- Sandra FANGAZIO-FRA
« Mais comment lui dire ? »
64 pages, 46,90 F.T.T.C.
- Jocelyne TISSOT
« Métamorphose »
48 pages, 42,20 F.T.T.C.
- Valérie SAUVAGEON
« La nuit, mon alliée »
48 pages, 42,20 F.T.T.C.
- Claude SANTONI
« La nuit des folies »
164 pages, 67,40 F.T.T.C.
- Jean-Jacques ROBIN
« Passeport pour la vie »
48 pages, 42,20 F.T.T.C.
- Jean-Guy OLIVIER
« La passion du réel »
48 pages, 42,80 F.T.T.C.
- Gilda HERRLI
« Pensées provençales »
32 pages, 39,80 F.T.T.C.
- René FAIVRE dit RENATO
« Pêle-mêle poétique au fil du temps »
80 pages, 48,50 F.T.T.C.
- Gérard DOREAU
« Poésie nivernaise »
64 pages, 45,00 F.T.T.C.
- Gaël PINTY
« Poèmes de l'imaginaire et du réel »
80 pages, 47,10 F.T.T.C.
- Sylvie CEPPI
« Plume à bonheurs »
32 pages, 39,40 F.T.T.C.
- Pascal FAGAN
« Plus beaux sont nos rêves quand ils reviennent de loin »
144 pages, 64,20 F.T.T.C.
- Anne-Marie BASQUIN
« Relief »
48 pages, 42,20 F.T.T.C.
- Albérie COISEUR
« Sensibilités »
32 pages, 39,80 F.T.T.C.
- Charlotte BEAUMONT
« Souvenirs amers »
32 pages, 36,90 F.T.T.C.
- Serge COQUILLAS
« Souvenirs d'un enfant isolé »
48 pages, 42,20 F.T.T.C.
- Catherine AMMAR
« Survivre »
64 pages, 46,00 F.T.T.C.

- Didier POINTREAU
« La vie est une rose, épines où l'on se pose »
128 pages, 68,10 F.T.T.C.
- Sylvie LE BIAN
« La vie de mon cœur »
48 pages, 42,20 F.T.T.C.

romans

- Jo. GALLIOZ
« L'Alpe et son Mattéo »
L'histoire passionnée et passionnante d'un enfant de l'Anastasio.
208 pages, 68,60 F.T.T.C.
- Stéfano TENEFF
« L'assassinat d'un mort »
A New-York, une enquête policière très mouvementée.
208 pages, 77,80 F.T.T.C.
- Eugène LEIBENGUTH
« Bagages »
Un roman qui confronte à son passé.
208 pages, 88,20 F.T.T.C.
- Kettie CYMAN
« Charlie and Co »
Humour et romanesque, un roman très contemporain.
96 pages, 52,80 F.T.T.C.
- Serge WESEL
« Kröll et autres Contes de Mort »
Le livre noir d'un conteur obsédé par la souffrance et la mort.
128 pages, 57,80 F.T.T.C.
- JANNEAU DE TINCHÉBRAY
« Le mousquetaire rouge et le squelette de l'arbre creux »
Un grand amour, sous le tourment révolutionnaire.
256 pages, 96,70 F.T.T.C.
- Jacqueline METEREAU
« Misandre »
La grande du machisme.
112 pages, 51,70 F.T.T.C.
- Jean-Marc BOURDALEX
« Les marionnettes de l'impossible »
Kidnappings en série, chez Guignol.
256 pages, 101,30 F.T.T.C.
- Oleg ROSSELLO-BOURGUIGNON
« L'orpheline de Pontivrea »
Dans les années 20 une famille d'origine italienne s'établit en France.
144 pages, 68,50 F.T.T.C.
- Corinne DUPRE
« La passion d'un voyage »
Un voyage d'affaires qui devient un voyage d'amour.
80 pages, 47,50 F.T.T.C.
- Pierrette MOREL CASTELS
« Pensées dans la tête »
Souvenirs, anecdotes, réflexions. La vie, quel...
64 pages, 39,80 F.T.T.C.
- Daniel MASAROTTO
« Phénix »
Des personnages qui renouent de leurs propres cendres.
176 pages, 68,50 F.T.T.C.
- Rosemonde AHOUE DE SAINTANGE
« Sang et larmes d'Afrique »
Une aventure au quotidien dans la brousse africaine.
272 pages, 108,70 F.T.T.C.
- Charles-Marie de BONADONA DE SOLANCIER
« Symphonie tragique »
La victoire de l'émancipation.
192 pages, 73,90 F.T.T.C.
- Joseph BEAL
« Sur les pas d'un enfant de Majorque »
La vie d'un déraciné au début de ce siècle.
368 pages, 113,40 F.T.T.C.
- Francine LAURANS
« Tourmente sous les Tropiques »
Intrigue et passions amoureuses, à Brazzaville.
208 pages, 88,60 F.T.T.C.
- Michel DAVY
« La Ziggourat »
Le roman d'un traqueur de fausses routes.
192 pages, 72,80 F.T.T.C.

— récits - souvenirs —

- Robert RAMELOT
« Bwana Maibwe »
Les aventures d'un géologue dans une Afrique aujourd'hui disparue.
288 pages, 117,70 F.T.T.C.
- Haiter REGAUX
« Caducée et Croix de Lorraine »
Un chirurgien de la résistance aux prises avec l'adolescence.
288 pages, 111,00 F.T.T.C.
- Andrée RAKOSY
« Ile magique, l'île de Pâques »
Une merveilleuse anecdote dans un tour du monde en Concordie.
64 pages, 42,20 F.T.T.C.
- René COREDO
« Mataf, maton, flic »
Toute une carrière au service de l'Etat.
224 pages, 92,80 F.T.T.C.
- Élisabeth MAIRE
« Marie-Hélène une vie d'amour et de devoir »
Les déceptions d'une petite paysanne lorraine.
292 pages, 122,00 F.T.T.C.

- Clémence DE COURTHEZON
« Ma brassée de souvenirs »
Dans le Vaucluse de 1814 à 1944.
96 pages, 69,60 F.T.T.C.
- Marie-Joséphine BERNARD
« Le miroir brisé »
Une femme lutte contre la maladie qui l'entraîne par sa mort.
128 pages, 57,80 F.T.T.C.
- Florent HARTE
« Nostalgie à Marras »
Les charmes de la vie dans la campagne basco-béarnaise.
208 pages, 71,70 F.T.T.C.
- Hélène GIRAUDIAS
« Le recul du temps »
La chronique d'une famille saintongeaise et poitevine, tout le long du XIX^e siècle et jusqu'en 1922.
328 pages, 167,80 F.T.T.C.
- Pauline HAVAGE
« Toute une vie d'amour »
Une toute petite femme, mais un cœur gros comme ça.
112 pages, 49,50 F.T.T.C.
- Pierre RICCI
« Vision et sensibilité »
Tantôt drôle, tantôt grave, toute une vie avec le soleil de Marseille.
96 pages, 49,20 F.T.T.C.

essais

- Mohamed HIFAD
« Amina ou la force de la symétrie »
Un voyage initiatique pour vivre en harmonie avec le monde.
80 pages, 44,30 F.T.T.C.
- Marie-Henriette GUERMEUR
« Jeu, set et... Mac »
Une biographie et aussi un hommage à John MC ENROE.
128 pages, 49,10 F.T.T.C.
- Laurent DUPAS
« Légiférer la manipulation ou les Hallues réunies »
A la recherche de l'explication d'un jeu de dupes.
224 pages, 59,10 F.T.T.C.
- Rémi CARILLON
« Quinze maximes pour l'homme »
Éléments de réflexion sur le rôle des hommes dans l'univers.
320 pages, 96,80 F.T.T.C.
- Jean ROBERT
« La vérité »
Il est urgent que les hommes se placent sous la protection de Dieu.
144 pages, 52,80 F.T.T.C.
- Henri RUCQUOY
« Soit Belge et ne te tais pas »
La réplique d'un Belge à l'attitude souvent ironique et condescendante des Français.
176 pages, 78,70 F.T.T.C.
- Alfred CHAMM
« Sous l'aile du Burnous »
De courtes pages, de longues histoires.
128 pages, 81,00 F.T.T.C.
- Lucien LEDIRAT
« Recueil de pensées d'un ouvrier français apolitique et libre penseur »
Les réflexions d'un homme comme tant d'autres.
64 pages, 39,80 F.T.T.C.
- Michel LEMOINE
« Votre chevelure cette inconnue »
Des problèmes souvent beaucoup plus simples à résoudre qu'à guérir.
208 pages, 91,80 F.T.T.C.

théâtre

- Albert ISSA
« Cady ou l'amour fétiche »
L'esprit des sociétés africaines d'avant la colonisation.
64 pages, 36,90 F.T.T.C.
- Pierre JUDY DU FERRE
« L'esclave de l'amour »
Une œuvre soustraite à la Gascogne son fils, né de père jull.
128 pages, 55,70 F.T.T.C.
- Alicia GONZALES ARTIDIELLO
« Fabulations d'un autre monde »
Tout est déraciné au royaume de la mort.
48 pages, 38,60 F.T.T.C.
- Alain TAMENNE
« Les joueurs d'amour »
Les chemins-croisés des cœurs et des sens.
160 pages, 64,40 F.T.T.C.
- Michel FEVE
« Hors rendez-vous »
Le dernier client d'une prostituée à la veille de la retraite.
96 pages, 49,50 F.T.T.C.
- Patrick TOURCHON
« Menghalakan, la justification »
Les préoccupations des étudiants malaisiens d'un enseignement français.
56 pages, 49,50 F.T.T.C.
- Yannick BERTHOUX
« La mariée rouge »
Sous le Terror, une enquête policière.
136 pages, 56,70 F.T.T.C.
- Jacques BELOT
« Théâtre insolite II Bras d'Honneur ! »
L'insolence du conflit autochtono-péruvien.
80 pages, 48,50 F.T.T.C.

4, rue CHARLEMAGNE, PARIS-4^e. TÉL. : 48-87-08-21

Les prix indiqués sont ceux pratiqués en notre librairie.
DIFFUSION, LIBRAIRIE, VENTE : 4, rue Charlemagne, PARIS (4^e) - Téléphone : 48-87-08-21

D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

Des talents inquiétants...

★ **VAMPIR, ROMAN TOUT EN COULEURS ET EN LAMBEAUX**, de Hanna Heinz Ewers. Traduit de l'allemand par Jan Dussay, L'Age d'homme, 412 p., 150 F.

★ **L'HOMME D'APULIE**, de Horst Stern. Traduit de l'allemand par Nicole et Henri Roche, Hachette, 404 p., 118 F.

VAMPIR. Roman tout en couleurs et en lambeaux. L'étrange livre vous saisis dès les premières pages, même sans rien connaître de l'auteur, Hanna Heinz Ewers, qui, dans un court préambule au titre latin (*Habent sua fata libelli*), qu'on pourrait traduire librement par la citation du Maître et Marguerite, « Les manuscrits ne meurent pas », il se présente en tant de lui à la troisième personne. Il nous conte l'histoire incroyable de son manuscrit : « Achevé en décembre 1918 à Séville ; de là, H.H.E. l'expédia vers l'Allemagne à bord d'un navire norvégien ; stoppé par les Français à Brest, le capitaine détruisit le manuscrit, H.H.E. envoya alors, de New-York, au printemps 1917, une copie sensiblement remaniée ; un monsieur R., de Vienne, qui s'acharnait du courrier secret vers l'Allemagne, le prit en charge. Son agent était steward sur un vapeur suédois... » Vampir sera ensuite enterré dans un jardin du Bronx, une copie sera brûlée par une Irlandaise pour échapper à une perquisition du FBI, il sera mis à l'index aux États-Unis, tandis que son auteur, interné à plusieurs reprises comme citoyen allemand, libéré sur parole « à condition de ne rien publier », revenu en Europe en 1920, tant à répéter que « les autorités américaines se montrent fort zélées lorsqu'il s'agit d'empêcher l'émergence des choses de l'esprit ».

Qu'est-ce donc que ce terrible brûlot ? Qu'est-ce que ce dangereux Vampir empêché par tous les moyens d'arriver à... son éditeur allemand et qui, après soixante-dix ans, pour la première fois, est publié en français ? Disons-le tout net : un rêve fantastique et beau, aux frontières du romantisme, du scientisme et du magique, qui, un peu comme le manuscrit caché du Nom de la rose, ramasse en un délicieux fatras l'état des cultures et des anglophones étirées par les « buveurs de sang ». Les amateurs le savoureront.

« Le talent de cet auteur est inquiétant », écrivait en 1920 Pierre Mac Orlan, un découvreur admirateur de ce « monsieur ne pensant pas comme tout le monde », en avant-propos de la première édition française de Mandragore (1). « Mandragore, poursuivait-il,

n'est ni un roman de tout repos ni, je crois, un roman conforme au goût littéraire de notre race. Mais, tel qu'il est, avec ses erreurs, c'est un ouvrage d'une puissante personnalité, révélant une intelligence systématiquement perversité ».

Cette analyse convient aussi à Vampir dans lequel on retrouve les mêmes obsessions, mais actualisées par le contexte de la Première Guerre Mondiale et par des éléments autobiographiques avertis comme des pierres dures dans la succession des aventures hallucinées et prodigieuses de Frank Braun, celui qui, dans Mandragore, s'égare de cette créature idéale d'une blancheur sans tâche et, en même temps, facteur de toutes les perversions. « Ce livre, écrivait encore Mac Orlan, est un des plus curieux documents que l'on puisse soulever sur l'Allemagne de 1914 et ses classes dangereuses intellectuelles (...), composé par un poète, par un artiste sachant admirablement doser ses poisons. » De même, Vampir est aussi un document sur l'état d'esprit des Allemands à New-York pendant la guerre de 14, coincés loin de leur pays, tentant de trouver un bateau au risque de se faire arraisonner par les Anglais et envoyer en prison. Un New-York dont Ewers connaît admirablement les rues, les quartiers, les bars, les gens, et où lui-même sera « retenu », venant en aide à la patrie comme son personnage Frank Braun en faisant des tournées à travers tout le pays pour mobiliser les Allemands d'Amérique et collecter des fonds.

Le roman, « tout en couleurs et en lambeaux », commence alors que Frank Braun, malade de l'Europe en « cette année où le monde est devenu fol », était reparti une nouvelle fois (« En fait, ce la septième, le dixième ou le douzième fois ? »), s'embarquant de Hambourg vers les mers du Sud, dépassant le détroit de Magellan pour aller dans le port d'Antofagasta, au Chili, l'attendant de Sarajevo. La fin de l'Allemagne. La guerre... la guerre avec la France, la Russie, l'Angleterre, mais aussi la Belgique, la Serbie, le Monténégro, le Portugal, le Japon, l'Italie, la Roumanie, la Grèce.

Tandis que, pour augmenter le sentiment de fin du monde, sur le *Thuringia* qui arbore fièrement le pavillon noir-blanc-rouge avec la Croix de fer, s'est déclarée la fièvre jaune. Comme si le diable était morté à bord, décimant les passagers, tuant presque jusqu'au dernier homme et animal du petit cirque d'Europe qui s'est fourvoyé là. Quelle tendresse dans la description de la fin du



Dessin d'Edward Munch.

dompteur de fauves mourant près de ses cages en psalmodiant : « Adieu Allah ! Adieu Mahmoud ! Le capitaine s'occupe de vous. Il l'a promis, il l'a juré, Adieu, Adieu ! » Et dans tous les ports, au Pérou, en Equateur, à Panama, au Mexique, on empêche le bateau d'accoster ; on les chasse de partout.

A San-Francisco, notre héros malade réussit à descendre à terre, à se sauver... jusqu'à New-York où il retrouvera la colonie allemande échouée là, et surtout le fils conducteur, deux ex machina du livre : madame Van Ness, alias Lotte Levi, qu'il avait défrisée à quinze ans au Tiergarten, la belle roussée aux yeux verts, la belle juive (demi-juive, plutôt), avec ses bijoux d'émeraude et son inquiettant attirail de cleaues, de canifs, de scalpels et de bistouris... Autre Mandragore pratiquant pour lui le grand rituel où se confondent le sang, la volupté et la mort.

En quinze chapitres aux noms de pierres précieuses, de l'opale à l'hématite, Frank Braun va nous entraîner à sa suite sur le continent américain, du sud au nord, d'ouest en est, dans le Mexique en révolution, à Central Park pour se flâner malgré lui avec la fille d'un des grands magnats de Wall Street, dans les meetings des comités patriotiques, à la corrida où l'on fait combattre un taureau et un tigre (un survivant du *Thuringia*, justement), à la « Fête des roses » où se défilent des femmes du monde déguisées en nymphes. Un roman gros de centaines de personnages étonnants ou inquiétants : des légionnaires, des clowns, des hommes-canon, Pancho Villa, des espions de toutes nationalités, autour de ce Frank Braun qui, dans les

délices du meurtre, rêve de Picasso (qui a les oreilles de Van Gogh), d'Emmeline, la plus grande diva du monde.

Et aussi de Frédéric Hohenstaufen, l'empereur Staufen que François d'Assise avait voué à l'enfer, que le pape avait excommunié. « Lui, Frédéric II, le père d'Erzic et de Manfred, lequel avait bouleversé le monde de sa poigne allemande. Quelle était sa patrie ? Était-il allemand, lui ? Parce qu'il était né sur les bords du Rhin ? Ce chrétien qui ne méprisait pas moins le prophète chrétien que le juif et l'arabe ! Cet Allemand qui tenait sa cour à Palerme, dont le chancelier était un poète pieux, dont le meilleur ami était un juif de Jaffa et dont les sages conseillers étaient des Sarrazins ! L'empereur se riant tout autant des chrétiens des patries que de ceux des religions. » Frédéric II (1194-1250), souverain de l'Empire romain germanique, roi de Sicile et de Jérusalem, « le premier après Dieu », qu'on retrouve dans l'*Homme d'Apulie*, des Mémoires apocryphes écrits avec beaucoup d'érudition et par un Allemand d'aujourd'hui, Horst Stern, fasciné par son sujet. Cet *Homme d'Apulie* aussi éloigné de Benoît-Méchin que de Kantorowicz, sans craindre les enchevêtrements qui permettent à l'empereur souabe de lire Jünger et Nietzsche et de louer la beauté des paysages des Pouilles, la riche Apulie. « L'histoire n'est pas une science, elle est, comme la théologie, une création artistique qui se développe à partir de l'analyse de textes anciens », prévient Frédéric II, le petit-fils de Barberousse, par la plume de son « autobiographe ». Voilà la clé de ces « Mémoires privés », passionnante introduction qui ne se veut pas livre d'histoire.

Revenons à Frank Braun, vampire vampirisé à l'étrange maladie, qui voit du sang dans tous ses rêves et vit avec la peur d'être aspiré, vidé, de se fêtrer tandis que la terre entière, prise d'une « folle sanguinaire », s'est dressée contre sa patrie.

Nourri comme ses livres d'une immense culture classique, moderne et cosmopolite (très imprégnée de psychanalyse), passionné par les sorciers et les prodiges autant que par le symbolique, le mystique et le magique — sans craindre la pantoïme, — H.H.E., cet aventurier qui a bourlingué sur la terre entière est lui-même un personnage de roman : né à Düsseldorf en 1871, mort à Berlin en 1943, artiste-peintre, journaliste à Berlin, directeur d'un fameux cabaret littéraire où Schönberg fut chef d'orchestre, scénariste du *Étudiant de Prague*, un

des plus célèbres films expressionnistes allemands, auteur de romans-catastrophes, d'ouvrages critiques, d'impressions de voyage. Mais, brossé par la guerre et la défaite allemande, ce descendant sceptique se transforma en nationaliste ardent prêt à sympathiser avec le « parti de l'ordre », à se rallier à Hitler. Mais il tombe en disgrâce, son œuvre est interdite dès 1935 (à part des ouvrages de propagande, dont une biographie de Horst Wessel, l'objet de l'hymne du Parti nazi). Il n'écrivit plus. « H.H.E. fut « censuré » à Berlin et à Vienne, à Saint-Petersbourg, Rome et Paris, mais nulle part d'une façon aussi fabuleusement totale qu'aux États-Unis », écrivait-il en 1920 sans se douter que, dans son pays, il perdrait même le droit d'écrire.

On peut renifler devant son goût pour une sorte de bazar encyclopédique, son inquiétant univers de mort un peu Grand Guignol, mais il y a dans Vampir une déraison à l'égard des valeurs sacro-saintes de la Heimat, un esprit visionnaire qui ne se préoccupe pas de réalisme politique ni de morale, une étrange façon de vouloir que le grand de l'Allemagne passe par un mélange des temps allemand et juif ! (« Tu as suivi la voie que je t'ai montrée, celle qui mène à ta patrie. Tu es devenu allemand : mon sang coule en toi », dit Lotte Levi à Frank guéri). Hubert Juhn, dans une remarquable préface à Mandragore, en 1970, nous incite à juste raison à lire Ewers, non pas comme un précurseur politique, mais pour le plaisir du cauchemar. « De grâce, se fâchait le préfacier, que l'on s'abstienne d'écrire comme certains que ce même Ewers a vu l'épouvante naître sur de ses lèvres, et qu'il en fut ainsi parmi les créatures. Les mauvaises lectures font les vrais criminels. Plantes exotiques. Nous n'avons sommes plus là. Cette façon de chercher — et de trouver — aux dignitaires du régime hitlérien des responsables de la doctrine de la littérature et de l'art est franchement intolérable. »

Chez les écrivains comme ailleurs, c'est le talent qui inquiète le plus. Si vous avez aimé d'Annunzio, Eco, ou même l'*Ève future* et la *Cavalière Elsa*, allez voir du côté de Hanna Heinz Ewers, vous ne le regretterez pas.

(1) *Mandragore*, paru en français en 1920 chez Grès, a paru dans une nouvelle traduction due à François Truchaud chez Christian Bourgois. Réédité en 1988. Du même auteur, signalons deux volumes de nouvelles : *Dans l'épouvante* (Bourgois), *l'Arrière* (Marrast).

La mémoire de Penelope

Quand se mêlent l'Histoire et les souvenirs intimes. M^{me} Lively bat les cartes.

HISTORIENNE de profession (elle enseigne à Oxford), Penelope Lively a fait de l'Histoire le sujet principal de ses romans. Partant de l'idée que toute vie, lorsqu'on tente d'en organiser le récit, peut, comme l'Histoire, faire l'objet d'un nombre infini d'interprétations, Penelope Lively a tenté de rendre compte d'une telle complexité.

Serpent de lune, qui reçut, en 1987, le très prestigieux Booker Prize, tente donc de capter une vie dans la multiplicité des sentiments, des impressions et des faits qui la composent, sans que les événements décrits soient évoqués en fonction d'une quelconque chronologie ni que soient écartés les myriades d'aspects, en apparence secondaires, de la personnalité. « Le jeu de cartes que je transporte avec moi est constamment battu et rebattu. Aucune continuité ; tout se passe en même temps. »

Sur son lit de mort, à l'hôpital, Claudine, une historienne réputée, se souvient : des images remontent et déclenchent le processus de la mémoire : ainsi revivait-elle son enfance, la relation d'amour-haine avec son frère et, plus tard, le rapport tout aussi ambigu établi avec sa propre fille, la période de guerre, surtout, dans la chaleur étouffante du désert, le bruit et la poussière du Caire, ou bien dans la chambre d'hôtel aux volets clos où vient la rejoindre son amant. Les rapports entre les personnages, dans leur mouvance et leur ambiguïté, sont présentés au cours de scènes brèves — par

exemple, une visite au musée qui sera examinée sous divers points de vue. Les épisodes, avec les réactions diverses qu'ils suscitent, s'enchaînent suivant l'ordre subjectif que dicte la mémoire. « Le fonctionnement de la mémoire m'a toujours fascinée », dit Penelope Lively. Une façon de l'étudier pouvait être d'utiliser ma propre vie, mais il fallait bien entendu dépasser les limites de l'expérience individuelle... Je suis née en Égypte et j'y ai été élevée. J'ai passé là-bas les années de guerre et j'en ai gardé un souvenir très intense. Mais une petite fille de huit ans ne passe que peu de temps sur le champ de bataille ! »

Il lui fallut retourner en Égypte, ce qu'elle fit récemment, pour préciser ses souvenirs et mettre à exécution le désir longtemps mûri d'écrire sur la guerre et sur ce pays. Ce roman fut donc à la fois suggéré par le besoin de revenir aux années d'enfance en Égypte et par la fascination de l'Histoire. La clé en est donnée dans une phrase dont Penelope Lively souligne la place centrale qu'elle lui attribue : « Si je ne fais pas partie du tout, je ne suis rien. » Se relier à l'Histoire, se situer dans un tout qui excède par définition les limites de l'individu, telle est la démarche qui, selon Penelope Lively, donne à l'humain sa dignité.

CHRISTINE JORDIS.

★ **SERPENT DE LUNE**, de Penelope Lively, traduit de l'anglais par Raymond Las Vergas, Stock, 286 p., 130 F.



Penelope Lively : la fascination de l'Histoire.

MICHÈLE MANCEAUX
Le fils de mon fils

Un livre qui déchirera tant les hommes que les femmes, et peut-être même plus les hommes.

MICHÈLE DEON de l'Académie française « Marie-Claire »

« Recettes de tendresse et de liberté très difficiles à rater. » PATRICK BISSON « L'Écho International »

PLON

Un coup de théâtre de Thomas Keneally

Une pièce jouée à Sydney en 1789 bien vue par le romancier australien.

Le jeudi 4 juin 1789, pour l'anniversaire du roi d'Angleterre, les convives, marins et soldats exilés à Sydney depuis une année, se rendirent au théâtre. Une petite troupe de forçats jouait l'*Officier recruteur*, de George Farquhar. Le lieutenant Ralph Clark, responsable de cette opération dont les préparatifs avaient duré plusieurs mois, eut droit lui aussi à des applaudissements bien mérités. Il en avait vu de toutes les couleurs avec ses acteurs, et surtout des actrices, dont la jolie Silvia qui devint sa maîtresse. C'est donc lui le « metteur en scène », il aurait peut-être mieux valu dire le « metteur de jeu ».

Car c'est d'un jeu qu'il s'agit : celui qui, dans cette œuvre de fiction inspirée initialement par un journal intime authentique (retrouvé depuis peu), s'instaure entre la dimension imaginaire d'une comédie et la réalité prodigieuse dure de la vie quotidienne. Chaque protagoniste, y compris l'aborigène de service Arabanoo, présente une facette de ce rude microcosme, et une multitude de détails véridiques ou judicieux captivent l'attention ; plus, à dire vrai, que ne l'entraîne un flux émotionnel.

Thomas Keneally traite toujours des sujets forts, qui ont quelque chose de saisissant. *La Liste de Schindler* (seul autre livre de lui traduit à ce jour en français) relevait d'une enquête sur cet industriel allemand, sauveur de juifs pendant la guerre, autant que du roman. Avec *Le Metteur en scène*, comme avec *Bring Larks and Heroes* et *Passenger*,

le champ d'investigation est purement australien, ce qui n'est pas fait pour nous déplaire (1). Quant au genre du roman historique, il a ses partisans comme ses adversaires : à chacun de décider. Détail amusant à cet égard, le comte de La Pérouse, célèbre navigateur, est devenu dans le texte français La Panouse, plus connu comme propriétaire du château et du zoo de Thoiry.

Redevenons sérieux : la dédicace aux aborigènes « à jamais dépossédés » aurait été plus fidèlement traduite par « encore dépossédés » — manance.

JEAN-PAUL DELAMOTTE.

★ **LE METTEUR EN SCÈNE**, de Thomas Keneally, traduit de l'anglais (Australie) par Anne Damour, Éditions Bernard Contez, 370 p., 130 F.

Le photographe allemand Michael Rautz a fait en Australie un travail d'une qualité exceptionnelle. L'édition française de son ouvrage, *Regard sur l'Australie*, vient de paraître, agrémentée d'une présentation spécialement écrite à cette occasion par Frank Moorhouse, l'auteur de *Coca-Cola Kid* (Presses de la Renaissance) et d'*Un Australien garanti d'époque* (La Petite Maison, tél. 46-43-01-92). C'est une splendeur. (Hologramme, 144 pages, format 26 x 36, 390 F.).

(1) Outre ses romans, qui lui ont valu un succès considérable, Thomas Keneally a publié (chez Holder and Stoughton) un beau livre consacré à l'*Outback*, à l'arrière-pays australien. D'une lecture passionnante, il comporte aussi de belles photos. Espérons qu'il sera un jour disponible dans notre langue. En attendant, la librairie australienne de Saint-Denis (tél. 48-09-45-59) peut sûrement vous le procurer dans sa version originale.

A travers le monde entier, 24 heures sur 24, une source innovatrice et puissante de services financiers internationaux.

Le marché financier de Tokyo: où va l'argent?



Sous la direction de son nouveau président, Tsugio Yukihiro Yamaichi, l'un des leaders du marché financier de Tokyo, se prépare à servir le monde d'aujourd'hui, dont le degré d'intégration a atteint un niveau avancé. Voici comment M. Yukihiro Yamaichi envisage l'évolution dynamique du marché financier de Tokyo et ses interactions globales.

Soutenu par une puissante économie interne et favorisé par la rapidité impressionnante avec laquelle la déréglementation et l'internationalisation ont progressé, le marché des capitaux de Tokyo est devenu le plus puissant du monde. Depuis les années '70, on a assisté à un essor et une expansion réguliers en terme de taille, de produits disponibles et de participants.

La puissance de ce marché est surtout liée aux liquidités importantes et aux taux d'intérêt modérés. Le taux d'épargne des ménages japonais continue à tourner autour des 14-15% du revenu disponible. Selon la Banque du Japon, les actifs financiers globaux des particuliers avaient déjà atteint 800 mille milliards de yens (soit l'équivalent de 6,4 mille milliards de dollars) en juin 1988. Ceci représente plus du double du PNB.

Dans l'ensemble, le secteur privé continuera à avoir des besoins de financement, quoique certaines entreprises puissantes aient recouru à l'autofinancement. Le secteur public, principal emprunteur lors de la dernière décennie, est en train d'assainir son budget; d'où une réduction de sa demande de fonds. La demande cumulée de financement de ces deux secteurs n'arrive pas à absorber la totalité de l'épargne des ménages.

En conséquence, les liquidités devraient rester excédentaires au Japon jusqu'au milieu des années '90. De plus, vient s'ajouter à ces capitaux le rapatriement des revenus provenant des investissements colossaux à l'étranger, de l'ordre de 320 milliards de dollars, ce qui augmente la situation financière excédentaire du pays.

Cette situation aura un double impact: le premier est que l'argent continuera à s'écouler en dehors du pays, et le second est que les taux d'intérêt resteront à un niveau très bas. Pour les investisseurs et les emprunteurs étrangers, le message est clair. Une meilleure compréhension du développement financier futur commence avec une connaissance plus approfondie de la Bourse de Tokyo.

Le flux global des investissements japonais

Le montant de la balance créditrice nette du Japon envers l'extérieur a été multiplié par 16 depuis 1981, ceci est une indication de l'amplitude du capital japonais et des sorties monétaires. Le recyclage de ces fonds contribue à l'essor continu de l'économie mondiale.

L'Institut de Recherche de Yamaichi prévoit que les crédits externes nets du Japon atteindront 600 milliards de dollars aux alentours de 1995. L'excédent s'est concentré dans le secteur privé, qui a eu tendance à investir dans les valeurs américaines.

Les pertes latentes massives causées par les fluctuations des taux de change et des cours des obligations depuis l'accord du Plaza ont modifié les stratégies d'investissement des investisseurs institutionnels japonais, notamment après le "lundi noir". Les investissements en obligations libellées en ECU, livres sterling, dollars australiens et canadiens ont remarquablement augmenté, ainsi que les investissements en actions.

Ce changement ne signifie pas, cependant, l'arrêt du flux des fonds japonais vers les Etats-Unis. Sans aucun doute, les Etats-Unis peuvent être sûrs de rester la destination privilégiée des investissements du Japon sur les marchés étrangers pendant encore sept ou huit ans. En dehors du différentiel de 4% des taux d'intérêt à long terme, la forte tendance vers l'intégration économique entre les deux pays et l'ampleur du marché américain adapté à l'appétit énorme des investisseurs institutionnels, encourageront les gestionnaires des fonds japonais à investir massivement dans les valeurs américaines.

Les investissements étrangers directs au Japon sont maintenant devenus une réalité

Les investissements à l'étranger ne se limitent plus aux investissements en valeurs mobilières, dont la taille a été multipliée par 7 pour les actions et par 10 pour les obligations entre les exercices fiscaux de 1981 et 1987. Yamaichi considère que les firmes étrangères vont de plus en plus investir directement au Japon, y compris dans le domaine de la recherche fondamentale. Malgré un des niveaux de salaires les plus élevés au monde, le Japon dispose d'excellents ingénieurs et d'un système de contrôle de qualité essentiels pour une compétitivité à long terme. Déjà, les filiales de société étrangère détenues à 100% par la société mère connaissent de très bons résultats. Lors de l'exercice fiscal 1987, IBM Japon a fait état de bénéfices qui l'ont placé 14ème parmi les sociétés japonaises et, selon la presse, lors des exercices récents, les profits annuels de Coca Cola Japon étaient meilleurs que ceux de la société-mère.

Certaines de ces filiales étrangères exportent également. D'autres sociétés les suivront bientôt pour produire davantage au Japon, vendre sur place et exporter.

Les nouveaux intervenants poursuivront vraisemblablement leurs activités fusions et acquisitions en dépit des complications fiscales et la résistance psychologique qui reste à être surmontée. Heureusement, Yamaichi, pionnier en matière de fusions et acquisitions au Japon et traditionnellement réputé pour sa capacité à lever des capitaux pour le compte des entreprises, est dans une position privilégiée pour aider les firmes étrangères qui envisagent de passer des accords avec les sociétés japonaises.

Le yen: devise internationale

En dépit du caractère global de l'économie japonaise et de l'influence qu'elle exerce sur le monde, le rôle du yen en tant que devise internationale est encore plutôt insignifiant. Seulement 2% des échanges commerciaux mondiaux sont libellés en yens et sa part dans les réserves en devises détenues par les autorités monétaires étrangères se situe aux alentours de 8%.

Une des raisons du faible degré d'internationalisation du yen a été attribuée à l'absence de marchés monétaires à court terme suffisamment mûrs au Japon. Même s'ils désirent conserver leurs avoirs en yens, les étrangers ne peuvent pas gérer leurs fonds à court terme.

Le taux d'escompte officiel est instauré uniquement pour ajuster les taux du marché.

puisque les banques privées se refinancent essentiellement auprès de la banque centrale. Cette procédure est fondamentalement différente de celle des Etats-Unis où le taux d'escompte officiel s'aligne sur les taux du marché.

Actuellement, le Ministère des Finances est en train d'accroître l'émission de bons de trésor à six mois. Une augmentation du nombre de catégorie de même que du volume des bons de trésor existants devrait contribuer au développement des marchés à court terme.

L'innovation: c'est de plus en plus une question d'information

La plupart des techniques financières d'aujourd'hui ont vu leur origine dans la nécessité pour les emprunteurs sur les marchés internationaux de convertir facilement les fonds levés dans la devise de leur pays ou au moins en dollars, en passant par plusieurs devises intermédiaires. Dans ce domaine, Yamaichi répond de manière rapide et efficace aux besoins de ses clients en offrant une information en temps voulu et de nouveaux instruments plus efficaces.

Les investisseurs institutionnels japonais les plus importants exigent de la nouveauté—des instruments financiers à haut rendement mais présentant peu de risques, et en quantité importante.

En tant qu'intermédiaire financier, Yamaichi renforce actuellement son réseau d'information ainsi que sa compréhension de l'environnement financier et monétaire international et de la politique de ses clients. De cet effort résulte d'importantes innovations dans les domaines que Yamaichi anticipe comme étant les éléments-clés de la nouvelle réalité en train de se dessiner dans l'industrie financière.

Il est clair qu'aucune entreprise ne pourra demeurer dans une position dominante dans tous les domaines. La tendance veut qu'une société ou une institution se spécialise dans un secteur ou tout au plus dans un nombre limité de domaines. C'est uniquement par une telle spécialisation qu'une entreprise peut espérer offrir des services d'un niveau pleinement satisfaisant, et mieux, une expertise nécessaire pour répondre aux besoins de sa clientèle.

Analyse informatisée des investissements

La globalisation notable des activités financières a conduit à la croissance rapide des marchés fonctionnant 24 heures sur 24, et les investisseurs se sont trouvés submergés par un tas d'informations.

Parce que l'éventail des instruments disponibles s'est élargi, pour inclure non seulement les actions mais aussi les options et opérations à terme, l'analyse et la gestion efficace de cette gamme complexe d'instruments financiers sur plusieurs marchés mondiaux demande une technologie financière très sophistiquée—afin d'analyser les risques et les rendements du capital de manière scientifique.

De plus, l'importance des portefeuilles de nombreux investisseurs institutionnels ne leur permet plus de se fier aux méthodes conventionnelles. Les systèmes informatiques de gestion qui offrent un jugement objectif et un

contrôle des risques aux investisseurs, sont maintenant très demandés.

Afin de pourvoir à ces besoins variés, Yamaichi a par exemple récemment introduit une série de systèmes informatisés, les principaux étant "Integrative Stock System (ISS)" et "Integrative Bond System (IBS)" qui ont été conjointement développés avec Global Advanced Technology Corporation (GAT), une société basée à New York, créée en 1987 et ayant la vocation de l'application de théories financières avancées. Plus de 200 investisseurs institutionnels à travers le monde entier utilisent déjà ces systèmes.

Canalisation des investissements étrangers

La tendance mondiale consiste à déplacer les bases de production vers les marchés majeurs ou à leur proximité. Les fabricants dans le monde entier sont particulièrement soucieux de participer au marché unique européen.

Le rôle des maisons de titres japonaises dans ce transfert accéléré de capitaux est de plus en plus important. Les sociétés japonaises qui déplacent leurs unités de production dans un autre pays exigent des informations stratégiques sur les lieux d'implantation, les sociétés avec lesquelles elles pourraient s'associer et la manière dont elles pourraient se procurer les fonds—y compris localement—qui leur seront nécessaires. L'expérience acquise par Yamaichi au cours des dernières années en prêtant son assistance aux investissements directs de ses sociétés-clients, est de plus en plus appréciée et recherchée.

Pour répondre aux besoins extensifs des firmes japonaises qui tendent à la globalisation, ainsi que pour promouvoir les transactions internationales, le Département Fusions et Acquisitions (M&A) de Yamaichi est présent sur tous les marchés importants d'Europe et d'Amérique du Nord.

Yamaichi est précurseur dans ce domaine avec une connaissance accumulée sur plus de 15 ans d'expérience. Sa compétence dans le financement des entreprises est un des facteurs qui a fait du groupe Yamaichi un leader dans ce domaine. Son indépendance vis-à-vis de tous les grands conglomérats nippons de la finance ou de l'industrie lui permet d'agir librement, sans subir l'influence de qui que ce soit.

Croyant fermement que seules les fusions et acquisitions à l'amiable peuvent servir au mieux la stratégie de gestion à long terme d'une entreprise, Yamaichi se consacre au développement des opérations de fusions et acquisitions sur la base de négociations amicales, aussi bien au niveau national qu'international.

Que ce soit sous forme de garantie d'émission, d'investissement en valeurs mobilières ou d'investissement international direct, Yamaichi sous la direction de son nouveau président, souhaite offrir des services d'informations financières du plus haut niveau dans un monde intégré.



Yamaichi Securities Co., Ltd.: 4-1, Yasu 2-chome, Chuo-ku, Tokyo 104, Japon Tel: 03-276-3181 Telex: J22505 YAMVOR
Yamaichi France S.A.: 49-53 Avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris Tél: 1-4289 1185 Telex: 848973 YAMA AF
Londres, Amsterdam, Francfort/Main, Zurich, Genève, Lugano, Milan, Madrid, Bahrain, New York, Chicago, Los Angeles, San Francisco, Montréal, Toronto, Hong Kong, Singapour, Séoul, Pékin, Changhaï, Sydney, Melbourne

Culture

PHOTO

Une conférence de presse de M. Jack Lang sur la photographie

Le déclic du 150^e anniversaire

De grandes expositions, la création d'un fonds de soutien et le développement des centres régionaux, telles sont les principales mesures prises (annoncées par Jack Lang le 1^{er} juin) en faveur de l'image fixe.

C'est sous le signe des retrouvailles que le ministre de la culture a présenté les orientations de sa politique pour la photographie en 1989 puis qu'il ne s'était plus prononcé sur cette matière depuis l'annonce en 1982 de la création du Centre national de la photographie (CNP) et de l'Ecole nationale de photographie d'Arles.

Il en a profité pour frapper officiellement les trois coups du 150^e anniversaire de la photographie : soixante-trois expositions célébreront cet événement. Les quatre plus importantes auront lieu à Paris à la rentrée. Aux Archives nationales « 1839, la photographie révélée » évoquera la genèse d'une invention à travers ses pionniers. Au musée d'Orsay, « L'invention d'un regard, 1839-1918 » retracera la richesse d'exploration de ce nouveau médium. Au CNP « Histoire de voir » proposera un tour d'horizon des vingt ans de la photographie en France, de la photographie d'art à la photographie de presse, de la photographie de rue à la photographie de guerre.

Parmi les trente-huit expositions présentées en région, d'Arles à Mulhouse, notons la rétrospective John Coplans cet été à Marseille. Et surtout « La nouvelle photographie ancienne », réunissant les richesses de praticiens contemporains utilisant des procédés anciens qui,

du 17 juin au 31 octobre, circulera dans quatre villes de Bretagne. Quarante manifestations célébreront cet anniversaire à l'étranger, d'Odense au Danemark à Leverkusen en Allemagne, et dans les centres culturels français de Naples et de Zagreb.

Le ministre a exprimé, en outre, son désir de développer les institutions photographiques en région. Equivalents des centres d'art contemporains ou des centres chorégraphiques, les centres régionaux seront fondés dans le Nord-Pas-de-Calais, à Aurillac et à Lorient. Enfin, un Centre d'art photographique à vocation européenne verra sans doute le jour à Metz.

Sur le plan éditorial, notons la publication par le Patrimoine des arts du colloque international de Cerisy (1). Il faut saluer aussi la création par la mission du patrimoine photographique de la collection « Donations » dont le premier volume sera consacré à Francis Kollar, ainsi que la conception pour 1991 aux éditions Adam Biro d'une histoire mondiale de la photographie, sous la direction de Michel Frizot.

Protéger le patrimoine

La protection du patrimoine occupe une place de choix parmi ces initiatives avec l'inventaire du fonds des œuvres anciennes de la Bibliothèque des Arts décoratifs. Et la restauration du fonds Albert-Londre conservé à la bibliothèque des Beaux-Arts. La réalisation de vidéos permettra au public de consulter les épreuves d'Atget ou de Nadar, les donations de photographes contemporains (Lartigue, Kertész, Rons), ainsi que l'intégralité des fonds anciens gardés au fort de Saint-Cyr. A la Documentation française, une banque de données regroupant déjà les principales sources iconographiques du pays. D'ici à la

fin de 1989, un guide des fonds historiques sera publié par les musées de France.

L'enseignement et la formation participent à ce projet d'ensemble. L'Institut français de restauration des œuvres d'art comptera dès septembre un département spécialisé dans la restauration de la photographie et l'Ecole du Louvre enrichira d'une section photographique. Le soutien aux créateurs n'est pas négligé pour autant. Les problèmes de droit d'auteur et ceux liés au statut de la photographie en tant qu'œuvre originale seront mis à l'étude dans la perspective de l'ouverture au grand marché européen. Enfin, le ministre a prévu la mise en place d'un fonds spécial de soutien. Géré par une commission de huit membres, il servira pour des opérations à caractère exceptionnel. Pour 1989, il oscille entre 1 et 2 millions de francs, mais devrait évoluer entre 3 et 5 millions de francs dès 1990. Le budget global attribué à la photographie est actuellement de 35 millions. S'il reste fort inférieur à celui alloué à d'autres disciplines, il exprime au moins la volonté de mener une politique d'ensemble en faveur de la photographie, dont ne peut se prévaloir aujourd'hui aucun pays d'Europe.

PATRICK ROEGERS.

(1) « Les multiples inventions de la photographie », actes du colloque de Cerisy, éd. par la Mission du patrimoine photographique, 18, rue Vivienne, Paris-2, 188 p., 220 F.

• Prix Nadar 1989 décerné par l'association Gens d'images. Le 38^e prix Nadar a été attribué au créateur de l'exposition « Splendeurs et misères du corps » (le Monde du 27 octobre 1988). Publié dans le cadre du Mois de la photo, en co-édition avec la Triennale internationale de la photographie de Fribourg, ce volume illustré de 238 pages comprend des textes de Pierre Borhan et de Roger-Marc Mayou.

Les Becher à la galerie Urbi et Orbi

Sculptures anonymes

Le singulier portrait de famille des architectes industrielles américaines dûment répertoriées.

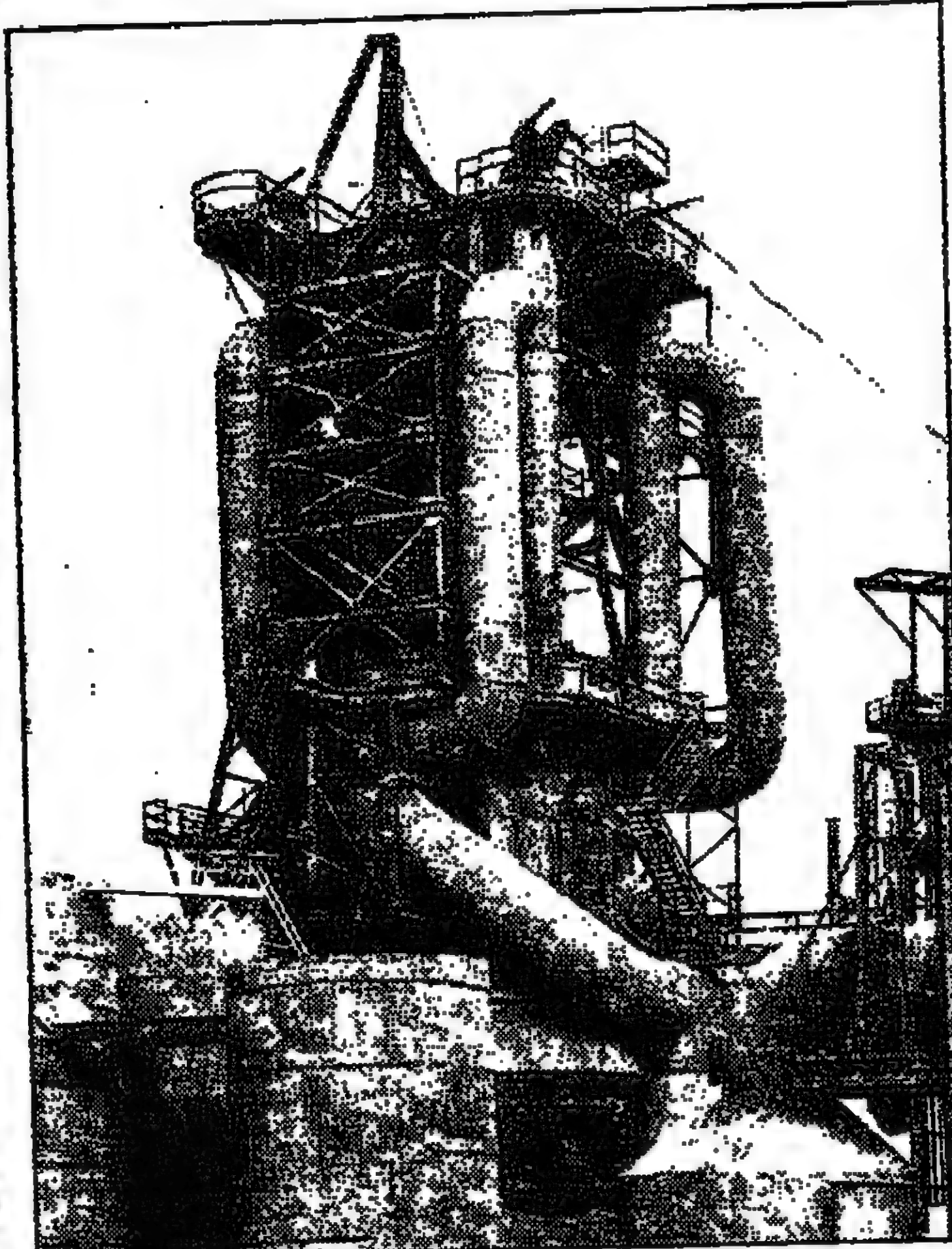
En 1957, Bernd et Hilla Becher ont commencé un inventaire systématique des maisons de mineur, suivi en 1961 du relevé typologique des bâtiments techniques et industriels du Siegerland, dans la Ruhr et en Hollande. A la fois documentaire et descriptive, leur transcription obéit à un projet cohérent comme les portraits de Sander. Elle répond à la fascination pour la technique exercée dans les années 30 sur les artistes de la nouvelle objectivité, tel Renger-Patzsch qui déclare : « Il n'y a rien qui ne puisse être beau ».

Identiquement cadrés, sans subjectivité, ces monuments à la beauté involontaire, d'où toute aura se trouve éliminée, sont classés par famille. Chaque édifice n'est qu'une partie d'un ensemble. Agencés en tableaux, ils sont à la fois originaux et multiples d'eux-mêmes, à l'image de l'épreuve photographique.

Du conceptuel à l'objectivité

Bernd et Hilla Becher étaient paysans au début comme des artistes conceptuels. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Les études morphologiques de ces architectes modernes participent de la réhabilitation en photographie de la notion d'objectivité. Cela se vérifie dans la sélection proposée par Gilles Dusein qui regroupe uniquement des bâtiments américains industriels ou agricoles, archivés à la chambre, dans tous les Etats-Unis, entre 1982 et 1986.

Vus de l'extérieur, sans souci de la fonction, dans une lumière plate, chevalements de puits ou silos à grain de l'Illinois ou du Minnesota



Hests fourneaux (1982)

constituent un puzzle aux pièces interchangeables et faussement identiques. Ces anatomies comparées, saisies d'un point de vue souvent surélevé, produisent un plaisir vrai. C'est de la précision que naît la magie de l'ensemble. N'est-ce pas Walter Benjamin qui disait : « Un document n'est convaincant que par l'effet de surprise. Une œuvre d'art gagne en valeur à une confrontation répétée » ?

P. R.

• Hilla et Bernd Becher, « American buildings and others », présentés par la galerie Urbi et Orbi, à l'espace J. et J. Douguy, 57, rue de la Roquette, Paris 11^e, jusqu'au 3 juin.

DANSE

« Ottone Ottone », d'Anne Teresa de Keersmaecker

Eros Attila

Sur le Couronnement de Poppée, de Monteverdi, Keersmaecker nous offre un spectacle totalement dément, à la fois passionnant et raté.

Les biographies d'Anne Teresa de Keersmaecker nous apprennent qu'elle est passée par Mûdra, l'école bruxelloise de Béjart, où elle a surtout appris « ce qu'elle ne voulait pas faire ». Pourtant, c'est un certain Béjart qui a déclaré : « Ce qu'on aime, on le déclare, on le brûle, on le détruit, on le reconstruit, on le réécrit, on l'écrit, on le fait vivre ». (C'est pour se justifier du traitement infligé au *Roméo et Juliette* de Berlioz, qu'il vénoit).

Keersmaecker applique le principe béjartien au *Couronnement de Poppée* de Monteverdi, œuvre qui « l'émervaille » ; elle a choisi le second enregistrement d'Harcourt, pour qui elle professe « une énorme admiration ». Cette musique, elle la coupe, elle la passe en accéléré, elle la bêche de silences ou la trafique de musiques pop, elle la couvre de hurlements stridents ou de paroles vociférées, plus ou moins compréhensibles.

Tout cela n'a rien de choquant : nous en avons vu d'autres, et la musique de Monteverdi plane très haut, sublime, indestructible. Keersmaecker n'entretient plus avec elle des rapports de dépendance comme dans son récent *Bartók* : sa chorégraphie ne se soucie pas d'être ce qu'il est convenu d'appeler « musicale » (un pas sur chaque note, pour schématiser grossièrement).

Les ravages du désir

Elle ne suit pas davantage pas à pas le déroulement de l'histoire. Elle avait même refusé qu'on fournit dans le programme un résumé de l'action de l'opéra.

Cependant on finit par identifier les personnages (qui sont souvent doublés, voire triplés) et reconnaître les principaux épisodes de l'opéra. Mais comme déchirés, émiettés, recomposés. La chorégraphie et la gestuelle sont constamment hystériques, forcées, enragées. Ce ne sont qu'étranges furieuses, courues échevelées, chutes frénétiques. On

jette en l'air des escarpins, des livres, des pommes, des disques compacts.

Seul l'Amour (reconnaissable à ses ailes, qu'il enlève bientôt) ne quitte pas le plateau : tantôt surveillant le magnétophone, tantôt piquant un cent mètres, tantôt prosterné au pied d'un mur, tantôt hantant les personnages.

Si ce sont bien les ravages du désir qu'a voulu peindre Keersmaecker, dans ce « chaos où tout le monde est amoureux de tout le monde », c'est réussi : le plateau devient ressemblant à un champ de bataille, c'est Azincourt, c'est Waterloo, Attila n'était qu'un enfant de choisir à côté d'Eros.

Il y a sans doute beaucoup d'images fortes dans ce spectacle, et d'autres drôles (le gag des deux Sénèques essayant de traverser méchamment le plateau sur des chaises, qu'on leur enlève une à une). Mais tant de violence inutile, rompu finit par lasser, parce qu'on ne sent pas de construction, de ligne de force, de progression, et parce que les mêmes effets se répètent : Keersmaecker ne sait pas ici discipliner son imagination exagérée. La représentation dure trois heures (dont un quart d'heure d'entracte) : bien avant la fin, on est fatigué.

SYLVIE DE NUSSAC.

• Théâtre de la Ville, jusqu'au 2 juin.

CINÉMA

Le Festival d'Annecy

Les trésors du cinéma d'animation

Le cinéaste soviétique Youri Norstein acclamé. Un Petit Dinosaur produit par Spielberg et Lucas. Un chaton nommé Oliver, signé Walt Disney : les premiers jours du Festival sont de bon augure.

Ni smoking ni grand escalier à Annecy, mais, tout comme à Cannes, des cinéastes venus du monde entier, artisans et orfèvres modestes du cinéma d'animation, cette branche du septième art qui conjugue, à parts égales, l'art du dessin, du scénario, de la prise de vue, du rythme et de la musique.

Le Festival du cinéma d'animation d'Annecy est l'occasion rêvée, tous les deux ans, de prendre le pouls d'un grand malade qui, ça et là, donne des preuves encourageantes de sa survie. En France, bien que la situation demeure préoccupante, à cause principalement du non-respect du cahier des charges par les chaînes de télévision, « ça bouge, ça avance, ça progresse », a estimé, optimiste, M. Jack Lang, qui a inauguré le « marché » en pleine expansion qui s'étend sous de vastes tentes blanches au bord du lac. Le ministre a réaffirmé le « volontarisme » de l'Etat en faveur du cinéma d'animation. Il a distribué

des bons points à FR 3 et à A 2, morigéné M 6, reconnu que la 5 faisait « un peu plus » et salué Canal Plus, parrain du Festival.

L'arrivée des nouvelles technologies est certainement une chance pour le cinéma d'animation dans les années à venir. D'ailleurs, une commande, sous l'égide de la Mission du bicentenaire de la Révolution française, a inauguré le Festival : le *Paris 1789*, de José Xavier et Jerzy Kular, réalisé en images de synthèse. Collectif a nécessité un budget équivalent à celui d'un modeste long métrage (environ 11 millions de francs). Le résultat est décevant : le scénario est nul, sinon absent ; les personnages plats, et les jeux de lumière sur des reconstitutions architecturales de Paris, certes impressionnantes, ne sauvent pas ces dix minutes.

Somptueux manteau

Avant Paris, Annecy a eu la primauté de dix autres minutes, celles du film inachevé de Youri Norstein, *Le Manteau*, d'après Gogol. Le cinéaste soviétique, barbe blanche, modeste souriant, a lui-même présenté cette « fable sur la conscience de la souffrance humaine et la façon dont on peut, pour rien, détruire un homme ».

Le dessin en noir et blanc, d'une sombre expressivité, l'univers des

sons, le mouvement des caméras, tout est somptueusement simple. Youri Norstein a commencé son film il y a quatre ans ; il l'a interrompu faute de disponibilité des studios. Le ministre français a aussitôt proposé l'étude d'une coproduction, pour permettre à Norstein d'achever ce long métrage de soixante-dix minutes.

Les Américains ont, cette année, fait une entrée en force. Peter Schneider senior, vice-président du département long métrage de Walt Disney, a lui-même présenté, en avant-première, les produits qui, selon lui, devraient permettre à Walt Disney de revivre son âge d'or des années 30. Des extraits d'une *Petite Sirène*, d'après Andersen ; un court métrage né du succès de *Roger Rabbit* et, enfin, hors compétition, *Oliver and Company*, de Georges Scribner, dont la sortie est prévue en France à la fin de l'année.

Dans ces aventures d'Oliver, le chaton, inspirées d'Oliver Twist, de Dickens, et transposées à New-York. Bettie Midler prête sa voix à George, caniche star, qui affronte la mafia new-yorkaise aux côtés d'Oliver.

Premier long métrage en compétition, *Le Petit Dinosaur* et *La Vallée des merveilleux*, de Don Bluth, produit par Spielberg et Lucas, sort en France le 21 juin. Aux Etats-Unis, il a connu un succès plus grand encore que *Flavel* et *Le Nouveau Monde*. Il a coûté 12 millions de dollars et affiche sérieusement ses 50 millions de recettes.

Dans un pays d'avant le temps », un petit dinosaur perd sa mère à la suite d'un tremblement de terre. Avec quelques compagnons d'espèces différentes, il part à la recherche du pays où les arbres ont encore des feuilles vertes. Il affronte la sécheresse, d'autres dinosaurs, les aléas de l'amitié. Les enfants auront très peur, ils adoreront. Mais on attendait plus fou, plus beau encore.

En revanche, *Alice*, que le cinéaste d'origine tchèque, Jan Svankmajer a librement adapté d'après Lewis Carroll, est une réussite totale. Déjà primé à Annecy, ce premier long métrage mêle prises de vues réelles, marionnettes et effets spéciaux ménagers reviennent

comme des leitmotivs. Chaque objet, chaque élément est à lui seul un univers.

Mais à Annecy, il y a tous les jours en compétition une bonne cinquantaine de courts métrages de fiction, de télévision, de publicité. Et, chaque jour apporte sa brassée de nouvelles. Ainsi, le premier Festival soviétique de cinéma d'animation se déroulera en 1990 à Tallin (Estonie). Ainsi encore, René Laloux met en chantier, après *Gandahar*, en compétition, son prochain long métrage, *Le Monde des dieux nains*.

ODILE QUIROT.

THEATRE TRISTAN BERNARD
Loc. 45220840 en coproduction avec
LE THEATRE DE CAROUGE-GENEVE
CREATION
MROZÈK
LE CONTRAT
Version française de
KATARZYNA SKANSBERG
Mise en scène
GEORGES WODZICKI
avec
GEORGES WOD., RAOUL PASTOR.

de Harald Mueller
mise en scène
Christian Schiaretti
avec Agathe Alexis
Christian Ruche

ROSEL
ÉPAVE

CARTOUCHERIE
la Tempête
Loc. 45 28 36 74

DANSE

HORIZONS

CHORÉGRAPHIE
Brigitte Hyon

Musique :
Adams, Beethoven
Costumes :
Cécile La Vie
Lumière :
Véronique Breton

Dansé par :
Sophie Beziers
Philippe Ducou
Paola Piccolo
Marina Rocco

ESPACE ACTEUR

1, 2, 3 JUIN

20 h 30

ADRESSE :

14 bis, rue Sainte-Isaure

75018 PARIS

Tél. : 42-62-35-00

PAYSAGES AVEC FIGURES

CHORÉGRAPHIE
Marie-France Delieuvin

Costumes :
Arièle Grimm

Dansé par :
Marie-France
Delieuvin
Tony Di Stasio
Philippe Ducou
Giuseppe Frigeni
Nathalie Pernette
Florence Turpault

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

FÉD. des DÉPORTÉS
F.N.D.R.P. présente :

« DE LA RÉVOLUTION À LA RÉSISTANCE »

ENS. ORCHESTRAL de NORMANDIE

Chœurs de SAINT-ESTACHE

DR. : I.-P. BERLINGEN

HONEGER, SEBELUS

R.P. MARTIN

Loc. 45-22-11-00 (p.e. Valenciennes)

مكتبة الأمل

MUSIQUES

A propos de « Wozzeck » en concert à Pleyel

Douleur et violence

Le chef-d'œuvre lyrique d'Alban Berg supporte-t-il d'être donné en concert, sans mise en scène ? Non seulement il le supporte, mais c'est peut-être ainsi qu'il faut l'écouter.

D'Alberto Savinio vient de paraître, chez Fayard, un gros volume d'articles, intitulé *La Boîte à musique*. Boîte qu'il faut ouvrir à tout prix même si l'on ne fait pas partie du petit cercle qui entoure d'un culte discret le frère cadet de Giorgio de Chirico, Alberto, ce « touche-à-tout de génie », comme disent les encyclopédies, fut aussi chroniqueur insolent du tout-Paris au joli temps du Bouff sur le toit. Critique musical, ensuite, dans son pays, mais à l'italienne : *moderato cantabile*, aimant écrire pour écrire, davantage que pour estimer, écrivait tranquillement les plus grosses bêtises (ou les vérités les plus contestées) sur des gens très bien qui ne l'avaient pas mérité (Mozart, en particulier), Savinio, qui composa opéras et ballets, signa romans et essais, sut parler de la musique comme d'une étrange chose — ce qu'elle est.

La Boîte à musique s'ouvre d'ailleurs sur un texte non daté, dont la première phrase est : « J'ai vu un chef d'orchestre tomber de son pupitre » (un autre, très célèbre, ne s'est-il pas planté sa baguette dans le crâne ?). Et qui se termine par ces lignes que n'aurait pas désapprouvées le très surréaliste Giorgio : « Des milliers et des milliers d'hommes jouent avec la musique en la coulant dans les diverses formes de la composition, en faisant chanter ses voix prisonnières (ou encore en l'écouant et en s'abandonnant à son chant d'animal dompté ; et un jour, la Musique apparaît, semblable à une ombre longue près du jeune chef, elle le saisit au col et le jette à bas de son

pupitre. C'est la vengeance de l'Étrange Chose. » (1)

Alberto Savinio, qui se baladait de Milan à Sienne et suivait sans la suivre l'actualité musicale italienne pendant les années de guerre, s'indignait peu, mais fort. Or il piqua une colère en 1948, à propos de *Wozzeck* : « En mai dernier, écrivait-il, j'ai entendu un concert symphonique à la Scala, dirigé par Erich Kleiber. Au programme, quelques extraits du *Wozzeck* d'Alban Berg. Peu d'applaudissements à la fin, et beaucoup de larmes. Je me suis alors demandé : « Une politique extérieure est-elle possible, si on lue *Wozzeck* ? »

Le soleil noir du répertoire

Cette anecdote prouve au moins deux choses : que le créateur de *Wozzeck* (Erich Kleiber, père de Carlos, allait ensuite démissionner de Berlin pour protester contre l'insubordination de Lulu par les nazis) ne trouvait pas déshonorant de diriger le chef-d'œuvre de Berg en concert, sans représentation scénique ; et que cette musique terrible — puis-je y répondre le malheur absolu de l'homme, face au sadisme insupportable que ce malheur suscite — est susceptible de provoquer chez un auditeur moyen des réactions incontrôlées.

Cela pour dire que Marek Janowski a eu bien raison de diriger en concert, samedi 27 mai, salle Pleyel, *Wozzeck*, de Berg : une révélation, en ce qui nous concerne. Il faut avoir entendu l'œuvre de cette façon une fois dans sa vie (comme le disque mais avec de vrais chanteurs) pour comprendre que décor et mise en scène servent, pour la représentation, de divertissements ; qu'ils apaisent — ne serait-ce que par l'acoustique, puisque l'orchestre est alors dans la fosse — la blessure ravivée, mesure après mesure, par cette musique « pure ». Cela pour dire encore qu'un public honteusement clairsemé (au moins au par-

terre) assistait à ce concert, pourtant l'un des plus impressionnants de l'année. Mais qu'il ne faut finalement pas s'en étonner : *Wozzeck*, soleil noir du répertoire lyrique européen, continue probablement à effrayer, ne serait-ce qu'inconsciemment.

Wozzeck, en concert, apparaît enfin pour ce qu'il est : une grande forme symphonique — une très longue symphonie, en fait, — dans laquelle viennent s'incarner des dialogues chantés, étroitement fondus dans la gangue de ce métal vigoureusement architecturé, et défilant, (rejointoyés par des interludes et des préludes) à la vitesse vertigineuse que l'on sait.

A la tête de son nouvel orchestre philharmonique (aussi coupant, aussi rapide et loquace, aussi sombre et virulent que Berg l'aurait souhaité), Janowski a joué cette partie difficile d'implacable violence et d'extrême rapidité : violence de chaque événement musical, à vous servir la gorge ; rapidité des transitions orchestrales, qui ne sont rien d'autre que des changements à vue de décor sonore.

L'orchestre de *Wozzeck* peut sans doute être plus coloré, plus agressif, plus viril et animal encore : Dohnanyi l'a montré en 1979 avec les *Philharmoniques* de Vienne (l'enregistrement vient d'être réédité en compact). Mais qu'il résistera sans doute à un plateau de roi : Sigismund Nimsgern en *Wozzeck*, l'Américain Nadine Secunde en Marie (une Elsa qui aurait beaucoup fréquenté Brecht, ou quelque chose comme cela), Graham Clark (le capitaine), Franz Mazura (le docteur). Gloires montantes, sans vaines gloires : un plateau « pensé », comme Janowski en a le secret. Un plateau, en tout cas, vocalement capable d'assumer le voisinage d'un orchestre déchaîné.

ANNE REY.

(1) Alberto Savinio : *La Boîte à musique* (traduction : René de Coctay), Fayard, 484 pages, 180 F.

Le fascinant opéra de Chostakovitch

(Suite de la première page.)

Trente et un ans plus tard, l'œuvre reparaissait (le 26 décembre 1962, au Théâtre Stanislavski), en présence du fils et du gendre de Kirouchtchev, dans une version expurgée (1) dont l'Opéra de Nice donnait la première française grâce à M. Pierre Médécin (*Le Monde* des 17 décembre 1963 et 16 avril 1964).

En 1979, Rostropovitch ressuscitait la version originale pour un mémorable enregistrement, à Londres, avec Galina Vishnevskaya (trois disques EMI).

C'est une œuvre d'une intensité vraiment formidable, comme l'a confirmé le superbe spectacle d'Antoine Boursailler au Grand Théâtre de Nancy, où il a multiplié, ces dernières années, avec de nombreux opéras modernes (2), des réussites qui feraient de lui un excellent directeur artistique de la Bastille.

De grands chanteurs, des chœurs extraordinaires chantant en russe, préparés par Emmanuel Joël, un orchestre passionné de Jérôme Kaltenbach : tout le monde joue avec une violence extrême, un engagement total, ce drame sinistre, auquel Boursailler confère sa véritable dimension épique, shakespeareenne parfois, comme l'indique le titre.

« Un rayon de lumière au milieu des ténèbres », c'est ainsi que le compositeur voyait cette femme, mal mariée à un riche marchand, qui se donne à un de ses employés, assassiné son horrible beau-père et son mari, épouse son amant ; déportée avec lui en Sibérie, elle se jette dans un fleuve glacé en entraînant dans la mort la jeune fille à laquelle elle n'a cessé d'aimer prodigieusement ses faveurs.

Une histoire vraiment atroce ; cependant, il y a peu d'opéras aussi fascinants, tant est prodigieuse cette

musique qui allie la truculence paysanne, l'ironie, la brutalité, la couleur russe native d'un Moussorgski, et la mélancolie, l'horreur, le sens du destin inexorable d'un Tchaïkovski, en une partition saisissante par son instantanéité « cinématographique », marquée de bout en bout par l'expérience de Chostakovitch comme accompagnateur de films muets.

L'un des caractères les plus étonnants de cette musique est dans son double registre psychologique et « moral » : elle colle étroitement au livret, à l'action, mais, en même temps, elle juge, elle critique de l'extérieur, elle révèle le secret des cœurs, l'hypocrisie, les sous-entendus, grâce au talent implacable de ce portraitiste et caricaturiste de génie.

Une distribution éblouissante

Boursailler, qui pousse à l'extrême le réalisme de l'action, jusqu'à ces scènes d'amour, de flagellation ou de meurtre aussi crues et terrifiantes sur le plateau que dans la musique, a su attirer à Nancy et dynamiser une distribution éblouissante. Josephine Barrow se montre digne de la grande Vishnevskaya ; elle est la noblesse dans le crime ; très belle, avec une voix sensuelle, éclatante, lourde, violente, souveraine dans les sons magnifiques que Chostakovitch confie à son héroïne, sans jamais la tourner en dérision (l'œuvre est dédiée à sa maîtresse de l'époque, devenue sa femme, Nina Vazara).

Ses partenaires sont à sa mesure : Jacques Trussel, le séducteur, au jeu et à la voix très physiques, terrible et d'une force impressionnante, comme Dimitri Petkov, l'effroyable beau-père, à côté de Stuart Kale, le mari médiocre qui régnait à Katerina.

Chacun est vraiment le personnage, tout comme Danièle Chostakova, Hélène Jossou, Jean Brum (le sergent de police abruti et sadique), Mariakch, l'ivrogne, et Olivier Sadoullaiev, aussi savoureux en pope « compréhensif » que bouleversant dans le chant final des déportés, à la manière de l'innocent de Boris.

Les costumes de Rosalie Varda, d'une couleur locale très soignée, et les décors habilement agencés par Guy Claude François pour les nombreux changements de tableaux, contribuent à cette grande réussite, ainsi que le surbrillance judicieusement réalisée, indispensable aujourd'hui pour de tels ouvrages. Les responsables de la Bastille, venus voir le spectacle, auront pu mesurer l'enthousiasme du public. Ce n'est peut-être pas une raison pour choisir un opéra aussi affreux en une circonstance aussi symbolique que l'ouverture d'un nouvel Opéra français.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Il y a quelques changements dans les épisodes symphoniques, un adoucissement des courbes vocales très tendues et, surtout, de nombreuses modifications dans le livret qui effrayait Staline (« Pris de la moitié du texte fut ramené », selon Galina Vishnevskaya).

(2) *Boulevard Solitude* de Henza, la *Comète d'Octobre* de Prokofiev, le *Rage de Perséphone* d'André Bon, *King Priam* de Tippett (sans compter, récemment, *Lulu* à Nantes).

● RECTIFICATIF. — Contrairement à ce que nous avons indiqué en erreur dans le dernier supplément « Arts-Spectacles », *Le Monde* du 1^{er} juin, la *Dame de Pique* de Tchaïkovski sera donnée les 1^{er}, 3, 5, 7, 9, 10, 13, 14, 16 et 17 juin, à 20 heures et le 4, à 15 heures. Le prix des places va de 105 F à 355 F. Location au 01 47-58-14-04. Renseignements téléphoniques : 47-58-13-33.

VENTES

35,2 millions de dollars pour un Pontormo

Record chez Christie's à New-York

Debout, dans la grande salle des ventes de Christie's, et pour une fois moins compassée que les lambris sévères alentour, la foule a applaudi à tout rompre. Que faire d'autre ? Sous ses yeux, ce mercredi 31 mai, le record du monde du prix le plus élevé pour un tableau de maître ancien venait d'être pulvérisé : pour 35 millions et 200 000 dollars (235 millions de francs), le portrait du duc Cosimo I^{er} de Médicis par Jacopo le Carrucci dit Pontormo venait d'être attribué au représentant du Musée Getty à Los Angeles.

Le précédent record était obtenu par un tableau d'Andrea Mantegna, *L'adoration des mages*, vendu chez Christie's à Londres, en 1985, pour 10 millions et 449 000 dollars.

Certes, le portrait de Cosimo de Médicis, considéré comme le chef-d'œuvre du Pontormo, ce maître du maniérisme florentin, et estimé avant la vente à 20 millions de dollars, était attendu sur le marché. D'autant que la toile, très connue et qui fut jadis la propriété du cardinal Fesch puis de la princesse Pauline Bonaparte avant d'être achetée au début du siècle par le collectionneur américain James Stillman (mort l'année dernière), a été constamment exposée ces cinquante der-

nières années. Notamment au palais Strozzi de Florence et au Frick Museum de New-York.

Pourtant, personne, pas même Christopher Burge, le président de Christie's New-York, convaincu comme il devait l'avouer lui-même qu'il s'agissait là « de la plus importante œuvre de la Renaissance italienne à être mise en vente depuis de nombreuses années », ne s'attendait à pareil record. Et, contrairement aux ventes de tableaux impressionnistes qui, l'année dernière, avaient donné lieu à de véritables soirées de ventes de gala, celle-ci avait été « escamotée » un après-midi de semaine. Il est vrai que New-York n'est pas Londres, place de prédilection des maîtres anciens, et qu'il est le marché de l'art est plus restreint.

Cependant, les spécialistes s'accordent à dire qu'une évolution spectaculaire se fait sentir aux États-Unis. Dans le marché de la peinture bien sûr, mais aussi dans celui de l'art et de la sculpture antiques, domaine inhabituel dans lequel plusieurs « raïdes » célèbres de Wall Street n'ont pas hésité à se lancer, tel Asher Edelman, jusqu'à comme pour son goût de l'art contemporain, qui contrôle aujourd'hui deux galeries d'antiquités grecoromaines.

A cela une raison immédiate, comme l'explique Lynn Smith Vincent, rédactrice en chef de *Art and Auction Magazine* : « Le *Krug* de Wall Street Les indicateurs économiques sont encore très instables, et les investisseurs se méfient des placements industriels. Ils cherchent dans la peinture une valeur stable, gratifiante et susceptible de prendre du prix. » En tête du marché américain les impressionnistes toujours, et la peinture dite moderne en général (en novembre 1987, les *Iris* de Van Gogh ont atteint 53,9 millions de dollars chez Sotheby's). « Pourtant, explique encore M^{me} Smith Vincent, les goûts évoluent également. L'impressionnisme c'est une peinture facile à appréhender, mais, avec l'irruption des Japonais sur le marché, il y a eu une telle envolée des prix que les collectionneurs, par goût ou par nécessité, se rabattent sur la peinture ancienne. Jusqu'à il y a très récemment les toiles de maîtres anciens étaient cotées en centaines de milliers de dollars, mais rarement en millions de dollars. »

De fait, le temps n'est plus où les collectionneurs privés américains de

peinture ancienne, comme David Paul en Floride ou Gerald Oudman à New-York qui, en fait, il y a deux ans, dut vendre sa collection, se complaisant sur les doigts de la main. Pris de court souvent dans cette course à l'investissement, bien des musées sont contraints à vendre, et rares sont ceux qui peuvent acheter, y compris de l'ancien. Exception faite du Frick de New-York et du Musée Getty à Los Angeles. Ce qui explique que la vente de mercredi du tableau de Cosimo I^{er} au Musée Getty ait été saluée par certains aux États-Unis comme « une victoire de la culture sur le pouvoir de l'argent ». Deuxième manche de ce match « artistique » jeudi 1^{er} juin avec la vente de tableaux anciens de la collection Chrysler, à New-York, chez Sotheby's cette fois.

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

GRAND CONCOURS

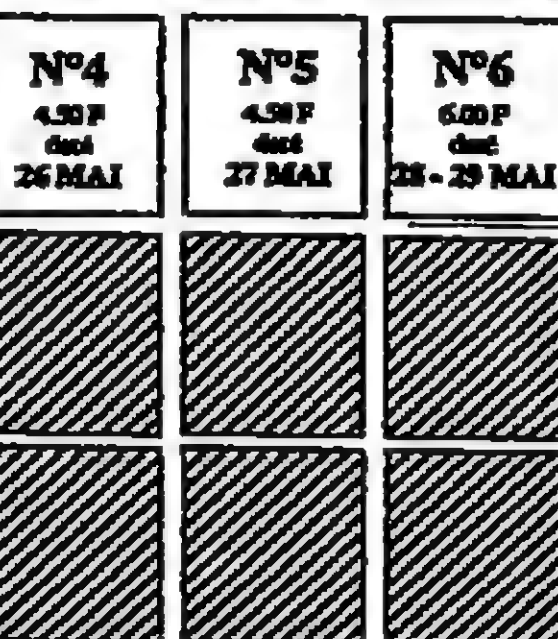
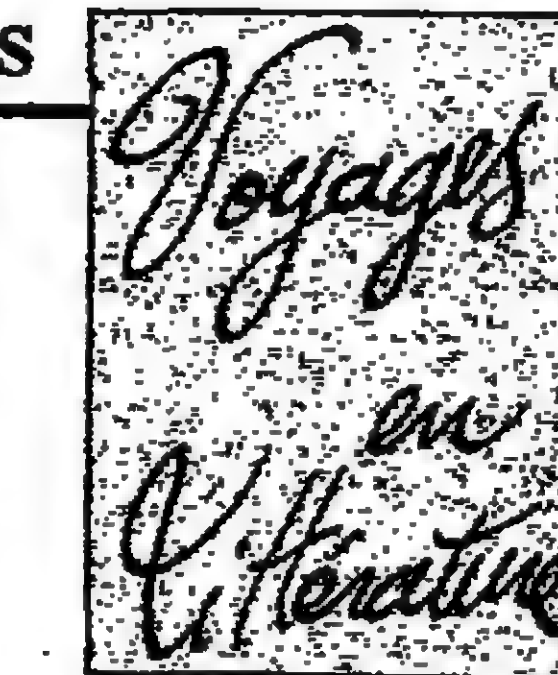
COMMANDEZ VOS NUMEROS MANQUANTS

Cochez les numéros des vignettes qui vous manquent. Nous vous ferons parvenir les numéros correspondants en franco de port.

N°1 4.50 F 23 MAI	N°2 4.50 F 24 MAI	N°3 4.50 F 25 MAI	N°4 4.50 F 26 MAI	N°5 4.50 F 27 MAI	N°6 6.00 F 28-29 MAI
N°7 4.50 F 30 MAI	N°8 4.50 F 1 JUIN	N°9 4.50 F 2 JUIN			

NOM : _____ PRENOM : _____
ADRESSE : _____
CODE POSTAL : _____ LOCALITE : _____

Envoyez ce bon de commande avec votre règlement du total des exemplaires commandés à : Le Monde, service des ventes de numéros, 7, rue des Italiens, 75009 Paris.



NOM : _____ PRENOM : _____
ADRESSE : _____
CODE POSTAL : _____ LOCALITE : _____

Envoyez ce bon de commande avec votre règlement du total des exemplaires commandés à : Le Monde, service des ventes de numéros, 7, rue des Italiens, 75009 Paris.

ARTS

Le printemps du marché de l'art

Premier choix, second choix

Delacroix, Boudin, Léger, Miro, Picasso : tels sont les favoris des marchands de tableaux du faubourg Saint-Honoré cette année.

Comme les grands couturiers, les grands marchands de tableaux ont leur mode de printemps. Avec un ensemble parfaitement réglé, ils présentent tous en mai leurs dernières trouvailles, pièces précieuses obtenues aux enchères publiques ou chez de mystérieux collectionneurs et héritiers prêts à se « séparer » — comme l'on dit pudiquement — de la toile de maître qui faisait l'orgueil de leur salle à manger. Et, sans doute, les salles à manger, les salons et les chambres de France et d'étrangers sont-elles inépuisables en tableaux, tableaux et dessins, si l'on en juge par le brillant et l'abon-

dance des expositions qui parèment la rue du Faubourg-Saint-Honoré.

On croirait que tous les dessins d'Ingres, toutes les aquarelles et toutes les gravures au lion de Delacroix, les plus beaux Caillebotte et les Dufy fauves appartenant aux musées d'Amérique et d'Europe. Enverrez-vous une version de *Paulo et Francisco* d'Ingres ? Il y en a une à vendre chez Schmitt (1), dessin d'une intrication et d'une précision. De l'autre côté du couloir, une somptueuse aquarelle de Gauguin, chats et ornements océaniques. Tout près, une autre aquarelle : Delacroix, voyage au Maroc, un Maure fumant, étendu sur le sol. Somptueux encore. Autre rareté : un bouquet de fleurs de Chassériau, chamarré de rouge et jaune et peint avec une belle fougue. Préférez-vous cependant les impressionnistes ? C'est bien facile ! Monet ? Caillebotte ? Degas ? Renoir ? Cézanne ? Berthe Morisot ? Tous sont là, ou, quelques centaines de mètres plus loin, à la galerie Odernat-Cazeaux (2). Selon vos goûts et vos moyens, faites donc l'appoint d'un grand paysage de Giverny, d'une tête d'enfant russe ou d'un croquis de danseuse.

Butins amassés

Tout cela n'est pas assez moderne ? Il suffit de monter au premier étage de chez Schmitt ou de marcher jusqu'à chez Daniel Malin (3). Le premier peut se flatter de présenter une suite de Derain cubistes, un Matisse peu connu, des Van Dongen ironiques et stridents et un Dufy fauviste. A quoi le second réplique par une formidable série de Léger, gouaches et huiles, de l'avant-14 et de l'entre-deux-guerres, accompagnées de quelques Braque, d'un Miro de premier choix et d'un Brauner parmi les meilleurs.

De telles expositions se prêtent mal à l'analyse. Ce sont des butins amassés, des raretés réunies et accrochées côte à côte, avec goût et sobriété d'ordinaire, mais sans aucun souci de cohérence ni d'harmonie. Il semble néanmoins que deux constantes se laissent distinguer. L'une est à la réurrection des cubistes dits « français »,

négligés depuis les années 30. Metzinger, Valmier, La Fresnaye, Gleizes, tous peintres fort estimés quoique de second ordre, reviennent à la mode. La curiosité explique en partie leur retour bien qu'il soit permis de supposer qu'ils bénéficient aussi de la cherté monstrueuse de Picasso, de Braque et de Gris, cherté qui rend aléatoire pour un marchand l'achat de leurs œuvres, même mineures.

Cette évolution a de plaisantes conséquences, puisqu'elle permet de voir enfin des toiles méconnues, certaines séduisantes, d'autres curieuses, qui toutes ont leur place dans une histoire du cubisme qui ne se contente plus de raconter l'étonnante aventure de la « cordée » Picasso-Braque. Elle encourage aussi, hélas, des tentatives moins nécessaires. Quand une galerie s'efforce de réhabiliter Emile-Othon Frisze (4), qu'en dire, sinon qu'il ne vaut pas tant de zèle ? Les Frisze de 1906-1907, exécutés sous l'influence de Braque et de Matisse, ont de l'énergie et de jolies teintes fleuries et orange. Ceux de 1910 ont encore le mérite de « cézanniser » avec assez de fermeté. Mais ceux de 1930 sont de pauvres toiles terreuses, peintes d'un pinceau gras et filandreux, pastiches ratés de Derain et de Van Dongen.

PHILIPPE DAGEN.

- (1) Galerie Schmitt, 396, rue Saint-Honoré, jusqu'au 20 juillet.
- (2) Galerie H. Odernat-Ph. Cazeaux, 35, bis, rue du Faubourg-Saint-Honoré, jusqu'au 29 juillet.
- (3) Galerie Daniel Malin, 26, avenue Matignon, jusqu'au 8 juillet.
- (4) Galerie Kasia Grunoff, 92, rue du Faubourg-Saint-Honoré, jusqu'au 30 juin.

(Publié)

CHAQUE MERCREDI DANS LE DATE JEUDI

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE du Monde

C'est + de choix d'affaires en vente et en location.

C'est une exclusivité du Monde :

« La Sélection des Institutionnels »

Spectacles

EXPOSITIONS

Centre Georges Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.l.j. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

BONS BAISSERS D'ARTISTES. Des artistes contemporains démontrent la carte postale. Atelier des enfants. Jusqu'au 26 août.

CULTURE DE L'OBJET. Galerie du 3^e étage. Entrée : 15 F (gratuit pour les moins de 13 ans). Jusqu'au 26 août.

DE MATISSE A AUJOURD'HUI. 3^e et 4^e étages. Entrée : 22 F. Jusqu'au 31 décembre.

DESSINS DE MATISSE. Salle d'art graphique. Jusqu'au 27 août.

HANS HAAKE. Artiste allemand. Galerie des sculptures. Jusqu'au 18 juin.

MAGiciens DE LA TERRE. Grande Galerie, 5^e étage. Entrée : 32 F, 50 F (billet couplé Grande Halle et Centre Georges Pompidou). Jusqu'au 14 août.

CARL FRIEDRICH REUTERSWARD. Musée d'art moderne. Jusqu'au 11 septembre.

Musée d'Orsay

Quai Anatole-France (40-49-44-14). T.l.j. et mar. de 9 h à 21 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 21 h.

LA TOUR EIFFEL ET L'EXPOSITION UNIVERSELLE. Entrée : 30 F. Jusqu'au 15 août.

LES PETITES FILLES MODERNES. Exposition-décor. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Du 6 juin au 24 septembre.

EMILE ZOLA - PHOTOGRAPHES DE SA VILLE DENISE (1897 - 1902). Exposition-décor. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Du 6 juin au 17 septembre.

Palais du Louvre

Entrée par la pyramide (40-20-31-51). T.l.j. et mar. de 12 h à 22 h. Visites commentées : lun. mar. ven. de 10 h à 12 h, dim. et jours fériés de 10 h à 18 h.

LES DONATEURS DU LOUVRE. Hall Napoléon - niveau accueil. Entrée : 25 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 21 août.

L'INSPIRATION DU POÈTE. Pavillon de Flore. Entrée : 25 F (billet d'accès au musée). Du 2 juin au 28 août.

MICHEL-ANGE - DESSINATEUR. Galerie Mollien. Entrée : 25 F + 7 F (supplément du droit d'entrée au musée). Jusqu'au 31 juillet.

UN COLLECTIONNEUR PENDANT LA RÉVOLUTION. Jean-Louis Soulavie (1752 - 1813). Pavillon de Flore (2^e étage). Entrée : 25 F (billet d'accès au musée d'art et d'histoire). Jusqu'au 24 juillet.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-25-61-22). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. et jours fériés de 10 h à 18 h.

JEAN FAUTEREAU. Exposition rétrospective. Entrée : 15 F. Jusqu'au 24 septembre.

NAM JUNE PAIK. La vie électronique. Jusqu'au 30 octobre.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, ex. Gal-Eisenhower.

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET L'ÉPOQUE 1789 - 1799. XX^e exposition de l'histoire de France. Galeries nationales (42-89-54-10). T.l.j. et mar. de 10 h à 20 h. Nocturne mar. jusqu'à 22 h. Entrée : 32 F. Jusqu'au 26 juin.

Musées

1789 - 1815 L'ÉPOQUE DES HÉROS. Contient des textiles français de la Révolution à l'Empire. Musée des Arts de la mode, pavillon de Marsan, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h, dim. et jours fériés de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 30 juillet.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 2 JUIN

« Hôtel de l'Yse Saint-Louis. Evocation de Voltaire, les amours de La Fontaine. L'hôtel de Richelieu ». 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (L. Haubert).

« Promenade dans les catacombes ». 14 h 30, entrée place Denfert-Rochereau (Ars confessions).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Voies ». 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Hôtel de Lamoignon et de Saint-Louis ». 15 heures, 17, quai d'Anjou (D. Bouchard).

« La chapelle dite « expiatoire ». 15 heures, 36, rue Pasquier (Paris et son histoire).

MONUMENTS HISTORIQUES

« Musée Delacroix, place Fustenberg et chapelle des Saints-Anges ». 14 h 30, 6, place Fustenberg.

« La maison de gothique à Saint-Denis ». 15 heures, entrée de la basilique, métro Saint-Denis-Basilique.

« Un escalier parisien : Anne d'Autriche et le Val-de-Grâce ». 15 heures, 277 bis, rue Saint-Jacques.

CONFÉRENCES

107, rue de Reailly (salle n° 1), 19 h 30 : « L'astrologie, une technique qui allie la graphologie et les influences planétaires », par S. Chermant-Premy (ULP, tél. : 43-43-46-70).

47, rue de la Fontaine-au-Roi, 20 heures : « Les dimensions parallèles (AGÉASAC, tél. : 43-57-29-81).

11 bis, rue Képler, 20 h 15 : « Le yoga royal de la théosophie ». Entrée gratuite (Loge une des théosophes).

78, boulevard Malesherbes, 19 h 30 : « La douceur et l'intensité », par C. A. Chenu.

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE

Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-51-26). T.l.j. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Du 6 juin au 10 septembre.

DIETHE APPEL. Palais de Tokyo, 12, av. du Président-Wilson (47-23-36-33). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 23 F (compréhension l'ensemble des expositions). Jusqu'au 5 juin.

BOGRATCHEV - POUJON. Musée

Bordeaux, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-48-27-27). T.l.j. et mar. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Du 1 juin au 1 octobre.

LA COLLECTION STEPHEN WHITE. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-33). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 23 F (compréhension l'ensemble des expositions). Jusqu'au 5 juin.

CONCOURS POUR L'AMÉNAGEMENT DE LA CITÉ PROST. Pavillon de

l'Assemblée, galerie d'actualité, 21, boulevard Malesherbes (42-76-33-97). T.l.j. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Du 1 juin au 23 juin.

CRAFT TODAY USA. Objets contemporains made in USA. Musée des Arts décoratifs, galerie des jouets, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 27 août.

DANTAN JEUNE. CARICATURE

ET PORTRAITS SCULPTÉS DE L'ÉPOQUE. Roussin, 21, boulevard Malesherbes (42-76-33-97). T.l.j. et mar. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 10 juin.

DE L'ÉGLISE AU TEMPLE DE LA RAISON : LE PANTHÉON. Symbole des révolutions. Caisse nationale des monuments historiques, Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Ambroise (42-74-22-22). T.l.j. et jours fériés de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 30 juillet.

DE LA RIVIERA À LA COTE

D'AZUR. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-33). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 23 F (compréhension l'ensemble des expositions). Jusqu'au 21 août.

ROLAND DORÉ. SCULPTEUR BRETON DU XIX^e SIÈCLE. Musée national des Monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (47-27-25-74). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 18 septembre.

SYLVAIN DUBUSSON. Musée des

Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 juillet.

DECOUVERTES SOUS-MARINES EN MANCHE ET ATLANTIQUE. Institut océanographique, centre de la mer et des eaux, 195, rue Saint-Jacques (46-35-08-61). T.l.j. et mar. de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 15 à 17 h 30, sam. et dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 20 juillet.

LE FÈRE A PARIS, ARCHITECTES

PREMIÈRE PARTIE. Pavillon de l'Assemblée, 21, boulevard Malesherbes (42-76-33-97). T.l.j. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 8 juin.

HOMMAGE AU MAÎTRE UNG-NO LEE. 1904 - 1989. Musée Cernuschi, 7, av. Villiers (45-63-50-75). T.l.j. et mar. et les 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 juillet. Entrée : 15 F. Jusqu'au 12 novembre.

LES HUILLES : PEINTRES NAÏFS

DU PÉROU. Musée d'Art natif Max Fourny - Halle Saint-Pierre, 2, rue Rossmore (42-56-74-12). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 1^{er} juin.

LE LARMOYEUR. Musée de la vie romantique - Maison Remy-Scheffer, 16, rue Chapuis (48-74-93-38). T.l.j. et mar. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Du 2 juin au 30 octobre.

MAGiciens DE LA TERRE. Grande

Halle de la Villette, 211, av. Jean-Jaurès (42-40-27-28). T.l.j. et mar. de 12 h à 20 h, ven. et sam. jusqu'à 22 h. Entrée : 32 F, 50 F (billet couplé Centre Georges Pompidou et Grande Halle). Jusqu'au 14 août.

LA MESURE DU CIEL DE LA PLACQUE PHOTOGRAPHIQUE AUX TECHNIQUES SPATIALES. Palais de la découverte, av. Franklin-Roosevelt, balcon de la salle 5 (43-59-16-55). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Du 1 juin au 3 septembre.

MINIATURES DE L'INDE IMPÉRIALE

(1856 - 1905). Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna (47-32-61-61). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 10 juillet.

MUCHA. La collection Ivan Lendl. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 16 F. Jusqu'au 17 juillet.

ODYSSEY. CENT ANS DE PHOTO-

GRAPHIE AU NATIONAL GÉOGRAPHIC. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-33). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 5 juin.

QUAND PARIS DANSAIT AVEC MARIANNE. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-65-12-73). T.l.j. et mar. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 27 août.

RENDRE LA VILLE ACCESSIBLE A

TOUS. Pavillon de l'Assemblée, galerie d'actualité, 21, boulevard Malesherbes (42-76-33-97). T.l.j. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Du 6 juin au 20 juin.

HERNÉ LE SIDANER. Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly (42-74-07-02). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 16 juillet.

LES SIÈCLES D'OR DE LA MÉDECINE

Palais XV - XVIII. Musée d'histoire naturelle, galerie de zoologie 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (43-36-14-41). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h, sam. et dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 18 décembre.

THÉÂTRE ET RELIGION EN ASIE. Conférences, musées, manifestations, œuvres. Musée Kwok On, 41, rue des Francs-Bourgeois (42-72-99-42). T.l.j. et mar. et jours fériés de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 31 décembre.

TUTURUS : MADS DE FEMMES

Musée de l'Homme, hall, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.l.j. et mar. et jours fériés de 9 h à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 septembre.

UBU : CENT ANS DE RÉGENCE. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Surcouf (45-56-60-17). T.l.j. et mar. et jours fériés de 11 h à 18 h. Jusqu'au 1 juillet.

UNE NOUVELLE AFFICHE POUR

LE MUSÉE NATIONAL DES ARTS ET TRADITIONS POPULAIRES. Musée des Arts et Traditions populaires, hall, 6, av. du Mahatma Gandhi (40-67-90-00). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Jusqu'au 15 juin.

Centres culturels

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE

Bibliothèque de l'Assemblée, 1, rue de Sully (47-44-21). T.l.j. et mar. de 13 h à 18 h. Du 6 juin au 10 septembre.

L'ART DANS LA FOLIE, LA FOLIE DANS L'ART. Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière, 47, bd de l'Hôpital (45-70-27-27). T.l.j. et mar. de 8 h 30 à 18 h 30. Du 5 juin au 10 septembre.

ASSEMBLÉE-VOUS EN SUÉDOIS !

Trois présentations d'art de membre du Suède. Centre culturel suédois, hôtel de Mairie, 11, rue Feytaud (42-71-82-20). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 13 juillet.

AUBUSSON 1989. 25 artistes contemporains. Bibliothèque Forney, hôtel de Sully, 1, rue de Sully (47-44-21). T.l.j. et mar. de 13 h à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 25 juin.

CENT SOIXANTE-CINQ PEINTRES

GRAVEURS, PHOTOGRAPHES ET SCULPTEURS. Originaux de trente-neuf peintures exposées. Cité internationale des arts, rue de l'Hôtel-de-Ville (42-78-71-72). T.l.j. et mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 11 juin.

CHENI. Photographes de Hiroji Kojima. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 11, quai Malaquais (42-60-34-57). T.l.j. et mar. de 13 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 22 juillet.

CROISEMENT DE SIGNES. Institut

du monde arabe, 23, quai Saint-Bernard (40-51-38-38). T.l.j. et mar. de 13 h à 20 h. Jusqu'au 19 juin.

FOUNDAISON MONTEBEMBI. 34, av. de New York (47-23-38-38). T.l.j. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 30 juin.

DE LA RIVIERA À LA COTE D'AZUR. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-33). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 23 F (compréhension l'ensemble des expositions). Jusqu'au 21 août.

ROLAND DORÉ. SCULPTEUR BRETON

DU XIX^e SIÈCLE. Musée national des Monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (47-27-25-74). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 18 septembre.

SYLVAIN DUBUSSON. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 juillet.

DECOUVERTES SOUS-MARINES EN

MANCHE ET ATLANTIQUE. Institut océanographique, centre de la mer et des eaux, 195, rue Saint-Jacques (46-35-08-61). T.l.j. et mar. de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 15 à 17 h 30, sam. et dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 20 juillet.

LE FÈRE A PARIS, ARCHITECTES PREMIÈRE PARTIE. Pavillon de l'Assemblée, 21, boulevard Malesherbes (42-76-33-97). T.l.j. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 8 juin.

HOMMAGE AU MAÎTRE UNG-NO LEE

1904 - 1989. Musée Cernuschi, 7, av. Villiers (45-63-50-75). T.l.j. et mar. et les 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 juillet. Entrée : 15 F. Jusqu'au 12 novembre.

LES HUILLES : PEINTRES NAÏFS DU PÉROU. Musée d'Art natif Max Fourny - Halle Saint-Pierre, 2, rue Rossmore (42-56-74-12). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 1^{er} juin.

LE LARMOYEUR. Musée de la vie

romantique - Maison Remy-Scheffer, 16, rue Chapuis (48-74-93-38). T.l.j. et mar. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Du 2 juin au 30 octobre.

MAGiciens DE LA TERRE. Grande Halle de la Villette, 211, av. Jean-Jaurès (42-40-27-28). T.l.j. et mar. de 12 h à 20 h, ven. et sam. jusqu'à 22 h. Entrée : 32 F, 50 F (billet couplé Centre Georges Pompidou et Grande Halle). Jusqu'au 14 août.

LA MESURE DU CIEL DE LA PLACQUE

PHOTOGRAPHIQUE AUX TECHNIQUES SPATIALES. Palais de la découverte, av. Franklin-Roosevelt, balcon de la salle 5 (43-59-16-55). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Du 1 juin au 3 septembre.

MINIATURES DE L'INDE IMPÉRIALE (1856 - 1905). Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna (47-32-61-61). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 10 juillet.

MUCHA. La collection Ivan Lendl

Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 16 F. Jusqu'au 17 juillet.

ODYSSEY. CENT ANS DE PHOTOGRAPHIE AU NATIONAL GÉOGRAPHIC. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-33). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 5 juin.

QUAND PARIS DANSAIT AVEC

MARIANNE. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-65-12-73). T.l.j. et mar. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 27 août.

RENDRE LA VILLE ACCESSIBLE A TOUS. Pavillon de l'Assemblée, galerie d'actualité, 21, boulevard Malesherbes (42-76-33-97). T.l.j. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Du 6 juin au 20 juin.

HERNÉ LE SIDANER. Musée

Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly (42-74-07-02). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 16 juillet.

LES SIÈCLES D'OR DE LA MÉDECINE. Palais XV - XVIII. Musée d'histoire naturelle, galerie de zoologie 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (43-36-14-41). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h, sam. et dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 18 décembre.

THÉÂTRE ET RELIGION EN ASIE

Conférences, musées, manifestations, œuvres. Musée Kwok On, 41, rue des Francs-Bourgeois (42-72-99-42). T.l.j. et mar. et jours fériés de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 31 décembre.

TUTURUS : MADS DE FEMMES. Musée de l'Homme, hall, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.l.j. et mar. et jours fériés de 9 h à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 septembre.

UBU : CENT ANS DE RÉGENCE

Musée-galerie de la Seine, 12, rue Surcouf (45-56-60-17). T.l.j. et mar. et jours fériés de 11 h à 18 h. Jusqu'au 1 juillet.

UNE NOUVELLE AFFICHE POUR LE MUSÉE NATIONAL DES ARTS ET TRADITIONS POPULAIRES. Musée des Arts et Traditions populaires, hall, 6, av. du Mahatma Gandhi (40-67-90-00). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Jusqu'au 15 juin.

Jeudi 1^{er} juin

Centres culturels

JAMES COGNARD. Galerie Galarté, 13, rue Mazarine (43-25-90-84). Jusqu'au 17 juin.

MARC COUTURIER. Galerie Michel Vidal, 56, rue du Faubourg-Saint-Antoine (43-42-22-71). Jusqu'au 28 juin.

JEAN COUVY. Galerie Proute, 38, rue de Seine (43-25-21-55). Jusqu'au 9 juin.

JEAN-PAUL GUYOT. Galerie 3 et 1, Dougny, 57, rue de la République (47-00-10-94). Jusqu'au 10 juin.

EDITH DE VRIES. Galerie Albert

Loeb, 12, rue des Beaux-Arts (46-33-06-87). Jusqu'au 17 juin.

RÉGIS DEFARIS. Les enregistrements. Galerie Claude Samet, 18, pl. des Vosges (42-77-16-77). Du 3 juin au 8 juillet.

LA DERNIÈRE SÉANCE. Cinq heures pour la photographie. Galerie Octant, 3, rue du Marché-Saint-Honoré (42-60-68-08). Jusqu'au 25 juin.

DE MACCIO. Galerie Ra. 7, rue

Trigo (42-36-45-74). Jusqu'au 31 juillet.

JEAN DUBUFFET. Regards sur la pensée d'un philosophe. Galerie Jeanne Bucher, 53, rue de Seine (43-26-22-32). Jusqu'au 20 juillet.

JEAN EDELMANN. Galerie d'art international, 12, rue Jean-Ferrandi (45-48-28). Jusqu'au 30 juin.

ESQUISSES ET DESSINS. Du XVI^e

au XIX^e siècle. Galerie Charles et André Sully, 25, quai Voltaire (42-60-34-57). Jusqu'au 17 juillet.

CHARLES FLICHER. 1963 - 1928. Bessac-Lavie, 18, rue de Seine (43-25-18-87). Jusqu'au 15 juin.

JEAN-CLAUDE LE FLOCH. Galerie La Hune, 14, rue de l'Abbaye (43-25-54-06). Du 1 juin au 30 juin.

SAM FRANCIS. Il Toiles grands

formats. Galerie Jean Fournier, 40, rue Quincampoix (42-77-33-31). Jusqu'au 1 juillet.

LES FRIEDLANDER. Galerie Zabriz, 37, rue Quincampoix (42-73-35-47). Jusqu'au 8 juillet.

E. OTHON FRIZZ. Galerie Katia Grunoff, place Beauvau - 92, Fg-Saint-Honoré (43-25-44-03). Jusqu'au 30 juin.

FUTURA 2000. Galerie du Jour

Agès, 6, rue du Jour (42-33-43-40). Du 1 juin au 8 juillet.

CHRISTIAN GALZIN. Galerie Média, 20, rue de la Harpe (42-78-05-62). Du 6 juin au 29 juillet.

GARDA. Galerie Olivier Nouvellet, 19, rue de Seine (43-29-43-03). Jusqu'au 3 juin.

PAOLO GARGALLO. Galerie Marvay

Hoss, 12, rue d'Alger (42-96-37-96). Jusqu'au 13 juillet.

OSCAR GAUTHIER. Galerie Aronax, 27, rue Guénégaud (46-33-04-66). Jusqu'au 10 juin.

ZVI GOLDSTEIN. Galerie Sylvane Lorenz, 13, rue Chapois (48-04-53-02). Jusqu'au 3 juin.

AUGUSTE HERBIN. Galerie J.-E.

Resché, 20, rue de Seine (43-29-44-03). Jusqu'au 10 juin.

GOTTFRIED HONEGGER. Pères et Fils. Galerie Gilbert Brownson et Cie, 9, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 29 juillet.

FRANK HORVAT. Album de famille. Compoté de la photographie, cour du Bel-Air - 56, rue du Faubourg-Saint-Antoine (43-44-11-36). Jusqu'au 17 juin

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-matin. Signification des symboles : R Signifié dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■ Ne pas manquer ■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 1^{er} juin

TF 1

20.40 Séries : Julien Fontanes magistrat. 22.15 Séries : Solo, brigade des stupés. Objectif : Joe White. 23.10 Documentaire : Haroun Tazieff raconte sa Terre. 6. Haroun Tazieff et les volcans. 8.55 Journal et météo. 9.25 Séries : Drôles d'histoires. Intrigues : Un crime chasse l'autre. 6.50 Documentaire : Histoire naturelle. Le charbon.

A 2

20.35 Cinéma : Je vais craquer. ■ Film français de François Leterrier (1988). Avec Christian Clavier, Anouk, Nathalie Baye, Maurice Kévin. Un jeune cadre bien tranquille est entraîné dans la vie parisienne nocturne et croit à la liberté sexuelle. 22.05 Flash d'informations.

Paradeau : une terre pour le CRSS

LE BIROBIDJAN

par le Dr. Patrick Braun et Jean Sanitas

Éditions Robert Laffont

22.15 Sport : Tennis. Résumé des Internationaux de Roland-Garros. 22.45 Météo : Informations. 24 heures sur la 2. Avec le magazine européen Puissance 12. 0.30 Météo. 0.35 Séries : Jacques Séguéla. 0.40 Histoire courtes. Spécial Festival d'Amos. Le sujet du tableau, de Georges Schwabigol : Baby in television, de Pencho Kanchev : Manx cruels, de Richard Condie.

FR 3

20.35 Têlémag : Fanny et Alexandre. D'Ingmar Bergman, avec Pernilla Allwin, Bertil Guve (2^e partie). 22.55 Journal et météo. 23.10 Sport : Tennis. Résumé des Internationaux de Roland-Garros. 23.25 Magazine : Océanique. « Les heures chaudes de Montparnasse » de Jean-Marie Dru. 0.15 Météo, météo. 0.20 Séries : Quatuor n° 5 opus 76, de Haydn, par le Quatuor Ludwig.

CANAL PLUS

20.35 Cinéma : Les Bouteglages. ■ Film américain de Joseph Sargent (1973). Avec Burt Reynolds, Matt Clark, Ned Beatty. 22.10 Flash d'informations. 22.15 Cinéma : Pale Rider, le cavalier solitaire. ■ Film américain de

Clint Eastwood (1985). Avec Clint Eastwood, Michael Moriarty, Carrie Snodgrass (v.o.). 0.05 Cinéma : L'ours et la poupée. ■ Film français de Michel Deville (1969). Avec Brigitte Bardot, Jean-Pierre Cassel, Daniel Ceccaldi. 1.30 Magazine : Cinéma 666.

LA 5

20.30 Têlémag : Le port des filles perdues. De Carl Monson, avec Frank Stallone, Christopher Moltischn. Un merle s'en prend au président. 22.20 Têlémag : Les Femmes de Laura. De Vincent Salviati, avec Kathy Shower, Brett Halsey. Violée devant son mari. 0.00 Journal de météo. 0.05 L'inspecteur Derrick (rediff.). 1.10 Jo Gallard (rediff.). 2.05 Boulevard et compagnie (rediff.). 2.20 Tendresse et passion (rediff.). 3.10 Journal de la nuit. 3.15 Séries : Une vie. 4.00 Voies, voies (rediff.). 5.00 Tendresse et passion. 5.25 Boulevard et compagnie (rediff.). 5.40 Météo : Arts de rêve.

M 6

20.35 Têlémag : Le justicier d'Okunawa. De Seiji Izumi, avec Koichi Saki, Narumi Yasuda. Les amis d'un honneur sont assassinés. 22.00 Séries : Clair de lune. 22.50 Six minutes d'informations. 22.55 Magazine : Quand la science nous fascine (rediff.). 23.40 L'homme de fer (rediff.). 0.30 Météo : Boulevard des clips. 2.00 Extrême, d'où viens-tu ? (rediff.). 2.25 Magazine : M6 aime le cinéma (rediff.). 3.20 Magazine : Adventure (rediff.). 3.55 Documentaire : S'il te plaît, montre-moi nos histoires. 4.15 Quand la science nous fascine (rediff.). 5.10 S'il te plaît, montre-moi nos histoires. 5.30 Magazine : Le glaive et la balance (rediff.). 6.00 Extrême, d'où viens-tu ? 6.25 Météo : Boulevard des clips.

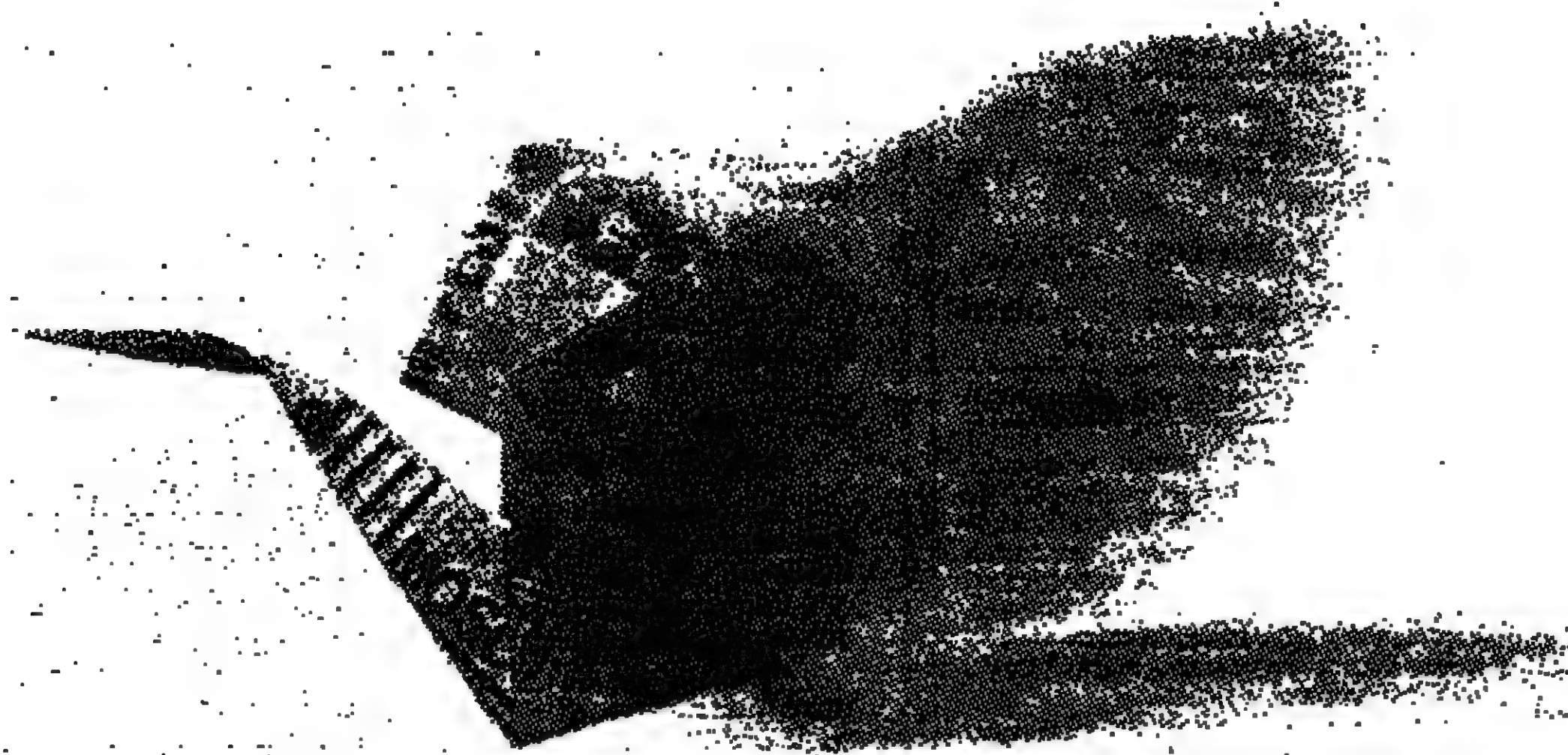
FRANCE CULTURE

20.30 Dramatique. Keren, Carson et Marilyn, de Jean-Frédéric Verrier. 21.30 Profils perdus. Paul Delmar. 22.40 Nuits magiques. Préfèces, surdons et petits génies. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Météo : Coda. Le rock de Canterbury.

FRANCE MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 6 mai au Grand Auditorium) : Symphonie n° 26 en la majeur K 201 et Concerto pour piano et orchestre n° 12 en la mineur K 414, de Mozart. Symphonie n° 5 en mi bémol op. 82, de Beethoven par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Maximiano Valdés; sol. Ingrid Hachez, piano. 22.30 Météo. 23.00 Météo. 23.10 Météo. 23.20 Météo. 23.30 Météo. 23.40 Météo. 23.50 Météo. 0.00 Météo. 0.10 Météo. 0.20 Météo. 0.30 Météo. 0.40 Météo. 0.50 Météo. 1.00 Météo. 1.10 Météo. 1.20 Météo. 1.30 Météo. 1.40 Météo. 1.50 Météo. 2.00 Météo. 2.10 Météo. 2.20 Météo. 2.30 Météo. 2.40 Météo. 2.50 Météo. 3.00 Météo. 3.10 Météo. 3.20 Météo. 3.30 Météo. 3.40 Météo. 3.50 Météo. 4.00 Météo. 4.10 Météo. 4.20 Météo. 4.30 Météo. 4.40 Météo. 4.50 Météo. 5.00 Météo. 5.10 Météo. 5.20 Météo. 5.30 Météo. 5.40 Météo. 5.50 Météo. 6.00 Météo. 6.10 Météo. 6.20 Météo. 6.30 Météo. 6.40 Météo. 6.50 Météo. 7.00 Météo. 7.10 Météo. 7.20 Météo. 7.30 Météo. 7.40 Météo. 7.50 Météo. 8.00 Météo. 8.10 Météo. 8.20 Météo. 8.30 Météo. 8.40 Météo. 8.50 Météo. 9.00 Météo. 9.10 Météo. 9.20 Météo. 9.30 Météo. 9.40 Météo. 9.50 Météo. 10.00 Météo. 10.10 Météo. 10.20 Météo. 10.30 Météo. 10.40 Météo. 10.50 Météo. 11.00 Météo. 11.10 Météo. 11.20 Météo. 11.30 Météo. 11.40 Météo. 11.50 Météo. 12.00 Météo. 12.10 Météo. 12.20 Météo. 12.30 Météo. 12.40 Météo. 12.50 Météo. 13.00 Météo. 13.10 Météo. 13.20 Météo. 13.30 Météo. 13.40 Météo. 13.50 Météo. 14.00 Météo. 14.10 Météo. 14.20 Météo. 14.30 Météo. 14.40 Météo. 14.50 Météo. 15.00 Météo. 15.10 Météo. 15.20 Météo. 15.30 Météo. 15.40 Météo. 15.50 Météo. 16.00 Météo. 16.10 Météo. 16.20 Météo. 16.30 Météo. 16.40 Météo. 16.50 Météo. 17.00 Météo. 17.10 Météo. 17.20 Météo. 17.30 Météo. 17.40 Météo. 17.50 Météo. 18.00 Météo. 18.10 Météo. 18.20 Météo. 18.30 Météo. 18.40 Météo. 18.50 Météo. 19.00 Météo. 19.10 Météo. 19.20 Météo. 19.30 Météo. 19.40 Météo. 19.50 Météo. 20.00 Météo. 20.10 Météo. 20.20 Météo. 20.30 Météo. 20.40 Météo. 20.50 Météo. 21.00 Météo. 21.10 Météo. 21.20 Météo. 21.30 Météo. 21.40 Météo. 21.50 Météo. 22.00 Météo. 22.10 Météo. 22.20 Météo. 22.30 Météo. 22.40 Météo. 22.50 Météo. 23.00 Météo. 23.10 Météo. 23.20 Météo. 23.30 Météo. 23.40 Météo. 23.50 Météo. 0.00 Météo. 0.10 Météo. 0.20 Météo. 0.30 Météo. 0.40 Météo. 0.50 Météo. 1.00 Météo. 1.10 Météo. 1.20 Météo. 1.30 Météo. 1.40 Météo. 1.50 Météo. 2.00 Météo. 2.10 Météo. 2.20 Météo. 2.30 Météo. 2.40 Météo. 2.50 Météo. 3.00 Météo. 3.10 Météo. 3.20 Météo. 3.30 Météo. 3.40 Météo. 3.50 Météo. 4.00 Météo. 4.10 Météo. 4.20 Météo. 4.30 Météo. 4.40 Météo. 4.50 Météo. 5.00 Météo. 5.10 Météo. 5.20 Météo. 5.30 Météo. 5.40 Météo. 5.50 Météo. 6.00 Météo. 6.10 Météo. 6.20 Météo. 6.30 Météo. 6.40 Météo. 6.50 Météo. 7.00 Météo. 7.10 Météo. 7.20 Météo. 7.30 Météo. 7.40 Météo. 7.50 Météo. 8.00 Météo. 8.10 Météo. 8.20 Météo. 8.30 Météo. 8.40 Météo. 8.50 Météo. 9.00 Météo. 9.10 Météo. 9.20 Météo. 9.30 Météo. 9.40 Météo. 9.50 Météo. 10.00 Météo. 10.10 Météo. 10.20 Météo. 10.30 Météo. 10.40 Météo. 10.50 Météo. 11.00 Météo. 11.10 Météo. 11.20 Météo. 11.30 Météo. 11.40 Météo. 11.50 Météo. 12.00 Météo. 12.10 Météo. 12.20 Météo. 12.30 Météo. 12.40 Météo. 12.50 Météo. 13.00 Météo. 13.10 Météo. 13.20 Météo. 13.30 Météo. 13.40 Météo. 13.50 Météo. 14.00 Météo. 14.10 Météo. 14.20 Météo. 14.30 Météo. 14.40 Météo. 14.50 Météo. 15.00 Météo. 15.10 Météo. 15.20 Météo. 15.30 Météo. 15.40 Météo. 15.50 Météo. 16.00 Météo. 16.10 Météo. 16.20 Météo. 16.30 Météo. 16.40 Météo. 16.50 Météo. 17.00 Météo. 17.10 Météo. 17.20 Météo. 17.30 Météo. 17.40 Météo. 17.50 Météo. 18.00 Météo. 18.10 Météo. 18.20 Météo. 18.30 Météo. 18.40 Météo. 18.50 Météo. 19.00 Météo. 19.10 Météo. 19.20 Météo. 19.30 Météo. 19.40 Météo. 19.50 Météo. 20.00 Météo. 20.10 Météo. 20.20 Météo. 20.30 Météo. 20.40 Météo. 20.50 Météo. 21.00 Météo. 21.10 Météo. 21.20 Météo. 21.30 Météo. 21.40 Météo. 21.50 Météo. 22.00 Météo. 22.10 Météo. 22.20 Météo. 22.30 Météo. 22.40 Météo. 22.50 Météo. 23.00 Météo. 23.10 Météo. 23.20 Météo. 23.30 Météo. 23.40 Météo. 23.50 Météo. 0.00 Météo. 0.10 Météo. 0.20 Météo. 0.30 Météo. 0.40 Météo. 0.50 Météo. 1.00 Météo. 1.10 Météo. 1.20 Météo. 1.30 Météo. 1.40 Météo. 1.50 Météo. 2.00 Météo. 2.10 Météo. 2.20 Météo. 2.30 Météo. 2.40 Météo. 2.50 Météo. 3.00 Météo. 3.10 Météo. 3.20 Météo. 3.30 Météo. 3.40 Météo. 3.50 Météo. 4.00 Météo. 4.10 Météo. 4.20 Météo. 4.30 Météo. 4.40 Météo. 4.50 Météo. 5.00 Météo. 5.10 Météo. 5.20 Météo. 5.30 Météo. 5.40 Météo. 5.50 Météo. 6.00 Météo. 6.10 Météo. 6.20 Météo. 6.30 Météo. 6.40 Météo. 6.50 Météo. 7.00 Météo. 7.10 Météo. 7.20 Météo. 7.30 Météo. 7.40 Météo. 7.50 Météo. 8.00 Météo. 8.10 Météo. 8.20 Météo. 8.30 Météo. 8.40 Météo. 8.50 Météo. 9.00 Météo. 9.10 Météo. 9.20 Météo. 9.30 Météo. 9.40 Météo. 9.50 Météo. 10.00 Météo. 10.10 Météo. 10.20 Météo. 10.30 Météo. 10.40 Météo. 10.50 Météo. 11.00 Météo. 11.10 Météo. 11.20 Météo. 11.30 Météo. 11.40 Météo. 11.50 Météo. 12.00 Météo. 12.10 Météo. 12.20 Météo. 12.30 Météo. 12.40 Météo. 12.50 Météo. 13.00 Météo. 13.10 Météo. 13.20 Météo. 13.30 Météo. 13.40 Météo. 13.50 Météo. 14.00 Météo. 14.10 Météo. 14.20 Météo. 14.30 Météo. 14.40 Météo. 14.50 Météo. 15.00 Météo. 15.10 Météo. 15.20 Météo. 15.30 Météo. 15.40 Météo. 15.50 Météo. 16.00 Météo. 16.10 Météo. 16.20 Météo. 16.30 Météo. 16.40 Météo. 16.50 Météo. 17.00 Météo. 17.10 Météo. 17.20 Météo. 17.30 Météo. 17.40 Météo. 17.50 Météo. 18.00 Météo. 18.10 Météo. 18.20 Météo. 18.30 Météo. 18.40 Météo. 18.50 Météo. 19.00 Météo. 19.10 Météo. 19.20 Météo. 19.30 Météo. 19.40 Météo. 19.50 Météo. 20.00 Météo. 20.10 Météo. 20.20 Météo. 20.30 Météo. 20.40 Météo. 20.50 Météo. 21.00 Météo. 21.10 Météo. 21.20 Météo. 21.30 Météo. 21.40 Météo. 21.50 Météo. 22.00 Météo. 22.10 Météo. 22.20 Météo. 22.30 Météo. 22.40 Météo. 22.50 Météo. 23.00 Météo. 23.10 Météo. 23.20 Météo. 23.30 Météo. 23.40 Météo. 23.50 Météo. 0.00 Météo. 0.10 Météo. 0.20 Météo. 0.30 Météo. 0.40 Météo. 0.50 Météo. 1.00 Météo. 1.10 Météo. 1.20 Météo. 1.30 Météo. 1.40 Météo. 1.50 Météo. 2.00 Météo. 2.10 Météo. 2.20 Météo. 2.30 Météo. 2.40 Météo. 2.50 Météo. 3.00 Météo. 3.10 Météo. 3.20 Météo. 3.30 Météo. 3.40 Météo. 3.50 Météo. 4.00 Météo. 4.10 Météo. 4.20 Météo. 4.30 Météo. 4.40 Météo. 4.50 Météo. 5.00 Météo. 5.10 Météo. 5.20 Météo. 5.30 Météo. 5.40 Météo. 5.50 Météo. 6.00 Météo. 6.10 Météo. 6.20 Météo. 6.30 Météo. 6.40 Météo. 6.50 Météo. 7.00 Météo. 7.10 Météo. 7.20 Météo. 7.30 Météo. 7.40 Météo. 7.50 Météo. 8.00 Météo. 8.10 Météo. 8.20 Météo. 8.30 Météo. 8.40 Météo. 8.50 Météo. 9.00 Météo. 9.10 Météo. 9.20 Météo. 9.30 Météo. 9.40 Météo. 9.50 Météo. 10.00 Météo. 10.10 Météo. 10.20 Météo. 10.30 Météo. 10.40 Météo. 10.50 Météo. 11.00 Météo. 11.10 Météo. 11.20 Météo. 11.30 Météo. 11.40 Météo. 11.50 Météo. 12.00 Météo. 12.10 Météo. 12.20 Météo. 12.30 Météo. 12.40 Météo. 12.50 Météo. 13.00 Météo. 13.10 Météo. 13.20 Météo. 13.30 Météo. 13.40 Météo. 13.50 Météo. 14.00 Météo. 14.10 Météo. 14.20 Météo. 14.30 Météo. 14.40 Météo. 14.50 Météo. 15.00 Météo. 15.10 Météo. 15.20 Météo. 15.30 Météo. 15.40 Météo. 15.50 Météo. 16.00 Météo. 16.10 Météo. 16.20 Météo. 16.30 Météo. 16.40 Météo. 16.50 Météo. 17.00 Météo. 17.10 Météo. 17.20 Météo. 17.30 Météo. 17.40 Météo. 17.50 Météo. 18.00 Météo. 18.10 Météo. 18.20 Météo. 18.30 Météo. 18.40 Météo. 18.50 Météo. 19.00 Météo. 19.10 Météo. 19.20 Météo. 19.30 Météo. 19.40 Météo. 19.50 Météo. 20.00 Météo. 20.10 Météo. 20.20 Météo. 20.30 Météo. 20.40 Météo. 20.50 Météo. 21.00 Météo. 21.10 Météo. 21.20 Météo. 21.30 Météo. 21.40 Météo. 21.50 Météo. 22.00 Météo. 22.10 Météo. 22.20 Météo. 22.30 Météo. 22.40 Météo. 22.50 Météo. 23.00 Météo. 23.10 Météo. 23.20 Météo. 23.30 Météo. 23.40 Météo. 23.50 Météo. 0.00 Météo. 0.10 Météo. 0.20 Météo. 0.30 Météo. 0.40 Météo. 0.50 Météo. 1.00 Météo. 1.10 Météo. 1.20 Météo. 1.30 Météo. 1.40 Météo. 1.50 Météo. 2.00 Météo. 2.10 Météo. 2.20 Météo. 2.30 Météo. 2.40 Météo. 2.50 Météo. 3.00 Météo. 3.10 Météo. 3.20 Météo. 3.30 Météo. 3.40 Météo. 3.50 Météo. 4.00 Météo. 4.10 Météo. 4.20 Météo. 4.30 Météo. 4.40 Météo. 4.50 Météo. 5.00 Météo. 5.10 Météo. 5.20 Météo. 5.30 Météo. 5.40 Météo. 5.50 Météo. 6.00 Météo. 6.10 Météo. 6.20 Météo. 6.30 Météo. 6.40 Météo. 6.50 Météo. 7.00 Météo. 7.10 Météo. 7.20 Météo. 7.30 Météo. 7.40 Météo. 7.50 Météo. 8.00 Météo. 8.10 Météo. 8.20 Météo. 8.30 Météo. 8.40 Météo. 8.50 Météo. 9.00 Météo. 9.10 Météo. 9.20 Météo. 9.30 Météo. 9.40 Météo. 9.50 Météo. 10.00 Météo. 10.10 Météo. 10.20 Météo. 10.30 Météo. 10.40 Météo. 10.50 Météo. 11.00 Météo. 11.10 Météo. 11.20 Météo. 11.30 Météo. 11.40 Météo. 11.50 Météo. 12.00 Météo. 12.10 Météo. 12.20 Météo. 12.30 Météo. 12.40 Météo. 12.50 Météo. 13.00 Météo. 13.10 Météo. 13.20 Météo. 13.30 Météo. 13.40 Météo. 13.50 Météo. 14.00 Météo. 14.10 Météo. 14.20 Météo. 14.30 Météo. 14.40 Météo. 14.50 Météo. 15.00 Météo. 15.10 Météo. 15.20 Météo. 15.30 Météo. 15.40 Météo. 15.50 Météo. 16.00 Météo. 16.10 Météo. 16.20 Météo. 16.30 Météo. 16.40 Météo. 16.50 Météo. 17.00 Météo. 17.10 Météo. 17.20 Météo. 17.30 Météo. 17.40 Météo. 17.50 Météo. 18.00 Météo. 18.10 Météo. 18.20 Météo. 18.30 Météo. 18.40 Météo. 18.50 Météo. 19.00 Météo. 19.10 Météo. 19.20 Météo. 19.30 Météo. 19.40 Météo. 19.50 Météo. 20.00 Météo. 20.10 Météo. 20.20 Météo. 20.30 Météo. 20.40 Météo. 20.50 Météo. 21.00 Météo. 21.10 Météo. 21.20 Météo. 21.30 Météo. 21.40 Météo. 21.50 Météo. 22.00 Météo. 22.10 Météo. 22.20 Météo. 22.30 Météo. 22.40 Météo. 22.50 Météo. 23.00 Météo. 23.10 Météo. 23.20 Météo. 23.30 Météo. 23.40 Météo. 23.50 Météo. 0.00 Météo. 0.10 Météo. 0.20 Météo. 0.30 Météo. 0.40 Météo. 0.50 Météo. 1.00 Météo. 1.10 Météo. 1.20 Météo. 1.30 Météo. 1.40 Météo. 1.50 Météo. 2.00 Météo. 2.10 Météo. 2.20 Météo. 2.30 Météo. 2.40 Météo. 2.50 Météo. 3.00 Météo. 3.10 Météo. 3.20 Météo. 3.30 Météo. 3.40 Météo. 3.50 Météo. 4.00 Météo. 4.10 Météo. 4.20 Météo. 4.30 Météo. 4.40 Météo. 4.50 Météo. 5.00 Météo. 5.10 Météo. 5.20 Météo. 5.30 Météo. 5.40 Météo. 5.50 Météo. 6.00 Météo. 6.10 Météo. 6.20 Météo. 6.30 Météo. 6.40 Météo. 6.50 Météo. 7.00 Météo. 7.10 Météo. 7.20 Météo. 7.30 Météo. 7.40 Météo. 7.50 Météo. 8.00 Météo. 8.10 Météo. 8.20 Météo. 8.30 Météo. 8.40 Météo. 8.50 Météo. 9.00 Météo. 9.10 Météo. 9.20 Météo. 9.30 Météo. 9.40 Météo. 9.50 Météo. 10.00 Météo. 10.10 Météo. 10.20 Météo. 10.30 Météo. 10.40 Météo. 10.50 Météo. 11.00 Météo. 11.10 Météo. 11.20 Météo. 11.30 Météo. 11.40 Météo. 11.50 Météo. 12.00 Météo. 12.10 Météo. 12.20 Météo. 12.30 Météo. 12.40 Météo. 12.50 Météo. 13.00 Météo. 13.10 Météo. 13.20 Météo. 13.30 Météo. 13.40 Météo. 13.50 Météo. 14.00 Météo. 14.10 Météo. 14.20 Météo. 14.30 Météo. 14.40 Météo. 14.50 Météo. 15.00 Météo. 15.10 Météo. 15.20 Météo. 15.30 Météo. 15.40 Météo. 15.50 Météo. 16.00 Météo. 16.10 Météo. 16.20 Météo. 16.30 Météo. 16.40 Météo. 16.50 Météo. 17.00 Météo. 17.10 Météo. 17.20 Météo. 17.30 Météo. 17.40 Météo. 17.50 Météo. 18.00 Météo. 18.10 Météo. 18.20 Météo. 18.30 Météo. 18.40 Météo. 18.50 Météo. 19.00 Météo. 19.10 Météo. 19.20 Météo. 19.30 Météo. 19.40 Météo. 19.50 Météo. 20.00 Météo. 20.10 Météo. 20.20 Météo. 20.30 Météo. 20.40 Météo. 20.50 Météo. 21.00 Météo. 21.10 Météo. 21.20 Météo. 21.30 Météo. 21.40 Météo. 21.50 Météo. 22.00 Météo. 22.10 Météo. 22.20 Météo. 22.30 Météo. 22.40 Météo. 22.50 Météo. 23.00 Météo. 23.10 Météo. 23.20 Météo. 23.30 Météo. 23.40 Météo. 23.50 Météo. 0.00 Météo. 0.10 Météo. 0.20 Météo. 0.30 Météo. 0.40 Météo. 0.50 Météo. 1.00 Météo. 1.10 Météo. 1.20 Météo. 1.30 Météo. 1.40 Météo. 1.50 Météo. 2.00 Météo. 2.10 Météo. 2.20 Météo. 2.30 Météo. 2.40 Météo. 2.50 Météo. 3.00 Météo. 3.10 Météo. 3.20 Météo. 3.30 Météo. 3.40 Météo. 3.50 Météo. 4.00 Météo. 4.10 Météo. 4.20 Météo. 4.30 Météo. 4.40 Météo. 4.50 Météo. 5.00 Météo. 5.10 Météo. 5.20 Météo. 5.30 Météo. 5.40 Météo. 5.50 Météo. 6.00 Météo. 6.10 Météo. 6.20 Météo. 6.30 Météo. 6.40 Météo. 6.50 Météo. 7.00 Météo. 7.10 Météo. 7.20 Météo. 7.30 Météo. 7.40 Météo. 7.50 Météo. 8.00 Météo. 8.10 Météo. 8.20 Météo. 8.30 Météo. 8.40 Météo. 8.50 Météo. 9.00 Météo. 9.10 Météo. 9.20 Météo. 9.30 Météo. 9.40 Météo. 9.50 Météo. 10.00 Météo. 10.10 Météo. 10.20 Météo. 10.30 Météo. 10.40 Météo. 10.50 Météo. 11.00 Météo. 11.10 Météo. 11.20 Météo. 11.30 Météo. 11.40 Météo. 11.50 Météo. 12.00 Météo. 12.10 Météo. 12.20 Météo. 12.30 Météo. 12.40 Météo. 12.50 Météo. 13.00 Météo. 13.10 Météo. 13.20 Météo. 13.30 Météo. 13.40 Météo. 13.50 Météo. 14.00 Météo. 14.10 Météo. 14.20 Météo. 14.30 Météo. 14.40 Météo. 14.50 Météo. 15.00 Météo. 15.10 Météo. 15.20 Météo. 15.30 Météo. 15.40 Météo. 15.50 Météo. 16.00 Météo. 16.10 Météo. 16.20 Météo. 16.30 Météo. 16.40 Météo. 16.50 Météo. 17.00 Météo. 17.10 Météo. 17.20 Météo. 17.30 Météo. 17.40 Météo. 17.50 Météo. 18.00 Météo. 18.10 Météo. 18.20 Météo. 18.30 Météo. 18.40 Météo. 18.50 Météo. 19.00 Météo. 19.10 Météo. 19.20 Météo. 19.30 Météo. 19.40 Météo. 19.50 Météo. 20.00 Météo. 20.10 Météo. 20.20 Météo. 20.30 Météo. 20.40 Météo. 20.50 Météo. 21.00 Météo. 21.10 Météo. 21.20 Météo. 21.30 Météo. 21.40 Météo. 21.50 Météo. 22.00 Météo. 22.10 Météo. 22.20 Météo. 22.30 Météo. 22.40 Météo. 22.50 Météo. 23.00 Météo. 23.10 Météo. 23.20 Météo. 23.30 Météo. 23.40 Météo. 23.50 Météo. 0.00 Météo. 0.10 Météo. 0.20 Météo. 0.30 Météo. 0.40 Météo. 0.50 Météo. 1.00 Météo. 1.10 Météo. 1.20 Météo. 1.30 Météo. 1.40 Météo. 1.50 Météo. 2.00 Météo. 2.10 Météo. 2.20 Météo. 2.30 Météo. 2.40 Météo. 2.50 Météo. 3.00 Météo. 3.10 Météo. 3.20 Météo. 3.30 Météo. 3.40 Météo. 3.50 Météo. 4.00 Météo. 4.10 Météo. 4.20 Météo. 4.30 Météo. 4.40 Météo. 4.50 Météo. 5.00 Météo. 5.10 Météo. 5.20 Météo. 5.3

(Publicité)



UN JOURNAL PASSE A L'OUEST

Moscou, mercredi, 5 h du matin : les lecteurs les plus pressés s'agglutinent aux vitrines de la rédaction pour découvrir à la lampe torche la dernière édition des Nouvelles de Moscou. Quelques heures plus tard, un exemplaire se vendra 20 fois son prix.
LES NOUVELLES DE MOSCOU, C'EST LA PERESTROIKA A LA UNE

Avril 89 : De retour de Géorgie, Egor Yakovlev, rédacteur en chef des Nouvelles de Moscou, livre son enquête sur le "massacre impitoyable". Il y dénonce la censure, interpelle l'opinion, dit pourquoi il a eu "peur pour le sort de la Perestroïka".
LES NOUVELLES DE MOSCOU, C'EST LA PERESTROIKA EN DIRECT

"J'ai été victime des médias." Sergueï Medounov, ancien dirigeant de la stagnation brejnevienne, aujourd'hui expulsé du parti pour compromissions, accorde sa première interview aux Nouvelles de Moscou. Il y répond aux questions de Natalia Guevorkian.
LES NOUVELLES DE MOSCOU, C'EST LA PERESTROIKA EN V.O.

2 FORMULES D'ABONNEMENT : ☐ 6 mois : 245 F - ☐ 1 an : 430 F

(cocher la formule choisie)

Nom : Prénom :

Adresse : n° rue : localité :

code postal : bureau distributeur :

Veuillez établir votre règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de : Générale d'Éditions Internationales
et l'adresser à : LES NOUVELLES DE MOSCOU - 36, rue Picpus - 75012 PARIS - Tél. : 43.42.58.00

**LES NOUVELLES DE
MOSCOU**

**L'HEBDOMADAIRE DE LA PERESTROIKA
A PARTIR DU 2 JUIN EN KIOSQUE ET SUR ABONNEMENT**

مكتبة الأصل

Le Carnet du Monde

Naissances

— Pascal et Nadine LAUDET sont heureux d'annoncer la naissance de
Aurore,
le 8 mai 1989.
3, rue Pasteur,
92210 Saint-Cloud.

— Elizabeth, née Marchand et Luc de LA BARDONNIE sont heureux d'annoncer l'arrivée de
Benoît,
né le samedi 27 mai à Bergerac (Dordogne), frère de Marc et Joël, onzième des petits-enfants de Bardouly.

— Laurence LÉVY et Jean TOURET sont heureux d'annoncer la naissance de
Jérémy
à Paris, le 27 mai 1989.

Décès

— M^{me} Jacques Amar, Le docteur et M^{me} Michel Amar, leurs enfants, Véronique, Caroline et Pierre, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Marinette Amar, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Narcisse Franco, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de
M. Jacques AMAR,
croix de guerre 1939-1945,
survenu le 25 mai 1989, à Créteil, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité.
52, rue du Ranch, 75016 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de
Marc CAVELL,
artiste peintre,
survenu le 21 mai 1989, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

L'inhumation aura lieu au columbarium du Père-Lachaise, le jeudi 8 juin, à 15 h 45.

— M^{me} André Genty, sa mère, M^{me} Pierre Genty, son épouse, M. Claude Genty, son frère,

Alain et Agnès Rouveret, Jean-Paul et Catherine Depretto, Jean-Christophe et Anne Ortoï, Sophie, Laure et Vincent, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Pierre GENTY, député-résistant, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 25 mai 1989, dans sa soixante-huitième année.

L'inhumation a eu lieu le mardi 30 juin, à Clermont-Ferrand, dans la plus stricte intimité.
47, avenue Gabriel-Péri, 94068 Saint-Maur-des-Fossés.

Pompes Funèbres Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINITEL par le 11

— Sa famille et ses proches ont la tristesse de faire part du décès de
Henri HUGUET,
professeur de l'université Bordeaux-II.
L'inhumation a eu lieu dans l'intimité.

— La famille Kessedjian a la douleur de faire part du décès de

Paul KESSEDIAN,
survenu le 29 mai 1989, à l'âge de cinquante-cinq ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.
27, rue Parmentier, 75001 Paris.

— Le due de Lévis Mirepoix, M^{me} Jacqueline Foucault, sa sœur, Alain et Didier Gérard, ses neveux, M. et M^{me} Jacques Gérard, ont la tristesse de faire part du décès de

la duchesse douairière de LÉVIS MIREPOIX,
survenu le 30 mai 1989.

Le service religieux aura lieu en la nouvelle église Saint-Honoré-d'Eylau, 66, avenue Raymond-Poincaré, Paris (16^e), le vendredi 2 juin à 18 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.
55, avenue Bugeaud, 75116 Paris.

— Les élèves en France et à l'étranger. Les enseignants, chercheurs et techniciens des laboratoires de chimie organique appliquée, de photochimie, de physico-chimie des hydrocarbures de l'université Louis-Pasteur de Strasbourg, ont la tristesse de faire part du décès, le 27 mai 1989, de

M. Alfred MAILLARD, professeur honoraire à l'université de Strasbourg.

Ils gardent le souvenir des qualités profondes de l'esprit du chercheur et de l'homme.

— M. et M^{me} Jean Maslo, M. et M^{me} Philippe Maslo, Et David, M. Pierre Maslo, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Paula MASLO,
survenue le 30 mai 1989, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 2 juin, à 15 heures, au cimetière de Bagneux.

22, avenue Emile-Zola, 75015 Paris.

— M^{me} Mariette Orru, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, M^{me} Mathilde Orru, font part du décès de

M. Joseph ORRU, « homme de paix », survenue le lundi 29 mai 1989.

83, rue du Chevreuil, 69007 Lyon.

— Nous apprenons le décès de
Edmond SOUSSA,
qui fut un grand sportif mondial et un peintre international,

survenue à Paris, le 29 mai 1989, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 2 juin, à 8 h 30, en l'église Saint-Julien-le-Pauvre, Paris (5^e), suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse, entrée principale.

Cet avis tient lieu de faire-part.
[Né le 11 octobre 1898 au Caire, Edmond Soussa, décorateur, peintre, ferronnier, décorateur de l'Opéra et de grandes demeures. En tant que joueur de billard, il remporta quatre titres mondiaux et obtint de nombreux records de monde aux jeux de cartes.]

Remerciements
— M^{me} Margie Noguez et ses filles Emilie et Julie, M. Dominique Noguez, M. et M^{me} François Noguez, Et toute la famille de

Gérard NOGUEZ,
mort brutalement le 24 mai 1989, à quarante-trois ans,

remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine de trouver ici l'expression de leur profonde gratitude.

CARNET DU MONDE
Renseignements : 42-47-85-03
Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 83 F
Abonnés et actionnaires 73 F
Communications diverses 86 F

Anniversaire

— Il y a un an,
Albert ENJALBERT,
nous quittait...

Il a laissé à tous ses collègues et amis de la CNAVTS l'emprunte d'un homme de cœur et de combat.

Que tous ceux qui l'ont connu s'associent dans une communion de pensée pour lui et sa femme Denise.

Messes anniversaires

— Le 4 juin 1989, quarante jours après le décès de

professeur Nicolas SVORONOS, sa famille, ses amis, ses collègues se souviendront, lors d'une messe qui sera célébrée à 11 h 30 en l'église orthodoxe grecque, 7, rue Bizet, 75016 Paris.

Cérémonie religieuse

— M. et M^{me} Jacques VILAIN, M^{me} Carole VILAIN sont heureux d'annoncer la communion solennelle de

Delphine
le dimanche 4 juin à 10 h 30, en l'église de Savigny-en-Sancerre (18240).

Communications diverses

— Responsables, cadres, ploumiers, entrepreneurs, vous êtes convoqués. Le dimanche 4 juin, à 15 h, conférence-débat : perfectionnement ; protection des élites ; suggestions et communications, par J. Leclerc, psychanalyste, créateur de l'auto-déconnexion instantanée. Une technique nécessaire à la vie de l'entreprise.
Lieu : Dômes Médica, 60, boulevard Latour-Maubourg, 75007 Paris (métro Latour-Maubourg). Tél. : 43-20-64-74. Entrée 30 F.

Soutenances de thèses

— Université Paris-I, le jeudi 25 mai, M^{me} Anne Grynberg a soutenu : « Les internés juifs des camps du sud de la France 1939-1942. Assistance, solidarité, survie ».

— Université Paris-III, le samedi 3 juin, à 13 h 30, amphithéâtre Michel, 46, rue Saint-Jacques, escalier A, M. Jacques Bony : « Réalité et symbole dans l'œuvre de Gérard de Nerval : la recherche des formes dans le récit narratif ».

— Université René-Descartes (Paris-V), le lundi 5 juin, à 9 h 30, salle 224 (Sorbonne), galerie Claude-Bernard, escalier P, 1^{er} étage, 1, rue Victor-Cousin, M. De Arago Bastos Do Valle Roberto : « La théorie de l'agir communautaire en face des apports d'une sociologie comparative des organisations ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le mardi 6 juin, à 14 h 30, salle des actes, centre administratif, M^{me} Nadine Deshors : « Les cultes messianiques ».

— Université René-Descartes (Paris-V), sciences humaines Sorbonne : le mardi 6 juin, à 9 heures, salle Louis-Liard, M. Patrick Baudry : « Corps, mort et problématiques suicidaires ».

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le mardi 6 juin, à 9 heures, salle 107, centre Malher, 9, rue Malher, M. Emmanuel Adame : « Le traitement social du corps immortel chez les Kalina (Téka) du Congo ».

— Université Paris-X (Nanterre), le mardi 6 juin, à 17 heures, salle 614, bâtiment G, M^{me} Khachani, née Salima Bouchta : « Le rôle de l'industrie minière dans le développement économique du Maroc ».

— Université René-Descartes (Paris-V), le mardi 6 juin, à 15 heures, salle Louis-Liard, M^{me} Sylvie Joubert : « Polythéisme des valeurs et sociologie. Le cas de l'astrologie ».

— Université René-Descartes (Paris-V), le mardi 6 juin, à 9 heures, salle 106, centre Henri-Lange, 28, rue Serpente, M. Akpalé Jacob Gnabla : « Mass media et impérialisme culturel en Afrique noire : cas de la radio et de la télévision en Côte d'Ivoire ».

L'assemblée de la société des lecteurs à Ivry

Les membres de la société des lecteurs du Monde tiendront leur assemblée annuelle statutaire à Ivry-sur-Seine le samedi 3 juin à 15 heures (ouverture des portes à 14 heures). Ce sera l'occasion pour les participants de découvrir la nouvelle imprimerie du Monde et de rencontrer à l'issue de cette réunion les salariés du journal (ouvriers et cadres techniques, journalistes, employés et cadres administratifs).

Nous rappelons aux actionnaires qu'un service de navettes est prévu samedi à partir de 14 heures entre la station de métro Mairie-d'Ivry et l'imprimerie du Monde. Les actionnaires peuvent être accompagnés d'une personne ; mais nous leur déconseillons de venir accompagnés d'enfants de moins de douze ans, les conditions de sécurité d'une usine ne rendant pas possible leur accueil.

CAMPUS

Les projets du collège franco-allemand

Le collège franco-allemand, créé à l'automne 1987, lors d'un sommet culturel, par le chancelier Helmut Kohl et le président François Mitterrand, pour susciter des cursus intégrés dans des établissements d'enseignement supérieur des deux pays, a dressé un premier bilan de ses réalisations, au cours d'un conseil qui s'est tenu à Mayence. Le collège, qui réunit dix-huit personnalités des domaines scientifique et économique des deux pays, a retenu, parmi la centaine de demandes qui lui étaient parvenues, les projets qui lui paraissent offrir la possibilité de conduire, à l'aide de cours communs, à un double diplôme français et allemand : économie et gestion (Paris-Dauphine et université Goethe de Francfort) ; sciences politiques (IEP Paris et Institut Otto-Suhr de l'université de Berlin) ; sciences de l'ingénieur (Centrale et Ponts et Chaussées, d'une part, Technische Hochschule d'Aachen et université technique de Munich, d'autre part) ; commerce (ESG Paris et université Hohenheim) ; langues et culture (université de Metz et université de Saarbrücken). Le soutien qui sera accordé à ce programme est de 820 000 deutschemarks pour la participation allemande et 2,2 millions de francs pour la France. D'autres projets sont à l'étude, notamment en sciences économiques. Des séminaires franco-allemands ont été organisés dans les domaines de la gestion et du droit.

Ces actions sont suivies par un secrétariat allemand rattaché à l'université de Mayence (DFWK, Saarstrasse 21, Forum 3, D 6500 Mainz, Tél. : 19-49-81-31/39-29-05) et un secrétariat français rattaché à l'université Robert-Schuman de Strasbourg (CFAES, 8, rue des Ecrivains, 67000 Strasbourg, Tél. : 88-67-05-10).

Logement des étudiants

— Université de Provence, UFR de psychologie et sciences de l'éducation. Département des sciences de l'éducation, 28, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 01. Tél. : 42-20-70-08.

A l'ESC de Lille

M. Jean-Pierre Debourse, professeur agrégé de sciences de gestion, qui était directeur de l'Agence régionale de développement Nord-Pas-de-Calais, est nommé directeur général de la fonction publique, correspondant aux différentes fonctions d'assis-

tance, d'audit, de conseil dans le service public.

— Université de Provence, UFR de psychologie et sciences de l'éducation. Département des sciences de l'éducation, 28, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 01. Tél. : 42-20-70-08.

— Université de Provence, UFR de psychologie et sciences de l'éducation. Département des sciences de l'éducation, 28, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 01. Tél. : 42-20-70-08.

— Université de Provence, UFR de psychologie et sciences de l'éducation. Département des sciences de l'éducation, 28, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 01. Tél. : 42-20-70-08.

— Université de Provence, UFR de psychologie et sciences de l'éducation. Département des sciences de l'éducation, 28, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 01. Tél. : 42-20-70-08.

— Université de Provence, UFR de psychologie et sciences de l'éducation. Département des sciences de l'éducation, 28, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 01. Tél. : 42-20-70-08.

— Université de Provence, UFR de psychologie et sciences de l'éducation. Département des sciences de l'éducation, 28, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 01. Tél. : 42-20-70-08.

— Université de Provence, UFR de psychologie et sciences de l'éducation. Département des sciences de l'éducation, 28, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 01. Tél. : 42-20-70-08.

— Université de Provence, UFR de psychologie et sciences de l'éducation. Département des sciences de l'éducation, 28, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 01. Tél. : 42-20-70-08.

— Université de Provence, UFR de psychologie et sciences de l'éducation. Département des sciences de l'éducation, 28, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 01. Tél. : 42-20-70-08.

— Université de Provence, UFR de psychologie et sciences de l'éducation. Département des sciences de l'éducation, 28, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 01. Tél. : 42-20-70-08.

— Université de Provence, UFR de psychologie et sciences de l'éducation. Département des sciences de l'éducation, 28, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 01. Tél. : 42-20-70-08.

— Université de Provence, UFR de psychologie et sciences de l'éducation. Département des sciences de l'éducation, 28, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 01. Tél. : 42-20-70-08.

— Université de Provence, UFR de psychologie et sciences de l'éducation. Département des sciences de l'éducation, 28, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 01. Tél. : 42-20-70-08.

— Université de Provence, UFR de psychologie et sciences de l'éducation. Département des sciences de l'éducation, 28, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 01. Tél. : 42-20-70-08.

— Université de Provence, UFR de psychologie et sciences de l'éducation. Département des sciences de l'éducation, 28, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 01. Tél. : 42-20-70-08.

— Université de Provence, UFR de psychologie et sciences de l'éducation. Département des sciences de l'éducation, 28, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 01. Tél. : 42-20-70-08.

— Université de Provence, UFR de psychologie et sciences de l'éducation. Département des sciences de l'éducation, 28, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 01. Tél. : 42-20-70-08.

— Université de Provence, UFR de psychologie et sciences de l'éducation. Département des sciences de l'éducation, 28, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 01. Tél. : 42-20-70-08.

— Université de Provence, UFR de psychologie et sciences de l'éducation. Département des sciences de l'éducation, 28, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 01. Tél. : 42-20-70-08.

— Université de Provence, UFR de psychologie et sciences de l'éducation. Département des sciences de l'éducation, 28, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 01. Tél. : 42-20-70-08.

— Université de Provence, UFR de psychologie et sciences de l'éducation. Département des sciences de l'éducation, 28, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 01. Tél. : 42-20-70-08.

— Université de Provence, UFR de psychologie et sciences de l'éducation. Département des sciences de l'éducation, 28, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 01. Tél. : 42-20-70-08.

— Université de Provence, UFR de psychologie et sciences de l'éducation. Département des sciences de l'éducation, 28, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 01. Tél. : 42-20-70-08.

— Université de Provence, UFR de psychologie et sciences de l'éducation. Département des sciences de l'éducation, 28, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 01. Tél. : 42-20-70-08.

— Université de Provence, UFR de psychologie et sciences de l'éducation. Département des sciences de l'éducation, 28, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 01. Tél. : 42-20-70-08.

— Université de Provence, UFR de psychologie et sciences de l'éducation. Département des sciences de l'éducation, 28, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 01. Tél. : 42-20-70-08.

— Université de Provence, UFR de psychologie et sciences de l'éducation. Département des sciences de l'éducation, 28, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 01. Tél. : 42-20-70-08.

— Université de Provence, UFR de psychologie et sciences de l'éducation. Département des sciences de l'éducation, 28, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 01. Tél. : 42-20-70-08.

— Université de Provence, UFR de psychologie et sciences de l'éducation. Département des sciences de l'éducation, 28, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 01. Tél. : 42-20-70-08.

— Université de Provence, UFR de psychologie et sciences de l'éducation. Département des sciences de l'éducation, 28, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 01. Tél. : 42-20-70-08.

— Université de Provence, UFR de psychologie et sciences de l'éducation. Département des sciences de l'éducation, 28, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 01. Tél. : 42-20-70-08.

— Université de Provence, UFR de psychologie et sciences de l'éducation. Département des sciences de l'éducation, 28, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 01. Tél. : 42-20-70-08.

— Université de Provence, UFR de psychologie et sciences de l'éducation. Département des sciences de l'éducation, 28, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 01. Tél. : 42-20-70-08.

— Université de Provence, UFR de psychologie et sciences de l'éducation. Département des sciences de l'éducation, 28, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 01. Tél. : 42-20-70-08.

— Université de Provence, UFR de psychologie et sciences de l'éducation. Département des sciences de l'éducation, 28, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 01. Tél. : 42-20-70-08.

— Université de Provence, UFR de psychologie et sciences de l'éducation. Département des sciences de l'éducation, 28, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 01. Tél. : 42-20-70-08.

— Université de Provence, UFR de psychologie et sciences de l'éducation. Département des sciences de l'éducation, 28, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 01. Tél. : 42-20-70-08.

— Université de Provence, UFR de psychologie et sciences de l'éducation. Département des sciences de l'éducation, 28, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 01. Tél. : 42-20-70-08.

— Université de Provence, UFR de psychologie et sciences de l'éducation. Département des sciences de l'éducation, 28, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 01. Tél. : 42-20-70-08.

— Université de Provence, UFR de psychologie et sciences de l'éducation. Département des sciences de l'éducation, 28, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 01. Tél. : 42-20-70-08.

— Université de Provence, UFR de psychologie et sciences de l'éducation. Département des sciences de l'éducation, 28, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex 01. Tél. : 42-20-70-08.

Communication

Le quatrième Festival du dessin de presse d'Epinal

Les « tranches » et les mots

EPINAL
de notre envoyée spéciale

« Gros, moi ? » Campé devant une planche entièrement consacrée aux récents heurts et malheurs du RPR, Philippe Séguin, jovial, fait mine de s'indigner. « On dirait qu'ils ne se sont pas aperçus que j'avais maigri ». Pourtant, le député et maire RPR d'Epinal le sait : il a plié de la chance car on donne presque toujours l'air gentil aux gros. Ni l'Obélix de Wiaz, qui sue sang et eau sous une pesante croûte de Lorraine, ni le « bonhomme Séguin », que Tim, à la manière d'une estampe révolutionnaire, a chargé de tous les maux du monde (dans l'ordre, et à califourchon, Bernard Pons et Mgr Lefebvre), n'avaient de quoi assombrir l'inauguration des expositions « Images de la caricature » par le maire d'Epinal (le Monde daté 28-29 mai).

Autre accès de bonne humeur : celui qui a salué l'octroi du Grand Prix du Festival au dessinateur-chroniqueur de Libération, Willem. Sa grande œuvre noire et blanche, qui semblait sortir directement de ses dessins, s'est lentement extraite de la foule des caricaturistes réunis pour la circonstance puis s'en est retournée discrètement au bistrot. Ses collègues semblaient étonnés : peut-être parce que son des-

sin se situe à mi-chemin de la famille d'images plutôt figées comme celles d'un Faizant et le graphisme plus « inventif », mais plus « crad » de l'« Ecole de Nancy », que représentent Vuillemin, Lefebvre, Thouron ou Malingrey ; parce qu'il se situe entre la classique école « politicienne » et la nouvelle génération de dessinateurs qui recouille les faveurs des fondateurs de l'École de l'image à Epinal, si l'on en juge par leur journal le *Fendard*.

« Jeune talent » à... trente-trois ans

Dobritz, qui dessine pour le *Figaro*, la *Croix* et *Télématin* chrétien, a été couronné par le prix de « jeune talent » qui lui a été décerné à... trente-trois ans. Un âge qui symbolise les difficultés d'une profession d'autodidacte, très précaire et, par la force des choses, très modeste. « La seule chose qui nous rend plus intelligents que les journalistes, c'est qu'on leur a fait avoir par les tranches », plaisante Soulas. Leur seule vraie prétention, c'est de croire aussi qu'un bon dessin vaut mieux qu'un long discours.

Ar. G.

* Festival « Images de la caricature », jusqu'au 13 juin, Epinal. Sept expositions sont présentées à travers la ville : l'Esprit de 89 (caricature de l'actualité), place de l'Ange ; le Caricaturiste (documents originaux de l'hebdomadaire satirique), exposition Reiser, exposition Faizant, exposition Wolinski à l'ancienne Trésorerie générale ; exposition Caricatures révolutionnaires (gravures originales de la fin du XVIII^e) au Musée départemental des Vosges et international de l'imagerie ; exposition Fred Hamster à la CPAM.

Le palmarès

— Grand Prix d'Epinal (attribué à un caricaturiste pour l'ensemble de ses dessins présentés à Epinal) : Willem.
— Prix du Jeune Talent (attribué à un dessinateur de moins de trente-cinq ans) : Dobritz.
— Prix Turbo-Média national (attribué au média national qui a le plus favorisé, en 1988-1989, l'utilisation du dessin de presse d'actualité) : l'Événement du jeudi.
— Prix Média régional : l'Indépendant (Parijgna).

Parallèlement à la grève dans la presse régionale

La CGT occupe le siège du SPQR

Alors qu'une grande partie des quotidiens régionaux n'avaient pas pu à la suite de la grève lancée le mercredi 31 mai par la Fédération nationale du Livre CGT (FILPAC-CGT), plusieurs militants de cette organisation ont occupé en fin de matinée le siège parisien du Syndicat de la presse quotidienne régionale (SPQR), afin d'appuyer leur mouvement en faveur de la sauvegarde des emplois et des qualifications (le Monde du 1^{er} juin). Le SPQR a jugé « profondément regrettable » cette intrusion qui a empêché les négociations prévues sur l'information des journaux entre le syndicat patronal et les organisations syndicales : la CGT avait en effet interdit l'accès du siège du SPQR aux autres syndicats (FO, CFTC et CFDT).

Cependant, le SPQR estime que cette action « n'entraîne pas sa volonté de parvenir à un accord avec leur porte-parole social », permettant la modernisation des entreprises et, de ce fait, d'apporter les garanties attendues en

matière d'emploi et de ressources. La Fédération du livre FO a condamné pour sa part « la conception stalinienne de la démocratie » adoptée par la CGT et tient celle-ci pour « responsable de la rupture des discussions prévues ». La FILPAC-CGT a dénoncé, quant à elle, « l'intolérance du Livre CGT » qui a « empêché les autres organisations syndicales de poursuivre les discussions en cours sur l'avenir des professions concernées par l'introduction des nouvelles technologies dans la presse ».

La FILPAC-CGT a réitéré sa volonté de rencontrer le bureau du SPQR et non pas la seule Commission technique, estimant à la suite de l'accord conclu avec le patronat de la presse régionale en avril 1986 : « Nous négocierons sans résultat depuis trois ans ». La CGT a indiqué que la grève du 31 mai n'était qu'une « étape dans les actions » qu'elle mènerait pour obtenir que l'accord sur l'information de la presse soit respecté.

Les nouvelles chaînes payantes du câble

Bataille pour le contrôle des réseaux

Canal Plus étudie le lancement de deux chaînes de cinéma pour le câble. Les six programmes transmis par le satellite TDF 1 seraient bientôt diffusés par les réseaux. Ces nouveaux programmes devraient stimuler les abonnements mais ils suscitent aussi une guerre larvée entre les opérateurs, France Télécom et les nouveaux investisseurs pour le contrôle de la programmation et de la gestion des réseaux.

ANGERS
de notre envoyé spécial

Un sondage récent, effectué par l'opérateur France Télécom, montre que si 70,6% des personnes interrogées ne souhaitent pas plus de chaînes généralistes, en revanche, 71,8% veulent plus de programmes thématiques. Des programmes qui existent sur le câble : Canal J (pour les enfants), TV Sport, issues d'efforts communs des câblo-opérateurs, sont repues sur la plupart des réseaux. Canal Info,

chaîne d'information de l'AFF et de Communication Développement (Caisse des dépôts), n'est pour l'instant présente que sur les réseaux de cette dernière. Mais, tout comme Planète, chaîne de la Générale des eaux consacrée au documentaire, elle espère pouvoir bientôt déborder des réseaux de sa maison mère. Pour remplir le créneau musical où règne actuellement l'anglophone MTV, les opérateurs attendent la naissance d'Euromusic.

Musique, information, jeunesse, découverte, sports sont autant de secteurs où la coopération s'organise sans trop de remous entre opérateurs, qu'il s'agisse du bord du chemin des indépendants comme TV Mondes. Reste le créneau important de la fiction et du cinéma, où chaque opérateur a investi en ordre dispersé. La Lyonnaise des eaux met en avant Paris Première et Ciné Folies, occupant ainsi ses réseaux le haut et le bas de gamme. Communication Développement fabrique TV-Club pour fédérer à moindre coût ses canaux locaux dépendants. Quant à la Générale des eaux, sa chaîne payante de films, Ciné-Cinéma, n'est présente, pour des raisons techniques et juridiques, que sur trois réseaux, les autres devant se contenter d'une version dérivée, Ciné-Spectacles.

De fait, hormis la SEPT, financée par l'Etat, le vrai développement de chaînes thématiques de fiction et de cinéma, le créneau porteur par excellence, est suspendu à la possibilité d'offrir des options payantes sur les réseaux câblés. C'est dans cette optique que Canal Plus et Communication Développement viennent de créer une société d'études à parité. Celle-ci doit préparer le lancement de deux services, l'un de cinéma de repertoire par abonnement, l'autre de paiement à la séance de films.

Le renfort de Canal Plus, et celui espéré d'investisseurs diversifiés, peut donc être une bonne nouvelle pour les opérateurs. L'appui financier de ces nouveaux venus desservirait la contradiction entre une nécessaire baisse des tarifs de base du câble, et une amélioration coûteuse des chaînes thématiques. Accessoirement, il conjurerait l'accusation d'intégration verticale et de cartel qui pèse sur ces opérateurs.

Une menace ?

Mais l'arrivée de nouvelles chaînes payantes échappant à leur contrôle, comme celles du satellite TDF1, peut aussi être une menace pour ces mêmes opérateurs. Car les conditions de vente de ces chaînes ne sont pas fixées. Forte de la propriété des principaux réseaux, et des discords, France Télécom pourrait être tentée de court-circuiter le monopole territorial de vente des programmes actuellement dévolus aux opérateurs. Cette perspective, techniquement possible sinon politiquement viable, suscite par avance l'opposition des opérateurs.

Dans cette bagarre autour des chaînes thématiques payantes, sur fond de pénurie de canaux, les premières victimes sont les chaînes en langue étrangère et les canaux locaux. Faute de place et d'audience, les premières disparaissent des réseaux, ou sont regroupées, comme sur le Canal Europe de la Générale des eaux, qui mélange sur un seul canal des télévisions espagnole, italienne et allemande. Quant aux canaux locaux, malgré l'insistance de beaucoup d'entre eux, ils devront attendre des jours meilleurs, et plus d'abonnés, avant de pouvoir s'épanouir.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

FRANÇOIS GROSCHARD.

Lire aussi

- La préparation du scrutin du 18 juin... pages 15 et 16
- La Commission de Bruxelles bouscule les constructeurs automobiles... page 45



DROUOT-RICHELIEU

9, rue Drouot, 75009 PARIS

Téléphone : 48-00-20-20

Télécopieur : Drouot 842280

Informations téléphoniques permanentes : 47-70-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Régisseur O.S.P., 84, rue La Boétie, Paris. Tél. : 45-63-12-66

Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 heures à 18 heures.

Les indications particulières, * après le matin de la vente.

DIMANCHE 4 JUIN

S. 5 et 6. - 11 h 30 IMPORTANTS TABLEAUX CONTEMPORAINS : de Kooning, André Masson, Henri Michaux, Paul Schlegel, Allen, Fautou, Lema, Lemaire, Adami, Charbonnet, Christo, Brancusi, Harig, Yang, Klee, Picasso, Calder, D. Giacometti, Tarko, Lichtenstein, Ting, Wesselmann, Stamos, Mathias, Rappaport, Rauschenberg, Stella. - M^{rs} LOUDMER.

LUNDI 5 JUIN

S. 4. - Tableaux, bibelots, monnaies anciens et de style. - M^{rs} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

S. 5 et 6. - 14 h 30 TABLEAUX DU 19^e ET MODERNES : Anglin, Chaudet, Cyfert, Gaillet, Laloue, Gerny, Hahnemann, Jomala, Mouton, Jules Noël, Troncot, Troyes, Yvon, Ziem. - M^{rs} LOUDMER.

S. 9. - Livres. - M^{rs} GROS, DELETTREZ (ARCOLE).

S. 10. - Livres illustrés modernes. Autographes, livres anciens. - M^{rs} OGER, DUMONT (ARCOLE).

S. 12. - Livres, gravures. Collection de fers à cheval. - M^{rs} LANGLADE.

S. 13. - Tableaux. - M^{rs} ROBERT.

S. 14. - 14 h 15 Objets d'art et de bel ameublement des 18^e et 19^e siècles. - M^{rs} ADER, PICARD, TAJAN, M. DIBÉ, expert.

MARDI 6 JUIN

S. 1 et 7. - Tableaux anciens et modernes. Art nouveau, art déco. Beau mobilier du 18^e. Gravures historiques. Tapisseries des 17^e et 18^e. - M^{rs} LIBERT, CASTOR.

S. 18. - Suite de la vente du 5 juin. - M^{rs} OGER, DUMONT (ARCOLE).

MERCREDI 7 JUIN

S. 3. - Importants bijoux. Vente à la requête de l'Administration des Domaines sur ordonnance de l'huissier de M^{rs} JOFFO. - M^{rs} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR. M. Soret (exposition les 5 et 6 juin de 11 h à 18 h).

S. 5. - Tableaux, meubles. ARCOLE.

S. 9. - 14 h 15 - Dessins anciens. - M^{rs} ADER, PICARD, TAJAN, M. de Bayser, expert.

S. 11. - Livres anciens et estampes modernes. - M^{rs} RABOURDIN, CHOPPIN / DE JANVRY (ARCOLE).

S. 14. - 14 h 15 Meubles et objets d'art des 17^e, 18^e et 19^e siècles provenant de plusieurs châteaux et de divers amateurs. - M^{rs} ADER, PICARD, TAJAN, M. Saint-Hés, expert.

S. 16. - Tableaux, objets de vitrine et bon mobilier de style. - M^{rs} DELORME.

JEUDI 8 JUIN

S. 1. - Tableaux anciens et modernes. Estampes. Objets d'art des 18^e, 19^e et 20^e. Mobilier anciens, contemporains. - M^{rs} CHAMBELLAND, GUAFFIER, VEYRAC. Tél. : 42-94-10-24.

S. 3. - Suite de la vente du 7 juin. - M^{rs} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

S. 10. - Mobilier de propriété et à divers : gravures, tableaux, sièges et meubles anciens et de style. - M^{rs} AUDAP, GODEAU, SOLANET.

S. 12. - Bibliothèque spécialisée sur la Préhistoire. - M^{rs} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

VENREDI 9 JUIN

S. 3. - Suite de la vente du 7 et 8 juin. - M^{rs} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

S. 7. - Tapis d'Orient. - M^{rs} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

S. 9. - 14 h 15 Estampes anciennes et modernes. - M^{rs} ADER, PICARD, TAJAN, M^{rs} Rousseau.

S. 9. - Bibliothèque B... et à divers : Livres anciens et modernes (Régionalisme, Histoire, livres à figures, beaux livres du 18^e, etc.). - M^{rs} AUDAP, GODEAU, SOLANET.

S. 11. - Tableaux, bibelots, meubles. - LANGLADE.

S. 13. - Tab, bib, mob. - M^{rs} BOISGURARD.

S. 14. - 14 h 30 Rareté d'art contemporain : lithographies, peintures, sculptures. Tableaux modernes. PARIS AUCTION (M^{rs} de GAGNY. Tél. : 42-46-00-07).

S. 16. - Estampes, tableaux, meubles. - M^{rs} BENOCH, GODEAU.



DROUOT-MONTAIGNE

15, avenue Montaigne, 75008 PARIS

Tél. : 48-00-20-90 - Télécopieur 650873

MERCREDI 7 JUIN à 20 h 30

Collection Bertrand Bonard

IMPORTANTE COLLECTION D'ARMES

AMERICAINES

Exceptionnelle suite de fusils et carabines époque Guerre de Sécession 1861-1865.

M^{rs} MILLON, JUTHEAU - Commissaires-priseurs.

M. Dey, expert. Exposition publique : mardi 6 juin de 11 h à 22 h et mercredi 7 juin de 11 h à 18 h.

ETUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.

ARCOLE, (GIE de CP), 40-22-02-50.

AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.

BENOCH, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.

BOISGURARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.

DELOREME, 14, avenue de Messine (75008), 45-62-31-19.

GROS, DELETTREZ, 22, rue Drouot (75009), 47-70-83-04.

LANGLADE, 12, rue Descombes (75017), 42-27-00-91.

LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 2, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.

LIBERT, CASTOR, 3, rue Rossini (75009), 48-24-51-20.

LOUDMER, 18, rue de Provence (75009), 45-23-15-25.

MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 47-70-00-45.

OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.

PARIS-AUCTION : de Cagney, Carrière-Kalek, Dourbague, Dumas-Dubouche, Hachaux-Conturier, Elieyre, 4, rue Drouot (75009), 42-47-03-99.

RABOURDIN, CROFFIN de JANVRY, 4, rue Rossini (75009), 47-70-34-91.

ROBERT, 5, avenue d'Eylan (75016), 47-27-95-34.

Avec Le Monde sur Minitel

CENTRALE ET SUPELEC

GRANDES ÉCOLES

36.15 LEMONDE

55 من الأصل

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

1^{er} arrdt
DEAUBOURG
2 p., 50 m², s/cour arborée.
1.050.000 F.
Trans Opère. 46-22-90-43.

2^e arrdt
SENTIER 160 m²
Exceptionnel, parfait état.
diversifiés. 42-72-40-19.

4^e arrdt
BASTILLE-HENRI-IV
Bel imm. pierre de t., dala
iv., 2 chbres, balc., 2 s.c.,
meublé. 42-72-40-19.

5^e arrdt
PORT-ROYAL, très beau
3 p., 75 m², état impeccable.
1.980.000 F.
Trans Opère. 46-22-90-43.

6^e arrdt
BERTHOLLET, n.c. 4 p., 11
ch. 92 m², 2 bns, part. dala.
3.200.000 F. 43-35-18-38.

7^e arrdt
VAUGRAVE MAYET, Bon
imm. ancien, 70 m² en
dépense, au 5^e ét., dala
cuis., balc., 2 s.c., 2
petites chbres + bns.
1.890.000 F.
F. FAURE. 46-48-22-70.

8^e arrdt
R. DU CHERCHE-MIDI
Belle 3/4 p., charm. imm., 19
sol., cuis., 47-05-51-91.
PALAIS DU LUXEMBOURG
Superbe hôtel 18^e, 5 p., 11
piet., parquet Versailles,
serv. bns. 47-05-51-91.

9^e arrdt
MUSÉE D'ORSAY (récent)
n.c., 3 chbres, 2 bns, part.,
serv. arborée. 47-05-51-91.
LA TOUR-MALOUIN
Vue superbe s/Invalides,
4 p., impecc., bon imm.,
3.500.000 F. 47-05-51-91.

10^e arrdt
MADELEINE, p. de t.,
1^{er} ét., prof. 75 m², état
n.c., 2 s.c., 43-35-18-38.
VILLERS, 4 p., 105 m²,
r.-de-ch., très bel imm., p.
de t., poss. prof. 12.500.000 F.
M.G.N. 43-37-71-55
38, bd des Batignolles,
75017 PARIS.

11^e arrdt
BASTILLE 130 m²
RECEPTION, 50 m², 2 ch.,
cuis., 20 m², apt. carcéral,
bon imm., gardien inter-
phone. FRANCE CONSEIL.
46-28-00-75.

12^e arrdt
DAUMESNIL
Studio 27 m², état impecc.
620.000 F.
Trans Opère. 46-22-90-43.

13^e arrdt
BUTTE-AUX-CAILLES,
n.c., 3 p., 11 ch., 75 m²,
cuis., 1.490.000 F. 43-35-18-38.
MAIRIE 17^e - 2 PIÈCES
11 ch., parfait état, bns.
4^e ét., bon imm., bien situé,
cuis., 43-35-18-38.

14^e arrdt
AUTOUR DE MONTPAR-
NASSE plus, états n.c.,
os anc. A partir de
510.000 F. 43-35-18-38.
PLASSANCE, n.c., cuis.,
sal., 3 p., 11 ch., 80 m², part.
1.430.000 F. 43-35-18-38.

15^e arrdt
CONVENTION
2 p., 40 m², très bon état,
états n.c., 1.050.000 F.
Trans Opère. 46-22-90-43.

16^e arrdt
VOULLE, n.c., 11 p., 3 ch.,
112 m², 2 bns, 2 v.c.,
park dala, balc., plein
sol., 43-35-18-38.

17^e arrdt
EXCEPTIONNEL
Parfait état, cuis., dala
cuis., 43-35-18-38.

18^e arrdt
MAIRIE 17^e - 2 PIÈCES
11 ch., parfait état, bns.
4^e ét., bon imm., bien situé,
cuis., 43-35-18-38.

19^e arrdt
EXCEPTIONNEL
Parfait état, cuis., dala
cuis., 43-35-18-38.

20^e arrdt
EXCEPTIONNEL
Parfait état, cuis., dala
cuis., 43-35-18-38.

21^e arrdt
EXCEPTIONNEL
Parfait état, cuis., dala
cuis., 43-35-18-38.

22^e arrdt
EXCEPTIONNEL
Parfait état, cuis., dala
cuis., 43-35-18-38.

23^e arrdt
EXCEPTIONNEL
Parfait état, cuis., dala
cuis., 43-35-18-38.

24^e arrdt
EXCEPTIONNEL
Parfait état, cuis., dala
cuis., 43-35-18-38.

25^e arrdt
EXCEPTIONNEL
Parfait état, cuis., dala
cuis., 43-35-18-38.

26^e arrdt
EXCEPTIONNEL
Parfait état, cuis., dala
cuis., 43-35-18-38.

27^e arrdt
EXCEPTIONNEL
Parfait état, cuis., dala
cuis., 43-35-18-38.

28^e arrdt
EXCEPTIONNEL
Parfait état, cuis., dala
cuis., 43-35-18-38.

appartements ventes

1^{er} arrdt
DEAUBOURG
2 p., 50 m², s/cour arborée.
1.050.000 F.
Trans Opère. 46-22-90-43.

2^e arrdt
SENTIER 160 m²
Exceptionnel, parfait état.
diversifiés. 42-72-40-19.

4^e arrdt
BASTILLE-HENRI-IV
Bel imm. pierre de t., dala
iv., 2 chbres, balc., 2 s.c.,
meublé. 42-72-40-19.

5^e arrdt
PORT-ROYAL, très beau
3 p., 75 m², état impeccable.
1.980.000 F.
Trans Opère. 46-22-90-43.

6^e arrdt
BERTHOLLET, n.c. 4 p., 11
ch. 92 m², 2 bns, part. dala.
3.200.000 F. 43-35-18-38.

7^e arrdt
VAUGRAVE MAYET, Bon
imm. ancien, 70 m² en
dépense, au 5^e ét., dala
cuis., balc., 2 s.c., 2
petites chbres + bns.
1.890.000 F.
F. FAURE. 46-48-22-70.

8^e arrdt
R. DU CHERCHE-MIDI
Belle 3/4 p., charm. imm., 19
sol., cuis., 47-05-51-91.
PALAIS DU LUXEMBOURG
Superbe hôtel 18^e, 5 p., 11
piet., parquet Versailles,
serv. bns. 47-05-51-91.

9^e arrdt
MUSÉE D'ORSAY (récent)
n.c., 3 chbres, 2 bns, part.,
serv. arborée. 47-05-51-91.
LA TOUR-MALOUIN
Vue superbe s/Invalides,
4 p., impecc., bon imm.,
3.500.000 F. 47-05-51-91.

10^e arrdt
MADELEINE, p. de t.,
1^{er} ét., prof. 75 m², état
n.c., 2 s.c., 43-35-18-38.
VILLERS, 4 p., 105 m²,
r.-de-ch., très bel imm., p.
de t., poss. prof. 12.500.000 F.
M.G.N. 43-37-71-55
38, bd des Batignolles,
75017 PARIS.

11^e arrdt
BASTILLE 130 m²
RECEPTION, 50 m², 2 ch.,
cuis., 20 m², apt. carcéral,
bon imm., gardien inter-
phone. FRANCE CONSEIL.
46-28-00-75.

12^e arrdt
DAUMESNIL
Studio 27 m², état impecc.
620.000 F.
Trans Opère. 46-22-90-43.

13^e arrdt
BUTTE-AUX-CAILLES,
n.c., 3 p., 11 ch., 75 m²,
cuis., 1.490.000 F. 43-35-18-38.
MAIRIE 17^e - 2 PIÈCES
11 ch., parfait état, bns.
4^e ét., bon imm., bien situé,
cuis., 43-35-18-38.

14^e arrdt
AUTOUR DE MONTPAR-
NASSE plus, états n.c.,
os anc. A partir de
510.000 F. 43-35-18-38.
PLASSANCE, n.c., cuis.,
sal., 3 p., 11 ch., 80 m², part.
1.430.000 F. 43-35-18-38.

15^e arrdt
CONVENTION
2 p., 40 m², très bon état,
états n.c., 1.050.000 F.
Trans Opère. 46-22-90-43.

16^e arrdt
VOULLE, n.c., 11 p., 3 ch.,
112 m², 2 bns, 2 v.c.,
park dala, balc., plein
sol., 43-35-18-38.

17^e arrdt
EXCEPTIONNEL
Parfait état, cuis., dala
cuis., 43-35-18-38.

18^e arrdt
MAIRIE 17^e - 2 PIÈCES
11 ch., parfait état, bns.
4^e ét., bon imm., bien situé,
cuis., 43-35-18-38.

19^e arrdt
EXCEPTIONNEL
Parfait état, cuis., dala
cuis., 43-35-18-38.

20^e arrdt
EXCEPTIONNEL
Parfait état, cuis., dala
cuis., 43-35-18-38.

21^e arrdt
EXCEPTIONNEL
Parfait état, cuis., dala
cuis., 43-35-18-38.

22^e arrdt
EXCEPTIONNEL
Parfait état, cuis., dala
cuis., 43-35-18-38.

23^e arrdt
EXCEPTIONNEL
Parfait état, cuis., dala
cuis., 43-35-18-38.

24^e arrdt
EXCEPTIONNEL
Parfait état, cuis., dala
cuis., 43-35-18-38.

25^e arrdt
EXCEPTIONNEL
Parfait état, cuis., dala
cuis., 43-35-18-38.

26^e arrdt
EXCEPTIONNEL
Parfait état, cuis., dala
cuis., 43-35-18-38.

27^e arrdt
EXCEPTIONNEL
Parfait état, cuis., dala
cuis., 43-35-18-38.

28^e arrdt
EXCEPTIONNEL
Parfait état, cuis., dala
cuis., 43-35-18-38.

locations non meublées offres

1^{er} arrdt
DEAUBOURG
2 p., 50 m², s/cour arborée.
1.050.000 F.
Trans Opère. 46-22-90-43.

2^e arrdt
SENTIER 160 m²
Exceptionnel, parfait état.
diversifiés. 42-72-40-19.

4^e arrdt
BASTILLE-HENRI-IV
Bel imm. pierre de t., dala
iv., 2 chbres, balc., 2 s.c.,
meublé. 42-72-40-19.

5^e arrdt
PORT-ROYAL, très beau
3 p., 75 m², état impeccable.
1.980.000 F.
Trans Opère. 46-22-90-43.

6^e arrdt
BERTHOLLET, n.c. 4 p., 11
ch. 92 m², 2 bns, part. dala.
3.200.000 F. 43-35-18-38.

7^e arrdt
VAUGRAVE MAYET, Bon
imm. ancien, 70 m² en
dépense, au 5^e ét., dala
cuis., balc., 2 s.c., 2
petites chbres + bns.
1.890.000 F.
F. FAURE. 46-48-22-70.

8^e arrdt
R. DU CHERCHE-MIDI
Belle 3/4 p., charm. imm., 19
sol., cuis., 47-05-51-91.
PALAIS DU LUXEMBOURG
Superbe hôtel 18^e, 5 p., 11
piet., parquet Versailles,
serv. bns. 47-05-51-91.

9^e arrdt
MUSÉE D'ORSAY (récent)
n.c., 3 chbres, 2 bns, part.,
serv. arborée. 47-05-51-91.
LA TOUR-MALOUIN
Vue superbe s/Invalides,
4 p., impecc., bon imm.,
3.500.000 F. 47-05-51-91.

10^e arrdt
MADELEINE, p. de t.,
1^{er} ét., prof. 75 m², état
n.c., 2 s.c., 43-35-18-38.
VILLERS, 4 p., 105 m²,
r.-de-ch., très bel imm., p.
de t., poss. prof. 12.500.000 F.
M.G.N. 43-37-71-55
38, bd des Batignolles,
75017 PARIS.

11^e arrdt
BASTILLE 130 m²
RECEPTION, 50 m², 2 ch.,
cuis., 20 m², apt. carcéral,
bon imm., gardien inter-
phone. FRANCE CONSEIL.
46-28-00-75.

12^e arrdt
DAUMESNIL
Studio 27 m², état impecc.
620.000 F.
Trans Opère. 46-22-90-43.

13^e arrdt
BUTTE-AUX-CAILLES,
n.c., 3 p., 11 ch., 75 m²,
cuis., 1.490.000 F. 43-35-18-38.
MAIRIE 17^e - 2 PIÈCES
11 ch., parfait état, bns.
4^e ét., bon imm., bien situé,
cuis., 43-35-18-38.

14^e arrdt
AUTOUR DE MONTPAR-
NASSE plus, états n.c.,
os anc. A partir de
510.000 F. 43-35-18-38.
PLASSANCE, n.c., cuis.,
sal., 3 p., 11 ch., 80 m², part.
1.430.000 F. 43-35-18-38.

15^e arrdt
CONVENTION
2 p., 40 m², très bon état,
états n.c., 1.050.000 F.
Trans Opère. 46-22-90-43.

16^e arrdt
VOULLE, n.c., 11 p., 3 ch.,
112 m², 2 bns, 2 v.c.,
park dala, balc., plein
sol., 43-35-18-38.

17^e arrdt
EXCEPTIONNEL
Parfait état, cuis., dala
cuis., 43-35-18-38.

18^e arrdt
MAIRIE 17^e - 2 PIÈCES
11 ch., parfait état, bns.
4^e ét., bon imm., bien situé,
cuis., 43-35-18-38.

19^e arrdt
EXCEPTIONNEL
Parfait état, cuis., dala
cuis., 43-35-18-38.

20^e arrdt
EXCEPTIONNEL
Parfait état, cuis., dala
cuis., 43-35-18-38.

21^e arrdt
EXCEPTIONNEL
Parfait état, cuis., dala
cuis., 43-35-18-38.

22^e arrdt
EXCEPTIONNEL
Parfait état, cuis., dala
cuis., 43-35-18-38.

23^e arrdt
EXCEPTIONNEL
Parfait état, cuis., dala
cuis., 43-35-18-38.

24^e arrdt
EXCEPTIONNEL
Parfait état, cuis., dala
cuis., 43-35-18-38.

25^e arrdt
EXCEPTIONNEL
Parfait état, cuis., dala
cuis., 43-35-18-38.

26^e arrdt
EXCEPTIONNEL
Parfait état, cuis., dala
cuis., 43-35-18-38.

27^e arrdt
EXCEPTIONNEL
Parfait état, cuis., dala
cuis., 43-35-18-38.

28^e arrdt
EXCEPTIONNEL
Parfait état, cuis., dala
cuis., 43-35-18-38.

locations non meublées demandes

1^{er} arrdt
DEAUBOURG
2 p., 50 m², s/cour arborée.
1.050.000 F.
Trans Opère. 46-22-90-43.

2^e arrdt
SENTIER 160 m²
Exceptionnel, parfait état.
diversifiés. 42-72-40-19.

4^e arrdt
BASTILLE-HENRI-IV
Bel imm. pierre de t., dala
iv., 2 chbres, balc., 2 s.c.,
meublé. 42-72-40-19.

5^e arrdt
PORT-ROYAL, très beau
3 p., 75 m², état impeccable.
1.980.000 F.
Trans Opère. 46-22-90-43.

6^e arrdt
BERTHOLLET, n.c. 4 p., 11
ch. 92 m², 2 bns, part. dala.
3.200.000 F. 43-35-18-38.

7^e arrdt
VAUGRAVE MAYET, Bon
imm. ancien, 70 m² en
dépense, au 5^e ét., dala
cuis., balc., 2 s.c., 2
petites chbres + bns.
1.890.000 F.
F. FAURE. 46-48-22-70.

8^e arrdt
R. DU CHERCHE-MIDI
Belle 3/4 p., charm. imm., 19
sol., cuis., 47-05-51-91.
PALAIS DU LUXEMBOURG
Superbe hôtel 18^e, 5 p., 11
piet., parquet Versailles,
serv. bns. 47-05-51-91.

9^e arrdt
MUSÉE D'ORSAY (récent)
n.c., 3 chbres, 2 bns, part.,
serv. arborée. 47-05-51-91.
LA TOUR-MALOUIN
Vue superbe s/Invalides,
4 p., impecc., bon imm.,
3.500.000 F. 47-05-51-91.

10^e arrdt
MADELEINE, p. de t.,
1^{er} ét., prof. 75 m², état
n.c., 2 s.c., 43-35-18-38.
VILLERS, 4 p., 105 m²,
r.-de-ch., très bel imm., p.
de t., poss. prof. 12.500.000 F.
M.G.N. 43-37-71-55
38, bd des Batignolles,
75017 PARIS.

11^e arrdt
BASTILLE 130 m²
RECEPTION, 50 m², 2 ch.,
cuis., 20 m², apt. carcéral,
bon imm., gardien inter-
phone. FRANCE CONSEIL.
46-28-00-75.

12^e arrdt
DAUMESNIL
Studio 27 m², état impecc.
620.000 F.
Trans Opère. 46-22-90-43.

13^e arrdt
BUTTE-AUX-CAILLES,
n.c., 3 p., 11 ch., 75 m²,
cuis., 1.490.000 F. 43-35-18-38.
MAIRIE 17^e - 2 PIÈCES
11 ch., parfait état, bns.
4^e ét., bon imm., bien situé,
cuis., 43-35-18-38.

14^e arrdt
AUTOUR DE MONTPAR-
NASSE plus, états n.c.,
os anc. A partir de
510.000 F. 43-35-18-38.
PLASSANCE, n.c., cuis.,
sal., 3 p., 11 ch., 80 m², part.
1.430.000 F. 43-35-18-38.

15^e arrdt
CONVENTION
2 p., 40 m², très bon état,
états n.c., 1.050.000 F.
Trans Opère. 46-22-90-43.

16^e arrdt
VOULLE, n.c., 11 p., 3 ch.,
112 m², 2 bns, 2 v.c.,
park dala, balc., plein
sol., 43-35-18-38.

17^e arrdt
EXCEPTIONNEL
Parfait état, cuis., dala
cuis., 43-35-18-38.

18^e arrdt
MAIRIE 17^e - 2 PIÈCES
11 ch., parfait état, bns.
4^e ét., bon imm., bien situé,
cuis., 43-35-18-38.

SOMMAIRE

■ **Devant les ministres de l'OCDE réunis à Paris, M. Mitterrand a réclamé un nouvel accord sur les parités de change (lire page 41).**

■ **M. Camdessus, président du FMI, exhorte les pays créanciers**

à réduire le montant de la dette des pays pauvres (lire ci-dessous).

■ **La Commission européenne souhaite que les quotas imposés aux constructeurs automobiles**

japonais en Europe soient progressivement supprimés (lire page 45).

■ **M. Pierre Guillon a démissionné de la présidence de la commission sociale du CNPF (lire page 43).**

Le président du FMI relance la stratégie de réduction de la dette

Sur le ton court et qui lui est coutumier, le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), M. Michel Camdessus, n'a pas hésité ses mots. S'adressant, mercredi 31 mai, à l'ensemble de la communauté bancaire au travers de l'Association française des banques, il lui a enjoint de relancer la stratégie de réduction de la dette et d'accélérer les négociations avec les pays endettés, le Mexique en particulier.

Le temps du « bricolage » est révolu. C'est des négociations aussi, les pouvoirs publics ou les organismes multilatéraux ne se substitueront plus à l'effort des banques commerciales. Se tournant vers l'avenir, « nous sommes tous responsables du passé, n'en parlons plus », M. Camdessus a dressé un tableau sans complaisance de la situation des pays endettés à l'échelle internationale.

La stratégie élaborée depuis 1982 à tous les échelons : redressement de la balance des paiements des débiteurs ; diversification de leur économie ; assainissement, impensable il y a sept ans, du système financier. Quels que soient les critères retenus, les « indicateurs de

santé des grandes banques commerciales ont (depuis lors) été multipliés par deux. Mais les créances sont importantes. Depuis sept ans, les pays débiteurs ont été « privés de croissance de leur revenu par habitant ». Alors même que les banques étaient remboursées de quelque 160 milliards de dollars entre 1983 et 1988, les nouveaux crédits s'accumulaient et les investissements s'effondraient. Témoin, depuis quatre ans, de rembourser chaque année 25 milliards de dollars de plus qu'ils ne reçoivent, les débiteurs ont vu leur patience s'épuiser. Nombre d'entre eux sont tombés dans ce piège : « intolérable » pour le système financier et « suicidaire » pour les pays en voie de développement : les crédits de paiement. Le « bananisation » de cette pratique est préoccupante. L'expérience le prouve : lorsqu'un pays « choisit ou est contraint de recourir aux crédits, la fin de son effort » d'assainissement économique « est proche ».

M. Camdessus n'est pas le premier à souligner la gravité du diagnostic. Pour mieux placer le monde bancaire devant ses responsabilités et à adapter ses méthodes afin de réduire vraiment leurs créances, il a tenu à reconnaître que la prudence proverbiale du FMI avait été, dans certains cas, « contre-productive ».

Désormais, et pour les seuls bons débris comme le Mexique ou les Philippines, le Fonds abandonnera une vieille prérogative. Il déboursa ses prêts avant même qu'un accord soit réalisé avec les autres créanciers publics ou privés.

Le cas mexicain

L'auditeur du directeur général est devenu particulièrement attentif lorsque le cas mexicain a servi d'exemple aux nouvelles méthodes du Fonds pour participer à l'effacement partiel de la dette. Quelques heures après l'annonce d'un accord entre le Mexique et le Club de Paris (le Monde du 1^{er} juin), le directeur général a précisé les nouvelles règles du jeu entrées en vigueur le 26 mai.

Sur l'enveloppe de 4,1 milliards de dollars de crédits accordés à Mexico, 25 % seront consacrés à des opérations de réduction du capital de la dette. L'équivalent de 40 % des quotas-part du Mexique auprès du FMI, soit 550 millions de dollars additionnels, ont été prévus pour l'allègement des remboursements. Les sommes ainsi dégagées, près de 1,5 milliard de dollars, peuvent paraître dérisoires face à l'endettement total du Mexique, 107 milliards de dollars. Elles se conjuguent à un effort parallèle de la Banque mondiale, à des prêts japonais — dont le montant n'a pas

encore été précisé — et, surtout, à des prêts émanant d'organismes multilatéraux qui devraient assurer un effet de levier.

Cet effort sera-t-il suffisant pour convaincre les banques, derniers acteurs à s'interroger encore sur leur contribution dans cette stratégie visant à ramener avec la croissance sur une base financière assainie ? Les pressions se multiplient. Les États-Unis hésitent entre la carotte et le bâton fiscal pour amener les banques à résipiscence. L'intervention de M. Camdessus aura eu l'avantage de rappeler l'urgence du problème et... l'absence d'alternative au moment où, après le Venezuela, l'Argentine confirme la fragilité de la démocratie dans certains pays lourdement endettés.

Il faudra attendre le 7 juin et la réunion, à Madrid, du comité de coordination des banques sur le Mexique pour avoir une première réponse. La complexité même du processus envisagé pour réduire la dette par des règles du marché plaide pour la célérité. En matière financière, les périodes transitoires sont les plus dangereuses. Mais les intérêts contradictoires des banques s'apparentent guère à un consensus rapide, même pour un pays comme le Mexique bénéficiant de tout l'appui politique des États-Unis.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

Le déficit commercial en avril

Le recul des exportations françaises

Le mauvais résultat du commerce extérieur de la France en avril est-il un avertissement ? Ou bien faut-il voir dans le déficit (3,8 milliards de francs) un simple accident de parcours ?

La signification d'un chiffre mensuel ne doit pas être exagérée. Une bonne méthode consiste, pour se faire une idée de la tendance réelle, à dégager un résultat moyen sur les trois derniers mois connus. Pour la période février-mars-avril, le déficit atteint 4,5 milliards de francs, soit 1,5 milliard de francs en moyenne par mois. Ce qui est peu.

Mais le doute vient à l'esprit à la lecture des chiffres détaillés. En avril, les exportations ont baissé de 3,3 % par rapport à mars revenant de 96,5 milliards de francs à 93,3 milliards. Ce qui est un mauvais signe, même si les ventes de la France à l'étranger avaient atteint ces mois derniers des niveaux records. L'effacement semble particulièrement net pour les ventes françaises de biens d'équipement, qui malgré huit Airbus (2,6 milliards de francs) reculent de 1,9 milliard de francs en un mois soit 8,6 %.

L'agroalimentaire heureusement...

Cette baisse de régime ramène évidemment l'attention sur ce qui demeure le point noir du commerce extérieur de la France : sa balance des produits industriels, déficitaire de 5,5 milliards de francs en avril, malgré les exportations de matériel militaire (1).

Si ce mauvais chiffre se répétait, il mettrait un terme à l'amélioration constatée depuis le début de l'année. Pour l'heure, les achats à l'étranger de biens d'équipements continuent de progresser passant de 22,6 milliards de francs en mars à 22,9 milliards de francs en avril. Ce qui est une preuve supplémentaire de la forte activité actuelle de l'économie française. La même constatation peut d'ailleurs être faite pour les biens de consommation, dont les achats à l'étranger sont passés de 15,4 milliards de francs à 15,7 milliards de francs.

Or, à l'inverse, les exportations de biens d'équipement (- 8,6 %) et de biens de consommation (- 5,7 %)

représentent, ce qui est peut-être le signe d'un tassement de la demande mondiale. Hypothèse à suivre...

Le renchérissement des prix du pétrole a également — quoique dans une bien moindre mesure — contribué à détériorer la balance commerciale de la France en avril. Le solde déficitaire a atteint 7 milliards après 6,6 milliards en mars et 5,7 en février (- 5,5 milliards en moyenne mensuelle 1988).

Fort heureusement, les excédents agroalimentaires sont restés très élevés : 4,8 milliards en avril, après 4,4 milliards en mars et 5 milliards en février. L'excédent moyen de 1988 n'avait été que de 3,3 milliards de francs. Ces très bons résultats — qui surprennent par leur importance — compensent une grande partie de notre déficit énergétique.

Autre signe de mauvais augure ? Les échanges de la France se sont détériorés en avril avec la CEE (- 4,5 milliards de francs après 2,9 milliards de francs en mars), à cause notamment d'un piètre résultat vis-à-vis de la RFA (- 3,7 milliards de francs après - 4,2 milliards de francs en mars). Le déficit avec le Japon est resté à peu près stable (2,4 milliards de francs), mais les échanges avec les États-Unis n'ont rien arrangé (- 2,7 milliards de francs après - 888 millions de francs en mars), la montée du dollar renchérissant nos achats outre-Atlantique.

Au total, les exportations de la France ont progressé de 17,1 % par rapport à avril 1988, ce qui est une bonne performance. Malheureusement les importations ont augmenté encore plus vite (+ 19,5 %).

Les chiffres de mai et juin permettront d'y voir plus clair et trancheront peut-être entre les deux thèses qui, actuellement, s'affrontent au sein du gouvernement : le commerce extérieur étant en voie de redressement, le déficit de 1989 ne dépassera pas 25 milliards de francs ; le commerce extérieur de la France se détériorant, le déficit atteindra 60 milliards de francs.

Réponse probable en juillet...

ALAIN VERNHOLES.

Dassault négocie avec l'Irak un contrat de 22 milliards de francs

(Suite de la première page.)

Dans ce contexte, l'affaire Dassault met en lumière le dilemme devant lequel sont placées les autorités françaises. Elles peuvent s'accrocher au remboursement des dettes passées, au risque de perdre les contrats liés à la reconstruction et au réarmement du pays au profit de pays concurrents.

La Grande-Bretagne, le Japon, la RFA, par exemple, n'ont pas accumulé un tel endettement et peuvent aujourd'hui proposer à Bagdad des crédits avantageux. Les autorités françaises peuvent au contraire « oublier » le passé pour aider les exportateurs français. Mais à un coût extrêmement élevé pour le budget national.

Un grand contrat financé à crédit sur un pays peu solvable a, certes, à court terme, un effet positif sur la balance commerciale. Mais, à long terme, le solde

pour la balance des paiements est très faible en cas de remboursement partiel et peut même être négatif en cas de défaillance totale du pays créancier. Ainsi, l'administration a calculé qu'un contrat de 1 milliard entraîne, en cas de défaillance totale, une sortie nette de capitaux de 700 millions de francs et, dans le cas d'une défaillance limitée à 50 %, un solde voisin de zéro.

Surtout, le coût pour l'État de ces contrats est énorme, puisque c'est en définitive le budget qui finance non seulement la différence entre les taux d'intérêt normaux du marché et les taux préférentiels accordés au pays acheteur (un écart qui peut atteindre 4 points), mais qui, par le biais de l'assurance COFACE, règle aussi in fine les impayées. Ainsi, en reprenant le même exemple, un contrat de 1 milliard coûtera près de 1,8 milliard au budget dans le

cas d'un sinistre total, et plus de 800 millions de francs dans le cas d'une défaillance de 50 %.

On comprend dans ces conditions l'émotion soulevée au sein de l'administration lorsque, le 28 avril dernier, M. Hugues de l'Estroile, vice-président de Dassault, a déclaré, à Bagdad, qu'il y avait trois chances sur quatre que sa firme puisse vendre « une cinquantaine d'avions de combat Mirage-2000 » à l'Irak. De fait, si le pays est demandeur, compte tenu des « relations étroites entre Dassault et l'Irak depuis une quinzaine d'années », comme le rappelle M. de l'Estroile, le contrat n'est pas encore bouclé. Les Soviétiques restent en concurrence avec leurs Mig-29. En outre, la France est également en concurrence avec les Britanniques pour un autre contrat prévoyant la construction d'une usine d'avions d'entraînement.

L'assurance des dirigeants de Dassault est apparue comme une provocation Rue de Rivoli, où on s'emploie depuis à souligner le coût de l'aide ainsi apportée au constructeur aéronautique français. Ainsi, selon une étude confidentielle qui circule au sein de l'administration, les vingt commandes nécessaires annuellement

pour combler le plan de charge de Dassault et maintenir 1 500 emplois menacés représenteraient un risque de coût budgétaire de 4 milliards de francs par an.

Dassault a affirmé en 1988 un bénéfice net pour la société mère de 146 millions de francs contre 191,6 millions en 1987, année déjà jugée mauvaise. Les effectifs de l'entreprise (13 300 personnes) ont baissé de 2 800 salariés depuis 1985. Dassault a annoncé début avril la fermeture d'une cinquième usine, à Colomiers, près de Toulouse, où 1 460 emplois sont concernés. L'entreprise a réalisé l'an dernier 70 % de son chiffre d'affaires (18 milliards de francs) à l'exportation, dont 7,8 milliards de francs d'exportations militaires.

« Le coût annuel du maintien de l'emploi chez Dassault dépasserait ainsi considérablement les coûts qui avaient été jugés prohibitifs hier dans la construction navale ou dans la sidérurgie », conclut la note confidentielle, non sans souligner que l'effort ainsi consenti devrait être maintenu pendant plusieurs années « jusqu'à l'arrivée à maturité du programme Rafale »... en 1996.

VÉRONIQUE MAURUS.

EN BREF

● **ATT en Chine populaire.** — L'Américain ATT a conclu — via sa filiale néerlandaise AT and T Network Systems International BV (ex-ATT Philips Telecommunications), dans laquelle Philips détient 15 % — une joint-venture (société commune) pour fabriquer des équipements de transmission en République populaire de Chine. AT and T NSI détient 60 % de la nouvelle compagnie, qui sera dénommée AT and T de Shanghai Ltd. A ses côtés, on trouve pour 28 % la SOCC (Shanghai Optical Fiber Communications Engineering Corp.), détenue et dirigée par la municipalité de Shanghai et la STEF (la Shanghai Telecommunications Equipment Factory), 22 %.

● **PTT : Un nouveau patron à la tête de la Cogecom.** — M. Gérard Eymery (quarante-huit ans), directeur adjoint du cabinet de M. Paul Quilès, ministre des postes, télécommunications et de l'espace, a été nommé mercredi 31 mai en conseil des ministres à la présidence de la Cogecom, la holding qui coiffe les filiales de France Télécom. Ingénieur civil des Télécom, M. Eymery est passé successivement à l'ORTF, TDF, le Sofirad, et à Télé Monte-Carlo, avant de rentrer, il y a un an, au cabinet de Paul Quilès pour s'occuper des questions de câble et du satellite. M. Eymery succède à M. Yvon Le Bars, qui présidait

la Cogecom depuis janvier 1987. M. Le Bars fut notamment directeur du cabinet du secrétaire d'État aux postes et télécommunications, M. Norbert Ségard, et chargé de mission au cabinet de M. Jacques Chirac, quand celui-ci était premier ministre de 1974 à 1976.

● **Air Inter augmente ses tarifs de 1,5 %.** — Inchangé depuis le 1^{er} janvier 1988, les tarifs d'Air Inter ont augmenté, jeudi 1^{er} juin, de 1,5 % en moyenne. La compagnie intérieure lance une nouvelle carte d'abonnement qui offre 15 % de réduction sur tous les vols et l'accès au service Plein ciel pour la somme de 1 800 F. Cette carte s'amortit en huit aller-retour.

● **Matra et Bannier se partagent Fairchild.** — Matra Aerospace, filiale américaine de Matra, rachète les divisions spatiales et militaires de l'américain Fairchild Industries pour 200 millions de dollars (1,3 milliard de francs). Cette reprise sera effective après que Bannier Industries aura acquis Fairchild au prix de 18 dollars par action. Bannier conservera pour lui les divisions aérospaciales, mécaniques et composants pour l'aéronautique et cédra l'électronique de défense, l'espace et le contrôle à Matra. Le chiffre d'affaires de Fairchild, fournisseur du Pentagone, a atteint en 1988 454 millions de dollars (3 milliards de francs).

(Publicité)



NOUS RECHERCHONS DES ÉTUDIANTS QUI DÉSIRENT DEVENIR PILOTES PROFESSIONNELS !

Les cours permettant d'obtenir le brevet de pilote commencent en décembre 1989, en Caroline du Sud et au Nouveau-Mexique, à la NAA, une école agréée aux États-Unis.

Conditions d'admission : être âgé de 18 ans ; diplômé d'études secondaires ou équivalent ; être en bonne santé et avoir passé avec succès les tests qui auront lieu à Paris en août 1989.

Les diplômés de NAA volent sur les lignes aériennes du monde entier :

AIR LITTORAL	FINNAIR	RYAN AIR
AER LINGUS	GARUDA	SAS
AVIACO	KLM	SCHREINER AIRWAYS
BRITISH AIRWAYS	MARTINAIR	SWEDAIR
CROSSAIR	(et bien d'autres)	SWISSAIR
DAN-AIR		

Autres cours disponibles : qualification d'instructeur, de pilote sur multi-moteurs et de pilote de transport aérien commercial.

UNE NOUVELLE ÉCOLE DE TECHNICIENS DE CELLULES D'AVIONS ET DE PROPULSEURS ACCUEILLE MAINTENANT LES ÉTUDIANTS !

Ecole agréée par la FAA — PC 766-130

Habituée à accepter des étudiants du monde entier

Programme d'échanges # P-4-4759

AVEZ-VOUS LES QUALIFICATIONS REQUISES ?

Envoyez pour obtenir de plus amples renseignements à :

North American Institute of Aviation
Conway-Harry County Airport — P.O. Box 980
Conway, South Carolina 29628 — USA



(Publicité)

EXTRAIT DE L'AVIS DE PRÉSÉLECTION DU 25 AVRIL 1989 LANCÉ PAR LE MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE - (DIRECTION DE L'HYDRAULIQUE RURALE) DE LA RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL POUR LA RÉALISATION ET L'ÉQUIPEMENT DE FORAGES AU SÉNÉGAL

Dans le cadre du 2ème Programme CEAO Hydraulique Villageoise et Pastorale du Sénégal, il est prévu la réalisation de 41 forages équipés et 5 existants à équiper dans les régions de Tambacounda et Kolda au Sénégal. Les travaux feront l'objet d'appels d'offres internationaux et seront financés par la Banque Islamique de Développement (BID).

Les entreprises intéressées par les travaux devront prendre l'attache de la Direction de l'Hydraulique Rurale, Route des Pères Maristes, BP 2041 Hann, Dakar pour plus d'informations.

La date limite de remise des offres est fixée au 26-6-1989 à 16H00 GMT.

إلى السيد الوزير

VOTRE 1^{er} EMPLOI C'EST NOTRE AFFAIRE

AGF / AIR INTER / AIR LIQUIDE / ATOCHEM / AVIONS DASSAULT / BANQUE INDOSUEZ / BANQUE LA HENIN / BNP / BOS-
SARD CONSULTANTS / GROUPE CGE / CGI / CITROEN / CNES / COGEMA / COLAS / COMPAGNIE BANCAIRE / CONFORAMA
/ CONTROL DATA / COULTRONICS / DOW CHEMICAL / DUNLOP / ECCO TEMPORAIRE / EDF - GDF / FORD FRANCE /
FRANCE-TELECOM / HENKEL / ICL / JEAN LEFEBVRE / LA CECI / MANPOWER / MASSEY FERGUSON / MCDONALD'S / ME-
TROLOGIE / MICHELIN / ORKEM / PARIBAS / PEUGEOT / PHILIPS / RENAULT VI / RHONE-POULENC / SAGEM / SALOMON /
SEGIN / SETVAL / SG2 / SHELL / SHELL CHIMIE / SINORG / SITB / SLIGOS / SOPAD NESTLE / TECHNIP / TOTAL FRANCE CRD
/ UNISABI / UNYSIS / CREDIT LYONNAIS / FOUGEROLLE / TRANSPAC / SEENA / LILLY FRANCE / BANQUE POPULAIRE ROP
/ SNCF / CETELEM / RANK XEROX / ECIA / GSM / NORWICH UNION / SERNAM / REGIE RENAULT / GIE SOPRA / BENNE
MAREL / CONTINENT / TREFIMETAUX / TFE / HABITAT / INGEMA / BICS / CORA / CREDIT DU NORD / SOFINCO / SOLVAY
/ UNILOG / SAE / AIR FRANCE / APAVE / FRANCE QUICK / SAFT / HILTI / SODICAM / MUTUELLES DU MANS / AGE VIE / ODA
/ DECATHLON / GOUPIL / LEROY MERLIN / HEINEKEN / CASINO / CASTORAMA / NORAUTO / ARTHUR ANDERSEN INFOR-
MATIQUE / CARREFOUR / SAGEM SAT SERVICE / CCF / GERVAIS DANONE / CAP SESA / CARNAUD / BIV / QUAKER / SCREG
/ ROUTES / AUCHAN / PHILIP MORRIS FRANCE / ARTHUR ANDERSEN ASSOCIES / SOMMIER ALLIBERT / NCR / APPLE / OLIVETTI

et celle des 450 entreprises qui vous informent
dans l'Etudiant :



**Pour les jeunes diplômés
bac + 2, bac + 3**
1^{re} EDITION

Prévision d'embauche,
profils recherchés, postes
proposés, salaires...
Région par région et en
supplément toutes les
formations
complémentaires et
admissions parallèles.
220 pages, 78 F.
En librairie fin mai.



**Le Forum de l'Etudiant
bac + 2, bac + 3**

2 jours pour rencontrer
les entreprises qui vous
recrutent.
Les 2 et 3 juin, de 10 h à
19 h à l'Espace
Champerret, porte de
Champerret, 75017 Paris.



**Pour les jeunes diplômés
bac + 4, bac + 5**
4^e EDITION

Filières de recrutement,
prévisions d'embauche,
salaires, profils, ambiance,
perspectives de carrière,
avantages et en
supplément tout sur les
1^{ers} emplois à l'étranger,
les formations
complémentaires et MBA.
408 pages, 98 F.
En librairie fin mai.

l'Etudiant

L'INFORMATION POUR CHOISIR / 27, RUE DU CHEMIN-VERT, 75543 PARIS CEDEX 11 - TEL. (1) 48.07.41.41.

Économie

ÉTRANGER

La conférence ministérielle de l'OCDE

Les Etats-Unis au banc des accusés

Les rôles ont été inversés. A la conférence ministérielle de l'OCDE qui s'est ouverte à Paris, mercredi 31 mai, ce sont les Etats-Unis qui ont fait figure d'accusés et la Japon, soutenu par les Européens, qui a encaissé la robe du procureur. Au cœur des débats, la section 301 de la loi commerciale américaine et la « liste noire » des pays qui soupçonnés de pratiques déloyales par Washington, sont menacés de mesures de rétorsion s'ils ne s'ajustent pas.

Le Japon, en tête de liste, s'est empressé de démentir une attitude « unilatérale » dangereuse pour l'avenir du libre-échange et met en garde contre la confiance née d'une conjoncture à bien des égards encourageante. Le ministre des affaires étrangères, M. Souda, a déclaré que le Japon ne pourra pas se permettre de laisser à l'initiative des Etats-Unis de mener une politique commerciale. M. Souda a aussi déclaré que le Japon ne pourra pas se permettre de laisser à l'initiative des Etats-Unis de mener une politique commerciale.

La question dépasse le simple tournoi diplomatique. La Communauté européenne, pourtant égarée par la « liste noire » américaine, a vivement protesté, au nom des principes mêmes du multilatéralisme qui régit le commerce international. « Aucun pays n'a le droit d'imposer à d'autres les règles et de prendre des mesures en conséquence », a affirmé le commissaire européen aux relations extérieures, M. Frans Andriessen. Pour leur part, les Etats-Unis qui s'attendaient à de telles attaques ont répliqué en

hausse des commandes industrielles aux Etats-Unis. Les commandes industrielles ont progressé de 2,7 % en avril après avoir connu une hausse de 0,7 % en mars, annonce le département américain du commerce. Cette augmentation confirme la vive demande pour des biens manufacturés.

représentant une vieille antienne. Les pays excédentaires, autrement dit le Japon et la RFA, ont le devoir urgent de renforcer leur croissance intérieure et de limiter leurs succès à l'exportation.

Ces échanges à fleur de monnaie n'ont pas empêché tous les participants de retrouver un beau consensus pour s'inquiéter de la fermeté persistante du dollar. Une telle hausse « pourrait saper les efforts d'ajustement » des Etats-Unis pour réduire les déficits commerciaux, a souligné le secrétaire au Trésor, M. Nicholas Brady. Et chacun de réaffirmer, à l'intention des marchés financiers, que la concertation entre les principaux pays industriels se porte bien. Une autosatisfaction mêlée d'une pointe de malaise devant les turbulences monétaires actuelles.

Mais le président François Mitterrand qui recevait, comme le veut la tradition, les ministres présents à l'OCDE, mercredi 31 mai au soir, a jusqu'à présent été seul à dénoncer un nouvel accord sur les parités

allant au-delà de l'accord du Louvre qui, en février 1987, a cherché à ordonner les taux de change flottants. Pour le chef de l'Etat, les signataires d'un nouvel accord devraient s'engager sur « des principes et des procédures claires » quant à leurs interventions sur les marchés mais aussi sur les politiques monétaires et budgétaires à mettre en œuvre.

M. Brady a pour sa part affirmé que le processus de coopération monétaire internationale était adéquat, et utile en période de tensions. « Les accords du Louvre font partie du processus et sont toujours bel et bien vivants », a-t-il déclaré. Alors que certains accusent les Etats-Unis de se satisfaire du niveau actuel du dollar, qui permet aux autorités monétaires américaines de contenir les pressions inflationnistes, M. Brady a voulu déjouer ces accusations en affirmant que « les Etats-Unis ont coopéré et continueront de coopérer avec ses partenaires commerciaux dans leur action de lutte contre les pressions exercées par les marchés des changes ».

REPÈRES

Bâtiment

Crainte d'un ralentissement en 1990

Le président de la Fédération nationale du bâtiment (FNB), M. Jacques Brunier, a, le 31 mai, exprimé la crainte que la bonne conjoncture constatée actuellement dans le bâtiment (+ 3 % prévu en 1989) ne se ralentisse. « Pour 1990, nous risquons de subir le contrecoup d'une inflation de la croissance générale mais aussi de mesures propres à notre secteur, qu'il s'agisse de la diminution des ressources du 1 %, des conséquences de l'impôt de solidarité sur la fortune sur les travaux,

ou de celles liées à la disparition des avantages fiscaux consentis à l'épargne immobilière », a-t-il déclaré. M. Brunier a exprimé ses préoccupations sur « les crédits à l'habitat, qu'il s'agisse du secteur locatif social avec un recul des subventions d'environ un tiers sur les quatre premiers mois de 1989 par rapport à la même période en 1988 ou de l'accession sociale qui connaît une situation très inquiétante ».

Sécurité sociale

L'assiette des prélèvements sera élargie

Le ministre délégué auprès du ministre de la solidarité, de la santé

et de la protection sociale, chargé de la santé, M. Claude Evry, a déclaré à l'Assemblée nationale, mercredi 31 mai, lors de la séance des questions au gouvernement, que le Parlement serait saisi d'un texte législatif concernant une contribution sociale généralisée (CSG), destinée à financer la Sécurité sociale.

Ce texte devrait être présenté à la session d'automne, dès que les partenaires sociaux auront fini d'examiner les modalités concrètes de la base de cotisations. Ce texte aura pour vocation d'élargir l'assiette des prélèvements, pour financer la partie de la protection sociale qui fait appel à la solidarité, notamment la politique familiale.

Un rapport sévère sur les politiques agricoles

L'oubli des signaux du marché

Si les Etats ont moins dépensé pour leur agriculture en 1988, ils n'ont pas pour autant modifié leurs politiques agricoles. Ce mollement soutien a été permis par le raffermissement général des prix des denrées alimentaires qui a comprimé d'autant les besoins de subvention.

Dans les conclusions de son dernier rapport intitulé « Politiques, marchés et échanges agricoles », l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) se garde bien de tout triomphisme : les options libérales définies lors des conseils ministériels de 1987 et 1988 n'ont pas été suivies. Sans la sécheresse aux Etats-Unis, sans les quotas laitiers en Europe, les Etats auraient sans nul doute continué à faire « des folies » pour leur agriculture.

L'orientation des prix par le marché, qui est l'objectif central de la réforme des politiques agricoles, est restée lettre morte. « En 1988, note

le rapport, l'aide a diminué du fait de l'évolution des prix du marché mondial et de la sécheresse, mais la politique agricole n'a guère exposé davantage les producteurs aux signaux des marchés mondiaux ». Le pronostic des experts est sévère : « Les tendances lourdes de la production et de la consommation devraient à nouveau conduire à des excédents généralisés pour la plupart des produits, risquant ainsi de recréer des tensions dans le domaine des échanges ».

En termes chiffrés, les transferts globaux imputables aux politiques agricoles des pays de l'OCDE ont atteint 270 milliards de dollars en 1988, en léger retrait par rapport à leur niveau record de 1987 (286,5 milliards de dollars). Mais l'aide est cependant restée supérieure à son montant de 1985, et à la moyenne des exercices 1983-1984-1985 (171,4 milliards de dollars). L'ESP, « équivalent subvention à la production », qui mesure la part du montant des divers soutiens dans la valeur de la production, a de son côté diminué à 157 milliards de dollars en 1988, contre 169 milliards l'année précédente.

Pour la première fois depuis sept ans, les prix des produits agricoles se sont nettement redressés. Le blé, les céréales secondaires, les oléagineux, le sucre, la viande de bœuf et les produits laitiers ont tous bénéficié d'un renchérissement dû, soit aux conditions climatiques, soit au contrôle de l'offre de lait par les quotas et la réduction du cheptel. Le déficit en viande bovine (- 22 millions de tonnes en 1989), qui explique l'actuelle flambée des prix de la chair rouge, devrait toutefois être largement résorbé dès 1990, avec un excédent, pour la zone OCDE, évalué à 177 millions de tonnes.

Les échanges agro-alimentaires mondiaux se sont, eux aussi, redressés en 1988 plus encore qu'en 1987, confirmant leur reprise après la stagnation de la période 1980-1986. Mais comme le souligne l'OCDE, l'accès au marché ne s'est

pas amélioré et l'usage des aides affectant directement ou non la concurrence à l'exportation est demeuré « très répandu ».

Voyant une « avancée importante » dans l'accord intervenu en avril au GATT (1), l'OCDE estime que les Etats doivent cependant entreprendre d'urgence une réforme effective de leurs politiques agricoles, sous peine de connaître à nouveau des dérapages de subventions et de productions. 1988 a été aux yeux de l'organisation une année pour rien, marquée par des réformes limitées et des coups du ciel « heureux » pour les budgets publics. L'agriculture libérale a décidément du mal à se faire jour. Le marché mondial continue de faire peur et chacun tente encore d'y soustraire ses troupeaux agricoles, d'autant plus enclins à la revendication qu'ils perdent en effectivité.

E. F.

(1) Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Lors des réunions d'avril, les Etats-Unis ont renoncé à imposer à la CEE la suppression de toutes les subventions agricoles dans les dix ans. Les deux « géants » de l'agriculture ont accepté de s'engager sur une base concertée vers la réforme de leurs politiques agricoles.

L'accession à la propriété

Cinquante-cinq mille prêts aidés en 1989

Le gouvernement financera en 1989 un programme de 55 000 prêts aidés à l'accession à la propriété (PAP).

Au premier semestre, un contingent de 22 500 PAP avait été décidé; 32 500 PAP supplémentaires seront donc financés au second semestre. De plus, les plafonds de ressources pour bénéficier de ces prêts aidés vont être relevés de 6 %, ce qui les aligne sur les plafonds de ressources à ne pas dépasser pour entrer dans un logement locatif HLM construit grâce à un prêt locatif aidé (PLA).



Les Portables de Zenith.
SupersPORT, SupersPORT 286,
TurbosPORT 386.
Processeur 80C88, 80286 ou 80386
à 8 ou 12 MHz. Extension mémoire
à 3 Mo RAM. Zero Wait State.
Compatibles PC et AT. De 4 à 6 Kg.
Batterie Nicad intégrée. Ecran Super
Twist LCD ou Page White. Modem.
Télécopieur. MS-DOS, UNIX,
MS-OS/2.



"C'est clair, j'ai tout
à y gagner."

ZENITH

**data
systems**

☐ Envoyez-moi sans
engagement de ma part
votre documentation
☐ Je souhaite rencontrer un
ingénieur commercial Zenith

Nom _____
Société _____
Adresse _____
Tél. _____

Envoyez ce coupon à: Zenith Data Systems
B.P. 201 - 92002 Nanterre cedex

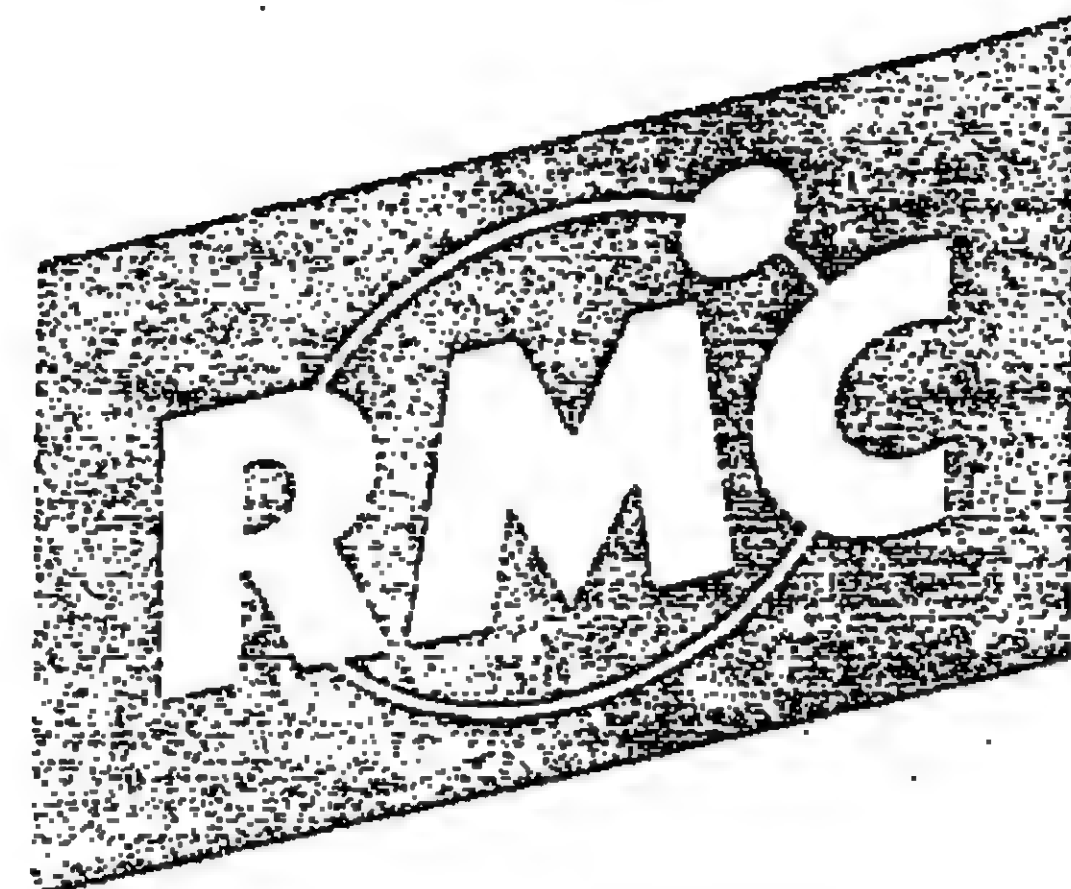
مكتبة الأصل

EN ÉTÉ, CE QUE NOUS GAGNONS D'UN CÔTÉ, NOUS, NOUS NE LE PERDONS PAS DE L'AUTRE.

+43 % d'auditeurs en été !

Aux mois de juillet et d'août pendant que ceux qui viennent du Nord se mettent tout de suite à l'écoute de RMC, ceux qui sont avec nous toute l'année restent au Sud et continuent de nous écouter. Résultat, contrairement aux autres, nous ne perdons pas d'un côté ce que nous gagnons de l'autre.

* Étude Sofres été 1987 versus 55 000 Médiamétrie, septembre à juin 1987, audience cumulée, lundi-vendredi, 3 UDA Sud.



Économie

SOCIAL

M. Pierre Guillen abandonne la présidence de la commission sociale du CNPF

Un communiqué laconique du CNPF a annoncé, le mercredi 31 mai, que M. François Perigot avait « accédé à la demande de Pierre Guillen, qui a souhaité être libéré, à compter du 1^{er} septembre prochain, de ses responsabilités de président de la commission sociale du CNPF pour se consacrer à ses fonctions de vice-président délégué de l'UIMM. » Agé de soixante-deux ans, M. Guillen, qui avait pris la présidence de la commission sociale le 16 décembre 1986 après l'élection de M. Perigot, demeurera membre du conseil exécutif du CNPF. Son successeur à la tête de la commission sociale sera désigné le 12 juin.

« J'avance toujours à petit bruit »

Un petit cigare à la main, confortablement installé derrière son bureau de l'UIMM (patronat de la métallurgie), là où il se sent vraiment chez lui, M. Guillen ne comprend pas, en ce mercredi 31 mai, que son départ puisse surprendre. « Les raisons, assurément, étaient prévues pratiquement dès l'origine. » Lorsque la responsabilité de la commission sociale du CNPF lui a été proposée, il avait, rappelle-t-il, donné son « accord à condition que je puisse continuer à mener de front ces nouvelles fonctions de vice-président délégué de l'UIMM. » Il était donc prévu, ajoute-t-il, qu'au bout d'un certain « délai de temps », dont la durée n'était pas précisée, « la commission sociale aurait adopté les inflexions nécessaires, l'UIMM exercerait sur votre service son droit de préemption ».

M. Guillen minimise sa sortie dans la mesure où il la présente comme la « concrétisation d'une décision qui était dès le départ une hypothèse de travail : Si en arrivant au CNPF, j'avais proclamé que j'y étais pour deux lustres ou trois quinquennats, on aurait pu voir dans mon départ d'autres raisons ». Mais tel n'est pas le cas. Il ne faut donc pas davantage rechercher des déclarations, par exemple avec le président du CNPF, là où, selon M. Guillen, il n'y en a pas : « Pour quoi devrais-je en avoir ? J'ai toujours bénéficié d'une large liberté d'action. Il ne faut pas chercher midi à quatorze heures. »

Il reste que M. Guillen qui est toujours président de l'Association générale des institutions de retraite des cadres (AGIRC), ne manquera pas, contrairement à ce qu'il était attendu, les négociations sur l'assurance-chômage à l'automne. Même s'il semblait acquis qu'il res-

terait moins longtemps que certains de ses prédécesseurs illustres comme M. Chotard et Ceyrac, son départ apparaît quelque peu précipité. Doté d'une forte personnalité, recourant fréquemment à un humour caustique et brillant qui laissait parfois certains de ses interlocuteurs ou en séduisait d'autres, il est possible qu'il se soit lassé d'un repliement du CNPF sur l'arrière-scène là où il aurait pu souhaiter que sur certains sujets il se montre plus offensif.

Pour autant, et alors qu'il s'empresse de réaffirmer que « l'UIMM apportera le soutien qu'elle a toujours apporté à la politique sociale du CNPF », il ne semble pas qu'il y ait eu des désaccords importants entre M. Perigot et M. Guillen, contrairement à ce qui était arrivé entre M. Gattaz et M. Chotard. Il ne semble pas davantage que M. Guillen se mette en réserve pour une candidature à la présidence, n'ayant visiblement pas cette ambition. Il reprend ses marques à l'UIMM, considérant qu'au niveau des branches il y a beaucoup à faire sur le plan social.

Officier de sous-marin

Fils d'ingénieur et ingénieur de formation, M. Guillen a suivi les cours de l'école navale et il a été officier de sous-marin de 1947 à 1959. C'est à cette date qu'il est entré à l'UIMM, où sa route a été continuellement ascendante. Passionné de littérature — et fort cultivé —, c'est aussi un grand amateur de football, une passion qu'il partage avec ses amis Jacques Delors et Philippe Séguin. Au 1^{er} septembre prochain, lors de son départ, il aura donné trente ans de sa vie professionnelle au patronat. Mais dans les trois dernières années il a atteint plusieurs des buts qui lui étaient chers. « J'avance toujours à petit bruit », confiait-il quelques mois après son arrivée. A petit bruit peut-être, mais avec efficacité.

Une des principales réussites de M. Guillen aura été de remettre la politique contractuelle sur les rails après l'accident majeur de la fin 1984, lorsque les négociations sur la flexibilité de l'emploi avaient échoué, en la recadrant davantage sur les branches et sur les entreprises. Après avoir longtemps secondé M. Chotard dans la négociation des grands accords nationaux interprofessionnels, il a décentralisé les négociations sociales en lançant, en mai 1988, ce que l'on a appelé la recherche des « accords de méthode ». Le CNPF et les confédérations devaient arrêter de grands

principes sur quelques thèmes afin qu'ils soient ensuite discutés dans le détail au niveau des branches et des entreprises. Deux accords ont ainsi été conclus, sur les mutations technologiques et l'aménagement du temps de travail. A chaque fois, M. Guillen a dû se passer de l'accord de FO, même s'il n'a échoué dans aucune négociation sociale.

Cet adepte du « girondinisme social », méfiant devant l'interventionnisme de l'Etat et sarcastique devant les « logons » du gouvernement, n'hésitait pas parfois à être un peu directif, par exemple pour conseiller aux entreprises de mettre un peu la « pédale douce » sur l'industrialisation des salaires. En bon libéral, il savait décocher des flèches aux gouvernements quels qu'ils soient (M. Chirac en ayant reçu presque autant que M. Rocard sur ses méthodes), mais il ne manquait jamais, ni en public ni en privé, de plaider pour un syndicalisme fort, tant il était réellement inquiet de l'affaiblissement du mouvement syndical. Un « élément d'incertitude » qui lui paraît dangereux. Il aura également largement contribué à faire évoluer les positions du CNPF sur l'Europe aujourd'hui un peu plus ouvertes sur sa « dimension sociale ».

MICHEL NOBLECOURT.

« Bilancourt : les « dix » mais en demeure de quitter l'usine. — Les dix militants CGT de Renault-Bilancourt dont le cour d'appel de Versailles a confirmé le licenciement le 26 avril, et qui se sont installés jour et nuit dans l'usine depuis mardi 16 mai, ont été sommés, mercredi 31 mai, par huissier de quitter les lieux. Cette « sommation » indique que les « dix » n'ont « aucun droit ni titre » à se maintenir dans l'établissement : s'ils ne quittent pas celui-ci, ils y seraient contraints par tous les moyens prévus par la loi, et notamment par voie d'expulsion avec l'assistance de la force publique si besoin est ».

Le Monde

PUBLICITÉ
TOURISME-GASTRONOMIE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4344

Ce mois-ci dans

DYNASTEURS

Dossier

Bourse : les illusions de Paris

Et aussi

- La FNAC en perte d'identité
- Les banques françaises dans le piège africain
- Le come-back du ciné-studio

EN KIOSQUE



Colas a acquis le 26 mai 1989 aux Etats-Unis la totalité du capital de l'A. E. Building Corporation, société qui, avec ses filiales, a réalisé en 1988 des travaux de chaussées et d'ouvrages routiers représentant, avec les ventes directes de matériaux, un chiffre d'affaires de 112 millions de dollars dans les Etats de Pennsylvanie, Maryland, Delaware, Virginie et West Virginia.

Colas est déjà implantée depuis dix ans dans six autres Etats situés au nord-est des Etats-Unis au travers de la filiale Barrett Paving Materials Inc. dont le chiffre d'affaires s'est élevé en 1988 à 116 millions de dollars.

BAI complète harmonieusement les implantations du groupe Colas, leader pour la construction et l'entretien des routes, qui a réalisé 10 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1988.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ASSEMBLEE GENERALE DU 25 MAI 1989



L'Assemblée Générale de la BIAO s'est réunie le 25 mai 1989 et a procédé à l'arrêté des comptes de la Banque au 31 décembre 1988.

Le résultat brut d'exploitation s'est élevé à 81 millions de FF, contre 96 millions de FF. en 1987.

Il a été décidé de compléter les provisions pour créances douteuses et de constituer des provisions sur des filiales en Afrique, ainsi que sur des prêts consentis à certaines de ces filiales.

Le net des provisions constituées a été de 507,308 millions de FF, compte tenu de la décision prise par les actionnaires de racheter à la BIAO 3,5 milliards de crédits souverains.

Le résultat net se traduit par une perte de 393 millions contre un bénéfice de 21 millions en 1987.

L'actionnariat de la BIAO est aujourd'hui constitué de la manière suivante :

• BANQUE NATIONALE DE PARIS	51 %
• BANCO DO BRASIL	20 %
• UNION DE BANQUES SUISSES	20 %
• COMPAGNIE INTERAFRICAIN D'INVESTISSEMENTS	9 %

Le nombre de CIP en circulation est maintenant insignifiant à la suite de la garantie de cours offerte aux porteurs pendant le premier trimestre ; la radiation de ces titres de la cote du Second Marché sera prochainement demandée.

Oblicic-Régions

La Sicav régionale de première catégorie

Comptes de l'exercice 1988-1989 clos le 31.03.1989

approuvés par le Conseil d'Administration du 17 mai 1989, présidé par M. François Bienabé.

Actif net au 31.03.1989 : F 250.953.256

Performance en taux actuariel du 31.03.1988

au 31.03.1989 : + 8,95 %

Valeur liquidative au 16.05.1989 : F 1.091,99

Dividende proposé : F 90,74 + F 1,65 d'avoir fiscal

pour mise en paiement le 17 juillet 1989.



Banques CIC. En intelligence avec vous.

baill investissement

L'Assemblée générale annuelle s'est réunie le 30 mai 1989 sous la présidence de Monsieur Maurice Gontier. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1988 qui se sont soldés par un bénéfice de 214 135 687,91 F.

Elle a décidé la mise en paiement le 11 juillet 1989 d'un dividende de 64 F, en augmentation de 6,67 % sur celui de l'exercice 1987.

Ce dividende peut être, au choix des actionnaires, versé en espèces ou sous forme d'actions nouvelles de la Société émises au prix de 786 F, — les actionnaires ayant jusqu'au 30 juin pour exercer leur option.

Au cours de cette assemblée, Monsieur Maurice Gontier a prononcé l'allocation suivante :

Messieurs, Messieurs, L'année 1988, 27^e exercice social de Baill Investissement, a été, comme vous l'a indiqué le Conseil d'Administration dans son rapport, une année traduisant une production importante et une nette reprise des investissements.

Les engagements globaux ont augmenté de 10,80 % et dépassé le seuil de quatre milliards de francs pour atteindre 4,1 milliards de francs malgré l'arrivée à échéance d'un certain nombre de contrats de crédit-bail. Les nouvelles opérations de pleine propriété représentent plus de la moitié des 514 millions d'engagements souscrits durant l'exercice.

Les recettes de l'exercice atteignent 699 millions de francs, et on, bien que les opérations nouvelles en cours de construction ou achevées en fin d'année n'aient été que partiellement productives pendant l'exercice.

Ces bons résultats ont permis à la société de dégager un bénéfice de 214 millions de francs — dont 123 millions de francs provenant de la location simple et 91 millions de francs du crédit-bail, — en progression de 11,24 % sur celui de l'exercice précédent, et donnent la possibilité au Conseil d'Administration de vous proposer la mise en distribution d'un dividende de 64 francs par action en augmentation de 6,67 %, soit plus de deux fois l'inflation ; il vous sera possible de percevoir ce dividende sous la forme d'actions nouvelles, émises à 786 F.

Il convient de souligner que BAIL INVESTISSEMENT a suivi chaque année depuis vingt ans un dividende en progression constante et très supérieure à l'inflation ; alors que le dividende a été multiplié par dix, l'indice national du coût de la construction INSEE n'était pendant la même période multiplié que par cinq.

En 1988, le comportement des titres de SICOMI à la Bourse de Paris a été décevant : les actions de BAIL INVESTISSEMENT n'ont pas échappé à cette ambiance. Toutefois, depuis le début de 1989, le cours s'est redressé mais ne traduit pas la valeur réelle de la société.

Les engagements nouveaux pris au cours du premier trimestre 1989 se sont élevés à 315 millions de francs, dont plus des trois quarts consistent en des opérations de crédit-bail.

La société poursuit sa politique de développement du patrimoine de pleine propriété en vue d'assurer une progression régulière de ses résultats malgré l'arrivée à terme des contrats de crédit-bail anciens dont les marges étaient élevées.

Ainsi la société se donne les moyens d'accroître ses dividendes au cours des prochaines années, ce que la Bourse ne devrait pas manquer d'apprécier.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

Groupe Docks de France

L'Assemblée générale ordinaire des Docks de France s'est réunie le 25 mai 1989.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1988, ainsi que les projets de répartition présentés par le conseil d'administration, et en particulier celui fixant le dividende à 55 F par action, soit 82,50 F après fiscalité.

Ce dividende sera mis en paiement à partir du 1^{er} juin 1989 aux guichets de la Banque du Union européenne, de la Banque Worms, du Crédit industriel de l'Ouest, du Crédit lyonnais et de la Banque Indosuez.

CESSATION DE GARANTIE

La Banque de participations et de placements, établissement de crédit en liquidation, retrait d'agrément du 27/02/1989 de la Commission bancaire, société anonyme au capital de F 70 116 000, dont le siège social est à Paris-8^e, 23, rue Quentin-Bauchart, informe qu'elle a mis fin, en accord avec le Cabinet André G. Botton, 25, rue Marbeuf, à la garantie financière accordée à cette société, depuis le 14 juin 1988, au titre de son activité de « transactions sur immeubles et fonds de commerce » visée par la loi du 2 janvier 1970.

En conséquence, la garantie qui lui a été accordée à ce titre par la Banque de participations et de placements cessera à l'expiration d'un délai de trois jours francs à dater de la présente publication (article 44 du décret du 20 juillet 1972).

Conformément aux dispositions de l'article 45 du même décret, cette garantie s'applique à toutes créances ayant pour origine un versement ou une remise effectuée pendant la période de garantie, pour les opérations visées par la loi du 2 janvier 1970, qui restent converties par la Banque de participations et de placements, à condition d'être produites dans un délai de trois mois de la présente publication, au siège de la Banque de participations et de placements, 23, rue Quentin-Bauchart à Paris-8^e. Il est précisé qu'il s'agit de « créances éventuelles » et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues, la présente publication n'emportant aucune appréciation concernant la solvabilité et l'honorabilité du Cabinet André Botton.

CESSATION DE GARANTIE

La Banque de participations et de placements, établissement de crédit en liquidation, retrait d'agrément du 27/02/1989 de la Commission bancaire, société anonyme au capital de F 70 116 000, dont le siège social est à Paris-8^e, 23, rue Quentin-Bauchart, informe qu'elle a mis fin, en accord avec la société immobilière conseil services IMCOS, SA au capital de F 500 000 dont le siège social est à Paris-8^e, 25, rue Marbeuf, à la garantie financière accordée à cette société, depuis le 14 juin 1988, au titre de son activité de « transactions sur immeubles et fonds de commerce » visée par la loi du 2 janvier 1970.

En conséquence, la garantie qui lui a été accordée à ce titre par la Banque de participations et de placements cessera à l'expiration d'un délai de trois jours francs à dater de la présente publication (article 44 du décret du 20 juillet 1972).

Conformément aux dispositions de l'article 45 du même décret, cette garantie s'applique à toutes créances ayant pour origine un versement ou une remise effectuée pendant la période de garantie, pour les opérations visées par la loi du 2 janvier 1970, qui restent converties par la Banque de participations et de placements, à condition d'être produites dans un délai de trois mois de la présente publication, au siège de la Banque de participations et de placements, 23, rue Quentin-Bauchart, à Paris-8^e. Il est précisé qu'il s'agit de « créances éventuelles » et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues, la présente publication n'emportant aucune appréciation concernant la solvabilité et l'honorabilité de la Société immobilière conseil services IMCOS.



AVIS DE CONVOCATION ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Les actionnaires sont avisés que l'Assemblée générale ordinaire annuelle est convoquée pour le mercredi 21 juin 1989 à 16 heures au siège social, tour Atlantique 92800 Puteaux.

L'ordre du jour et précisant les conditions de participation à cette assemblée, a été publié au BALO du 18 mai 1989, ainsi que dans les Petites Affiches du 15 mai 1989.

Les comptes sociaux ont été publiés au BALO du 9 mai 1989. Les comptes consolidés, en cours de publication, sont disponibles ainsi que tous les documents préparatoires au siège social.

سكوا من الأصل



COMPTES CONSOLIDÉS 1988

RESULTAT NET + 26%
RESULTAT PAR ACTION 35,01 F

Le Conseil d'Administration, réuni le 30 mai 1989 sous la présidence de M. Renaud de La Genière, a examiné les comptes consolidés de l'exercice 1988.

Le Groupe de la Société Générale de Belgique a été consolidé, en 1988, par mise en équivalence ; il sera consolidé, en 1989, par intégration globale, après harmonisation de ses principes comptables avec ceux retenus dans le Groupe Suez. Les principales données globales du bilan se présentent comme suit :

(en milliards de francs)	1987	1988	
• Total du bilan	343,8	408,3	+19%
• Fonds propres (y compris intérêts hors groupe)	25,6	37,6	+47%
• Fonds propres (part du groupe)	18,8	29,6	+57%

Les résultats nets globaux (part du groupe) ressortent en progression sensible :

(en millions de francs)	1987	1988	
• Résultat net courant	1.294	1.597	+23%
• Résultat net sur opérations en capital	839	1.092	+30%
• Résultat net total	2.133	2.689	+26%

Compte tenu du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice (77 millions en 1988 contre 61,6 millions en 1987), le résultat net total (part du groupe) par action ressort en légère progression :

	1987	1988
• Résultat net courant	F 21,01	F 20,83
• Résultat net sur opérations en capital	F 13,62	F 14,18
• Résultat net total	F 34,63	F 35,01

Ces chiffres confirment que la prise de contrôle de la Société Générale de Belgique n'a pas entraîné de dilution du résultat net consolidé par action au titre de l'exercice 1988. D'après les prévisions actuelles et sous réserve de l'évolution des marchés, le résultat net total (part du groupe) de l'exercice 1989 devrait se situer à un niveau supérieur à F 3,6 milliards, ce qui devrait assurer une progression du résultat net total par action. Pour sa part, le résultat net courant par action serait en progression de plus de 25%.

European spoken here.

THE ECONOMIST

Independent Views of World Affairs, Business, Finance, Science. Every Friday.

Traduction de l'annonce ci-dessus :
« Ici on parle européen ». The Economist, des analyses indépendantes sur les affaires du monde, de la finance, de la science. Tous les vendredis.

Économie

AFFAIRES

Souhaitant développer des « mémoires dynamiques »

SGS-Thomson vise le marché japonais

Cap sur le Japon et le marché des DRAM, ces mémoires dites « dynamiques » qui trident tous les micro-ordinateurs : deux ans après sa création, SGS-Thomson s'est fixé deux objectifs à atteindre d'ici à la fin de l'année.

MILAN de notre envoyée spéciale

« Il y a deux choses que l'on sait faire en Italie : les spaghetti et les semi-conducteurs », rond, moustachu et affable, M. Pasquale Pistorio, le patron de SGS-Thomson, n'est pas du genre guindé. En bras de chemise, débarrassé de son alliance, de sa chevalière et de sa montre, soigneusement alignées sur sa table de travail, il est manifestement content de montrer à ses visiteurs son dernier laboratoire à Agrate, près de Milan. « Le plus moderne du monde », souligne-t-il. Il est aussi fier, d'ailleurs, de faire admirer les peintures de son épouse qui ornent les murs de son bureau et de la cuisine de l'entreprise. Même s'il évite tout triomphalisme, Pasquale Pistorio a quelques raisons d'être content : depuis le mariage des intérêts du français Thomson dans les composants électroniques avec ceux de l'italien SGS, il y a tout juste deux ans, la compagnie (12 milliards de dollars de chiffre d'affaires) a redressé ses comptes,

sans hypothéquer pour autant l'avenir. SGS-Thomson a déjà derrière elle quatre trimestres de bénéfices : au cours des derniers mois de 1988, le tandem a dégagé 2 millions de dollars (13 millions de francs) de profit pour 310 millions de dollars (près de 2 milliards de francs) de chiffre d'affaires. Douzième industriel mondial dans les semi-conducteurs et numéro deux européen, le tandem italo-français prévoit de rester bénéficiaire cette année, malgré la détérioration du marché, de plus en plus perceptible depuis quelques mois.

« Nous avons une structure saine qui peut faire face à un marché difficile », affirme M. Pistorio. Dans un métier où les frais de recherche-développement représentent quinze à vingt pour cent du chiffre d'affaires (soit 220 millions de dollars pour la société cette année), il est indispensable de grossir pour être capable de supporter cet effort. Le patron de SGS-Thomson estime qu'il lui faut atteindre 4 à 5 % du marché mondial, soit le double de sa place actuelle (2,5 %). « Ce sera long », confie-t-il, en brossant les deux voies qu'il entend suivre pour parvenir à ses fins.

D'abord, M. Pistorio veut « attaquer » le marché japonais : ses ventes au pays du Soleil Levant ne représentent que 2 % de son chiffre d'affaires alors que c'est le plus gros marché du monde pour les semi-conducteurs (40 %). Dès l'an pro-

chain, il ouvrira un centre de design dans ce pays où il veut aussi conclure des alliances avec des partenaires locaux.

Autre objectif, qu'il souhaite également atteindre d'ici à la fin de l'année : entrer sur le marché des mémoires dynamiques (les DRAM), terrain de prédilection des Japonais. Ces mémoires, considérées comme « le pétrole brut » de l'électronique, sont indispensables selon l'entreprise car elles sont au cœur des systèmes informatiques, et particulièrement des ordinateurs personnels. En outre, elles permettent d'acquiescer une expérience industrielle transférable sur les autres semi-conducteurs (le Monde Affaires du 4 février). Mais le prix du ticket d'entrée est lourd : « 250 millions de dollars », selon les estimations de M. Pistorio. Il explore donc toutes les voies possibles. Et, parmi elles, une alliance stratégique avec un japonais qui constituerait la solution la moins risquée. « Une compagnie comme la nôtre qui a la capacité d'être un leader mondial doit aussi participer à ce marché ». La voie est clairement tracée, reste à la suivre.

FRANÇOISE VAYSSE

La BFCE va élargir son actionnariat

La Banque française du commerce extérieur (BFCE) va élargir son actionnariat sans pour autant que soit mis en cause son statut public. Les nouveaux entrants au capital seront en effet des assureurs publics — en l'occurrence les Assurances générales de France (AGF) — et, éventuellement, des banques étrangères, qui viendraient se substituer aux actionnaires privés actuels de la BFCE (Société générale et Crédit agricole pour 10% chacun).

« Il n'y aura pas dilution de l'actionnariat public », affirme-t-on rue de Rivoli. Celui-ci est actuellement constitué par la Banque de France et la Caisse des dépôts pour 24,55% chacune, le Crédit national, la BNP et le Crédit lyonnais pour 10% chacun, enfin la Caisse centrale de coopération économique pour 0,9%.

L'élargissement de l'actionnariat de la BFCE, qui a exigé une modification de ses statuts antérieurement au ministère de l'économie, est la conséquence du rappel à l'ordre de la Commission bancaire (le Monde daté 7-8 mai) demandant à la banque d'augmenter ses provisions pour risque-pays. Ce qui oblige la BFCE à trouver 900 millions d'ici à la fin de l'année. Du coup certains actionnaires, notamment les deux banques récemment passées dans le privé, Crédit agricole et Société générale, ont marqué leur réticence à maintenir leur présence dans le tour de table. Elles se sont d'ailleurs — ainsi que la BNP et le Crédit lyonnais — abstenues d'approuver les comptes de 1988 lors de l'assemblée générale du 29 mai.

La réorganisation de son actionnariat doit s'accompagner pour la BFCE de la redéfinition de sa vocation. Jusque-là banque institutionnelle vivant sur des prêts bonifiés, elle a dû, devant la régression de ceux-ci, devenir de plus en plus une banque comme les autres. Une évolution à poursuivre et à mieux définir, mais le pari est gagnable, estime M. Bernard Eschert, président de la Compagnie financière Edmond de Rothschild qui a été chargé récemment, à la demande de la BFCE, de son évaluation.

CLAIRE BLANDIN

M. François Caries futur président du CIC

M. François Caries, actuellement conseiller de M. Jean Saint-Geours, président de la Compagnie financière du CIC (Crédit industriel commercial), devrait succéder à ce dernier. Sa nomination comme administrateur devrait être publiée au Journal officiel du 2 juin, avant qu'un conseil d'administration de la Compagnie, tenu le même jour, ne le désigne comme président.

(Banquier de carrière, M. François Caries avait été licencié de la présidence de la BUE (Banque de l'Union européenne), une des banques du groupe CIC, par M. Edmond de Rothschild, en septembre 1986. Agé de soixante-deux ans, il devrait être un « président de transition » pour le CIC, désormais détenté à 51 % par le GAN (Groupe des assurances nationales)).

M. Alain Minc reste auprès de M. De Benedetti

Le conseil d'administration de CERUS, holding française de l'italien Carlo De Benedetti, qui s'est réuni le 1^{er} juin, a désigné M. Alain Minc, déjà directeur général, comme vice-président. M. Minc s'est engagé à rester cinq ans aux côtés de M. Carlo De Benedetti, mettant ainsi fin aux rumeurs sur son départ pour une éventuelle présidence d'entreprise publique.

Nouvelles inculpations dans l'affaire Cogéma

M^{me} Claude Nocquet, premier juge d'instruction au tribunal de Paris, a procédé à deux nouvelles inculpations dans l'affaire Cogéma (Compagnie générale de matières métalliques), cette filiale du CEA (Commissariat à l'énergie atomique) qui avait porté plainte d'octobre 1988 pour avoir perdu 259 millions de francs sur le MATIF (Marché à terme international de France). Il s'agit de M. Michel Vignon et de M^{me} Elisabeth Sacone, travaillant à l'époque au sein de la société de remise Arbitrage SA, qui gèrent les fonds déposés par le

Cogéma. M. Michel Vignon, quarante-six ans, inculpé de complicité d'escroquerie, abus de confiance, faux en écriture de commerce et recel, a été placé sous mandat de dépôt. Il était dans l'affaire l'associé de M. Jean-Marie Aletti, le directeur d'Arbitrage SA. Ce dernier est en fuite depuis le 20 janvier 1988, juste avant qu'un mandat d'arrêt ne soit lancé contre lui. Au total, depuis le début de la procédure judiciaire, voici seize mois, cinq personnes ont été inculpées. Les trois précédentes remontent à un an.

(Publicité)

COMUNICATO DELL'AMBASCIATA D'ITALIA IN FRANCIA ELEZIONI DEL PARLAMENTO EUROPEO

DOMENICA 18 GIUGNO 1989

EUROPA UNITA : è un traguardo che tutti possiamo contribuire a raggiungere.

Le prossime elezioni dirette del Parlamento europeo rappresentano un importante momento di incontro tra tutti i cittadini europei.

Ricordatevi che potete votare nei Seggi elettorali istituiti dalle Autorità diplomatiche e consolari italiane in Francia la domenica 18 Giugno 1989 dalle ore 8 alle 22.

Nella stessa occasione sarete invitati a pronunciarsi sul referendum di indirizzo concernente il conferimento di un mandato costitutivo al Parlamento europeo appena eletto.

Se una settimana prima delle Elezioni non avrete ancora ricevuto il certificato elettorale, rivolgetevi al vostro Consolato.

Votare significa non sentirsi straniero in nessun Paese d'Europa.

Telefono degli Uffici Consolari:

PARIS: 1/45 20 78 22

BASTIA: 95/31 01 52

BORDEAUX: 56/51 56 51

CHAMBERY: 79/33 20 36

CLON: 80/66 27 30

GRENOBLE: 76/46 15 68

LILLE: 20/93 54 16

LYON: 78/93 00 17

MARSEILLE: 91/47 14 60

METZ: 87/66 96 13

MULHOUSE: 89/66 41 11

NICE: 93/88 79 86

TOULOUSE: 61/62 82 90

TRADUCTION

AVVISO PER GLI ITALIANI RESIDENTI IN FRANCIA

L'EUROPE UNIE : un objectif que nous tous pouvons contribuer à atteindre.

Les élections du Parlement européen représentent un moment important de rencontre entre tous les citoyens européens.

Rappelez-vous que vous pouvez voter dans les bureaux de vote institués par les Autorités diplomatiques et consulaires italiennes en France, le dimanche 18 juin 1989, de 8 h à 22 heures. De même vous serez invités à vous prononcer pour le référendum d'orientation sur l'attribution d'un mandat constituant au Parlement européen.

Si une semaine avant les élections vous n'avez pas encore reçu le certificat électoral, adressez-vous à votre Consulat.

Voter signifie ne pas se sentir étranger dans aucun des pays d'Europe.

CEE

Alfa Romeo et Renault sur la sellette

La Commission de Bruxelles bouscule les constructeurs automobiles européens

Alfa Romeo condamnée à rembourser les aides que lui a octroyées l'Etat italien; Renault plus que jamais dans le collimateur de la Commission européenne; l'existence de la CEE à la recherche d'une politique cohérente pour l'industrie automobile des Douze : trois dossiers qui annoncent la fin d'une époque.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Bruxelles a demandé, mercredi 31 mai, à Finmeccanica, filiale de IRI, le holding industriel de l'Etat italien, de rembourser au Trésor national les 615 milliards de lires (2,8 milliards de francs environ) qu'elle avait accordés en 1985 et 1986 pour éponger les dettes de sa filiale Alfa Romeo. La Commission reproche à la firme de ne pas avoir utilisé ces fonds à la restructuration de l'entreprise.

Comme les aides au fonctionnement sont formellement interdites par les règles de concurrence de la CEE, les subventions doivent être remboursées. La société Alfa Romeo n'insiste pas juridiquement, depuis son rachat par Fiat, les responsables communautaires se retournent donc vers Finmeccanica, bénéficiaire directe de la vente. Le groupe de M. Agnelli, qui s'est approprié la prestigieuse marque italienne, après l'opération de sauvetage par les pouvoirs publics, a donc fait une bonne affaire. Mais c'est la dernière qu'il devrait effectuer, du moins dans le genre, tant la Commission est déterminée à bannir les aides destinées à renforcer les entreprises, qu'elles soient privées ou publiques.

Désormais Renault est en première ligne. Sir Leon Brittan, commissaire chargé de la concurrence, n'est guère satisfait de la manière dont la Régie a honoré ses engagements - pris en contrepartie de l'effacement de la dette de 12 milliards de francs par le gouvernement - à la fin de l'année, dernière en matière de restructuration du groupe et, surtout, de modification de son statut. Bruxelles maintient sa position : Renault doit répondre aux exigences des lois communautaires et ne peut notamment rester protégée d'une éventuelle faillite.

Après sa rencontre, infructueuse, le 17 mai dernier, avec M. Raymond Levy, PDG de la Régie, Sir Leon a clairement laissé entendre qu'il porterait l'affaire devant la Cour européenne de justice, si le gouvernement ne se montrait pas plus compréhensif. A cet égard, l'entretien qui devait avoir lieu le 1^{er} juin, à Bruxelles, M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, avec le commissaire européen, devait être décisif. Les positions affichées par M. Martin Bangemann, son collègue chargé des affaires industrielles et de la relation du grand marché, sont tout aussi inquiétantes pour les Français.

La fin des quotas

La semaine dernière, à Tokyo, il annonçait qu'il fallait trouver une solution d'ici à 1993 pour éliminer les quotas appliqués par la France, l'Italie, l'Espagne, le Portugal et la Grande-Bretagne aux importations de voitures japonaises, sans pour autant leur subvenir un contingent communautaire. En échange, le responsable européen a proposé à Tokyo de mettre au point, à partir du moment où les barrières actuelles seront abolies, un suivi statistique commun. Selon l'entourage de M. Bangemann, les autorités nipponnes sont acquiescentes à l'idée qu'une flambée de leurs ventes sur le marché européen serait néfaste à tout le monde. L'affirmation de M. Bangemann, selon laquelle « le contenu local » est une notion dépassée parce qu'irréaliste et protectionniste, n'est pas pour calmer les Français, qui ont déjà fait une concession en acceptant 70 % seulement de valeur ajoutée européenne dans les véhicules fabriqués par Nissan au Royaume-Uni.

La position du commissaire accrédité à la thèse, véhiculée par certains milieux communautaires, faisant valoir que les constructeurs japonais réfléchissent sérieusement à un changement de stratégie : produire dans les Etats membres pour répondre à la demande européenne.

Les incartades de M. Bangemann ont donné lieu, mercredi, à un débat lors de la réunion hebdomadaire de la Commission. La tentative de « recentrage » a apparemment échoué. Le porte-parole de l'exécutif communautaire s'est évertué à expliquer qu'il s'agit de dépasser la seule dimension japonaise pour conduire une réflexion d'ensemble sur l'avenir de l'industrie automobile européenne. La première ligne directrice de Bruxelles est de pousser les Douze à ne pas faire de la surenchère pour attirer les implantations étrangères. L'objectif est d'élaborer une politique cohérente en matière de conditions d'investissement. Il sera ainsi recommandé aux gouvernements d'éviter l'installation « d'usines tournantes ».

M. Frans Andriessen, commissaire responsable des relations extérieures, a été chargé de mener une mission de bons offices à Tokyo, afin de dissuader les Japonais de profiter sans discernement de l'ouverture du

marché communautaire, étant entendu que Bruxelles ne peut pas toujours maîtriser la réaction des Etats membres, comme ce fut le cas pour les magnétoscopes de Poitiers.

La Commission songe également à favoriser des accords de coopération industrielle entre constructeurs des Douze et à développer les projets communs de recherches. Sa réflexion porte en outre sur l'adoption de « directives » techniques (quarante-quatre sont sur la table du Conseil), dont la plus importante est « la réception communautaire » (l'autorisation de mise sur le marché accordée à un véhicule par une administration nationale serait automatiquement valable dans les autres pays européens).

Reste à savoir si l'opération d'encadrement engagée par Bruxelles va aboutir. Il est bien trop tôt pour faire un pronostic. Toutefois, on peut se demander si les annonces de M. Bangemann correspondent à une logique : celle du marché unique.

MARCEL SCOTTO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

2^e AVIS

M. le préfet de la région de Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime, M. le préfet de la région de Picardie et du département de la Somme, informent le public que par arrêté en date des 31 mars et 7 avril 1989, ils ont prescrit l'ouverture :

- suivant les dispositions du décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement, d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de l'autoroute entre NEUFCHATEL-EN-BRAY et ABBEVILLE touchant les communes de NEUFCHATEL-EN-BRAY, SAINT-GERMAIN-SUR-BAULNE, MENONVAL, LUCY, FESQUES, CALLENGEVILLE, FOUCAUMONT, FALLEN-COURT, SAINT-RIQUIER-EN-RIVIERE et BLANGY-SUR-BRESLE de la Seine-Maritime et de BOUTTENCOURT, BOULLAN-COURT-EN-SERY, LE TRANSLAY, VISMES-AU-VAL, MARTAINNEVILLE, TOURS-EN-VIMEU, GREBAULT-MESNIL, HUPPY et BEHEN dans la Somme ;

- d'une enquête publique sur les modifications des Plans d'occupation des sols des communes de NEUFCHATEL-EN-BRAY, FOUCAUMONT et BLANGY-SUR-BRESLE dans le département de la Seine-Maritime et de BOUTTENCOURT dans le département de la Somme.

Les plans des dossiers (quatre des registres d'enquêtes, seront déposés à la mairie de BLANGY-SUR-BRESLE pendant 33 jours consécutifs, depuis le lundi 29 mai 1989 jusqu'au vendredi 30 juin 1989 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance tous les jours de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30 du lundi au vendredi et de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 15 h 30 le samedi (dimanches et jours fériés exceptés).

Pendant le même délai, des dossiers subsidiaires et des registres d'enquêtes seront déposés et chacun pourra en prendre connaissance aux lieux, jours et heures suivants :

- à la sous-préfecture de Dieppe, de 9 h à 12 h 30 et de 13 h 15 à 16 h tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de NEUFCHATEL-EN-BRAY, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30 du lundi au vendredi et de 8 h 30 à 12 h le samedi (dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de SAINT-GERMAIN-SUR-BAULNE, de 14 h à 19 h les mardis et vendredis et de 14 h à 15 h les lundis, mercredis et jeudis (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de MENONVAL, de 11 h à 12 h tous les jours (samedis dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de LUCY, de 17 h à 18 h les lundis, mercredis, jeudis et de 18 h à 20 h les mardis et vendredis (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de FESQUES, de 16 h à 17 h tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de CALLENGEVILLE, de 11 h à 12 h du lundi au vendredi et de 14 h à 17 h le samedi (dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de FOUCAUMONT, de 10 h 30 à 12 h et de 16 h à 18 h tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de FALLEN-COURT, de 11 h à 12 h les lundis, mercredis et jeudis, de 10 h 30 à 12 h les mardis et de 18 h à 19 h les vendredis (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de SAINT-RIQUIER-EN-RIVIERE, de 18 h à 19 h tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la sous-préfecture d'ABBEVILLE, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30 tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de BOUTTENCOURT, de 14 h 30 à 17 h 30 tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de BOULLAN-COURT-EN-SERY, de 17 h 30 à 18 h 30 tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de TRANSLAY, de 15 h à 16 h tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de VISMES-AU-VAL, de 17 h 30 à 18 h 30 tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de MARTAINNEVILLE, de 11 h à 12 h tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de TOURS-EN-VIMEU, de 14 h 30 à 18 h les lundis, mardis, jeudis et vendredis et de 14 h 30 à 18 h les samedis (mercredis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de GREBAULT-MESNIL, de 14 h à 15 h tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie d'HUPPY, de 16 h à 19 h les lundis, de 16 h à 18 h 30 les mardis, mercredis et vendredis, de 10 h à 12 h et de 16 h à 18 h 30 les jeudis (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de BEHEN, les mardis de 18 h à 19 h 30, les vendredis de 17 h 30 à 19 h 30, les lundis, mercredis et jeudis de 14 h à 15 h (samedis, dimanches et jours fériés exceptés).

Un dossier technique sera également déposé à la préfecture de la Seine-Maritime, Direction départementale de l'équipement à ROUEN, ainsi qu'à la préfecture de la Somme, Direction départementale de l'équipement à AMIENS, de 9 h à 11 h 30 et de 13 h 30 à 16 h 45 tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés).

L'un ou l'autre des membres de la Commission d'enquête recevra, en personne, les observations du public :

- le mercredi 24 juin 1989, à la mairie de NEUFCHATEL-EN-BRAY de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30 ;
- le jeudi 29 juin 1989, à la sous-préfecture d'ABBEVILLE de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30 ;
- le vendredi 30 juin 1989, à la mairie de BLANGY-SUR-BRESLE de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30.

La Commission d'enquête sera présidée par :
- M. Maurice ROY, ingénieur général des Ponts et Chaussées honoraire, demeurant 5, avenue Louis, 95230 SOISY-SOUS-MONTMORENCY.
Avec lequel siègeront :
- M. Clément TRAMECOURT, directeur honoraire des PTT, demeurant 8, place de l'Eclat de Vile, 80000 AMIENS.
- M. Paul COLLOTTE, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, en retraite, demeurant 12, rue des Fonds Thiers, 76130 MONT-SAINT-AMAND.

Le rapport et les conclusions motivées de la Commission d'enquête seront déposés au Tribunal administratif de la Seine-Maritime, dans les sous-préfectures de DIEPPE et d'ABBEVILLE, dans les mairies de NEUFCHATEL-EN-BRAY, SAINT-GERMAIN-SUR-BAULNE, MENONVAL, LUCY, FESQUES, CALLENGEVILLE, FOUCAUMONT, FALLEN-COURT, SAINT-RIQUIER-EN-RIVIERE, BLANGY-SUR-BRESLE, BOUTTENCOURT, BOULLAN-COURT-EN-SERY, LE TRANSLAY, VISMES-AU-VAL, MARTAINNEVILLE, TOURS-EN-VIMEU, GREBAULT-MESNIL, HUPPY et BEHEN, ainsi qu'à la préfecture de la Seine-Maritime, Direction départementale de l'équipement, Cité administrative Saint-Séver à ROUEN et à la préfecture de la Somme, Direction départementale de l'équipement, Centre administratif départemental, boulevard du Port à AMIENS.

Les demandes de communication de ces conclusions devront être adressées à M. le préfet de la région de Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime (adresse ci-dessus).

Pour le préfet, et par délégation,
Le Secrétaire du bureau des transports :
B. de ROZOWSKI

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Les deux opérations étant déjà entièrement souscrites, la présente insertion est publiée à titre d'information.



Crédit National
Société Anonyme au capital de F 101.000.000 - Siège Social : 40, rue de Valenciennes, 75100 Paris

Emissions d'ABSA et d'ORA

OPÉRATIONS FRANÇAISES

- AUGMENTATION DE CAPITAL d'un montant nominal de F 149.509.600 représenté par 746.548 actions nouvelles à BONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS.
- EMPRUNT d'un montant nominal de F 447.928.800 représenté par 375.274 obligations de F 1.200 nominal REMBOURSABLES EN ACTIONS.

BANQUE PARIBAS

BANQUE NATIONALE DE PARIS
CREDIT LYONNAIS
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DE PARIS
BANQUE GÉNÉRALE DU PHÉNIX
BANQUE WORMS
BANQUE DEMACHY ET ASSOCIÉS
CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE
BANQUE CSIA
LAZARD FRÈRES ET CIE

TRANCHE INTERNATIONALE

200.000 ACTIONS A BONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS ont fait l'objet d'un placement international.

BANQUE PARIBAS CAPITAL MARKETS LIMITED

BAYERISCHE VEREINSBANK AG
CREDIT SUISSE FIRST BOSTON LIMITED
GOLDMAN SACHS INTERNATIONAL LIMITED
J.P. MORGAN SECURITIES Ltd
NOMURA INTERNATIONAL LIMITED
N.M. ROTHSCHILD & SONS LIMITED
SALOMON BROTHERS INTERNATIONAL LIMITED
UBS PHILLIPS & DREW SECURITIES LIMITED
SG WARBURG SECURITIES

BALO en date du 24 avril 1989

Visa COB n°89-140 en date du 20 avril 1989

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

(Publicité)

Vous cherchez à vendre ou à acheter

une boutique, un local commercial, une alimentation, un café, une librairie ou tout autre commerce
C'EST DANS LE JOURNAL SPÉCIALISÉ "LES ANNONCES"
en FOND DE COMMERCE
que vous trouverez tous les lundis les toutes dernières affaires
En vente partout 6,20 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS. Tél. : (1) 48.05.30.30

DEMAIN, EN AVANT - PREMIÈRE DU CNIT

L'avenir appartient à ceux qui écoutent tôt.

Au CNIT, écoutez battre le cœur des échanges internationaux. Le WORLD TRADE CENTER - PARIS LA DÉFENSE et Radio Classique Affaires : 6 jours d'informations toniques pour vivre à l'heure internationale.

THÈME	LES SERVICES À LA DIMENSION PLANÉTAIRE
INVITÉ 7.40	Jean PEYRELEVADE Président Directeur Général UAP
DÉBAT 8.20 8.30	Alain POIRÉE Directeur Général CLM/BBDO Jean-Pierre PETIT Directeur Général Administrateur BDDP
INVITÉ 8.35 8.45	Gérard PELISSON Co-Président Groupe ACCOR

ET TOUTE UNE SÉRIE DE REPORTAGES : CHINE, URSS, USA, ALLEMAGNE...

WORLD TRADE CENTER
PARIS - LA DÉFENSE
4, PLACE DE LA DÉFENSE - 92090 PARIS LA DÉFENSE - CEDEX 26 - TEL. : (1) 47.73.66.44

RADIO CLASSIQUE AFFAIRES - PARIS 101 - 101.1 - 101.2

ملء اسمك الأول

PARIS, 1^{er} juin

- Les sociétés cotées doivent aussi réfléchir sur leur propre contribution aux coûts du boursier, à l'instar de ce qui existe sur les marchés étrangers. Il n'est pas sain que le coût des transactions demeure inégalement supporté par les actionnaires, au risque de dissuader les plus petits d'entre eux. A un mois de la libéralisation des courtages fixes, M. Pierre Bérégovoy a réaffirmé son attachement à l'existence de « petits actionnaires » et de « petits actifs ». Deux ans plus tard, adressée au Comité des entreprises du second marché, organisme regroupant soixante-dix entreprises cotées, le ministre des finances rappelle qu'il a demandé à l'ensemble des parties concernées (banques, sociétés de Bourse, firmes cotées)

de prendre des initiatives réduisant les frais d'exécution des ordres.

L'une des mesures envisagées est la suppression de la gratuité totale dont bénéficient jusqu'à présent les sociétés cotées, au nom du service public. Une redevance serait instaurée, à laquelle s'ajouteraient diverses facturations lors d'opérations particulières, telles que l'achat de l'OPAC ou les augmentations de capital. La société des Bourses françaises, chargée de fonctionner du marché, étudie actuellement une telle hypothèse, qui lui permettrait ainsi de diversifier ses recettes. Actuellement, celui-ci procède à la diffusion de données financières (cours, rendements, etc.) aux médias (sociétés de Bourses) et, dans une moindre mesure, de la prestation de services (diffusion des cours, fourniture de statistiques).

Un nouveau groupe de crédit spécialisé est né, Franfinance, issu du regroupement, par la Société générale, de quatre de ses filiales françaises, le CREG, la Société auxiliaire de crédit, Diebold et Solomateq. Avec 1 300 personnes, il gère 15 milliards de francs d'encours et distribue plus de 9 milliards de francs de crédits chaque année.

président, M. Marc Viénot, prend ainsi la suite de ses prédécesseurs, M. Maurice Lauré, qui créa Sogebail, et M. Jacques Mayoux, qui fit racheter le CREG et le CGI. La Société générale devient ainsi le numéro un français en immobilier et en crédit-bail mobilier et le numéro un en Europe pour le crédit-bail — le numéro deux si on inclut European Computer System (ECS).

La nouvelle entité, présidée par M. Michel Delorme, quarante-cinq ans, directeur du département à la Société générale, représentera un peu moins de 30 % du secteur similaire de la Compagnie bancaire (Cetelem, Cofica, UFB et Local-bail), principal concurrent, 50 % de la Société générale, l'AC et l'équivalent de SOFINO, le groupe de la Sogefi. Avec son autre filial, le Crédit général industriel (CGI), rachetés progressivement depuis quelques années, avec ses 15 milliards de francs, d'encours de crédit et ses 120 points de vente, la Société générale disposera en France de deux réseaux de crédit bancaire de premier ordre. La distribution de crédit s'adressera aux entreprises et aux particuliers et pour le développement de leur carte de crédit multicommerces Pluriel.

Dans le cas de sa nouvelle filiale Française, la banque recrée des guichets très légers proches des prescripteurs (les vendeurs de produits et de matériels), avec une informatique centralisée et des messages qui sont tout de même moins nombreux qu'avec la BNP. Elle s'efforce, comme le fait aussi la BNP et le Crédit lyonnais, de reconquérir les parts du marché que les grandes banques commerciales, après la seconde guerre mondiale, abandonnèrent aux nouveaux venus : la Caisse d'Allocations Familiales, la Compagnie bancaire de M. de Fontenay, le CREDIT COMMERCIAL de Paris, le CREDIT MUTUEL, le SOFINCO-LA Hémin de M. François. Leur stratégie passe toujours bien par les crédits personnels distribués à leurs guichets que par la création ou le rachat d'établissements bancaires. Ils ont donc des établissements spécialisés : Caisse d'Allocations Familiales, CREDIT AGRICOLE, CREDIT MUTUEL, qui ont toujours pris pour cible les particuliers.

FRANÇOIS RENARD.

AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES

● **Maitre d'ouvrage**
Conseil général des Vosges
8, rue de la Préfecture
C.O. 581
88021 ÉPINAL CEDEX

- **Objet du marché**
Conception et mise en œuvre d'une campagne de publicité ayant pour objectif de sensibiliser le grand public aux actions du département des Vosges.
- **Durée et contenu**
Cette campagne se déroulera sur les quatre derniers mois de l'année 1989 et sera axée autour des thèmes suivants :
 - la politique scolaire du département ;
 - l'image des Vosges en matière de tourisme hivernal ;
 - le Conseil général des Vosges et l'entreprise ;
 - la politique sociale en faveur des plus déshérités.

- **Renseignements à fournir**
 - qualification professionnelle ;
 - moyens de la société en personnel et matériel ;
 - attestation d'assurance conforme aux dispositions réglementaires ;
 - références récentes de la société en matière de conception et mise en œuvre d'une communication globale (en particulier au profit de collectivités locales) .

- **Date limite de réception des candidatures**
10 juin 1989.
- **Adresse où elles doivent être transmises**
- **CONSEIL GÉNÉRAL DES VOSGES**
D.V.E.F.T.
8, rue de la Préfecture
C.O. 581 **88021 ÉPINAL CEDEX**
- **Date d'envoi à la publication**
23 mai 1989.

Légère reprise

Un mouvement de reprise s'est amorcé mercredi à Wall Street. Mais il n'a pas été immédiat. D'abord on a baissé, le marché n'a commencé à se redresser qu'à mi-séance pour reprendre vers la clôture une partie du terrain regagné. Finalement après être tombé à 2 462,68, puis remonté à 2 497,06, l'indice des industrielles s'établissait à 2 480,14, en progrès de 4,99 points.

« L'absence de la journée a été d'une qualité supérieure à ce résultat. Sur 1 951 valeurs traitées, 913 ont monté, 537 ont reculé et 501 n'ont pas varié. »

Selon les professionnels, cette hausse a été largement imputable aux ordres d'achat brutalement lancés par les ordinateurs en liaison avec la mise en œuvre de la loi sur les courtiers-étrangers ont donc eu du des « futures » pour racheter en comptant à moindre coût. D'autre part, des rumeurs ont circulé autour du « Big Board », selon lesquelles la Bundesbank renoncera à relever ses taux directeurs. Cette-ci est en porte à faux pour pousser le marché obligataire à la baisse.

Scale fautive note : l'annonce d'une augmentation de 2,7 % en avril des biens manufacturés qui contredit les autres informations sur le ralentissement de la croissance.

L'activité s'est encore accélérée avec 162,5 millions de titres échangés contre 151,8 millions la veille.

VALUES	Cours de 20 ans	Cours de 31 ans
Alcoa	65 1/4	64 3/4
A.T.T.	36 5/8	36 1/2
Bloking	81	80 1/4
Chemical Bank	26 1/4	26 1/2
De Pont de Nemours	110 5/8	110 3/4
Eastman Kodak	45 1/8	44 3/4
Exxon	48	47 1/2
General Electric	66 1/2	66
General Motors	54 1/4	54 3/4
International	40 3/8	40 3/8
I.T.T.	108	107 1/2
I.R.B.	100 1/4	99 3/4
L.T.T.	80	79 1/2
Oil	61 1/4	61 1/2
Pfizer	61	61
Schering	39 1/2	39 3/8
Union Pacific	81 1/2	81 1/2
WAL Group	122 1/2	122 5/8
Wendel	27 3/8	28 3/4
Wendel	34 1/2	34 7/8
Wendel	61 1/2	61 1/2
Wendel	64 1/8	63 3/4

Alatta hirsuta

La bourse observée depuis mardi s'est poursuivie le lendemain dans un marché nerveux redoutant une nouvelle consommation des taux d'intérêt britanniques pour défendre la livre. L'indice Footsie des cont valeurs a légèrement réduit ses pertes de la mi-séance pour terminer la journée en recul de 15,6 points à 2114,4. Quelques 536 millions de titres ont été échangés contre 458 millions la veille. Les investisseurs attendaient la décision de la Banque d'Angleterre sur la hausse ou la baisse du montant que cette banque centrale se décide de relever ses taux d'jond, comme l'a fait le Japon.

Les valeurs tournées vers l'exportation, qui avaient fortement profité de la dévaluation du franc belge, ont souffert de la baisse des bénéfices, notamment ICI et Glaxo. La perspective d'une contraction de la construction si le crédit devient plus cher a déprimé les titres de ce secteur, car ce soit Blin Circle ou Land Securities. Les magasins ont également pâti de ces rumeurs. Eurotunnel a reviré à la baisse sous l'effet de primes de bénéfices. La compagnie charbonnière Conliffe s'est dépréciée après que son conseil d'administration ait demandé à ses actionnaires de rejeter l'offre d'Acia United.

● Le numéro un du bâtiment allemand flechit sur carnet de commandes — Les commandes engendrées par le groupe Philipp Holzmann, numéro un ouest-allemand du bâtiment et des travaux publics (26 000 salariés) pendant les cinq premiers mois de l'année ont plus que doublé (+ 104 %) par rapport à la même période comparable de 1988, en s'établissant à 4,8 milliards de deutschemarks (16 milliards de francs). A hauteur de 1,7 milliard de deutschemarks, ces commandes dépassent les ventes totales de l'entreprise au cours de l'année 1988. Les acquisitions du groupe, ont indicé, le 31 mai, les dirigeants lors d'une conférence de presse à Francfort. L'évolution des commandes laisse présager « des résultats satisfaisants ».

« **En 1989, Fin mai, le carnet de commandes du groupe s'établissait à 120 millions de dollars.** » Philippe Holzmann AG, le maître du bâtiment, a réalisé en 1988 un bénéfice de 24 millions de dollars, en faible hausse sur celui de l'exercice précédent. — (AFP).

« **Selon recenseils les fruits de mer.** » Le groupe japonais Matsushita a annoncé que son président Hattori Seizo a été nommé à la présidence de la commission de ses résultats pour l'exercice 1988-1989 clos le 31 mars, suite à de vigoureux efforts. — (AFP).

« **OPA d'Anglo-United sur Coalite.** » La compagnie minière privée britannique Coalite a engagé ses actionnaires à rejeter l'OPA de 437 millions de livres (4,5 milliards de dollars) de la compagnie minière par son concurrent, Anglo-United. Dans une lettre aux actionnaires, le président de Coalite, l'industriel britannique Sir M. Eric Vaux, qualifie l'OPA de « **totalment déplacée** » et prône à Anglo-United l'intention de revendiquer le rachat du groupe par son concurrent. — (AFP).

L'offre d'achat d'Anglo-United financée par Samuel Montagu et la Eastern Bank et Shanghai Bank, est destinée à acheter les participations structurées sur le marché du charbon après la privatisation de la société publique British Coal, prévue pour après 1992.

Abstract

Le climat sgru sse Consière, où pour le quatrième année consecutive le marché a été positif de volume. Après avoir couvert sur un recul de 0,5 %, l'indicateur intérimaire reviens à - 0,2 % en fin de méthode. En début d'april-mai, il s'inscrivent à - 0,03 %, il s'ajuste ainsi le volume commerciant que le milieu et le marché ont été légèrement positif (+ 0,38 %). Les investisseurs attendaient de connaître l'issue de la réunion de la Bundesbank sur un éventuel relèvement des taux d'intérêt outre-Rhin. Les données de l'indicateur ont l'impact de l'argent réinjecté les optimistes assure pour autant augmenter le volume des affaires. Dans ce contexte, on démontre en début d'april-mai 90 valeurs en hausse de 0,7 %, 81 en baisse de 1,03 % et 16 inchangées.

Les données de l'indicateur ont l'impact de l'argent réinjecté les optimistes assure pour autant augmenter le volume des affaires. Dans ce contexte, on démontre en début d'april-mai 90 valeurs en hausse de 0,95 %, 18 en baisse de 1,04 % et 14 inchangées.

Parmi les plus fortes progressions de la séance, figurent Majorette, Silgus, Nord-Est, Electronique Serge Dessault, Vallourec et Ball Equipment. Parmi les plus fortes replis, on notait Crédit national, Exor, Hutchinson, UIC et Roussel Uclaf. Le SBF confirmait que, à la suite de l'offre publique d'échange (OPE) de CERUS sur Dumein-Labé, le holding français de M. Carlo De Benedetti contrôle désormais 93 % de la société dirigée par M. Jacques Leterre.

L'action Eurotunnel, après s'être réchauffée, recule légèrement sous l'effet de prises de bénéfices. Elle n'est plus la principale hausse depuis le début de l'année, Météoair l'ayant devancé avec un gain de 129,2 % contre 116,6 % pour la firme qui construit le tunnel sous la Manche. Parmi les plus fortes baisses depuis le 1^{er} janvier, on note le SAT (- 23,7 %), Ingilco (- 21,9 %) et Essilor International (- 13 %). Le MATIF, quant à lui, demeurant ferme, les contrats s'apprécient de 0,6 %.

Benji

La hausse n'aura été qu'un feu de paille. Le bourse a repris jeudi au Kalend. Chinois, mais elle n'a pas accablé pendant la séance. Limité en fin de matinée (-0,18 %), le repli de l'indice Nikkei atteignait 0,83 % à la clôture, qui s'établissait ainsi à 33 981,35 (-285,40 points).

La reconquête du dollar, selon les professionnels, favorisait des prises de bénéfices. Mais le marché a surtout pâti du manque d'affaires. Bien qu'un augmentation, l'activité industrielle de ce pays a été en baisse habituelle avec à peine plus de 1 milliard de titres échangés.

Recrudescence des dévaluations. Des

Faibles des transports maritimes et des mécaniques. Les chantiers navals et les électriques sont restés bien orientés, mais sans plus.

VALEURS	Cours du 31 mai	Cours du 1 ^{er} juin
Alcatel	846	848
Bridgstone	1 660	1 660
Canon	1 810	1 880
Fuji Bank	3 680	3 630
Honda Motors	2 010	2 070
Matsushita Electric	2 480	2 530
Mitsubishi Heavy	1 180	1 170
Sony Corp.	7 700	7 760
Toshiba Motors	2 730	2 770

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours
Assault & Aerosols	436	Le gal Benet du mol	.....	576
Assural	267	Les Investissements	.....	225 10
B.A.C.	286	Locamot	.....	166
B. Dunning & Assoc.	401	Mediaparc, Medias	.....	186
B.L.C.M.	585	Metallgesellschaft Internat.	.....	273 50
B.L.C.M.	752	Milicom	.....	180
Boite	730	Milicomex (Paris)	21	20
Bolton Technologies	940	M.I.M.I.N.	.....	91 10
Bolton Lloyd	Mollet	.....	206 10
CB&S de France	183	Moncler	.....	1020
Calsonic	837	Orger-Loupard	163	386
Canal	844	Ors, Gen. Fin.	.....	406
C.A.I.-Inf. (E.C.U.)	389	Pharm	.....	486
C.A.I.	170	P.F.A. S.A.	.....	300
C.I.M.E.	1680	1632	Profrance (C in F)	.....	486 10
C. P. de. East.	372	Profrance Assurance	531	.....
CEGSA	806	Publicat. Remyval	.....	620
CEGE	Rend	.....	100
C.E.P.-Communication	2026	Reyn & Associés	.....	304 10
Credit d'Alger	612	St-Gobain Emballage	.....	2000
C.R.I.M.	620	St-Henri Martigny	.....	226
C.R.M.	620	S.C.A.P.R.	.....	501
Croci	340	Soc. S.	491 50	.....
Croci	366	Sotavion Int. Lyonn.	106 30	.....
Croci	483	S.E.P.	.....	382
Croci	162	S.E.P.N.	.....	.....
Dagblat	1480	Selex	.....	186
Danubay	1180	S.M.T. Group	.....	320
Davilla	300	Sodisud	.....	780
Delfin	200	Sopar	.....	246
Edifone Invest	100	Thomson Radi. Ryss	.....	257
Edifone Investment	59	.....	T.F.1	.....	216
Fluoror	220	Unifin	.....	540
Gen	402	Union Financ. de Fr.	.....	214
G. F. F. F. F. (E.F.F.)	284	Val et Cie	.....	.....
G. F. F. F. F. (E.F.F.)	661	.....	.....	.....
I.C.C.	280	.....	.....	.....
Ida	280 10	.....	.....	.....
I.G.F.	153	.....	.....	.....
I.G.F.	316	.....	.....	.....
I.N.	979	.....	.....	.....
Int. Minat Service

Nombre de contrats : 7.356.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Jun dernier	Sept. dernier	Jun dernier	Sept. dernier
Accor	680	-	75	-	-
CEG	680	35	42	1,58	19
EL-Agache	448	69	72	1	-
Eurochem SA-PLC	180	22,58	26	6,68	2,18
Lafarge-Cemex	1.488	145	26	7,65	16,58
Michelin	122	17	-	1	-
MM	1.488	38,58	-	33	61
Paribas	528	3,11	13,58	32,11	-
Peugeot	1.788	36	39	50,58	86
Saint-Gobain	680	22	39	11	26
Société Générale	488	8,58	-	-	-
Thomson-CSF	280	25	23,58	6,98	5,18

Notionnel 10 %. — Cotation en pourcentage du 31 mai 1989

Nombre de contrats : 45 207

COURS	ÉCHÉANCES			
	Jan 89	Sept. 89	Déc. 89	
Dernier	106,52	106,38	106	
Précédent	106,40	106,30	105,94	
Options sur notional				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 89	Déc. 89	Sept. 89	Déc. 89
106	1,25	1,55	0,89	1,50

CHANGES

Dollar : 6,7420 F ↓
Le dollar s'est orienté à la

baisse le jeudi 1^{er} juin au matin, en raison de nombreuses prises de bénéfices; la devise américaine s'échangeait à Paris à 6,7420 F environ, contre 6,7450 F la veille à la cotation officielle. Les opérateurs estiment que la Bundesbank ne devrait pas relever ses taux directeurs lors de sa réunion du 1^{er} juin. Ils attendent la publication le 2 juin des statistiques américaines du chômage en mai.

FRANCFORT	31 mai	1 ^{er} juin
Dollar (ca DM) ..	1,9780	1,9899
TOKYO	31 mai	1 ^{er} juin
Dollar (en yens) ..	142,70	142,52

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)	
Paris (1 ^{er} juin)	\$3447/88
New-York (31 mai) ..	1134-121/25

PARIS (INSEE, base 100: 30-12-88)
30 mai - 31 mai

Valours (Strangites) (*)	..	..	..
Valours (Strangites) (*)	..	..	..
(SIF, base 100: 31-12-81)			
Indice général CAC	..	471,1	475,9
(SIF, base 1000: 31-12-87)			
Indice CAC 40	..	1 722,81	1 729,65
(OMF, base 100: 31-12-81)			
Indice OMF 50	..	494,52	493,25

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

Indice Dow Jones	..	2 498,56	2 499,14
------------------	----	----------	----------

	COURS DU JOUEUR		UNO MOINS		DEUX MOINS		SEX MOINS	
	+ bis + home		Rep. + ou sup.	- ou dep.	Rep. + ou sup.	- ou dep.	Rep. + ou sup.	- ou dep.
de-EL	6,7225	6,7275	- 52	- 37	- 98	- 35	- 148	- 68
5,9075	5,9789	- 195	- 148	- 341	- 383	- 784	- 686	
de-EL (1989) ...	6,4400	6,4450	- 148	- 176	- 297	- 242	- 985	- 999
3,3918	3,3925	- 44	- 44	- 100	- 124	- 257	- 316	
3,6119	3,6125	- 36	- 47	- 78	- 78	- 249	- 249	
16,1988	16,2387	- 21	- 116	- 180	- 229	- 249	- 640	
3,5238	3,5411	- 47	- 27	- 45	- 70	- 251	- 821	
de-EL (1989) ...	6,6717	6,6767	- 168	- 148	- 357	- 294	- 2497	- 2378
16,476	16,5622	- 464	- 418	- 857	- 794	- 2497	- 2378	

[illegible]

de matinée par une grande banque de la place.

BOURSE DU 1^{er} JUIN

Cours relevés
3.145.22

Règlement mensuel

Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	%
2899	CAS 3 1/2	3827	3850	3820 1/2	- 2.72	1140	Orléans N.Y.	1176	1120	1131 1/2	- 3.74	1230	Lak. Refining	2008	2005	2001 1/2	- 0.24	808	Saint-Gobain	611	614	620	+ 1.47
1245	C.F.F. 7 1/2	1282	1282	1282	+ 0.18	1245	LA 12 1/2	1282	1282	1282	0.00	1470	Lafayette-Coppée	1540	1535	1535	- 0.06	1310	St-Louis 1/2	1337	1340	1334	- 0.22
1120	Del. Lys. Tr.	1121	1122	1122	+ 0.09	1120	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1070	Remont. Tr.	1710	1710	1711	+ 0.06	1140	Orléans N.Y.	1176	1120	1131 1/2	- 3.74	1230	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900	1905	1906	+ 0.22	880	C.S.E.E. *	380	380	380	0.00	1370	Lafayette	1370	1370	1369	- 0.01	2630	St-John	2790	2661	2660	- 0.83
1024	St-Gobain Tr.	1900</																					

Comptant (selection)**SICAV** (selection)

31/5

VALEURS			% de coupon	% de coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission Fraie inc.	Rachet net	VALEURS	Emission Fraie inc.	Rachet net	VALEURS	Emission Fraie inc.	Rachet net
Obligations																						
Supt. 8,80 % 77		126 50	0 237	C.I.C. Placem. del.	218 50		Lois	1220		Valer	1281		A.A.A.	1011 21	395 55	France-Obligat.	450 08	445 82	Primefin Potable	173 43	170 03	
Supt. 8,50 % 78/82		101 47	0 188	C.I. Mithras	676		Madame Hall	59 60		Valeur	140 30 c		Action	234 02	227 76	France	471 62	457 79	Permet	481 78	545 00	
10,80 % 78/79		103 31	7 988	Chemin R.R.	1687		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
13,25 % 80/80		103 52	10 177	Chemin R.R.	1360		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168	C.I. Mithras	676		Magnolia Unipol	140		Valeurs S.A.			Action France	530 90		France Home	102 08		Primefin Potable	75 04	70 28	
10,25 % 82/80		104 05	4 168</																			

Cote des changes

Marché libre de l'or

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - *

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, page 4330

مكتبة أمية الأصل

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	INFOS SERVICES	TELEMATIQUE
3 Les pillages continuent en Argentine. — États-Unis : la démission de Jim Wright. 4 La visite en RFA de M. Bush. — La réunion de Paris sur les droits de l'homme. 9 URSS : fin des tabous au Congrès des députés du peuple.	13 La discussion du projet de loi sur l'immigration à l'Assemblée nationale. — Offensive des députés RPR contre le chef de l'Etat. 15-16 La préparation des élections européennes : un entretien avec M. Yvan Blot, ex-RPR, candidat du Front national.	17 Les archives de Paul Touvier saisies par la justice. 19 Les changements d'hommes à la tête de la police nationale. — Bicentenaire : les fêtes du 17 juin. 20 Tennis : les Internationaux de France à Roland-Garros.	31 Une conférence de presse de M. Jack Lang sur la photo. — Le Festival du film d'animation d'Anney. 32 A propos de Wozzack en concert à Pleyel. — Vente record chez Christie's à New-York. 37 COMMUNICATION.	39 Le président du FMI et la réduction de la dette. — Le déficit commercial français en avril. 41 La conférence ministérielle de l'OCDE. 43 M. Guillen quitte la présidence de la commission sociale du CNPF. 46-47 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 38 Campus 36 Cartes 36 Europe 1993 37 Loto Loterie 36 Météorologie 34 Radio-Télévision 34 Mots croisés 34 Spectacles 33	• Chaque matin, le mini-journal de la rédaction • En direct de la Bourse de Paris BOURSE 3615 taping LEMONDE • Commandez vos livres et disques par minitel DIS • Les offres d'emploi du Monde EMPLOI 3615 taping LM

M. Mitterrand réitère son soutien au projet de loi sur l'immigration

M. François Mitterrand, en visite jeudi 1^{er} juin sur les sites des Jeux olympiques d'hiver de 1992, a réitéré son appui au projet de loi sur l'immigration en discussion à l'Assemblée nationale. « Je réitère la synthèse entre deux obligations : protéger notre territoire et veiller avec le plus grand scrupule à ce que ceux qui ont obtenu le droit de travailler en France puissent jouir de tous les droits des Français ».

« Je veux lier ces deux termes : sévérité aux frontières pour éviter tout manquement à la loi et humanité et respect des droits de l'homme dès lors que nous avons accepté et sollicité les bénéfices des concours extérieurs », a encore affirmé le président de la République.

(Lire nos informations page 13)

La lutte contre l'inflation

M. Bérégovoy va rencontrer MM. Lévy et Calvet

Alors que les deux constructeurs automobiles français, Peugeot et Renault, envisagent de procéder prochainement à une augmentation de leurs prix, M. Pierre Bérégovoy, le ministre de l'économie, des finances et du budget, a annoncé, jeudi 1^{er} juin, qu'il avait l'intention de s'entretenir de ces questions avec M. Lévy et M. Calvet, « dans un proche avenir ».

Les chefs d'entreprise doivent « user avec esprit de responsabilité de la liberté des prix et faire preuve de la plus grande sagesse », a précisé le ministre d'Etat. Il a par ailleurs indiqué qu'il allait présenter « d'ici à quelques jours le nouveau plan d'épargne retraite ».

Selon un sondage SOFRES

Une majorité de Français favorables à une monnaie européenne

Avec 26 % d'intentions de vote, la liste socialiste arriverait en tête de la consultation européenne, devant d'un point celle conduite par M. Valéry Giscard d'Estaing, selon le sondage réalisé par la SOFRES et publié, mercredi 31 mai, dans la Tribune de l'Expansion (1). Ces deux listes perdent chacune 2 points par rapport à l'enquête précédente réalisée du 3 au 6 mai (le Monde du 13 mai). La liste du centre conduite par M^{me} Simone Veil demeurerait stable avec 13 % d'intentions de vote, tandis que les écologistes, crédités de 11 % des suffrages, abandonneraient un point. La liste émanée par M. Jean-Marie Le Pen obtiendrait, pour sa part, 10,5 % d'intentions de vote, en progression de 1,5 point, celle du Parti communiste rassemblant 8 % des suffrages (+0,5 %).

Selon ce sondage, 60 % des Français (au lieu de 49 %) seraient d'accord pour remplacer la monnaie française par une monnaie européenne.

(1) Sondage effectué du 25 au 27 mai auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes.

(Publicité)

Portrait

La saga Duriez

Raconter DURIEZ, c'est expliquer deux siècles de réussite. Partie en 1783 d'une modeste papeterie, la société devait rapidement présenter, dès 1900, les toutes premières machines à écrire mécaniques. Dans les années 50, la révolution bureautique et informatique permit à DURIEZ d'offrir le meilleur de la technologie au plus grand nombre. Depuis, pour le service, le conseil et la disponibilité, rien n'a changé. DURIEZ sera toujours DURIEZ ! EN BUREAUTIQUE ET INFORMATIQUE, DURIEZ, C'EST L'EVIDENCE

Sur présentation de cette annonce et sans obligation d'achat, un cadeau vous attend dans l'un de nos 3 magasins :

3, rue La Boétie (8^e) Tél. : 47.42.91.49
112, bd St-Germain (6^e) Tél. : 46.33.20.43
132, bd St-Germain (6^e) Tél. : 43.29.05.60
Catalogue gratuit sur place ou par poste contre 3 timbres à 2,30 F

Selon une étude américaine Les séronégatifs peuvent être porteurs du virus du sida

La découverte du virus du sida chez une série de patients séronégatifs vient encore compliquer le schéma de l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH). Une étude américaine, publiée dans le New England Journal of Medicine du 1^{er} juin, met en évidence l'existence d'une infection « silencieuse » par le virus, dont la durée peut atteindre plusieurs années.

Pour les spécialistes du sida, la « cohorte MACS » (1) — un groupe de près de dix mille homosexuels californiens — est une véritable mine d'informations. Très vite, les épidémiologistes ont compris le parti à tirer de ce groupe-cible, constitué à l'origine pour l'étude de l'hépatite B, chez lequel des échantillons de sang ont été régulièrement prélevés et congelés dès 1978, trois ans avant les premiers cas reconnus de sida. C'est au sein de ce groupe qu'une équipe américaine, étudiant les sérum sanguins de 133 homosexuels à haut risque, a retrouvé chez 31 d'entre eux le virus du sida, alors que les tests de dépistage habituels restaient négatifs (2).

La plupart de ces patients (27 sur 31) sont actuellement toujours séronégatifs, certains trois ans après l'isolement du virus. La présence du VIH, confirmée dans l'étude par une méthodologie très sûre (isolement du virus et amplification de son matériel génétique), ne s'accompagne donc pas obligatoirement de

« Les enfants atteints de sida ne pourront être exclus de l'école. — Un arrêté de M. Claude Evin, ministre de la santé, et de M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, relatif à la protection contre les maladies contagieuses dans les établissements scolaires et les centres de vacances et publié au Journal officiel du 31 mai, indique que le sida, pas plus que l'hépatite B, ne peut légalement constituer un motif d'exclusion scolaire.

tests de dépistage positifs des anticorps, technique sur laquelle repose actuellement le diagnostic de l'infection. Avec cette découverte, un nouveau scénario vient s'ajouter aux modalités déjà connues de cette infection qui, en huit ans, n'a pas cessé de surprendre les chercheurs. Dans le schéma classique, le patient infecté par le virus développe en quelques semaines des anticorps dont témoigne un test de dépistage positif. Il est alors considéré comme séropositif, et le VIH peut être isolé dans son sang. Après un intervalle asymptomatique d'une durée très variable, les premiers signes du sida apparaissent. L'étude d'Imagawa démontre l'existence d'un autre scénario, plus rare certes mais peut-être plus inquiétant. Il s'agit d'une étape appelée infection silencieuse, qui peut s'étaler sur plusieurs années après le contact infectant, pendant laquelle les tests de dépistage restent négatifs tandis que le virus peut être isolé par des techniques spécifiques. La mise en évidence de ce type d'infection soulève de nombreuses questions et notamment celle de son caractère contagieux. Les patients ainsi infectés peuvent-ils transmettre le virus ? L'infection silencieuse évolue-t-elle vers le sida avéré ? Quel est le nombre de patients séronégatifs porteurs d'un virus ?

BÉATRICE BANTMAN.

(1) Multicenter Aids Cohort Study.
(2) Infection prolongée par le virus de l'immunodéficience humaine chez des homosexuels masculins séronégatifs. Docteurs D.T. Imagawa, M.H. Lee et S.M. Wolinski.

URSS : emprisonnés en janvier à Moscou Tous les dirigeants nationalistes arméniens ont regagné Erevan

Les neuf derniers membres du Comité Karabakh, emprisonnés depuis janvier à Moscou, ont été rapatriés, mercredi 31 mai, à Erevan, où ils ont été libérés en liberté surveillée, a-t-on appris, jeudi 1^{er} juin, par M. Ter Stepanian, président de l'association Solidarité franco-arménienne.

Deux autres membres du comité ainsi que deux militants nationalistes, emprisonnés en même temps qu'eux, avaient déjà été ramenés dans la capitale arménienne ces derniers semaines. Il ne restait plus à Moscou qu'un seul militant nationaliste du Haut-Karabakh. Selon Solidarité franco-arménienne, les neuf dirigeants nationalistes ont été présentés aussitôt, à leur arrivée à Erevan, devant un juge, qui leur a indiqué que leur dossier d'inculpation allait être réexaminé. On ignore toujours s'il y aura procès et à quel moment. En fin de soirée, ils ont ensuite été autorisés à regagner leur domicile.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes se sont réunies dans les rues de la ville pour célébrer leur retour, indiquent-on à Paris, où l'on précisait que les dirigeants arméniens avaient été invités à prendre tour à tour la parole dans un meeting improvisé.

Le Comité Karabakh avait pris la tête, l'année dernière, d'un puissant mouvement pour réclamer le rattachement à l'Arménie de la région autonome du Haut-Karabakh, située en République d'Azerbaïdjan mais peuplée à 75 % d'Arméniens. Il s'agit d'une très vieille revendication, qui avait été ravivée par des heurts entre Azerbaïdjanais et Arméniens, et surtout par le pogrom de Soumgaï, en février 1988.

Sous la houlette du Comité Karabakh, cette revendication nationaliste s'est doublée d'une revendication politique d'autonomie dans le cadre de la politique de réstructuration gorbatchévienne. La reprise de graves affrontements à l'automne avait conduit les autorités soviétiques à décréter l'état de siège en Arménie et en Azerbaïdjan. Malgré le terrible tremblement de terre du 7 décembre, les onze membres du comité étaient arrêtés en décembre et en janvier, puis emprisonnés à Moscou.

Le mouvement nationaliste arménien avait vu dans cette mesure une tentative non seulement d'étouffer ses revendications, mais aussi d'écartier les dirigeants nationalistes des élections au Congrès des députés du peuple. Si quatre des siens ont finalement été élus, après un boycottage réussi des candidats officiels, aucun des onze membres du comité n'a pu l'être. Depuis février, une campagne massive pour leur libération avait commencé, alors que la situation s'est à nouveau tendue dans la région du Haut-Karabakh.

H. de B.

Le numéro du « Monde » daté 1^{er} juin 1989 a été tiré à 553 997 exemplaires

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- Document : en 1943, les armes bactériologiques étaient prêtes.
- L'avion de combat idéal.
- Contraception : un vaccin pour remplacer la pilule.

N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE

Sur le vif

Le génie de la Bastille

Voyons, les mecs, vous avez pas bientôt fini de râler, sous prétexte qu'on va vous mettre en cage, accrochés à des barreaux, pendant les fêtes du Bicentenaire, des fois que vous gêneriez ses amis, à mon Mimi. C'est pas parce que la Bastille a été prise en 1789 par le peuple de Paris qu'il doit être convié à célébrer ça en 1989. C'est pas pour le peuple, l'anniversaire de la Révolution ! C'est pour les princes, les chefs des sept pays les plus riches du monde. Ils ont droit à des égards. Faut qu'ils puissent circuler peinards avec leurs suites, leurs limousines, leurs fanions et leurs motards.

Pensez pas qu'on va vous laisser montrer vos seloupes de bagnoles. Si vous habitez la banlieue, comme tout le monde, vous aurez qu'à faire vos 3 kilomètres à pied, attendre le car, prendre le train ou le RER, en changer, puis le métro pour venir bosser. Là, au moins, on vous verra pas. D'autant que vous serez pas pris d'en égarer, déjà que les rames sont prises d'assaut, ça va être dément ! Les vieux, les éclopés, resteront enfermés chez eux. Tant mieux. Ils auraient fait trop moche dans le tableau.

Moi, je suis ravi. Il nous accablent, ce Bicentenaire, il nous excite par les trous de nez, on voulait plus en entendre parler. Là, enfin, on se réveille, on s'éveille, on réagit. Le vent de la révolte va à nouveau souffler sur Paris. Ça va être super. Bravo, mon Mimi ! Nous amène, en plus, d'arrêter ça en interdisant aux cafés des Champs de nous servir autre chose que de l'Orangeade, faut y penser ! Tu veux que je te dise, t'es un génie. Celui de la Bastille, c'est rien à côté.

CLAUDE SARRAUTE.

Alexis Lichine, chantre du vin, est mort

Le monde du vin vient de perdre un de ses témoins : Alexis Lichine, grand promoteur des crus français en Amérique, écrivain sur le vignoble et ses produits, propriétaire d'un château à Margaux, homme d'affaires avisé, est mort à 80 ans.

Russe d'origine, né à Moscou en 1913, émigré en France, il se voit à vingt ans, après des études à l'Ecole alsacienne et à l'université de Philadelphie, confier par le quotidien américain Herald Tribune, une enquête de dix pages sur la France viticole. Son article a un immense succès, et on l'invite aux Etats-Unis pour enseigner l'art du vin. Il fera alors la navette entre la France et l'Amérique, où il se fait l'apôtre de notre vignoble.

Après la guerre, il reprend son négoce, fonde sa propre maison, Alexis Lichine et Co, qu'il vend, en 1967, au groupe d'alimentation britannique Bass-Charlton, et s'installe à Margaux, où il porte de 11 à 56 hectares la superficie du château Cantenac-Prieuré, quatrième cru classé du Médoc, rebaptisé château Prieuré-Lichine.

Surtout, il se met à écrire : Guide des vins et vignobles de France, Guide pratique et touristique sur le même sujet, et, surtout, son Encyclopédie des vins et alcools, F. H.

● TENNIS : les Internationaux de France. — Les matches du deuxième tour des Internationaux de France disputés jeudi matin 1^{er} juin à Roland-Garros ont eu les résultats suivants :

Simple dames : J. Novotna (TCH, 11) b. C. Porvick (RFA), 6-3, 7-5 ; M. Bollegraf (PB) b. L. McNeil (EU), 6-2, 6-1 ; L. Golaras (ITA) b. N. Guérre (FRA), 6-4, 7-5 ; M. Sles (YOU) b. S. Martin (EU), 6-0, 6-2 ; A. Coetzee (AF-SU) b. S. Stafford (EU), 6-3, 6-3.

Simple messieurs : M. Chang (EU), 161 b. P. Sampras (EU), 6-1, 6-1, 6-1 ; L. Duncan (EU) b. A. Smedley (EU), 6-2, 6-1, 6-3 ; J. Courier (EU) b. J. Brown (EU), 6-0, 7-5, 6-1 ; K. Novacek (TCH) b. A. Boetsch (FRA), 6-3, 6-3, 6-3.

Accord de principe entre Paris et Washington sur la suppression des visas

La France a confirmé, jeudi 1^{er} juin la conclusion d'un « accord de principe » avec les Etats-Unis sur la suppression réciproque des visas pour leurs ressortissants, quelques heures après que Washington ait annoncé une prochaine levée de l'obligation de visa pour les Français.

EXPOSITION ET CONFÉRENCES

FORUM P.A.O. 89

3^{ème} JOURNÉES EUROPÉENNES DE LA MICRO ÉDITION

7.8.9 JUIN 1989

PARIS - PORTE DE VERSAILLES

UN SALON POUR TOUS LES PROFESSIONNELS DE LA COMMUNICATION, DE L'ÉDITION DE L'INFORMATION

INFORMATIONS

CAPRIC

38 rue du Colisée, 75018 PARIS
Tél. (33 1) 42.25.41.38
Tél. 445.701
Fax (33 1) 42.25.41.48